Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/napolonenexilo02omea

L'ÉCHO

DE

SAINTE-HÉLÈNE.

2.

IMPRIMERIE D'AUG. COULON, A BRUXELLES.

NAPOLÉON

EN EXIL,

OU

L'ÉCHO DE S^TE^-HÉLÈNE,

JOURNAL DES DERNIÈRES ANNÉES DE L'EMPEREUR,

CONTENANT LES OPINIONS ET LES JUGEMENTS DE NAPOLÉON SUR LES ÉVÉNEMENTS LES PLUS IMPORTANTS DE SA VIE ET DE SON ÉPOQUE,

RECUEILLIS

PAR LE DOCTEUR O'MÉARA.

DOUZIÈME ÉDITION, SEULE COMPLÈTE.

TOME DEUXIÈME.

BRUXELLES,

LANGLET ET COMPAGNIE, LIBRAIRES,
RUE DE LA MADELAINE N° 87.

1834.

L'ÉCHO

DE

SAINTE-HÉLÈNE.

1^er^ Janvier 1817.

J'ai vu Napoléon dans le salon. Je lui ai souhaité un heureux renouvellement d'année. Il a répondu qu'il espérait que l'année qui allait s'ouvrir apporterait quelque changement favorable dans sa situation. « Peut-être mourrai-je, ajouta-t-il en riant, ce qui vaudra bien mieux. Je ne puis être pis que je suis à présent. » Il était de très-bonne humeur, et parla de la chasse au cerf et au sanglier. Il me montra la cicatrice d'une blessure à l'index, qu'il me dit avoir reçue d'un sanglier, dans une chasse où il était accompagné du duc de Dalmatie. Le comte Montholon entra, Napoléon lui dit quelque chose à l'oreille, il sortit et revint bientôt avec une tabatière qu'il remit à l'empereur. Celui-ci me la présenta de ses propres mains, en disant : « Docteur, je vous fais ce présent, en reconnaissance des soins que vous

m'avez prodigués dans ma maladie. » Il est inutile de dire qu'un présent des mains d'un tel homme fut reçu de ma part avec un sentiment d'orgueil, et que je m'efforçai de lui exprimer ce dont mon ame était pénétrée.

Napoléon fit aussi de riches présens aux comtesses Bertrand et Montholon, consistant en quelques pièces uniques dans le monde, de la belle porcelaine qui lui avait été donnée par la ville de Paris, et en pièces de crêpe magnifique. Il donna au comte Bertrand un superbe échiquier, au comte Montholon un bel uniforme, etc.; tous les enfans reçurent également de lui quelque don magnifique. Le temps était si mauvais et si brumeux, qu'on ne pouvait apercevoir le signal de Deadwood.

2. — Cipriani est allé à la ville acheter des provisions.

3.—Napoléon avait été malade pendant la nuit, mais il se trouvait mieux, et était de bonne humeur. Après quelques minutes de conversation, je lui demandai son opinion sur Georges. « Georges, dit-il, était *una bestia ignorante*. Il avait du courage, et c'était tout. Après la paix avec les chouans, je cherchai à le gagner, parce qu'alors il m'aurait été utile, et que je désirais ardemment calmer tous les partis. Je l'envoyai chercher, et lui parlai pendant longtemps. Son père était meûnier, et lui-même n'était qu'un ignorant. Je lui demandai : Pourquoi cherchez-vous à rétablir ces Bourbon? Si même vous

réussissiez à les replacer sur le trône, vous ne serez jamais à leurs yeux que le fils d'un meûnier. Ils vous mépriseraient parce que vous n'êtes pas noble. Je trouvai qu'il n'avait pas de cœur; qu'en effet ce n'était pas un vrai Français. Quelques jours après il partit pour Londres. »

4. — Le vaisseau de guerre *the Spey* est arrivé. Il était porteur de la nouvelle de la destruction des bâtimens algériens, et du traité qu'ils avaient été forcés de faire.

5.—Sir Hudson Lowe est venu à Longwood. J'ai eu une longue conversation avec lui, concernant les restrictions. Son excellence a dit qu'il n'avait aucune objection à faire à ce que le général Bonaparte pût parcourir à cheval tout le côté gauche de Hut's-Gate, dans la direction de miss Mason; mais qu'il ne voulait pas accorder la même permission à sa suite. J'ai observé qu'il serait difficile d'établir une ligne de démarcation, attendu que Napoléon n'était jamais sorti à cheval, sans être accompagné par deux ou trois personnes de sa suite.

Sir Hudson Lowe a répondu qu'il n'avait aucune objection à faire à ce qu'il leur fût permis d'aller dans la même direction, quand ils seraient dans la compagnie du général Bonaparte, mais qu'il ne pourrait le leur permettre quand ils seraient seuls. Il me pria ensuite de dire au général Bonaparte qu'il pourrait se promener à cheval dans cette direction sans qu'il trouvât aucun empêchement; j'observai

qu'il vaudrait mieux en donner connaissance au comte Bertrand, et qu'aussi on devait en prévenir le poste de Hut's-Gate, parce qu'autrement il l'arrêterait s'il essayait de profiter de cette permission. Sir Hudson Lowe répondit que les sentinelles n'avaient point d'ordre de l'arrêter; je dis que les généraux Montholon et Gourgaud avaient été arrêtés plusieurs fois quand ils se rendaient à la maison d'alarme, quoiqu'ils fussent dans les limites. Le gouverneur a répondu qu'il fallait que ce fût par erreur, attendu que les sentinelles n'avaient point d'ordres pour en agir ainsi. J'ai fait l'observation que j'avais été arrêté deux fois moi-même, à la même place, par les sentinelles. « Comment cela peut-il être, a dit sir Hudson, les sentinelles n'ont l'ordre *d'arrêter que les Français?* » J'ai répondu que la sentinelle avait dit qu'elle avait l'ordre d'arrêter toutes les personnes suspectes, et que pensant que j'en faisais partie, elle m'avait arrêté; ce dont je ne pouvais la blâmer. Son excellence en a ri, puis elle a observé qu'elle n'élargirait pas les limites qui étaient fixées, mais qu'elle permettrait au général Bonaparte d'étendre ses promenades à cheval, à droite et à gauche, dans diverses directions. Il me donna en conséquence l'ordre de l'en informer, et de lui dire : « qu'il pouvait parcourir à cheval les anciennes limites sans être accompagné et sans qu'on y mît obstacle. »

J'ai vu Napoléon peu de temps après, je lui ai communiqué le message de son excellence. Il m'a

demandé si les piquets avaient été placés sur les hauteurs comme auparavant, quand il avait coutume d'aller à cheval dans cette direction. J'ai répondu que je ne les avais pas remarqués. Il a pris sa lunette et a regardé de ce côté-là pendant un instant.

J'ai donné à Napoléon des détails sur l'affaire d'Alger, et lui ai remis un journal qui contenait un rapport officiel; après l'avoir lu, il témoigna beaucoup de plaisir de ce que ces barbares avaient été châtiés. Il fit l'observation que la victoire que nous avions remportée ne changeait pas sa façon de penser, quant à la meilleure méthode de traiter avec eux. « Vous eussiez pu aussi bien en venir à bout, au moyen d'un blocus. Sans doute que cette action va donner beaucoup de renom à l'adresse et à la bravoure des matelots anglais; mais cependant, je suis d'avis que c'était trop se hasarder. Certainement, vous avez fait de grandes choses et vous vous êtes tirés d'affaire à cause de la bravoure et de l'intelligence de vos matelots : mais c'est une raison de plus, pour que vous n'eussiez pas dû les exposer contre une telle *canaille*. Il n'existe point de marins, les Américains exceptés, qui eussent fait ce que vous venez de faire, ou même qui l'eussent entrepris. Malgré tout et malgré vos succès, c'était une folie, et c'était abuser de votre marine, que d'attaquer des batteries élevées au-dessus de vos bâtimens, et auxquelles vous ne pouviez faire de tort; de s'en-

gager contre des boulets rouges et des rochers, et de courir le risque de perdre une flotte et faire tuer de braves gens par une telle *canaille ;* indépendamment de la honte qu'il y aurait eue pour l'Angleterre d'être battue par les barbares, ce qui aurait dû arriver, si les Algériens eussent fait feu quand vous fîtes votre descente, au lieu de vous permettre, comme des imbécilles, de prendre tranquillement votre position et de jeter l'ancre, comme si vous passiez une revue, vous n'eussiez certainement pas réussi. Supposons que le dey d'Alger eût refusé de consentir à une seule des conditions de lord Exmouth, le lendemain de la bataille, qu'aurait fait ce dernier? Rien, comptez-y, il ne se serait pas avisé de les attaquer une seconde fois avec des bâtimens démantelés et manquant de poudre. Il eût été obligé de faire retirer sa flotte, c'eût été un affront pour l'Angleterre. D'ailleurs, vous-mêmes, avez appris à ces misérables à se défendre.

» Si vous les avez frappés de terreur, et que les conditions que vous avez faites soient strictement observées, continua-t-il, vous aurez rendu un grand service à l'humanité, outre que vous avez déployé une grande adresse maritime et une grande bravoure. Mais je ne crois pas que les Algériens veuillent adhérer à la condition des prisonniers, qui ne doivent pas être mis dans l'esclavage ; je crains que ces derniers ne soient plus mal traités qu'ils l'étaient auparavant, parce que ces barbares n'ont plus au-

cune espérance de rançon, ce qui était le seul motif qui les engageait à ménager la vie de leurs captifs. Mais maintenant, qu'ils ont perdu l'espérance d'en tirer de l'argent, ils les massacreront et les jeteront à la mer, ou les mutileront horriblement; car vous savez qu'ils pensent que c'est une action méritoire, que de détruire les hérétiques. »

Il a parlé avec beaucoup de considération de lord Nelson, et il a essayé de pallier la seule tache à sa mémoire, l'exécution de Caraccioli, qu'il a entièrement attribuée à cette méchante femme, la reine Caroline, malgré l'influence que lady Hamilton avait sur elle.

Tandis que je conversais avec Napoléon, le général Gourgaud se fit annoncer et entra. Il annonça quelques nouvelles qui n'étaient point en harmonie avec le message que le gouverneur m'avait chargé de remettre. Il paraît que, tandis qu'il parcourait à cheval l'intérieur des limites, il fut arrêté vers les cinq heures après-midi, par la sentinelle de Hut's-Gate, et retenu jusqu'à ce qu'il fût relâché par le sergent commandant le poste. Il a ajouté que, toutes les fois qu'il sortait, la même chose lui arrivait, parce que les sentinelles désiraient se soustraire à toute responsabilité.

6. — J'ai communiqué à sir Hudson Lowe ce qui était arrivé à Gourgaud, et je lui ai apporté une lettre du capitaine Poppleton à ce sujet. Son excellence a assuré que les sentinelles n'avaient pas reçu

de nouveaux ordres et que c'était par méprise qu'elles en avaient agi ainsi.

Cipriani m'a dit que Pozzo di Borgo était le fils d'un berger de Corse, qui avait coutume d'apporter du beurre, des œufs et du lait à la famille de Bonaparte. Comme c'était un garçon très-gai, il fut remarqué par madame *Mère*, qui paya ses mois d'école. Par suite de l'intérêt que lui portait cette famille, il fut nommé député à l'assemblée législative, attendu qu'aucun des fils Bonaparte n'avait l'âge convenable pour être élu. Il revint ensuite en Corse en qualité de procureur-général; il s'y joignit à Péraldi, ennemi implacable des Bonaparte, et par conséquent il le devint également. Cipriani m'apprit aussi que Masséria s'adressa à lui à son arrivée à Paris, pour savoir comment il pourrait parvenir jusqu'à Napoléon, en lui faisant l'observation que son intention avait été d'abord d'employer l'intermédiaire de l'archichancelier. Cipriani lui donna le conseil de ne pas suivre cette marche, attendu qu'étant émigré, il pourrait être arrêté et jugé, et dans ce cas condamné à mort; mais de s'adresser à madame *Mère* dont il était connu. Masséria suivit son avis et parvint à obtenir une entrevue. Il échoua dans la tentative qu'il fit pour ouvrir une négociation; ayant fait de nouvelles démarches pour obtenir une nouvelle entrevue, on lui signifia de quitter la France.

Sur les recherches que l'on fit à Hut's-Gate, le

sergent commandant le poste montra un morceau de papier contenant l'ordre donné aux sentinelles, qui portait qu'aucun Français, pas même Bonaparte, ne devait avoir la permission de passer ce poste, s'il n'était accompagné par un officier anglais. Le sergent dit aussi, ce qui était très-remarquable, que sir Hudson Lowe donnait souvent des ordres de vive voix, non-seulement aux officiers de garde non commissionnés, mais même aux sentinelles, soit que ces ordres fussent écrits ou non. J'ai dîné en ville avec sir Pulteney Malcolm.

7. — Napoléon est resté levé jusqu'à trois heures du matin, ayant employé le temps à dicter et à écrire. Il s'est ensuite relevé à cinq heures et a pris un bain chaud. Il n'a rien mangé qu'à sept heures du soir et s'est couché à huit.

8. — J'ai eu un entretien avec Napoléon sur les Algériens. Je lui ai demandé s'il était vrai que Desaix, un peu avant sa mort, lui avait envoyé une dépêche de la teneur suivante : « Dites au premier consul que je regrette de mourir avant d'avoir assez fait connaître mon nom à la postérité. » Napoléon a répondu que c'était vrai. Il donna de grands éloges à la mémoire de Desaix. Il a déjeûné aujourd'hui à la manière anglaise et a pris des rôties au beurre avec du thé. Le temps était si nébuleux et si chargé de brouillards, qu'on ne pouvait faire les signaux.

10. — Sir Pulteney Malcolm, accompagné du capitaine Meynel et Wauchope, de la marine royale,

sont venus à Longwood, et ont eu une entrevue avec Napoléon. Il a donné à l'amiral un détail abrégé de sa vie.

J'ai été en ville, et j'ai demandé à sir Thomas Reade que l'on accordât la permission aux Français d'acheter deux vaches afin de pouvoir avoir un peu de bon lait pour leur maison.

Le brouillard a été si épais, et le temps si mauvais, que le signal de *tout est bien* (allwell) ne pouvait être vu; on a envoyé des ordonnances pour en instruire le gouverneur et l'amiral.

11. — Le temps a continué à être très-mauvais.

12. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette. Je lui ai donné un journal du 3 octobre 1816. J'ai eu quelqu'entretien avec lui relativement à Châteaubriand, sir Robert Wilson, etc. J'ai fait l'observation que quelques personnes s'étonnaient qu'il n'eût pas répondu ou fait répondre à l'ouvrage de sir Wilson et à plusieurs autres qui renfermaient les mêmes assertions. Il a répondu que cela était superflu, que ces écrits tomberaient d'eux-mêmes. Que sir Robert s'était déjà contredit par la réponse qu'il avait faite dans son interrogatoire quand on l'avait jugé à Paris pour avoir assisté Lavalette dans sa fuite; et qu'il était convaincu que Wilson était actuellement fâché d'avoir publié ce qu'il avait été porté alors à croire véritable; que d'ailleurs les Anglais qui rentreraient en Angleterre après quelque séjour en France, reviendraient détrompés, quant

à son caractère, et détromperaient leurs compatriotes.

Je lui ai demandé si lors de son expédition d'Égypte, il n'était pas très-mince. Il m'a répondu qu'en effet il était alors très-fluet, quoiqu'il fût d'une constitution forte et vigoureuse; qu'il avait souffert ce qui aurait emporté la plupart des autres hommes. Après sa trente-sixième année il avait engraissé.

Il m'a dit avoir souvent travaillé aux affaires d'état pendant quinze heures par jour sans un moment d'interruption et sans prendre de nourriture. Dans une occasion il avait continué ses travaux pendant trois jours et trois nuits sans se coucher ni reposer.

Aujourd'hui, à l'instant où Napoléon se levait de table, et allait prendre son chapeau sur le buffet, il en sortit un gros rat qui courut entre ses jambes, ce qui surprit les personnes qui se trouvaient là.

13. — J'ai demandé au pourvoyeur si l'on tenait compte à la maison, des articles qui lui étaient accordés par le gouvernement pour la durée d'une semaine, et dont on n'aurait point fait usage, et s'il était permis d'approprier la valeur desdits articles à augmenter la ration des autres dont la quantité ne se trouvait pas suffisante; ou si de telles épargnes retombaient au bénéfice du gouvernement. On m'a répondu que toutes les épargnes faites dans la maison sur les articles de pâtisserie anglaise et confi-

tures, pouvaient être appliquées à augmenter la quantité allouée de légumes, mais que toute autre épargne devait être au profit du gouvernement et non des Français. Qu'il y a quelques semaines, aucune épargne, de quelque nature qu'elle fût, ne pouvait être employée à augmenter la quantité des provisions déjà fixée, et dont on pouvait manquer, mais que sur diverses représentations que j'avais faites, pendant la maladie de Napoléon, sur le manque de légumes, sir Hudson Lowe avait ordonné que la valeur des articles mentionnés (1) dont on ne se servirait pas à Longwood, pourrait être employée à augmenter la quantité des autres provisions : que le major Gorrequer avait fait, dans une lettre, de sévères réprimandes aux pourvoyeurs, pour avoir remboursé la valeur du fruit accordé (quand on ne pouvait s'en procurer dans l'île), et en avoir employé le montant à augmenter la quantité allouée de légumes. Qu'on avait joint, à ces réprimandes, un ordre sévère de ne jamais renouveler la même chose.

14. — J'ai pris des informations auprès du *major de brigade* Harrisson, dont le poste était à Hut's-Gate, pour savoir s'il avait été apporté quelque changement aux ordres donnés, de manière à permettre à Napoléon de dépasser le piquet placé à cette porte,

(1) Il était rare que les Français fissent usage des articles de pâtisserie et confitures envoyés d'Angleterre, attendu que Piéron, le chef d'office, excellait dans *son art.*

et de faire le tour près de la maison de miss Mason et de Woody Range, sans être accompagné d'un officier anglais. Le major Harrisson m'a répondu que les ordres n'étaient nullement changés à cet égard, et que si Napoléon essayait de passer, il serait arrêté par les sentinelles. Il a ajouté que Gourgaud lui avait fait hier la même demande, et qu'il lui avait donné la même réponse. Cipriani a été en ville pour acheter du mouton.

15. — J'ai vu Napoléon dans son bain; il était un peu abattu et rêveur ; il a fait quelques observations sur ce que le gouverneur n'avait pas tenu sa parole, relativement à la médiation proposée dans la personne de l'amiral.

17. — Madame Bertrand est accouchée, à trois heures et demie, d'un beau garçon. Son accouchement a été suivi de symptômes très-dangereux.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et m'a demandé si j'avais eu quelqu'entretien avec Napoléon, concernant l'amiral, depuis la dernière fois qu'il m'avait vu. J'ai répondu que Napoléon avait paru très-étonné que le gouverneur n'eût point accepté la médiation de l'amiral. Sir Hudson a fait l'objection, qu'il avait regardé la négociation comme rompue, parce que le général Bonaparte lui avait adressé de nombreuses observations sur les restrictions établies dans le mois d'octobre dernier; que le style en était emporté et qu'elles contenaient des mensonges; qu'enfin, il regardait comme une rupture

décisive, les remarques écrites au dos de la réponse faite à la proposition originale. Il ignorait, ajouta-t-il, si ces remarques ne devaient être lues que par lui, ou si, au contraire, on devait les envoyer en Angleterre; que le fréquent emploi du mot *empereur* dans les représentations écrites par le comte Bertrand, suffisait seul pour ôter toute suite à cette affaire. J'ai répondu que ces représentations n'avaient été ordonnées, que pour être soumises à son examen. Son excellence s'est alors déchaînée contre le comte de Las-Cases, qu'il accusait d'avoir été la cause d'une foule de mal-entendus entre Bonaparte et lui; il me dit qu'il avait lu dans son journal que Bonaparte avait déclaré avoir en horreur jusqu'à la vue d'un uniforme anglais et d'un officier de cette nation; que je pouvais choisir une occasion de lui dire cela, et ajouter que l'opinion de son excellence était qu'il n'avait jamais employé de pareilles expressions.

Sir Hudson m'a ensuite demandé si j'avais appris au général Bonaparte qu'il eût la liberté de faire le tour de la maison de miss Mason et de Woody Range, à cheval, sans être accompagné? Je répondis qu'oui, mais que le major Harrisson avait assuré le contraire au général Gourgaud et à moi-même. Son excellence me dit que, depuis, on en avait expédié l'ordre, et me pria d'en informer le général Bonaparte, aussi bien que des raisons pour lesquelles il n'avait pas été plus loin au sujet de la médiation proposée. Il

me chargea de lui dire en outre, qu'il attendait journellement de bonnes nouvelles pour les Français et qu'il espérait que le gouvernement anglais lui permettrait de rendre leur position plus agréable.

Mais le soir même, son excellence changea d'avis, et m'ordonna de ne rien communiquer au général Bonaparte, au sujet de la promenade à gauche de Hut's-Gate, mais de lui dire le reste de ce dont il m'avait chargé.

18. — Napoléon m'a envoyé chercher. Il s'est plaint d'un grand mal de tête, et m'a fait plusieurs questions sur madame Bertrand, dont la santé parut beaucoup l'inquiéter. Je l'ai instruit des causes qui avaient amené les symptômes défavorables qui s'étaient présentés. Je lui ai en outre fait connaître les raisons que le gouverneur avait alléguées hier, pour n'avoir pas été plus avant dans la médiation proposée, et enfin tout ce que sir Hudson m'avait dit pour lui.

Napoléon a répondu : « Je n'ai jamais eu l'intention de rompre la négociation. Les observations que j'ai faites ont été envoyées au gouverneur sur sa propre demande, et d'après le désir qu'il a témoigné de connaître le sujet de nos plaintes. Elles n'ont jamais eu pour but de refuser l'accommodement proposé, et n'ont jamais été destinées à être envoyées en Angleterre, avec d'autant plus de raison que ce n'était qu'une copie de ce que j'avais eu l'intention de lui faire passer auparavant. J'aurais désiré, con-

tinua-t-il, que l'amiral fût présent à toutes les conventions qu'on aurait pu lui faire, afin de pouvoir en appeler à lui, comme à un homme d'honneur et à un véritable Anglais. Je désirais qu'il connût toutes les transactions, pour que le gouverneur ne pût changer les ordres et les réglemens, en niant, par la suite, tout ce qu'on aurait arrêté d'abord, et qu'il ne pût finir par dire que tout était resté tel qu'au commencement. Mais ce gouverneur n'a jamais eu l'intention de faire appeler l'amiral. Tout ceci n'est qu'une ruse. *È un uomo senza fede.*» J'ai dit à Napoléon, que le gouverneur m'avait annoncé avoir écrit en Angleterre, et qu'il attendait tous les jours des ordres pour améliorer sa position. « Il n'a jamais rien écrit de semblable, répondit Napoléon; il voit qu'il s'est trop avancé. Et maintenant il attend l'arrivée de quelque bâtiment venant d'Angleterre, afin de pouvoir jeter tout l'odieux de ces mesures sur les ministres, et dire qu'il a écrit pour les faire retrancher.

» Les ministres se sont contentés de lui accorder un pouvoir discrétionnaire, pour les mesures nécessaires à prévenir ma fuite, et tout le reste vient de lui. Il nous traite comme si nous étions des rustres ou de pauvres sots qu'il peut duper à son gré, au moyen de ces misérables artifices. »

L'*Adamant* est arrivé du Cap. Lady Malcolm a envoyé des fruits à Napoléon. J'ai été en ville où je me suis procuré quelques journaux que j'ai donnés

à ce dernier, à mon retour. Je l'ai aidé à en expliquer quelques passages. Je lui ai raconté une anecdote de son fils, il en a beaucoup ri ; et cette circonstance l'a rendu de très-bonne humeur. Il m'a fait répéter l'anecdote, m'a fait plusieurs questions sur Marie-Louise, et m'a enfin prié de *voir* tous les journaux qui pourraient arriver dans l'île, afin que si je ne pouvais me les faire prêter, je pusse au moins être en état de lui donner connaissance de tout ce qui pourrait avoir rapport à son épouse et à son fils. « Car, ajouta-t-il, une des raisons pour lesquelles ce gouverneur ne nous fait pas tenir une série régulière de journaux, est d'empêcher que je voie aucun des articles qui pourraient me faire plaisir, sur-tout ceux qui me donneraient quelques nouvelles de ma femme et de mon fils. »

19. — Sir Hudson Lowe m'a fait appeler. Je me suis rendu à Plantation-House. Je lui ai fait part de la réponse de Napoléon, au message dont il m'avait chargé pour lui, en date du 17, dissimulant toutes les épithètes offensantes, et donnant aux discours de Napoléon un tour plus modéré. — Sir Hudson me dit qu'il n'avait jamais demandé d'observations sur les restrictions; qu'il croyait avoir exprimé seulement le désir de savoir ce dont ils avaient à se plaindre, et qu'il était satisfait d'apprendre que Napoléon, en envoyant ses observations, n'avait pas eu pour but de rompre l'arrangement proposé.

Peu de temps après, son excellence commença à

s'emporter, et dit : « que la personne qui avait dicté des observations dans de semblables termes, et contenant tant de mensonges, n'avait pu être guidée par des motifs de conciliation ; et qu'il ne ferait aucune démarche définitive dans cette affaire. Qu'il pensait qu'une personne, en en proposant une autre pour médiatrice, ne pouvait avoir d'autre vue que de faire des concessions ou des excuses. Que si telles étaient les vues du général Bonaparte, en se servant d'un intermédiaire, il le lui conseillait ; sans quoi il pouvait s'abstenir de le faire. » Le gouverneur me demanda ensuite si je pensais que ce fût l'avis de Napoléon. Je répondis à son excellence que je pouvais lui assurer que Napoléon ne se proposait rien de cela, et qu'il n'en avait même jamais eu la pensée. Sir Hudson, après quelques assertions hasardées, relatives aux motifs qu'il supposait aux prisonniers, se leva, entra dans une autre chambre dont il rapporta un volume du *Quaterly Review*, lequel contenait un article sur l'ouvrage de Miot, sur l'Égypte. Il le remit entre mes mains en me montrant, d'un air de triomphe, le passage suivant, qu'il me pria de lire à haute voix. « Bonaparte connaît assez le genre humain pour éblouir le faible, tromper l'ambitieux, imposer au timide, et se servir habilement des méchans. Mais Bonaparte est d'une ignorance grossière en toute autre chose. Il ne connaît ni le pouvoir du patriotisme, ni l'enthousiasme de la vertu, ni la force du devoir ; il n'y comprend rien. » Pen-

dant que je lisais cela, son excellence poussait de longs éclats de rire. Il me fit ensuite observer une définition du mot *caractère* dans un ouvrage posthume de Voltaire (à ce que je crois); définition dont il me dit que le général Bonaparte n'avait pas probablement connaissance, « car autrement, ajouta-t-il, il n'aimerait pas tant ce mot-là. »

Sir Hudson Lowe dit ensuite que le général Bonaparte devrait lui envoyer l'amiral. Je lui fis observer que sir Pulteney Malcolm ne se chargerait d'aucun message de cette espèce, à moins que le gouverneur ne lui en parlât, ou qu'il n'y fût préalablement autorisé par lui. Que puisqu'il avait maintenant entre ses mains les plaintes des Français, il pouvait faire connaître à l'amiral, jusqu'à quel point il se conformerait à leurs demandes, et qu'en faisant connaître ses intentions à cet officier, celui-ci saurait, et comment il devrait agir, et la réponse qu'il aurait à faire. Sir Hudson eut encore recours aux termes des observations qui lui avaient été faites, et après avoir continué la discussion pendant quelque temps, il me chargea d'un message à peu près semblable à celui du 17, ajoutant, « qu'à cette époque il avait prévu que la demande de voir Las-Cases, qu'il ne pouvait accorder, renverserait probablement tous projets d'arrangemens. » Il me dit ensuite que je pouvais prendre tous les ouvrages qui me plairaient dans sa bibliothèque, à l'exception de ceux qui flattaient par trop Bonaparte. Peu de temps

après, il me donna le libelle de Pillet sur l'Angleterre, l'expédition de Miot en Égypte, les *Amours secrètes de Napoléon*, etc. Je lui demandai si je pouvais prêter Pillet à Napoléon. « Oui, et dites-lui, ajouta-t-il, que Pillet connaît tout autant l'Angleterre que Las-Cases. » Son excellence tira ensuite d'une tablette un livre intitulé : *Les Imposteurs insignes, ou Histoire de plusieurs hommes de néant de toutes nations, qui ont usurpé la qualité d'empereur, de roi et de prince.* Il me le remit en disant, avec une grimace toute particulière : « Vous feriez bien aussi de porter cela au général Bonaparte ; peut-être y trouverait-il quelque caractère semblable au sien. »

20. — Cipriani est allé à la ville pour acheter de la viande, du beurre, et autres objets de nécessité. Sir Thomas Reade se montre toujours très-actif à l'aider à se les procurer.

21. — J'ai vu Napoléon dans la soirée. Je lui ai donné l'ouvrage de Pillet, en lui parlant des faussetés qu'il contenait, entre autres les coutumes incestueuses que ce misérable affirmait exister presque par-tout en Angleterre. Il en parut surpris et offensé, et dit que souvent la méchanceté se combattait elle-même. Lorsque je lui répétai que Pillet avait affirmé que les officiers de la marine française étaient plus savans et qu'ils manœuvraient mieux que ceux anglais, il sourit d'un air de mépris. « Vraiment ils l'ont bien prouvé, dit-il, par le résultat de leurs actions. »

Je lui appris alors que j'avais lu un livre intitulé : *Amours secrètes de Napoléon Bonaparte ;* mais que c'était un tissu de sottises. Napoléon sourit et me pria de le lui procurer. « Cela me fera rire, au moins, » dit-il, et je le lui apportai. Il remarqua une gravure dans laquelle on le représente plongeant une épée dans un ballon, parce que l'aéronaute n'avait pas voulu l'y laisser monter. « Quelques personnes croient que le trait représenté ici, est réellement de moi, dit-il, et je l'ai entendu affirmer par des hommes qui me connaissaient bien; mais il est faux. Ce fait est réellement arrivé, mais l'acteur était membre du *comité*. C'était un jeune homme d'une grande bravoure, dont la tournure et les manières étaient les plus bizarres; il marchait toujours sur la pointe des pieds et aimait à se promener au bord des précipices. »

En ce moment, quelqu'un entra dans la chambre, » *eh bien*, s'écria-t-il, *voilà mes amours secrètes !* » Il parcourut alors l'ouvrage, et lut quelques parties, en riant de tout son cœur, mais en observant que c'était une absurdité monstrueuse, qu'ils l'avaient représenté pire qu'un scélérat. Après en avoir feuilleté une partie que je n'avais pas lue, il ferma le livre, et me le rendit, en disant qu'il n'y avait pas un seul mot de vérité dans ces anecdotes, que même les noms de la plus grande partie des femmes dont il y était parlé, lui étaient inconnus.

Napoléon resta fort tard à lire Pillet, et j'appris

qu'on l'avait souvent entendu pousser de longs éclats de rire.

22. — Napoléon a passé une grande partie de la journée à dicter ses mémoires aux comtes Bertrand et Montholon, dans la salle de billard qu'il a convertie en cabinet d'études. Quelquefois il s'amuse à rassembler les billes, et à tâcher de les faire toutes rouler dans la blouse opposée.

Sir Hudson Lowe m'a envoyé, pour l'usage de Napoléon, du café qu'il dit être d'une excellente qualité, et qu'il m'a soigneusement recommandé.

23. — Napoléon a été fort gai. Il m'a parlé du livre de Pillet, en observant qu'il n'avait aucun souvenir de personne de ce nom. « Probablement, dit-il, ce Pillet est un homme qui aura été maltraité par vous, sur vos pontons, et qui aura écrit contre les Anglais avec le fiel et l'aigreur qui respirent dans son ouvrage. Il n'y a, dans tout le livre, qu'un seul passage, que je crois conforme à la vérité, c'est celui dans lequel il est question du traitement des prisonniers sur les *pontons*. Quelle barbarie de la part de votre gouvernement, d'enfermer tous les soirs, pendant tant d'heures, à bord de vos vaisseaux, de malheureux soldats qui n'avaient pas été accoutumés à la mer, et sans leur donner d'air! Il y a quelque chose d'horrible, continua-t-il, dans la manière de traiter les prisonniers en Angleterre. La seule idée d'être mis à bord d'un vaisseau, et d'y être retenu pendant plusieurs années, a quelque chose d'ef-

frayant. Vos matelots s'effraient eux-mêmes, à l'idée d'être toujours à bord des vaisseaux, et courent jouir des délices de la terre, aussitôt qu'ils le peuvent. Rien n'a plus irrité les nations du continent contre vous. Car non-seulement vos ministres y entassaient les Français, mais encore tous les prisonniers des autres nations en guerre avec vous. Je reçus tant de plaintes du traitement barbare qu'ils éprouvaient sur les pontons, traitement si contraire à celui que recevaient en France les prisonniers anglais, que j'avais fini par donner des ordres pour que tous les prisonniers anglais fussent mis à bord des pontons, que l'on devait préparer à cet effet, et qu'ils fussent traités exactement comme on traitait les miens en Angleterre. Si je fusse resté en France, ce projet aurait été mis à exécution. Il eût produit un bon effet, car j'aurais donné aux Anglais ainsi retenus toutes facilités pour faire leurs plaintes; et vos ministres eussent été, malgré eux, forcés de retirer les Français des pontons, afin que pareille mesure ne fût pas adoptée en France à l'égard des Anglais. »

Je fis la remarque que le traitement des prisonniers français n'avait pas été, à beaucoup près, aussi mauvais que plusieurs l'avaient rapporté, et que Pillet l'avait sur-tout exagéré. Napoléon répondit : « Je ne doute pas qu'on n'ait exagéré la rigueur de ce traitement; mais ce que je sais, c'est qu'il était barbare, et presque insupportable. C'est un acte de cruauté que de mettre des soldats à bord de bâti-

mens. En France, tous les Anglais étaient bien traités : au moins j'avais les meilleures intentions pour cela. Il a sans doute existé quelques abus, comme il s'en rencontre toujours en pareil cas; mais je n'en étais pas cause. Toutes les fois que j'en ai été instruit, j'ai toujours puni avec sévérité ceux qui s'en étaient rendus coupables. Virion, par exemple, fut jugé, dès que j'eus découvert ses vols, et je l'aurais fait pendre si, redoutant le résultat de son procès, il ne se fût brûlé la cervelle. Il en fut de même de plusieurs autres. Il est impossible à un gouvernement de chercher, plus que je ne l'ai fait, à adoucir le sort des prisonniers de guerre; mais je n'ai pu remédier à quelques abus dont j'ai puni les auteurs, toutes les fois que je les ai connus.

Que des milliers de prisonniers anglais racontent franchement la manière dont ils ont été traités. Il y en a quelques-uns dans cette île. Quand ils essayaient de s'enfuir, et qu'on les reprenait, alors on les tenait étroitement resserrés; mais jamais on ne les a traités d'une manière aussi barbare que sur vos pontons. Vos ministres ont fait grand bruit sur ce que j'avais employé des prisonniers français qui avaient manqué à leur parole, et s'étaient échappés ; mais les prisonniers de votre nation ont été les premiers à donner l'exemple. Et après s'être sauvés, votre ministère a fini aussi par les employer. J'en ai agi de même par représailles. J'ai fait publier les noms de plusieurs Anglais qui avaient manqué à leur parole

d'honneur, et violé leur serment, avant que les Français en eussent jamais donné l'exemple, et que l'on avait employés ensuite. J'ai fait plus, car j'ai proposé à vos ministres de renvoyer tous les prisonniers français qui avaient manqué à leur parole, depuis le commencement de la guerre, pourvu que les Anglais en fissent de même. Ils s'y sont refusés. Que pouvais-je faire de plus? Vos ministres ont jeté feu et flamme contre la mesure que j'avais adoptée, de faire retenir tous les voyageurs anglais qui se trouvaient en France, quoiqu'ils en eussent eux-mêmes donné l'exemple, en s'emparant corps et biens, de tous les bâtimens français qui étaient tombés en leurs mains, soit dans leurs ports, soit en pleine mer, avant la déclaration de la guerre. Je dis alors: Si vous retenez ceux de mes sujets qui voyagent sur la mer, dont vous êtes maîtres absolus, je retiendrai les vôtres sur terre, où je suis également puissant. Mais après cela, j'ai offert de relâcher tous les Anglais que j'avais arrêtés en France avant la déclaration de guerre, pourvu que vous en fissiez autant des Français et de leur fortune, dont vous vous étiez emparés à bord des bâtimens. Votre gouvernement a refusé.

» Vos ministres, continua-t-il, ne publient jamais la vérité, à moins qu'ils ne puissent faire autrement, ou qu'ils ne sachent que tôt ou tard elle percera et viendra à la connaissance du public; dans le premier cas, ils déguisent ou suppriment la vérité selon qu'il convient à leurs vues. »

J'ai fait quelques observations relativement aux assertions de Pillet, sur la dépravation générale qu'il prétend exister parmi les dames anglaises, et sur les autres accusations odieuses. J'ai soutenu qu'il n'y avait pas de pays au monde qui méritât moins les soupçons des liaisons illicites entre des proches parens, et j'ai ajouté que nulle part on ne trouvait plus de délicatesse parmi les dames, plus de pureté dans leur manière de vivre. J'ai fait observer à Napoléon qu'il fallait que Pillet eût vécu dans une très-mauvaise société, d'après ce qu'il disait des *sweethearts,* que j'expliquai comme étant un mot dont se servaient seulement les femmes de chambre, les filles de petits détaillans et autres, d'une classe analogue, quoique Pillet eût affirmé que ce terme était d'un usage familier parmi les jeunes dames de la plus haute classe de la société. « C'est vrai, dit Napoléon, je pense qu'il n'a jamais vu de dames anglaises à bord de son bâtiment, excepté les *puttane* de la plus basse classe. Il a eu vraiment, continua-t-il, une belle occasion d'apprendre les usages et les mœurs des Anglais, relégué, comme il dit l'avoir été, pendant sept à huit ans à bord d'un ponton!

» Il a agi contre son propre plan, car, dans quelques parties de son livre, il a dit tant de mensonges et tant d'horreurs des Anglais, que les vérités qui se trouvent dans le reste ne peuvent être crues. Cet ouvrage ressemble aux écrits de ceux qui m'ont représenté comme un monstre, me complaisant dans

l'effusion du sang, les crimes et les atrocités; qui ont dit que, pour satisfaire mes goûts sanguinaires, je prenais plaisir à faire passer ma voiture sur les corps des morts et des blessés après une bataille. Son livre renferme autant de vérités, et l'auteur combat lui-même ses propres intentions. J'ai vu avec joie l'esprit d'exaspération qui présidait à tous ces pamphlets, persuadé que j'étais, que les gens de raison et de bon sens ne pourraient y ajouter foi. Ceux qui ont conservé les apparences de la modération et de la douceur, étaient les seuls que je puisse craindre. »

Je demandai dans ce moment à Napoléon, s'il avait lu l'histoire de Miot sur l'expédition d'Égypte. « Quoi, ce commissaire? répondit-il. Je crois que Las-Cases m'en a donné un exemplaire; d'ailleurs ce livre a été publié de mon temps. » Il me pria alors de lui apporter celui que j'avais, afin de les comparer. Il dit que Miot était un *polisson;* qu'il l'avait tiré de la boue lui et son frère. « Il a avancé que j'avais essayé, par menaces, de l'empêcher de publier son livre, ce qui est faux. »

« J'ai dit un jour à son frère, qu'il eût aussi bien fait de ne pas donner des mensonges au public. C'était un homme dont l'ame était toujours resserrée par la crainte. Que dit-il de l'affaire du poison et de la fusillade de Jaffa? » Je répondis que, quant au poison, Miot déclarait que tout ce qu'il pouvait dire, c'est que le bruit en avait couru; mais qu'il assurait, d'une manière positive, que Napoléon avait fait

fusiller de trois à quatre mille Turcs, quelques jours après la prise de Jaffa. Napoléon répondit : « Il n'est pas vrai qu'il y en ait eu autant. J'ai fait fusiller mille à douze cents hommes, ce qui a été exécuté. La raison en était que, parmi la garnison de Jaffa, on découvrit un grand nombre de soldats turcs que j'avais fait prisonniers peu de temps auparavant à El-Arish, et envoyés à Bagdad, après qu'ils m'eurent donné leur parole de ne plus servir, ou du moins de ne plus porter les armes pendant l'espace d'un an. Je les avais fait escorter pendant douze lieues sur la route de Bagdad par une division de mon armée; mais ces Turcs, au lieu de s'y rendre, se jetèrent dans Jaffa, défendirent la place à outrance, et furent cause que je perdis un grand nombre de braves avant de m'en emparer. Sans le renfort que ces misérables donnèrent à la garnison de Jaffa, mes soldats n'eussent pas été sacrifiés. D'ailleurs, avant d'attaquer cette ville, j'avais envoyé un parlementaire. Presque aussitôt, nous vîmes sa tête au bout d'un pieu planté sur la muraille. Si, dans cette circonstance, je leur eusse pardonné, et que je les eusse laissé aller sur parole, ils se seraient rendus directement à Saint-Jean-d'Acre, pour recommencer leur conduite de Jaffa.

» Je devais à la sûreté de mes soldats et à ma qualité de père, de veiller à l'intérêt de mes enfans, et de ne pas permettre qu'ils renouvelassent de pareils excès. Il était impossible que je consentisse à

laisser une partie de mon armée déjà réduite par la perfidie de ces misérables, pour les garder. Enfin, agir autrement que je n'ai fait, eût été vouloir la destruction de mon armée. En conséquence, usant des droits de la guerre, d'après lesquels j'étais le maître de faire mourir des prisonniers faits dans une semblable circonstance, de ceux qu'a le vainqueur sur une ville prise d'assaut et des représailles contre les Turcs, j'ordonnai que les prisonniers faits à El-Arish qui, au mépris de leur capitulation, avaient été repris les armes à la main, fussent mis à part et fusillés. On épargna la vie du reste, dont le nombre était considérable. J'en agirais encore de même demain, continua Napoléon, et Wellington, ainsi que tous les généraux qui auraient commandé une armée en de semblables circonstances, en eussent fait autant. Avant de quitter Jaffa, et après avoir fait embarquer la plus grande partie de mes malades et de mes blessés, on vint me dire qu'il restait à l'hôpital des hommes dans un état si dangereux, qu'il était impossible de les transporter. J'ordonnai aussitôt à l'état-major des chirurgiens de se consulter, et d'examiner entre eux ce qu'il y avait de mieux à faire, et enfin de me faire connaître le résultat de leurs opinions. En conséquence, ils se réunirent et trouvèrent que sept à huit hommes étaient si dangereusement malades, qu'on regardait comme impossible leur retour à la vie. Ils convinrent qu'ils ne pouvaient vivre au-delà de vingt-quatre heures

ou de trente-six heures au plus; qu'en outre, affligés de la peste comme ils l'étaient, ils répandraient cette maladie parmi tous ceux qui communiqueraient avec eux. Plusieurs d'entre eux, qui étaient encore en pleine connaissance, voyant qu'ils allaient être abandonnés, demandaient instamment la mort. Larrey était d'avis que leur rétablissement était impossible, et que ces pauvres gens ne pouvaient pas prolonger leur existence au-delà de quelques heures; mais comme ils pouvaient encore vivre jusqu'au moment où les Turcs feraient leur entrée, et qu'ils pourraient être exposés aux tourmens terribles que ces barbares étaient accoutumés à faire souffrir à leurs prisonniers, on pensa que ce serait un acte de charité de condescendre à leurs désirs, et de devancer leur mort de quelques heures.

» Desgenettes ne fut pas de cet avis, et dit que sa profession était de guérir les malades et non de les faire périr. Larrey vint me trouver sur-le-champ, et me fit part de cette circonstance, ainsi que du raisonnement de Desgenettes, en ajoutant qu'il avait raison. « Mais, continua Larrey, ces hommes ne peuvent vivre que peu d'instans, vingt-quatre ou trente-six heures au plus; et si vous voulez laisser une arrière-garde pour les protéger contre les postes avancés de l'ennemi, cela suffira. »

J'ordonnai, en conséquence, à quatre à cinq cents cavaliers, de rester en arrière et de ne pas quitter l'endroit qu'ils ne fussent morts. Ils restèrent en effet,

et vinrent me faire le rapport, qu'ils avaient tous expiré, avant qu'ils ne quittassent la ville. J'ai appris depuis que Sydney Smith en avait trouvé un ou deux encore vivans, quand il était entré dans la ville. Voilà la vérité sur cette affaire. Je puis assurer que Welson lui-même sait qu'il a été trompé dans le rapport qu'il a fait. Sydney Smith n'a jamais fait une semblable assertion. Je ne fais pas de doute que cette histoire d'empoisonnement ne soit due, en quelque sorte, à Desgenettes qui était un bavard; on l'aura mal entendue et ensuite mal répétée. Desgenettes, continuait Napoléon, était un brave homme, et quoiqu'il eût donné naissance à cette histoire, je ne m'en suis pas offensé, et je l'ai gardé près de ma personne pendant plusieurs campagnes qui eurent lieu plus tard. Ce n'est pas que je pense que c'eût été commettre un crime, que de donner de l'opium aux pestiférés; au contraire, c'eût été obéir à la voix de la raison; c'était plutôt une cruauté de laisser quelques misérables, dans cet état désespéré, exposés à être massacrés par les Turcs, ou à éprouver, de la part de ceux-ci, les tourmens épouvantables qu'ils avaient coutume d'exercer contre leurs prisonniers. Un général doit agir envers ses soldats, comme il voudrait qu'on agisse envers lui-même. Maintenant, je le demande, quel est l'homme jouissant de l'usage de la raison, qui, dans des circonstances semblables, n'aurait pas préféré mourir quelques heures plus tôt, qu'à vivre exposé

aux tortures les plus affreuses de la part de ces barbares. Vous vous êtes trouvé parmi les Turcs, et vous les connaissez ; je vous le demande maintenant, mettez-vous dans la position d'un de ces malades, si l'on vous demandait ce que vous préférez, qu'on vous laisse souffrir les tourmens que pourraient vous infliger ces misérables, ou qu'on vous administre de l'opium, que répondriez-vous ? — Sans doute, je préférerais la mort, lui dis-je. — Certainement, reprit Napoléon, tout homme en dirait autant. *Si mon fils*, et cependant je crois l'aimer autant qu'un père peut aimer son enfant ; si mon fils, dis-je, était dans une situation pareille à celle de ces hommes, mon avis serait qu'on en agît de même ; et si je me trouvais dans la même situation, j'exigerais qu'on en usât ainsi envers moi ; j'aurais insisté pour que l'on employât cette mesure, si j'avais eu encore assez de raison et de force pour en faire la demande. Au reste, si j'avais cru qu'il fût nécessaire de donner de l'opium à ces soldats, dans ce cas, j'aurais fait assembler un conseil de guerre, j'aurais exposé la nécessité de cette action, et je l'aurais fait mettre à l'ordre de l'armée. Une telle mesure ne serait pas restée cachée. Croyez-vous que si j'eusse été capable d'empoisonner secrètement mes soldats, car, agir en secret, ce serait donner l'apparence d'un crime à une action nécessaire, ou que j'eusse été coupable d'une barbarie telle que celle de faire passer ma voiture sur le corps sanglant des blessés,

mes troupes eussent combattu pour moi avec un enthousiasme et une affection sans pareille. Non, non, je n'aurais pas renouvelé une telle action : quelque soldat m'eût brûlé la cervelle sur mon passage; quelque blessé même aurait conservé assez de force pour lâcher la détente d'un fusil, et m'expédier.

» Je n'ai jamais commis de crime dans toute ma carrière politique, je pourrais l'affirmer à mon agonie. Je ne serais pas ici, si j'eusse su commettre le crime. J'aurais expédié les Bourbon ; je n'avais qu'à donner mon consentement, et ils eussent cessé d'exister.

» On m'a accusé de forfaits inutiles, tels que l'assassinat de Pichegru, Wright et autres. Au lieu de désirer la mort de Wright, je voulais, au moyen de son témoignage, prouver que Pitt avait fait débarquer en France des assassins pour se défaire de moi, et cela sciemment. Wright s'est tué sans doute pour ne pas compromettre son gouvernement. Quelles raisons pouvais-je avoir de faire assassiner Pichegru, un homme aussi évidemment coupable, et qui pouvait être si facilement convaincu. Il ne me manquait pas de preuves contre lui : sa condamnation était assurée. Peut-être lui aurais-je pardonné. Si l'on eût fait mourir Moreau secrètement, alors oui, on aurait pu dire que je l'avais fait assassiner, et toutes les apparences eussent été contre moi, car c'était le seul homme que j'eusse à redouter ; et cependant il fut reconnu innocent. Il était *bleu* comme moi; Pichegru

était *blanc ;* on savait qu'il était soudoyé par l'Angleterre, et sa mort était certaine. » Alors Napoléon décrivit la manière dont on l'avait trouvé mort dans sa prison, et il remarqua que ce genre de suicide, peu commun, était une preuve qu'on ne l'avait pas assassiné. « Nul autre que moi, peut-être, n'a su arriver au degré de puissance où je suis parvenu, sans s'être souillé par des crimes. Un lord anglais, parent du duc de Bedford, qui dînait avec moi à l'île d'Elbe, m'a dit qu'on croyait généralement en Angleterre que le duc d'Enghien n'avait pas été jugé, mais assassiné pendant la nuit dans sa prison ; et il fut surpris quand je lui dis qu'on lui avait fait un procès en règle et que la sentence avait été publiée avant l'exécution. »

Je demandai alors à Napoléon s'il était vrai que Talleyrand eût gardé une lettre écrite par le duc d'Enghien, et qu'il ne l'eût remise que deux jours après son exécution. « C'est vrai, répondit Napoléon, le duc avait écrit une lettre dans laquelle il offrait ses services et me demandait le commandement d'une armée ; et ce *scelerato* de Talleyrand ne m'en donna connaissance que deux jours après que le prince eut été mis à mort. » Je fis la remarque que Talleyrand, en retenant cette lettre d'une manière aussi coupable, s'était véritablement chargé de la culpabilité de cette action. Napoléon répondit que Talleyrand était un *briccone* capable de tous les crimes. Je fis arrêter le duc d'Enghien,

continua-t-il, parce que les Bourbon avaient envoyé en France des assassins pour me tuer. Je voulus leur faire voir que le sang d'un de leurs princes paierait leurs attentats. Le duc d'Enghien fut accusé d'avoir porté les armes contre la république, trouvé coupable, et fusillé, conformément aux lois. Jamais vous ne verrez vos ministres parler le langage de la vérité, lorsqu'il s'agira de la France. Ils suivent les maximes du fameux lord Chatham qui disait en parlant de votre nation : *Si nous agissions de bonne foi ou avec justice envers la France, l'Angleterre n'aurait pas un quart de siècle d'existence.*»

J'ai fait part à l'empereur du message dont sir Hudson Lowe m'avait chargé pour lui. Il a répondu : « J'ai été sans doute très-fâché du refus qu'il m'a fait de permettre à Las-Cases de venir me voir, attendu que c'était un acte de barbarie, pour le moins inutile, car on pourrait lui donner le nom de fureur de tourmenter mal à propos, puisqu'il a permis aux généraux d'aller en ville et de s'entretenir à leur gré avec lui, et même sans que personne assistât à leur entretien. Mais quant à moi, je n'ai jamais refusé d'entrer en accommodement; au contraire. Pour ce qui est des remarques qu'il a faites sur les restrictions, il avait lui-même dit, dans sa dernière lettre à Bertrand, qu'il désirait connaître toutes les observations que nous pourrions avoir à leur opposer; et c'est en conséquence de ce, que les observations lui furent

adressées, afin qu'il connût notre manière de penser relativement à sa conduite, d'autant plus qu'il avait prétendu qu'on n'avait fait aucun changement. Mais jamais son intention n'a été de se servir de l'intermédiaire de l'amiral.

» Que peut-on attendre d'un homme qui donne des ordres contradictoires, d'un homme qui vous dit qu'il a fait aux gardes et aux sentinelles des recommandations dont celles-ci n'ont pas entendu parler. Qui nous dit que nous avons la liberté de passer par tel et tel endroit, et qui en même temps ordonne aux sentinelles d'arrêter les personnes suspectes. Or dites-moi, au nom de Dieu, quel individu peut être plus suspect à une sentinelle anglaise, qu'un Français et *que moi sur-tout?* Puisque l'unique affaire des soldats dans cette île est de me garder, bien certainement toute sentinelle anglaise qui voudra remplir son devoir ne manquera pas d'arrêter les Français qu'elle apercevra. » Je ne pus m'empêcher de rire aux éclats de la tournure dont s'était servi Napoléon. Il se joignit lui-même à moi, et répéta : « *Un uomo incapace che non ha nessuna fede ;* » après quoi il me pria de tâcher de lui procurer un catalogue des livres qui étaient dans la bibliothèque publique de James-Town, et de lui donner tous les détails relatifs à l'Égypte et aux expéditions dans ce pays, que je pourrais me procurer. »

J'ai vu sir Hudson Lowe en ville, et je lui ai communiqué la réponse de Napoléon. Quand j'en vins à

la partie de cette réponse dans laquelle Napoléon arguait que dans la dernière lettre du gouverneur à Bertrand, il avait exprimé qu'il serait content de connaître toutes les observations qu'on pouvait avoir à faire, il m'interrompit en disant : Ah! oui, j'ai dit que je serais content d'entrer dans toutes les explications; oui, je me rappelle cela. Mais cependant il ne parut pas se soucier de s'appesantir sur ce sujet, et il observa qu'il paraissait que la réponse du général Bonaparte était la même que celle qu'il avait déjà faite. Il me pria de ne pas manquer de lui dire que Las-Cases était tout aussi instruit que Pillet sur l'Angleterre.

24. — Cipriani a été en ville comme à l'ordinaire, pour se procurer plusieurs denrées.

26. — Napoléon est sorti de Longwood pour la première fois depuis le 20 de novembre dernier, pour rendre visite à la comtesse Bertrand, à qui il a fait des complimens sur le bel enfant qu'elle avait mis au monde. « Sire, a répondu la comtesse, j'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le premier Français qui, depuis votre arrivée à Longwood, y soit venu sans la permission du lord Bathurst. »

27. — Napoléon était dans son bain. Il s'est plaint de mal de tête et d'insomnie, ce que j'ai attribué au défaut d'exercice, en le lui recommandant instamment. Il a reconnu la justesse de mes avis, mais il paraissait se regarder comme hors d'état de les suivre.

Je lui ai appris que j'avais en ma possession un livre contenant des détails sur une société nommée Philadelphe, que l'on avait formée contre lui, et je lui témoignai mon étonnement de ce qu'il ne fût pas tombé sous le fer de quelque conspirateur. Il a répondu : « Personne ne savait jamais cinq minutes auparavant que je dusse sortir, ni où je devais aller. C'est ce qui déjouait les conspirations ourdies contre moi, car les auteurs de ces complots ignoraient l'endroit où ils pourraient exécuter leur dessein. Peu de temps après que j'eus été nommé consul, environ cinquante personnes, dont la plus grande partie m'avaient été attachées avant (c'étaient des officiers de l'armée, des savans, des peintres et des sculpteurs), formèrent une conspiration contre moi. Ils étaient tous de véritables républicains, leurs têtes étaient échauffées, chacun d'eux se regardait comme un Brutus, et me considérait comme un tyran ou comme un autre César. Parmi eux se trouvait un républicain nommé Aréna, un de mes compatriotes, homme qui m'avait été autrefois très-attaché, mais qui me regardait comme un tyran, et avait résolu de se défaire de moi, croyant par là sauver la France. Il y avait aussi un certain Ceracchi, autre Corse, et fameux sculpteur, qui avait fait une statue pour moi pendant mon séjour à Milan. Cet homme avait aussi manifesté beaucoup d'attachement pour moi : poussé par le fanatisme républicain, il résolut de m'assassiner, et vint à Paris dans cette intention. Il

sollicita l'honneur de faire une seconde statue pour moi, alléguant que la première n'était pas exécutée d'une manière digne d'un si grand homme.

» Quoique je ne susse rien encore de la conspiration qu'on avait formée, je refusai cependant d'accéder à sa demande, ne voulant pas m'assujettir à rester assis pendant deux ou trois heures dans la même position et pendant plusieurs jours de suite, attendu, sur-tout, que je m'étais déjà donné cette peine pour lui auparavant. Ce refus me sauva la vie; car son intention était de me poignarder pendant la séance. Ils avaient, en outre, concerté leur plan tous ensemble. De leur bande était un capitaine qui avait été un de mes plus grands admirateurs. Cet homme convint qu'il était nécessaire de renverser le tyran; mais il ne voulut pas consentir à ce qu'on m'assassinât, quoiqu'il fût d'accord avec les autres sur tout le reste. Mais les autres conspirateurs avaient une opinion différente, et ils insistaient sur la nécessité absolue de se défaire de moi, ce moyen étant le seul d'empêcher la France de tomber dans l'esclavage. Ils disaient qu'il ne pouvait exister d'espoir de liberté tant que je vivrais. Ce capitaine, voyant qu'ils étaient déterminés à répandre mon sang, malgré ses argumens et ses supplications, découvrit leurs noms et leur projet. Ils devaient m'assassiner la première fois que j'irais au spectacle, à ma sortie du théâtre. La police prit toutes les mesures convenables; je me rendis le soir même au théâtre, et je passai au milieu

des conspirateurs, dont je connaissais personnellement quelques-uns. Ils avaient sous leurs manteaux les poignards destinés à m'expédier quand je sortirais. Peu de temps après mon arrivée, on les arrêta tous, et on trouva sur eux les poignards. On ne peut condamner personne à mort, en France, à moins qu'on ne lui trouve l'instrument qui devait servir à commettre le crime; on leur fit donc leur procès; plusieurs moururent du dernier supplice. »

J'ai fait diverses questions à Napoléon sur l'affaire de la machine infernale. Il m'a répondu de la manière suivante : « C'était vers Noël, et l'on préparait de grandes fêtes. On me pressait beaucoup d'aller à l'opéra; j'avais été extrêmement occupé pendant toute la journée, et je me trouvais ce soir-là fatigué. Je me jetai sur un sofa dans le salon de ma femme, et je m'endormis. Joséphine descendit quelque temps après, m'éveilla et insista pour que j'allasse au théâtre. C'était une excellente femme, et elle désirait que je fisse tout ce qui pouvait me gagner la faveur du peuple. Vous savez que lorsqu'une femme a quelque dessein en tête, il faut que tout cède à sa volonté. Je me levai donc contre mon gré, et montai en voiture, accompagné de Lasnes et de Bessières. J'étais si assoupi, que je m'endormis presque aussitot. Je sommeillais lorsque l'explosion eut lieu, et je me rappelle qu'éveillé en sursaut, j'éprouvai une commotion semblable à celle qu'eût produit l'action de me soulever avec ma voiture,

et de la lancer dans un courant d'eau très-rapide. Les auteurs de ce complot étaient un nommé Saint-Régent, Imolan, homme religieux, qui a passé depuis en Amérique où il s'est fait prêtre, et plusieurs autres.

» Ils avaient fait faire une charrette avec un tonneau semblable à ceux dont on se sert à Paris pour porter l'eau dans les maisons, avec cette différence que le tonneau était placé en travers. Imolan remplit le baril de poudre, et le plaça lui-même au détour de la rue que je devais traverser. Ce qui me sauva alors, c'est que la voiture de mon épouse était de la même forme que la mienne, et que l'une et l'autre étaient escortées par une garde de quinze hommes. Imolan ne savait pas dans laquelle je me trouvais, et n'était pas même certain que je fusse dans l'une ou dans l'autre. Afin de s'en assurer, il se plaça en avant pour regarder dans la voiture et voir si j'y étais. Un de mes gardes, homme grand et fort, impatient et irrité de voir un homme qui obstruait ce passage, et qui regardait avec curiosité dans la voiture, marcha sur lui et lui donna un coup de botte forte, en lui criant : *Va-t-en, pekin!* Imolan fut renversé par le coup. Avant qu'il pût se relever, la voiture avait déjà un peu dépassé le lieu où était la machine. Imolan, à ce que je pense, un peu déconcerté par sa chute et troublé par son projet, ne voyant pas que la voiture était déjà éloignée, courut à la charrette, mit le feu, et l'explosion de la

machine eut lieu entre deux voitures. Son effet tua le cheval d'un de mes gardes et blessa le cavalier, renversa plusieurs maisons et tua ou blessa environ quarante à cinquante badauds qui se trouvaient là pour me voir passer. La police recueillit les débris de la charrette et de la machine, et invita tous les ouvriers de Paris à venir les examiner. L'un dit : j'ai fait ceci, l'autre j'ai fait cela ; et ils convinrent tous d'avoir vendu les pièces qui composaient cette machine, à deux hommes qui, d'après leur accent, paraissaient Bas-Bretons ; mais on ne put découvrir autre chose. Peu de temps après, les cochers de louage et autres donnèrent dans les Champs-Élysées un grand dîner à mon cocher César, pensant qu'il m'avait sauvé la vie par son adresse et son activité, ce qui n'était pas vrai, car dans le moment de l'explosion, il était ivre. Ce fut le garde qui me sauva par le coup de pied qui avait renversé Imolan. Il est possible que mon cocher y ait aussi contribué en tournant le coin de la rue avec une grande rapidité, car dans son ivresse il ne prenait garde à rien ; il était tellement hors de raison, qu'il prit l'explosion pour une décharge que l'on faisait en l'honneur de ce que j'allais au théâtre. Au dîner, on but largement et l'on porta la santé de César; un des cochers qui y était, dit dans l'ivresse : César, je connais les hommes qui ont essayé de faire sauter le premier consul l'autre jour. Dans telle rue et dans telle maison, ajouta-t-il en les nommant, j'ai vu ce

jour-là une charrette comme un tonneau à eau, sortir d'un passage; je n'en avais jamais vu dans cet endroit, et cela attira mon attention. J'observai les hommes et le cheval, et je les reconnaîtrais encore.

» On envoya chercher le ministre de la police, on interrogea cet homme, et il conduisit les officiers de police à la maison dont il avait parlé. On y trouva, en effet, l'instrument avec lequel les conspirateurs avaient mis la poudre dans le baril, il en était encore empreint. On trouva aussi sur le sol, quelque peu de cette poudre qui avait été répandue. Le maître de la maison, sur les questions qu'on lui fit, déclara qu'il y avait quelque temps que des individus, qu'il ne connaissait pas, étaient venus dans sa maison, et qu'il les avait pris pour des contrebandiers, que ce jour-là ils étaient sortis avec la charrette qu'il avait supposée contenir des marchandises de contrebande. Il ajouta qu'ils étaient Bas-Bretons, et que l'un d'eux paraissait être au-dessus des deux autres. Après qu'on eût obtenu une description de leurs personnes, on fit toutes les recherches nécessaires, et Saint-Régent et Carbon furent pris, jugés, et mis à mort. Une circonstance assez singulière, c'est qu'un inspecteur de police avait remarqué cette charrette à un coin de la rue, où elle était restée pendant long-temps, et qu'il avait ordonné qu'on l'éloignât; mais celui qui se tenait auprès s'excusa sur ce qu'il y avait assez de place. L'aspect de cette charrette, à laquelle était attelé un misérable cheval

qui ne valait pas 20 francs, ne donna aucun soupçon à l'inspecteur. »

« A Schœnbrunn, a continué l'empereur, j'eus bien du bonheur d'échapper au danger qui menaçait mes jours. Peu de temps après la prise de Vienne, je passais à Schœnbrunn la revue de mes troupes. Un jeune homme d'environ dix-huit ans se présenta à moi. Il s'approcha au point de me toucher, et dit qu'il voulait me parler. Berthier, qui n'aimait point qu'on me troublât dans une pareille circonstance, le fit ranger de côté, en disant : Si vous avez quelque chose à dire à l'empereur, vous ne pouvez le faire dans ce moment. Il appela alors Rapp, qui était Allemand, et lui dit : « Voilà un jeune homme qui désire parler à l'empereur, voyez ce qu'il demande, et ne le laissez pas troubler sa majesté. » Après quoi il appela le jeune homme et lui dit que Rapp parlait allemand, et qu'il lui répondrait. Rapp alla à lui et lui demanda ce qu'il voulait. Il répondit qu'il avait un mémoire à remettre à l'empereur. Rapp lui dit que j'étais occupé et qu'il ne pouvait pas me parler pour le moment. Il avait alors sa main dans son gilet, comme s'il eût quelque papier à me donner. Voyant que, malgré son refus, il insistait pour me voir et s'avançait toujours, Rapp, qui est un homme violent, lui donna un coup de poing et le repoussa de côté. Il revint encore à la charge au moment où les troupes défilaient. Rapp, qui le guettait, le fit saisir par quelques-uns des gardes et

le fit surveiller jusqu'après la revue; puis, il le fit conduire à son logement, pour apprendre de lui ce qu'il voulait. Les gardes observant qu'il tenait constamment la main dans son estomac, lui firent ôter la main et l'examinèrent. Ils trouvèrent sous son habit un couteau long comme le bras. Quand on lui eut demandé ce qu'il en voulait faire, il répondit sur-le-champ : Tuer l'empereur! Peu de temps après on me l'amena. Je lui demandai ce qu'il voulait? Vous tuer, répondit-il. Je lui demandai ce que je lui avais fait pour en vouloir à ma vie? Il répondit, que j'avais fait beaucoup de mal à son pays, que je l'avais ruiné et désolé par la guerre. Je lui demandai pourquoi il n'avait pas tué l'empereur d'Autriche, au lieu de moi, puisque c'était réellement lui qui était la cause de la guerre et non pas moi? Oh, répliqua-t-il, c'est un imbécille, et si je l'avais tué, on aurait mis sur le trône quelqu'autre imbécille comme lui; mais vous une fois tué, il n'eût pas été aisé d'en trouver un pareil. Il dit que Dieu l'avait appelé pour être l'instrument de ma mort, et cita Judith et Holopherne. Il parla beaucoup de religion, et paraissait s'imaginer qu'il était Judith et que j'étais Holopherne. Il cita plusieurs passages de l'écriture qu'il croyait convenir à son projet. C'était le fils d'un prêtre protestant d'Erfurth. Il n'avait pas instruit son père de son dessein, et avait quitté la maison paternelle sans avoir d'argent. Je pense qu'il avait vendu sa montre pour acheter le couteau,

dont il voulait se servir pour me tuer. Il dit qu'il mettait sa confiance en Dieu, et qu'il espérait qu'il lui donnerait le moyen de se défaire de moi. Je fis venir Corvisart, et je lui ordonnai de lui tâter le pouls et de voir s'il était fou. Corvisart, après l'avoir examiné, trouva qu'il était calme. Je le fis emmener et enfermer dans une chambre avec un *gendarme*, et j'ordonnai qu'on ne lui donnât aucune nourriture pendant vingt-quatre heures, excepté de l'eau tant qu'il voudrait en boire. Je voulais, par ce moyen, lui donner le temps de se calmer et de réfléchir, et qu'ensuite on l'examinât quand son estomac serait vide, et dans un moment où l'on ne pourrait supposer que rien pût échauffer ou exalter son imagination. Après que les vingt-quatre heures furent passées, je l'envoyai chercher et je lui demandai : Si je vous accordais votre pardon, feriez-vous d'autres tentatives contre ma vie ? Il hésita pendant long-temps, puis il dit, quoiqu'avec une extrême répugnance, qu'il ne le ferait pas, parce qu'il pensait que si c'eût été l'intention de Dieu qu'il me tuât, il aurait permis qu'il exécutât son projet la première fois. J'ordonnai qu'on le fit retirer. C'était d'abord mon intention de lui accorder son pardon ; mais on me représenta que son hésitation, au bout de vingt-quatre heures de jeûne, était un signe certain qu'il conservait de mauvaises intentions, et qu'il avait quelqu'assassinat en vue ; que c'était un enthousiaste, un fanatique, et que lui pardonner

serait donner un très-mauvais exemple. Rien n'est plus dangereux que ces sortes d'enthousiastes religieux, ils en veulent ou à Dieu ou aux rois. On l'abandonna donc à son malheureux sort. »

« Une autre fois, a continué Napoléon, le roi de Saxe m'envoya une lettre par laquelle il m'informait qu'une personne allait partir de Stuttgard pour se rendre à Paris, où elle arriverait probablement le jour qu'il me désignait ; que son intention était de m'assassiner. Cette lettre contenait une description détaillée de l'individu. La police prit ses mesures, et l'homme en question arriva au jour marqué. On l'avait surveillé ; on le vit entrer dans la chapelle des Tuileries où je m'étais rendu à l'occasion de certaine fête. Il fut arrêté et examiné ; il fit l'aveu de son projet, il dit que lorsque le peuple s'agenouillait à l'élévation de l'hostie, il me vit regarder quelques jolies femmes, et déclara que sa première intention avait été de s'approcher de moi autant que possible et de me tirer un coup de pistolet (en effet, il avait fait quelques pas de mon côté) ; mais après un peu de réflexion, il pensa que cela ne serait pas assez sûr, et il résolut de me tuer avec un couteau qu'il avait apporté à cet effet. Je ne me souciais pas qu'on le fît mourir, et j'ordonnai qu'on le retînt en prison. Lorsque je cessai d'être à la tête des affaires, cet homme qu'on avait retenu en prison pendant sept mois après que j'eus quitté Paris, et qui avait été très-maltraité, obtint sa liberté. Bientôt après, il

déclara que son dessein n'était plus de me tuer, mais de tuer le roi de Prusse, pour avoir maltraité les Saxons et la Saxe. Après mon retour de l'île d'Elbe, je fis l'ouverture des chambres où l'on devait mettre beaucoup de pompe et d'éclat. Au commencement de la cérémonie, ce même homme qui s'était introduit, tomba par quelqu'accident, et un paquet qui contenait quelques préparations chimiques, éclata dans sa poche, ce qui le blessa dangereusement. Je n'ai jamais pu savoir positivement quelles étaient ses intentions ce jour-là; on l'arrêta. Cet accident causa beaucoup d'alarmes dans la salle des séances. J'ai depuis entendu dire qu'il s'était jeté dans la Seine. »

J'ai demandé ensuite à Napoléon, s'il avait réellement eu l'intention d'entreprendre l'invasion de l'Angleterre, et dans ce cas, quels eussent été ses plans? Voici sa réponse : « J'aurais tout dirigé moi-même, j'avais donné des ordres pour que deux flottes considérables se rendissent dans les Indes occidentales. Au lieu d'y rester, elles n'auraient fait que se montrer à quelques-uns de vos établissemens dans ces parages, et seraient revenues de suite en Europe, après s'être dirigées sur le Ferrol, en avoir fait lever le blocus et en avoir fait sortir les bâtimens de guerre qui s'y trouvaient. Avec ce renfort, elles devaient se diriger sur Brest, où il y avait environ quarante vaisseaux de ligne, tout prêts à partir. Une fois la réunion opérée, tous ces vaisseaux auraient fait voile pour la Manche, où ils

n'auraient rien rencontré d'assez fort pour leur résister, et en auraient chassé tous les vaisseaux anglais. Par de fausses nouvelles adroitement ménagées, je calculais que vous eussiez été forcés d'envoyer des escadres aux Indes orientales et occidentales, et dans la Méditerranée, à la recherche de mes flottes. Avant que ces escadres fussent de retour, j'aurais été le maître du canal pendant deux mois, ayant environ soixante-dix vaisseaux de guerre, outre les frégates. J'aurais passé en Angleterre avec une flottille et deux cent mille hommes, j'aurais débarqué le plus près possible de Chatham, et je me serais dirigé aussitôt sur Londres, où je calculais pouvoir arriver en quatre jours après mon débarquement. J'aurais proclamé la république; j'étais alors premier consul; l'abolition de la noblesse et de la chambre des pairs, la distribution de la fortune de ceux qui se seraient opposés à mes projets, la liberté, l'égalité et la souveraineté du peuple, tout cela m'aurait fait des partisans. J'aurais laissé subsister la chambre des communes, après cependant lui avoir fait subir une grande réforme. J'aurais fait une proclamation pour annoncer que nous étions venus en Angleterre comme amis de la nation anglaise et pour la délivrer d'une aristocratie perverse et corrompue, et pour donner une forme populaire à son gouvernement, ce qui aurait été confirmé par la conduite de mes troupes, attendu que je n'aurais pas souffert qu'elles commissent le moindre excès.

J'aurais puni de mort la maraude, le mauvais traitement vis-à-vis des habitans, et la moindre infraction à mes ordres. Je pense, continua-t-il, que moyennant mes promesses et les réformes que j'aurais réellement exécutées, je me serais fait beaucoup de partisans. Dans une grande ville comme Londres, où il y a tant de canaille et tant de mécontens, un parti formidable se serait déclaré pour moi. J'aurais en même temps excité une insurrection en Irlande. » Je lui ai fait l'observation que son armée aurait péri petit à petit, qu'il aurait eu, en peu de temps, un million d'hommes contre lui, et qu'en outre les Anglais auraient brûlé Londres, plutôt que de la laisser tomber entre ses mains. « Non, non, répliqua Napoléon, je ne le crois pas, vous êtes trop riches et trop amateurs de l'argent; une nation ne brûle pas si aisément sa capitale. Combien de fois les Parisiens n'ont-ils pas juré de s'ensevelir sous les ruines de leur capitale plutôt que de souffrir qu'elle tombât dans les mains des ennemis de la France, et cependant cette ville a été prise deux fois. On ne peut savoir ce qui serait arrivé, M. le docteur; ni Pitt, ni vous, ni moi, n'eussent pu deviner quel aurait été le résultat de cette affaire. L'espérance d'une amélioration et d'une division de fortunes eût merveilleusement opéré parmi la canaille, sur-tout celle de Londres.

» La canaille est, chez toutes les nations riches, presque la même, j'aurais fait des promesses qui

eussent eu grand effet. Quelle résistance eût pu faire une armée indisciplinée contre la mienne, dans un pays qui, comme l'Angleterre, abonde en plaines? J'avais réfléchi à tout ce que vous venez de m'objecter; mais j'avais aussi calculé l'effet qu'aurait produit la prise d'une ville grande et opulente, de la banque et de toutes vos richesses, de vos bâtimens sur la rivière et à Chatham. Je comptais pouvoir me rendre maître du canal pendant l'espace de deux mois, et pendant ce temps, j'aurais attiré à moi de grands renforts de troupes, en sorte que quand votre flotte serait revenue, elle aurait trouvé la capitale dans les mains de l'ennemi et l'Angleterre occupée par mes armées. J'aurais aboli les coups de garcette, et j'aurais fait les plus grandes promesses à vos matelots, ce qui aurait fait une grande impression sur leur esprit. Les proclamations portant que nous venions en amis pour délivrer la nation anglaise d'une aristocratie nuisible et despotique, dont l'objet était de la maintenir dans une guerre interminable, afin de s'enrichir du sang du peuple, la proclamation d'une république, l'abolition de la monarchie et de la noblesse, la confiscation des biens de ceux qui se seraient opposés à mes projets, et le partage de ces biens entre les partisans de la révolution, m'auraient gagné l'affection de la canaille, des paresseux, de tous les gens sans aveu, et de tous les mécontens du royaume. »

J'ai pris la liberté de dire, qu'en conséquence des

révolutions qui avaient eu lieu depuis quelques années en France, il existait dans ce pays une plus grande division d'opinions parmi les Français, et par conséquent moins d'esprit national qu'en Angleterre. Que d'après les changemens fréquens survenus récemment dans ce pays, le peuple s'inquiétait moins de voir arriver un changement dans le gouvernement, que les Anglais; que si les Anglais ne se fussent pas résolus à brûler leur capitale comme l'avaient fait les Russes, au moins était-il probable qu'ils l'eussent défendue rue par rue, et que son armée aurait éprouvé le sort de la nôtre à Rosette et à Buénos-Ayres. « Je crois, a répondu Napoléon, qu'il existe en Angleterre plus d'esprit national qu'en France; mais, néanmoins, je ne pense pas que vous eussiez brûlé la capitale. Si, à la vérité, vous eussiez eu quelques semaines à vous, pour vous mettre en état de faire éloigner vos richesses, je pourrais croire qu'on en fût venu à cette mesure; mais vous devez réfléchir que vous n'eussiez pas eu le temps suffisant pour organiser un plan; en outre, Moscou était bâtie en bois, et d'ailleurs ce ne sont pas les habitans qui y mirent le feu; ceux qui le firent avaient eu le temps de prendre leurs mesures. Quant à défendre la ville, d'abord je n'aurais pas été assez bête pour agir comme vous le fîtes à Rosette, car je me serais présenté à vos portes avant que vous n'eussiez eu le temps de vous mettre en défense, et la terreur d'une telle armée aurait pa-

ralysé vos efforts. Je vous le dis, *signore dottore,* continua l'empereur, on peut beaucoup parler pour et contre à ce sujet; mais la capitale, la capitale, répéta-t-il, étant dans mes mains, cela aurait produit un merveilleux effet.

» Après le traité d'Amiens, j'aurais pu faire une bonne paix avec l'Angleterre. Quoi qu'en puissent dire vos ministres, j'ai toujours été disposé à conclure la paix à des conditions également avantageuses pour les deux nations. J'ai proposé de passer un traité de commerce, par lequel on se serait engagé à ce que la France prît pour un million de produits de vos manufactures et de vos colonies, et que l'Angleterre prît en échange la valeur d'un million de marchandises françaises. Vos ministres regardèrent cela comme un crime odieux, et repoussèrent, de la manière la plus violente, cette proposition, me reprochant ma présomption de l'avoir faite. J'aurais fait une belle paix et je l'aurais maintenue; mais vos ministres ont toujours refusé d'en faire une à des conditions égales, et ensuite ils ont voulu persuader au monde que c'était moi qui avait violé le traité d'Amiens. »

La conversation roula ensuite sur les auteurs de la machine infernale. Il est certain, répliqua Napoléon, qu'ils étaient employés par le comte d'Artois, envoyés par Pitt sur des vaisseaux anglais et payés avec l'argent d'Angleterre. Quoique votre *** ne les eût pas subornés positivement, il savait ce qu'ils

allaient faire et leur en fournissait les moyens. Je ne crois pas que Louis fût dans la confidence.

Je me suis hasardé de demander à Napoléon, s'il avait eu pour but l'empire du monde. « Non, a répondu Napoléon ; mes intentions étaient de rendre la France plus grande qu'aucune autre nation de la terre. Mais pour l'empire universel, je n'y pensais pas. Par exemple, ce n'était pas mon intention d'aller au-delà des Alpes. Je me proposais, si j'avais eu un second fils, ce que j'avais raison d'espérer, de le faire roi d'Italie, réunissant en un seul royaume toute l'Italie, Naples et la Sicile, dont Rome aurait été la capitale, et j'aurais ôté Naples à Murat. » Je lui ai demandé s'il aurait donné un autre royaume à Murat. « Oh ! a-t-il répondu, cela se serait arrangé facilement. Si, a-t-il continué, j'étais à la tête des affaires en Angleterre, j'aviserais à quelques moyens d'acquitter la dette nationale. J'approprierais, à cet effet, la totalité des revenus de l'église, hors un dixième, exceptant toujours de la réforme ceux dont les revenus seraient modérés, de manière que le plus haut revenu, parmi le clergé, n'excéderait pas huit cents à mille livres sterling par an. Qu'ont besoin, ces prêtres, de revenus si énormes. Ils devraient suivre les préceptes de Jésus-Christ, qui a ordonné qu'en leur qualité de pasteurs du peuple, ils donnassent l'exemple de la modération, de l'humanité, de la vertu et de la pauvreté, au lieu de nager dans le luxe, dans les richesses, et de croupir

dans l'oisiveté. A Cambrai, avant la révolution, les deux tiers des terres appartenaient à l'église; et dans presque toutes les autres provinces de France, le clergé possédait le quart de toutes les terres. J'aurais approprié au même objet toutes les sinécures, excepté celles dont auraient joui des hommes qui eussent rendu des services très-éminens à l'état, et même ceux-là pourraient être récompensés en leur donnant quelqu'emploi, ce qui leur imposerait l'obligation de s'occuper. Si vous émancipiez les catholiques, ils paieraient volontiers une somme immense pour liquider les dettes de la nation. Je ne puis concevoir, a-t-il continué, pourquoi vos ministres ne les ont pas émancipés. Dans un temps où toutes les nations renoncent aux préjugés illibéraux et à l'intolérance, vous conservez vos odieuses lois, qui ne sont dignes que de la manière de penser qu'on avait il y a deux ou trois cents ans. Quand la question des catholiques a été sérieusement agitée pour la première fois, j'aurais donné cinquante millions pour être assuré qu'on n'accorderait pas l'émancipation; car, par-là, vous auriez ruiné mes projets sur l'Irlande, attendu que si vous émancipiez les catholiques, ils deviendraient des sujets aussi loyaux que le sont les protestans. J'imposerais, a-t-il continué, une taxe de cinquante pour cent sur les absens, et peut-être diminuerais-je l'intérêt de la dette. »

Je lui fis quelques observations sur l'intolérance

que les catholiques avaient manifestée en quelques occasions.

« Si vous délivriez vos frères les catholiques, a-t-il répondu, de l'impossibilité où vous les avez mis de s'élever au-dessus d'un certain rang et de devenir membres du parlement, vous verriez qu'ils ne sont pas plus intolérans ni plus fanatiques que vous. Le fanatisme est toujours produit par la persécution. Cette intolérance dont vous vous plaignez, est donc le résultat de vos lois oppressives. Faites-les disparaître, et, dans peu d'années, quand vous aurez mis les catholiques sur un même pied que les protestans, vous verrez que l'esprit d'intolérance est éteint; faites comme j'ai fait avec les protestans en France.

» J'ai remarqué dans un journal, il y a deux ou trois jours, un fait que je ne puis pas croire; c'est, a-t-il continué, qu'il y a en France un projet de faire un marché avec quelques compagnies anglaises, pour fournir Paris de tuyaux en fer, et lui procurer de l'eau de cette manière; on ajoute que le gouvernement français y a donné son approbation. Quelqu'imbécilles que soient les Bourbon, cela ne me paraît pas croyable, attendu qu'il y a en France des milliers de manufacturiers qui pourraient les confectionner tout aussi bien qu'en Angleterre. Il n'y a que des fous qui puissent former un projet si impopulaire et qui pourrait avoir des suites si nuisibles pour eux-mêmes. En effet, ce serait plus exciter la

rage et la haine contre cette famille, que ne le pourrait faire un autre plan suggéré par leurs plus grands ennemis, pour provoquer leur ruine et leur expulsion, une troisième fois, de la France. Si ce plan s'exécute et n'est point suivi des plus terribles conséquences pour les Bourbon, dit Napoléon avec énergie, je suis un sot et n'ai jamais été qu'un sot. Il y a cinquante ans, cela eût excité une terrible commotion en France.

28.—Cipriani a été en ville acheter les objets de nécessité.

30.—J'ai vu Napoléon dans la salle de billard; après s'être exprimé pendant quelque temps sur l'hypocrisie du gouverneur, il m'a chargé de lui porter le message suivant : « Dites-lui qu'en conséquence de la conduite qu'il a tenue, en acceptant la médiation de l'amiral, et en finissant par n'en rien faire, je le regarde comme un homme *senza parola e senza fede* (sans parole et sans foi), qu'il a rompu la parole qu'il m'avait donnée, rompu un arrangement que les voleurs et les Bédouins arabes regardent comme sacré, mais que les agens des ministres anglais ne respectent pas. Dites-lui que quand un homme manque de parole, il manque de tout ce qui distingue l'homme de l'animal, dites-lui qu'il s'est rendu indigne de ce caractère, et que je le place au-dessous du brigand des déserts. Indépendamment de sa conduite relativement à l'amiral, il a rompu sa parole concernant les limites. Il vous a chargé de

me faire savoir qu'il nous était permis d'aller à cheval par les anciennes limites, en spécifiant le sentier de miss Mason. Hé bien! Gourgaud est allé il y a quelques jours faire la question au major de *Hut's-Gate*, qui lui a dit qu'il ne pouvait le laisser passer et qu'il n'avait été fait aucun changement dans les ordres précédemment donnés par le gouverneur. »

J'ai ensuite fait part à l'empereur, « que depuis l'époque à laquelle il faisait allusion, sir Hudson avait donné des instructions pour lui permettre, à lui et à toute sa suite, de passer par la route qui conduit à la maison de miss Mason, mais que les personnes de sa suite ne pourraient passer que dans sa compagnie. » Napoléon a répondu : « Cet ordre est injuste, et il n'a pas le droit de le donner; car d'après ce que ces généraux ont signé par ordre de son gouvernement, ils se sont engagés à se soumettre aux restrictions qu'on jugerait nécessaires de m'imposer *personnellement* et à rien de plus. Or ceci n'est pas une restriction qui me soit imposée, elle ne peut donc leur être infligée; elle est illégale. »

Napoléon m'a chargé de dire, en outre, qu'il avait toujours prévu que le gouverneur n'avait eu en vue que de faire une misérable ruse pour gagner du temps, quand il avait accepté l'offre d'une médiation au moyen de l'amiral, et qu'il avait également eu en vue d'empêcher qu'on envoyât une plainte par la frégate l'*Oronte*. Que par suite de ce que

l'offre avait été acceptée par sir Hudson Lowe, le comte Bertrand s'était abstenu d'écrire une plainte qui devait être soumise au prince-régent et au gouvernement, que quand même cette plainte n'eût servi à rien et qu'on n'en eût obtenu aucun avantage, il aurait cependant été satisfaisant pour lui de savoir que le mauvais traitement actuel qu'il éprouvait, provenait de l'ordre et de l'autorisation du gouvernement et non du caprice d'un officier d'un grade inférieur. »

Je me suis rendu en ville pour remettre ce message. A mon arrivée j'ai trouvé que sir Hudson Lowe avait quitté la ville.

Pensant que Napoléon pouvait changer d'avis, et trouvant que la *Julia* était arrivée, et avait apporté des nouvelles d'Angleterre, je ne me suis pas rendu à Plantation-House. J'ai recueilli quelques journaux, et je suis retourné à Longwood. J'ai trouvé Napoléon dans un bain chaud ; il avait les jambes enflées. Quand je lui ai recommandé l'exercice, il m'a dit qu'il avait quelqu'idée de prier l'amiral de sortir à cheval avec lui, mais qu'il craignait que cela ne le mît en démêlé avec le gouverneur.

Dans un des journaux, on disait que la souveraineté de l'Amérique espagnole du Sud avait été offerte à Joseph, frère de Napoléon. « Joseph, a-t-il dit, quoiqu'il ait beaucoup de talens et d'esprit, est trop bon et aime trop ses plaisirs et la littérature pour être roi. Cependant cela serait très-avantageux

pour l'Angleterre, parce que vous auriez tout le commerce de l'Amérique espagnole. Joseph ne voudrait et ne pourrait pas entretenir de commerce ni avec la France ni avec l'Espagne, pour des raisons plausibles; et l'Amérique du Sud ne peut se passer d'importer d'immenses quantités de marchandises européennes. M'ayant entre vos mains, vous pourriez toujours obtenir des conditions avantageuses de Joseph, qui m'aime sincèrement et qui ferait tout pour moi.

31.—J'ai été à *Plantation-House*, et j'ai fait part à sir Hudson Lowe, dans des termes aussi modérés que le permettaient les circonstances, du message dont j'étais chargé pour lui. Son excellence a répondu qu'il se souciait fort peu des plaintes que le général Bonaparte pouvait faire passer en Angleterre, et qu'il avait déjà expédié à son gouvernement ses observations sur les mesures qu'il avait prises. Qu'il n'avait aucune répugnance à recevoir l'amiral à ce sujet, mais qu'il espérait qu'il viendrait d'abord le trouver pour lui faire part de cette affaire. Je lui fis observer que sir Pulteney Malcolm ne se chargerait certainement pas de cette négociation sans y être autorisé, et je lui rappelai que lors de la première proposition qui avait été faite d'employer l'intervention de l'amiral, il avait été dit expressément que celui-ci serait autorisé par le gouverneur. Sir Hudson Lowe le nia. Je le priai de vouloir bien se reporter à la lettre que je lui avais écrite à ce sujet. Après en avoir

pris de nouveau lecture, sir Hudson Lowe convint avec quelque mécontentement que j'avais raison. Je lui rappelai aussi que lorsque la proposition lui en avait été faite, il avait dit encore qu'il en parlerait lui-même à l'amiral. Le gouverneur nia d'abord ce fait, et après une longue discussion, il se décida à faire la réponse suivante : « Le gouverneur s'occupe de répondre aux observations du comte Bertrand, ainsi qu'aux remarques de celui-ci sur sa réponse à la proposition faite de se servir de l'intermédiaire de l'amiral. Il verra aussi jusqu'à quel point ses instructions lui permettront d'accéder aux désirs du général Bonaparte. Lorsqu'il aura terminé son travail, il l'enverra au comte Bertrand, et alors, si quelqu'arrangement est jugé nécessaire, le gouverneur n'aura plus aucune objection à faire pour autoriser la démarche de l'amiral ou de toute autre personne que le général Bonaparte jugera à propos de lui envoyer comme négociateur, bien que l'intervention de personne n'ait le pouvoir de l'engager à accorder plus ou moins qu'il ne le voudrait, de sa propre liberté et d'après son seul jugement. Ces motifs, et les changemens déjà apportés aux mesures restrictives, ainsi que la teneur générale des observations et remarques reçues de Longwood depuis que le gouverneur avait dit qu'il était disposé à employer un intermédiaire, et l'attente d'un message venant d'Angleterre, avaient été la cause du délai apporté à autoriser l'amiral à se charger de cette affaire.»

Sir Hudson me pria de montrer cet écrit à Napoléon, et me donna aussi une copie de sa propre réponse à la proposition originale, et à l'une des remarques qu'avait faite Napoléon. Il me chargea de lui faire entendre que tout cela semblait annoncer que le général Bonaparte avait eu l'intention de se refuser à tout arrangement.

Je fis part alors à sir Hudson Lowe des observations faites par Napoléon sur l'illégalité de sa conduite relativement à la contrainte qu'on voulait imposer aux personnes de sa suite, et tout ce qu'il avait dit relativement au général Gourgaud. Sir Hudson répondit, «qu'en sa qualité de gouverneur, il pouvait accorder une faveur et la retirer lorsqu'il lui plaisait; que s'il faisait une concession au général Bonaparte, il ne s'ensuivait pas qu'il dût agir de même à l'égard des autres; qu'ils étaient libres de partir lorsque bon leur semblerait, si la manière dont ils étaient traités leur déplaisait, etc.» Il me chargea aussi de dire que la défense de parler était un acte de politesse, ou une espèce d'avertissement amical. Je lui observai que je ne pensais pas que Napoléon voulût profiter de cette indulgence, à moins qu'elle ne s'étendît sur tous. Son excellence répondit, «qu'il ne pouvait permettre aux officiers du général Bonaparte de parcourir le pays, disant par-tout des mensonges sur lui, comme Las-Cases et Montholon l'avaient fait, en montrant des lettres à diverses personnes. Que le général Bo-

naparte se trouverait beaucoup mieux s'il n'avait pas autour de lui des gens aussi *menteurs* que Montholon et un aussi misérable bavard fils de S***n que Bertrand. »

Je dis au gouverneur, que Napoléon avait également observé qu'il était impossible que toutes les mesures restrictives lui eussent été imposées en vertu des ordres des ministres, puisque, par sa seule volonté, le gouverneur les avait dégagés de quelques-unes, ce qu'il n'aurait pu faire dans ce cas, sans avoir obtenu leur sanction, et qu'il n'en aurait pas encore eu le temps. Son excellence parut être pris à l'improviste; elle répondit aussitôt : « Ces mesures n'ont pas été ordonnées par les ministres; je n'ai reçu aucun détail, ni moi ni sir Georges Cockburn. En effet, on s'en est rapporté à mon jugement, et je puis prendre telles mesures qui me paraîtront convenables, et faire en cela comme je voudrai. J'ai reçu l'ordre de prendre tous les soins imaginables, pour que Bonaparte n'échappât pas, et pour prévenir toute correspondance avec lui, si ce n'est par mon intermédiaire. Tout le reste dépend de moi. »

L'amiral Malcolm, son épouse et le capitaine Meynel ont eu une entrevue avec Napoléon à Longwood.

1 février. — J'ai fait part à Napoléon de ce que le gouverneur m'avait chargé de lui dire. Je lui ai montré la réponse de son excellence, à la proposition d'une intervention, et les remarques qu'il avait faites

au dos. « Je soutins, et je soutiendrai, répondit Napoléon, que ses dernières défenses sont pires qu'aucune de celles en vigueur à Botany-Bay, parce qu'en cet endroit même on ne cherche pas à empêcher les gens de parler. Il est inutile qu'il s'efforce de vous persuader qu'il ne nous a pas mal traités. Nous ne sommes pas des sots, ni des gens ordinaires. Il n'est pas un homme qui soit né libre, dont les cheveux ne se dressassent d'horreur, en apprenant des procédés aussi atroces que ceux qui ont pour but de nous empêcher de parler. Il se moque de nous, en affirmant que c'était par politesse, et ajoute par-là l'ironie à l'insulte. Je sais que s'il voulait réellement faire quelques concessions, il en a plein-pouvoir, sans avoir besoin d'intermédiaire. Ce fut une preuve d'ineptie de sa part, que d'avoir accepté cette proposition, mais après l'avoir fait, il n'aurait pas dû manquer à sa parole. *Qualche volta lo credo un boja, ch'è venuto per assassinarmi, ma è piutosto un uomo incapace, e senza cuore, che non capisce il suo impiego* (1). »

Il y a quelques jours que le comte Bertrand a envoyé au capitaine Poppleton une lettre cachetée, adressée à sir Thomas Reade. Comme le capitaine Poppleton avait l'ordre de faire remettre toutes les

(1) Quelquefois je m'imagine que c'est un bourreau qui est venu pour m'assassiner; mais c'est probablement un homme incapable et sans cœur, qui connaît mal son métier.

lettres cachetées au gouverneur, il l'envoya à *Plantation-House*, où sir Hudson Lowe l'ouvrit, et trouva qu'elle contenait une lettre ouverte adressée au père du comte Bertrand, dans laquelle ce dernier lui annonçait l'accouchement de la comtesse Bertrand, et une note pour sir Thomas Reade où on le priait de faire parvenir la lettre par le canal ordinaire. Dans cette lettre, se trouvaient les mots : *Nous écrivons à M. de la Touche*, etc. *Pour lui donner les autres renseignemens*, etc. Sir Hudson Lowe crut que cela signifiait *qu'on avait écrit*, et sur-le-champ il envoya une lettre de réprimande au comte Bertrand, qui lui fut expédiée en toute hâte par un dragon d'ordonnance.

J'ai vu sir Hudson Lowe sur la hauteur, au-delà de Hut's-Gate, et je lui ai fait part de la réponse de Napoléon. Son excellence m'a dit de nouveau, que la prohibition en question, dont on s'était tant plaint, n'était pas un ordre, mais plutôt une requête et une invitation polie de sa part, afin d'empêcher qu'on ne fût obligé de faire intervenir un officier anglais, ce qu'il désirait éviter. Lui avez-vous dit cela? m'a-t-il ajouté. J'ai répondu qu'oui. Eh bien, quelle réponse vous a-t-il faite? J'ai articulé la réponse de Napoléon, qui n'a pas paru faire plaisir à son excellence. J'ai eu outre fait savoir à sir Hudson Lowe, que l'eau était si rare à Longwood, qu'il devenait par-là même impossible de s'en procurer assez pour les bains de Napoléon, et que,

généralement, on éprouvait beaucoup de peine et de difficultés à ce sujet.

Sir Hudson Lowe a répondu qu'il ignorait *que le général Bonaparte eût besoin de se faire bouillir, pendant un si grand nombre d'heures, dans de l'eau chaude, et de réitérer aussi souvent la même cérémonie,* dans le temps où le 53e régiment avait bien de la peine à se procurer une quantité suffisante d'eau pour faire sa cuisine.

Napoléon est allé rendre une visite au comte et à la comtesse Bertrand, et il y est resté près de deux heures.

3.—J'ai vu Napoléon dans le bain. « Ce gouverneur, m'a-t-il dit, a envoyé, il y a deux ou trois jours, une lettre à Bertrand, qui me donna la conviction qu'il est un composé d'imbécillité, d'incapacité et d'un peu de ruse, mais qu'au total l'imbécillité domine.

» Il a écrit à Bertrand, comme on écrirait à un enfant de huit ou dix ans, et il le prie, dans le cas où il aurait envoyé des lettres en Europe, par un autre canal que le sien, de *le lui faire savoir,* et de *lui dire par qui?* Il ne sait pas le français. C'est une tournure fine de la langue française qu'il n'a pas saisie, qui consiste en ce que, quand on écrit dans le temps présent *j'écris*, cela veut dire que votre intention d'écrire est positive, mais que vous ne l'avez pas encore fait. C'est, dans ce cas, une manière de s'exprimer qui tient à l'élégance de la langue,

que d'employer le temps présent pour le futur; si Bertrand eût marqué j'*ai écrit*, alors il n'y a pas de doute que cela eût positivement signifié qu'il avait écrit; mais l'autre manière de s'exprimer ne signifie qu'une ferme résolution de faire ce que l'on n'a réellement pas encore fait. On pourrait l'excuser de ne pas connaître les tournures délicates d'une langue qui n'est pas la sienne, s'il ne voulait pas faire des commentaires sur de pareilles tournures. Dans sa situation, il devrait ressembler à un confesseur, et oublier la teneur des lettres après en avoir pris connaissance.

» Quel autre motif que la rage d'écrire et de trouver à redire à tout contre raison, pourrait l'avoir engagé à adresser une telle épître à Bertrand (1). On m'a dit qu'il y a ici un cuisinier qui l'a servi autrefois, qui rapporte qu'il avait l'habitude d'aller dans la cuisine de Plantation-House et de dire au cuisinier : Vous couperez tant de cette viande et la ferez bouillir, tant de cette autre et vous la ferez rôtir, et de même à propos de chaque viande; enfin qu'il était dans la cuisine comme chez lui. Montholon me dit, que quelque temps auparavant, lorsqu'on

(1) Le comte et la comtesse Bertrand m'ont raconté que sir Thomas Reade avait offert ses services à la comtesse, et s'était proposé de faire passer leurs lettres à leurs amis d'Europe par le canal de lord Bathurst, les assurant qu'en les lui envoyant, c'était comme s'ils les remettaient directement au gouverneur.

discutait les dépenses de la maison, il observa que nous salissions trop de chemises, et qu'à l'avenir nous ne devions pas en changer si souvent. »

J'ai eu un entretien avec Napoléon, relativement à l'essai qu'avait fait le gouverneur, de se disculper de la défense qu'il nous a faite de parler. « Je donnerais, a-t-il dit, deux millions, pour que ces restrictions fussent signées par le ministère anglais, afin de pouvoir montrer à l'Europe, de quels actes bas, tyranniques et déshonorans ce ministère est capable, et de quelle manière il remplit les promesses qu'il a faites de me bien traiter. D'après le bill, le gouverneur n'a pas le droit de m'imposer aucune restriction. Ce bill, tout illégal et inique qu'il est, dit que je serai assujetti aux restrictions que les ministres jugeront convenables et nécessaires ; mais il ne dit pas qu'ils auront le pouvoir de déléguer cette autorité à aucune autre personne. Ainsi, toute nouvelle mesure, qui a pour but de gêner ma liberté, devrait être sanctionnée, non-seulement par un ministre, mais même par tout le ministère réuni.

» Il est possible, continua Napoléon, qu'une partie de ses mauvais traitemens proviennent de son ineptie et de sa crainte, car c'est un homme qui n'a pas de moralité. C'est un *poco di scaltrezza e molto imbecilità* (1) C'est une injure faite à la nation, et une indignité et une insulte pour les empereurs

(1) Un peu de ruse et beaucoup de bêtise.

d'Autriche et de Russie, ainsi que pour tous les souverains que j'ai vaincus, et avec lesquels j'ai fait des traités.

» J'ai dit à *Milady*, a continué l'empereur, que j'avais fait un grand éloge de votre nation, et que j'avais montré quelle haute idée j'avais de l'honneur des Anglais, en leur donnant la préférence, après tant d'années de guerre, sur mon beau-père et sur mon ancien ami. Je lui ai dit aussi que les Anglais eussent été mes meilleurs amis, si je fusse resté en France; que, réunis, nous eussions conquis le monde. La confiance que j'ai eu dans les Anglais, prouve quelle idée je me faisais d'eux, et quelles démarches j'aurais faites pour gagner l'amitié d'une telle nation; et j'y aurais réussi. Il n'est pas de sacrifices que je n'eusse faits pour me lier avec eux. C'était le seul peuple pour qui j'eusse de l'estime. Quant aux Autrichiens, aux Russes et aux autres, ajouta-t-il avec un ton de mépris, « je ne les estimais pas. » Je suis maintenant fâché de m'être trompé dans mon opinion, car si je me fusse remis entre les mains de l'empereur d'Autriche, quelle que soit sa manière de penser et quoiqu'elle puisse différer bien essentiellement de la mienne en politique, lors même qu'il eût jugé nécessaire de me détrôner, il m'aurait cependant fait l'accueil qu'on fait à un ami, et m'eût traité avec cordialité. C'est aussi ce que n'aurait pas manqué de faire mon ancien ami, l'empereur de Russie. Voilà ce que j'ai dit à *Milady;* j'ai ajouté

que le traitement que les Calabrois avaient fait éprouver à Murat était plein d'humanité, si on le comparait à celui qu'on me faisait subir, vu que les Calabrois eurent bientôt terminé les malheurs de Murat, tandis qu'ici *on me tue à coups d'épingles.*

» Je pense que votre nation saura bien peu de gré à ce gouverneur de l'avoir ainsi déshonorée par une conduite qui sera consignée dans l'histoire. Vous êtes fiers, et vous avez l'honneur national plus à cœur même que l'argent. Témoin des millions que *vos milords* répandent tous les ans en France et dans d'autres parties du continent, pour soutenir et élever le nom anglais. Plusieurs de vos nobles et autres auraient volontiers donné des millions, pour éviter la tache d'infamie que cet imbécille imprime sur votre nation. »

4. —La rareté de l'eau, à Longwood, augmente tous les jours, et la plus grande partie de celle qu'on a apportée, était trouble et d'un goût très-désagréable, par la raison qu'elle a été amenée dans de vieux tonneaux de vin et de *rhum,* ce qui, nécessairement, lui a donné un goût aigre et insipide.

5. — Plainte faite officiellement par le capitaine Poppleton, au colonel Wynyard, de la mauvaise qualité de l'eau. Cipriani a été en ville comme à l'ordinaire.

6. —Lady Lowe a rendu une visite à la comtesse Bertrand.

Sir Hudson Lowe a eu une longue conversation

avec moi au sujet de Napoléon, dont la substance est que s'il rétablissait les anciennes limites, Napoléon ne prendrait pas l'habitude de visiter les maisons comprises dans leur enceinte. Qu'il ne crut pas cependant qu'il existait aucune restriction pour l'en empêcher. Je lui ai fait part de quelques-uns des sentimens de Napoléon, et de la manière dont il s'était exprimé hier. Son excellence a dit qu'il y avait une grande différence entre des limites pour faire de l'exercice, et des limites pour entretenir une correspondance et des communications suspectes. Que s'il étendait les limites actuelles, on devait s'assujettir à n'entrer dans aucune des maisons désignées, à moins qu'on ne fût accompagné d'un officier anglais. J'ai fait la remarque qu'il n'y avait que quatre maisons dans les limites de Woody Range. Sir Hudson a dit que peut-être on pourrait lever cette difficulté en faisant donner de sa part, au général Bonaparte, une liste des maisons dans lesquelles on pourrait lui permettre d'entrer. Je lui ai dit que Napoléon avait fait entendre que s'il eût eu l'intention d'intriguer avec les commissaires ou avec d'autres, il aurait pu aisément en venir à bout, en leur faisant savoir qu'ils eussent à le joindre dans l'intérieur des limites du poste principal, ce qu'il avait toujours la faculté de faire; mais que Napoléon ne ferait jamais rien qui pût avoir la moindre apparence d'une intrigue. Sir Hudson a répondu que le général Bonaparte n'avait jamais cessé d'intriguer, et qu'il ne

cesserait jamais de le faire. Il me pria ensuite de dire qu'il attendait de jour en jour un bâtiment qui devait apporter de nouveaux ordres et la permission d'accorder une extension dans les limites. Que pour lui, il n'aurait point de répugnance à permettre au général Bonaparte d'entrer dans de certaines maisons qu'il désignerait, ni même d'en envoyer une liste au comte Bertrand.

7.—J'ai communiqué à Napoléon les idées de sir Hudson Lowe. « S'il m'accordait toute l'île, à condition de donner ma parole de ne pas essayer de m'échapper, a répondu Napoléon, je ne l'accepterais pas, parce que ce serait en quelque façon me reconnaître prisonnier, quoique, cependant, je ne tenterai jamais de recouvrer ma liberté. Je suis ici de force et non de droit. Si l'on m'eût pris à Waterloo, peut-être n'aurais-je pas hésité à l'accepter, quoique même dans ce cas ce fût contraire aux lois des nations, puisque nous n'avons actuellement pas de guerre. Si l'on m'offrait la permission de demeurer en Angleterre sous de telles conditions, je ne pourrais pas l'accepter. Je n'entends pas ce qu'il veut dire par correspondance. Que craint-il ? peut-être les commissaires. L'amiral n'a jamais craint qu'on rendît sa conduite publique. J'espère, a continué Napoléon, que vous lui avez fait part que j'avais dit qu'il n'avait pas le droit d'imposer des restrictions à moins qu'elles ne fussent signées par les ministres. » J'ai répondu affirmativement, et que le gouverneur

avait répliqué qu'il avait le pouvoir d'imposer toutes les restrictions qu'il jugerait nécessaires. « Par le bill ! s'est écrié Napoléon, il n'en a pas le droit. Par la loi du plus fort, il est le maître de faire ce que bon lui semble. De même que le parlement anglais a rendu un bill pour légaliser ce qui est illégal, et pour autoriser une proscription contraire aux lois des nations, à la bonne foi et à son propre honneur. Mais même, d'après ce bill, il n'est pas permis de déléguer l'autorité. »

Après quelques autres observations, Napoléon m'a dit : « Répétez au gouverneur que s'il envoyait une liste au comte Bertrand, ou s'il lui faisait savoir que dans l'enceinte des limites il y a plusieurs maisons qu'il désirerait que je ne visitasse pas, je n'entrerais ni dans ces maisons ni dans celles des commissaires. S'il règle les choses de cette manière, on s'entendra. Mais s'il envoyait une liste de toutes les maisons de l'île, excepté une, et s'il spécifiait que je pourrais entrer dans toutes, à l'exception de cette seule maison, je n'y consentirais pas. Tandis qu'au contraire, s'il faisait une liste de toutes les maisons de l'île, à l'exception d'une seule, et me disait qu'il désire que je n'aille pas dans aucune de celles portées sur la liste, et s'il ne faisait aucune observation sur cette seule maison, j'accepterais cette seconde condition de préférence à la première, quoiqu'en accédant à cette seconde condition, je ne pusse entrer que dans une seule maison, tandis que par la

première, je pourrais entrer dans toutes les maisons, à l'exception d'une seule. En souscrivant à la première de ces conditions, j'aurais l'air de ne rendre mes visites que par sa permission, tandis que par la seconde j'aurais l'air d'agir volontairement, parce qu'en n'en nommant aucune, on semblerait laisser à mon choix d'y aller ou de n'y pas aller. J'aurais l'apparence d'un homme libre. Dites-lui cela, a-t-il continué, quoique je sois sûr que ce n'est là qu'une misérable ruse et une intrigue de sa part, qui n'aura aucune espèce de résultat.

» Je pense, a ajouté Napoléon, que je dois encore à l'influence de mon étoile d'avoir été si mal traité par les Anglais, et ensuite d'être tombé sous la tyrannie d'un gouverneur dont la conduite est aussi infame. A la fin la postérité me vengera. »

La viande a été de si mauvaise qualité pendant quelques jours, que l'officier d'ordonnance a cru devoir la renvoyer avec quelques plaintes officielles.

8. — J'ai été à Plantation-House, et j'ai communiqué à sir Hudson Lowe la teneur de la conversation ci-dessus mentionnée. Son excellence a répondu que, par l'arrangement proposé, les principales difficultés étaient levées, et qu'il en parlerait au comte Bertrand. Cipriani est allé en ville, où il s'est efforcé de se procurer quelque viande de bonne qualité.

9. — Scott, le domestique à qui le comte de Las-Cases a donné sa lettre, a été relâché de son emprisonnement, sous les conditions suivantes : Que son

père se porterait caution pour lui, et serait condamné à une amende de 100 liv. sterl., si son fils dépassait l'enceinte de la petite propriété de son père.

10. — J'ai fait connaître à Napoléon que j'avais fait à sir Hudson Lowe le rapport dont il m'avait chargé, et que celui-ci m'avait promis d'en conférer avec le comte Bertrand. Napoléon a répondu : « Vous pouvez compter que rien ne se terminera. C'est seulement pour vous tromper. Il agira comme il l'a déjà fait dans l'affaire avec l'amiral.

» Gourgaud, ajouta Napoléon, est tous les jours arrêté à Hut's-Gate. Les sentinelles crient : *halte !* le sergent sort du poste, et après une espèce de délibéré, on lui dit *passez.* »

Nous parlâmes ensuite d'Alexandrie. « Vos ministres ont montré bien peu de prudence, dit Napoléon, en ne conservant pas Alexandrie. Car si vous l'eussiez gardée alors, c'eût été un vieux vol comme celui de Malte, et vous en fussiez restés paisibles possesseurs. Cinq mille hommes suffisaient pour en former la garnison, et vous vous trouveriez défrayés de cette dépense par l'immense commerce que vous feriez en Égypte, vous auriez pu empêcher l'introduction des produits de toute manufacture, excepté les anglaises, et par-là vous vous empariez de tout le commerce de l'Égypte, puisqu'il n'y a point d'autre ville maritime dans tout le pays. Selon moi, c'eût été pour vous une acquisition de beaucoup préférable à celle de Gibraltar ou de Malte. Une fois

l'Égypte en possession des Français, adieu l'Inde pour les Anglais. C'était un des grands projets que j'avais en vue. Je ne sais pas pourquoi vous attachez tant d'importance à Gibraltar ; c'est un mauvais port et qui vous coûte des sommes énormes. Vous ne pouvez, de cet endroit, empêcher une flotte de passer dans la Méditerranée. Lorsque je régnais en France, j'eusse beaucoup mieux aimé voir Gibraltar entre vos mains que dans celles des Espagnols ; parce que c'est pour ces derniers un éternel sujet de haine contre vous. » J'observai qu'on avait fait courir le bruit qu'il se proposait de l'assiéger, et qu'il avait fait, pour cela, marcher une forte armée en Espagne, quoique d'autres disent qu'il se proposait seulement de donner pied à ses troupes dans ce pays. Napoléon sourit. « *C'est vrai*, dit-il. La Turquie tombera bientôt, et il sera impossible de la diviser sans en donner quelque portion à la France, sa part sera l'Égypte. Mais si vous eussiez gardé Alexandrie, vous auriez empêché les Français d'y prétendre, et de prendre, par la suite, possession de l'Inde ; car elle suivra certainement leur établissement en Égypte. »

12. — J'ai trouvé sir Hudson Lowe enfermé avec sir Thomas Reade à *Plantation-House*. Je me suis entretenu avec lui dans la bibliothèque, au sujet de la proposition qui lui avait été faite le 8. Son excellence ne voulut cependant pas comprendre que visiter seulement les maisons dont l'entrée n'aurait

pas été interdite par lui aux prisonniers, et la raison de s'abstenir d'entrer dans celle dont il aurait fait l'exception dans une liste dressée par lui-même, fût précisément la même chose que ce qu'il avait déjà dit relativement à la permission de ne visiter que certaines maisons spécialement indiquées dans une liste. Il dit d'assez mauvaise humeur, que le général Bonaparte cachait quelque dessein là-dessous, et qu'il n'accorderait pas son consentement. J'observai qu'il était malheureux qu'il m'eût choisi pour faire des propositions à ce suje , parce que cela pourrait donner matière à une autre accusation d'arrière-pensée. Son excellence répondit en me priant de dire au général Bonaparte, ce dont il m'avait déjà chargé auparavant, qu'il pouvait se considérer comme très-heureux d'avoir affaire à un homme aussi bon, etc.

Madame Balcombe et sa fille sont arrivées à Longwood. J'ai dîné avec Napoléon en leur société. Il a été extrêmement gai et causeur; sa conversation était une source inépuisable de causerie qu'on trouve rarement en lui. Il apprit à miss Élisa la manière de jouer au billard.

Dans la soirée, Napoléon me pria de ne plus lui faire, à l'avenir, des propositions ou des communications du gouverneur, sans avoir préalablement demandé à celui-ci quel en serait le résultat, si Napoléon y consentait. « *C'est un menteur*, dit-il, *un homme d'insinuations comme les petits tyrans*

d'Italie. Il n'a rien d'Anglais, il n'a que la rage de tourmenter et de tracasser les gens. »

On a demandé, le 10, à sir Hudson Lowe, de permettre à Cipriani d'aller dans la vallée, sous la garde d'un soldat, pour acheter un mouton et des légumes aux fermiers, parce que la viande envoyée par le gouvernement n'était pas mangeable. sir Hudson Lowe s'y est refusé. La ration de viande, légumes, vin, etc., est transportée chaque jour à Longwood, en plein soleil, et la plupart de ces objets se gâtent en route.

14. — J'ai déjeûné avec Napoléon, qui m'a entretenu de la Russie. « Si Paul avait vécu, dit-il, on aurait vu dans peu la paix avec l'Angleterre. Vous eussiez été incapables de résister long-temps aux puissances du Nord réunies. J'avais écrit à Paul de continuer de construire des vaisseaux, et de s'efforcer de réunir le Nord contre vous; de ne point hasarder de batailles, parce que les Anglais les gagneraient, mais de vous laisser vous épuiser vous-mêmes, et d'employer tous les moyens de former une vaste flotte sur la Méditerranée. »

Il parla ensuite du traitement qu'il avait éprouvé de la part des ministres anglais, en assurant qu'il était pire que celui exercé avant eux à l'égard de la reine Marie Stuart.

« Marie, dit-il, a été mieux traitée. Il lui était permis d'écrire à qui bon lui semblait, et elle était renfermée en Angleterre, ce qui était tout pour elle.

Il paraît que la reine d'Écosse était plus persécutée à cause de sa religion, par les puritains, que pour tout autre motif. » Je lui fis observer que Marie avait été accusée d'être complice du meurtre de son mari. « Il n'y a pas là-dessus le moindre doute, dit-il; elle épousa même plus tard celui qui l'avait assassin.

» *** emploie les meurtriers de son père. O***, l'un d'eux, est maintenant son aide-de-camp. Je dois cependant lui faire la justice de dire qu'à T**, il m'observa que j'avais beaucoup d'égards pour B**, et m'en demanda la raison. Je répondis : C'est parce qu'il est votre général. Cependant, reprit ***, *c'est un vilain coquin*, c'est *lui qui a assassiné mon père*. Et la politique seule m'a obligé et m'oblige de l'employer, quoique je lui souhaite la mort et que je veuille dans peu le renvoyer chez lui.

» Alexandre et le roi de Prusse, continua Napoléon, dînaient tous les jours avec moi; et dans la vue de faire une politesse à ***, j'avais résolu un jour, que la conversation roula sur ce sujet, d'inviter B** à dîner, comme commandant en chef de son armée; cela déplut à ***, qui, quoiqu'il invitât B** à sa table particulière, ne se souciait pas que j'en fisse de même, parce que cela l'aurait trop élevé aux yeux des Russes.

» Paul Ier, dit-il, a été assassiné par B****, O****, P*** et autres. Un Cosaque, en qui Paul se fiait beaucoup, était stationné devant sa porte. Les conspirateurs montèrent et demandèrent à entrer.

P*** lui dit qui il était, et qu'il voulait parler de suite à l'empereur. Le fidèle Cosaque s'y refusa. Les conspirateurs tombèrent sur lui, et après une résistance désespérée, il fut vaincu et haché. Paul qui était au lit, en sortit en entendant du bruit, et chercha à s'échapper dans les appartemens de l'impératrice. Malheureusement pour lui, dans ses soupçons, il avait ordonné, un ou deux jours avant, que sa porte de communication fût fermée. Il alla donc se cacher dans une garde-robe. Cependant les conspirateurs enfoncent la porte, et se précipitant vers le lit, ils s'aperçoivent qu'il est vacant. Nous sommes perdus, s'écrièrent-ils, il s'est échappé. P*** qui avait plus de présence d'esprit que les autres, s'avance vers le lit, et mettant ses mains sous la couverture : le nid est chaud, dit-il, l'oiseau ne saurait être loin. Ils commencent alors à fureter partout, et finissent par arracher Paul de sa cachette. Ils lui présentèrent un papier contenant son abdication, qu'ils voulurent lui faire signer. Paul s'y refusa d'abord, mais il dit ensuite qu'il signerait volontiers, s'ils voulaient le laisser aller. Alors ils le saisirent, le frappèrent à la tête, et s'efforcèrent de l'étrangler. Paul fit une résistance désespérée; et craignant qu'il ne lui arrivât du secours, B**** mit fin à ses jours en lui appuyant son talon de botte dans les yeux, et lui écrasa ainsi la cervelle, pendant que les autres le tenaient renversé. Paul, en luttant contre ses assassins, saisit une fois le talon de B**** dans

sa bouche, et en arracha un morceau jusqu'à la chair. »

Je demandai à Napoléon s'il pensait que Paul avait véritablement eu l'esprit aliéné? « Oui, sur les derniers temps, répondit Napoléon, je pense qu'il avait perdu une partie de sa raison. D'abord il était fortement prévenu contre la révolution, et toutes les personnes qui y avaient eu part; mais j'avais fini par changer son opinion et le faire revenir à des sentimens plus raisonnables. Si Paul avait vécu, vous auriez déjà perdu l'Inde. Nous avions fait ensemble le projet de l'envahir. J'avais fourni le plan; je m'étais engagé à envoyer trente mille hommes de bonnes troupes; il devait y réunir un nombre égal de ses meilleurs soldats russes, et quarante mille Cosaques. J'aurais fourni une somme de dix millions pour concourir à l'achat des chameaux et autres choses nécessaires pour traverser le désert. Nous devions tous deux demander au roi de Prusse qu'il accordât le passage à mes troupes sur son territoire, ce qui aurait été aussitôt accordé. J'aurais en même temps fait une semblable demande au roi de Perse, ce qu'il n'aurait certainement pas refusé, quoique la négociation entamée pour cet objet, ne fût pas entièrement terminée; mais elle aurait réussi, parce que les Persans désiraient en profiter. Mes troupes se seraient rendues à Varsovie, où les Russes et les Cosaques devaient les joindre. De cette ville, nos troupes réunies se dirigeaient vers la mer Caspienne,

où elles se seraient embarquées, ou auraient continué leur voyage par terre, selon que les circonstances le permettraient. J'aurais envoyé un ambassadeur en Perse pour y traiter de mes intérêts. Depuis ce temps, vos ministres ont été assez imbécilles pour permettre aux Russes de s'emparer de quatre provinces, ce qui augmente leur territoire au-delà des montagnes. La première année que vous aurez la guerre avec la Russie, elle vous enlèvera l'Inde. »

Je lui demandai alors s'il était vrai que l'empereur Alexandre se fût proposé de s'emparer de la Turquie? Napoléon répondit : « Toutes ses pensées sont dirigées vers cette conquête. Nous avons eu plusieurs discussions ensemble à ce sujet. D'abord j'étais charmé de sa proposition, parce que je pensais que cela contribuerait à étendre les progrès de la civilisation, en l'engageant à refouler au-delà du Bosphore ces demi-sauvages; mais quand je vins à penser aux conséquences qui en seraient résultées, et que je vis quel immense pouvoir cela donnerait à la Russie, par rapport au grand nombre de Grecs des provinces soumises au grand-seigneur, qui se réuniraient naturellement aux Russes, je refusai d'y concourir, sur-tout parce qu'Alexandre voulait conserver Constantinople; ce à quoi je ne pouvais me décider, parce que cela détruisait l'équilibre de la balance politique en Europe.

» Je réfléchis que la France aurait l'Égypte, la Syrie et les îles, ce qui ne serait rien en comparaison

de ce que la Russie obtiendrait. Je considérai aussi que les barbares du Nord n'étaient que trop puissans, et que probablement, par la suite, ils envahiraient toute l'Europe, comme je le pense encore maintenant. L'Autriche tremble déjà. Que la Russie et la Prusse se réunissent : et l'Autriche succombe, sans que l'Angleterre puisse l'empêcher. La France ne peut rien avec la famille qui la gouverne; les Autrichiens sont si lâches, qu'ils seront facilement subjugués. *Una nazione a colpo di bastone.* Ils opposeront peu de résistance aux Russes qui sont braves et patiens. La Russie est d'autant plus formidable, qu'elle ne désarme jamais. En Russie un soldat est toujours soldat. Ce sont des barbares qui, on peut le dire, n'ont point de patrie, et à qui tous les pays semblent meilleurs que celui qui leur a donné naissance. Lorsque les Cosaques entrèrent en France, il leur était indifférent quelles femmes leur tombaient entre les mains, parce que vieilles ou jeunes, toutes étaient préférables à celles qu'ils avaient quittées. D'ailleurs, les Russes sont pauvres, et il est nécessaire pour eux de conquérir. Quand je ne serai plus, ma mémoire sera révérée, et l'on m'estimera d'avoir prévu ce qui arrivera pourtant, et d'avoir cherché à l'empêcher. On respectera ma mémoire, alors que les barbares posséderont l'Europe, ce qui ne serait pas arrivé sans vous, *signori Inglesi.* »

Napoléon témoigna beaucoup d'anxiété relativement au comte Montholon, parce que le gouverneur

avait donné à entendre qu'il était question de le renvoyer. « La perte de Montholon me sera bien sensible, disait-il, parce qu'indépendamment de son attachement pour moi, il m'est on ne peut plus utile, et qu'il s'efforce de prévenir tous mes besoins. Je sais qu'il sera on ne peut plus affligé de me quitter; quoiqu'en effet il lui serait plus agréable d'être éloigné de cette île désolée, et rendu à sa famille et à ses amis, puisqu'il n'est pas proscrit, et qu'il n'a rien à craindre en France. D'ailleurs, il est d'une famille noble, et obtiendra facilement, s'il le veut, la faveur des Bourbon. »

J'ai accompagné la comtesse Montholon à *Plantation-House*, pour rendre visite à lady Lowe. J'ai vu sir Hudson qui m'a dit qu'il n'accorderait aucune confiance aux assurances du général Bonaparte, et qu'il était résolu à ce qu'il n'entrât dans aucune maison sans être accompagné d'un officier anglais. Nous eûmes ensuite quelque discussion relativement aux *laissez passer* que son excellence avait autrefois donnés aux personnes qui désiraient visiter Longwood. Sir Hudson Lowe voulut me persuader qu'il n'avait jamais donné de *laissez passer* pour un certain jour seulement (1), et que le major Gorrequer en attesterait la vérité. Je lui fis la remarque

(1) Ce fait était notoirement connu à Sainte-Hélène, et par les passagers qui venaient d'Angleterre, et par ceux qui y retournaient.

que plusieurs personnes à qui il avait accordé des *laissez passer*, les avaient fait voir au comte Bertrand à Hut's-Gate, en lui montrant que le jour était spécifié sur leur *laissez passer*, et en le priant de tâcher d'engager Napoléon à les recevoir, parce que leur billet ne vaudrait rien un autre jour. Sir Hudson répondit avec colère, qu'ils étaient des menteurs.

Avant de partir, sir Hudson Lowe me dit que je pouvais prendre quelques numéros de l'*Ambigu*, les emporter à Longwood, et les montrer au général Bonaparte.

A mon retour, j'ai dit à Napoléon que j'avais reçu quelques numéros d'un ouvrage périodique, appelé l'*Ambigu*, qui, ai-je ajouté, le maltraitait beaucoup. — Napoléon m'a dit en riant : « Il n'y a que les enfans qui craignent d'être maltraités. » Il m'a ensuite prié de lui apporter ces numéros. Quand il eut jeté les yeux dessus, il m'a dit : « Ah! ah! c'est du » Pelletier? il y a vingt ans qu'il fait des libelles » contre moi, mais je suis très-content de pouvoir » me les procurer. »

Madame la comtesse Montholon, et madame ainsi que mademoiselle Balcombe ont eu une heure d'entretien avec Napoléon, hier dans l'après-midi.

Cipriani a été en ville pour ses affaires habituelles.

17.—Napoléon a observé qu'il avait trouvé l'*Ambigu* de Pelletier très-intéressant, quoiqu'il contînt beaucoup de faussetés et de bêtises. « J'ai lu, a-t-il continué, le détail de la bataille de Waterloo qui est

contenu dans cet ouvrage; il est presque exact. J'ai cherché dans ma tête à deviner quel en pouvait être l'auteur. Il faut que ce soit quelqu'un qui se trouvait alors auprès de moi. J'aurais gagné cette affaire sans l'imbécillité de Grouchy. »

J'ai demandé à Napoléon s'il pensait que Grouchy eût agi avec l'intention de le trahir? « Non, non, a répondu Napoléon, mais il y avait chez lui défaut d'énergie. C'est de la part de quelques membres de son état-major qu'il y a eu trahison. Je crois que quelques-uns des officiers attachés à ce corps, et que j'avais envoyés à Grouchy, ont manqué à l'honneur, et sont passés à l'ennemi; cependant je n'en suis pas certain, n'ayant pas revu Grouchy depuis ce temps-là. »

Je lui ai demandé s'il pensait que le maréchal Soult ait été dans ses intérêts ? Napoléon a répondu: « Certainement je l'ai cru; mais Soult n'a pas trahi le roi de France, comme on l'a supposé, et il ne connaissait ni mon retour en France, ni mon débarquement. Car, pendant quelques jours, Soult a pensé que j'étais devenu fou, et que ma perte était assurée. Malgré cela, les apparences étaient si fortes contre Soult, et, sans en avoir l'intention, ce qu'il fit a été si favorable à mes projets, que si j'eusse fait partie de son jury, et que j'eusse ignoré ce que je sais, je l'aurais condamné comme ayant trahi la cause royale. Mais réellement il n'était pas instruit de mon dessein, quoique Ney, dans sa défense, ait dit que

je lui avais appris le contraire. Quant à la proclamation que Ney a prétendu avoir reçue de moi, c'est une fausseté. J'aurais supprimé cette proclamation, si cela eût été en mon pouvoir, car elle était indigne de moi. Ney manquait d'éducation : il n'aurait pas dû la publier, ou du moins il aurait dû agir différemment de ce qu'il a fait; car quand il promit au roi de m'amener dans une cage de fer, il parlait dans la sincérité de son cœur, et ses intentions étaient conformes à ses discours; il y persista jusqu'à l'avant-veille de sa réunion avec moi. Il aurait dû faire comme Oudinot, qui demanda à ses troupes s'il pouvait compter sur leur fidélité. Elles lui répondirent unanimement : « Nous ne voulons pas nous battre contre Napoléon. » Sans doute il ne pouvait empêcher les troupes, ni même les paysans, de se joindre à moi, mais il alla trop loin.

» Mouton-Duvernet, a-t-il dit, a été puni injustement; et tout bien considéré, il ne le méritait pas plus qu'un autre. Il voltigea pendant deux jours sur les flancs de ma petite armée, et ses intentions étaient de servir la cause du roi. Mais tout le monde se joignait à moi! l'enthousiasme était extraordinaire. Si je l'eusse voulu, j'aurais pu entrer à Paris, à la tête de quatre cent mille hommes. Ce qu'il y a d'encore plus surprenant, et qui n'a, je crois, pas d'exemple dans l'histoire, c'est que tout se fit sans conspiration. Il n'existait aucun complot, aucune intelligence avec aucun des généraux de France, pas un d'eux

ne connaissait mes projets. Toute ma conspiration consiste dans mes proclamations. C'est par elles que je mis tout à exécution. Pas même Masséna ne connaissait mon plan ; quand on lui apprit que j'avais débarqué avec quelques centaines d'hommes, il ne put le croire, et dit que cela était impossible, car il pensait que si j'eusse formé un tel projet, je l'en aurais informé. Les Bourbon voudraient faire paraître qu'il existait une conspiration dans l'armée. C'est ce qui a fait fusiller Mouton-Duvernet, Ney et autres; parce que ma rentrée sans conspiration, sans qu'il y eût un coup de fusil de tiré, et uniquement par le vœu général de la nation, est ce qu'il peut y avoir de plus honteux pour eux.

» Il n'y eut jamais, continua Napoléon, un roi qui fut plus le souverain du peuple que je l'étais; je n'aurais eu aucun talent que j'eusse pu régner plus aisément sur la France que Louis et les Bourbon doués de la plus grande habileté. La masse du peuple français hait la vieille noblesse et les prêtres. Je ne descendais pas de la vieille noblesse, et je n'ai jamais trop encouragé les prêtres. La nation française a pour qualités prédominantes, la vanité, la légèreté, l'indépendance et le caprice (*la vanità, la leggerazza, l'independenza ed il capricio*), avec une insatiable passion de gloire. Ils se passeraient plutôt de pain que de gloire, et une proclamation suffit pour les *entraîner*. Bien différens en cela du peuple anglais, dont les habitans de tout un

comté se laissent influencer par l'opinion de deux ou trois familles nobles, les Français veulent qu'on leur fasse la cour.

» Quelques paysans jeunes et ignorans, dit Napoléon, qui naquirent depuis la révolution, parlèrent avec quelques personnes plus âgées et mieux informées des Bourbon. Que sont ces Bourbon, dit l'un d'eux? Que veulent-ils? Quoi, répondit l'un de ces hommes expérimentés, ils ressemblent à ce vieux château que vous voyez près de notre village; comme lui, leur temps est passé; ils ne sont pas de ce siècle.

» Les Bourbon apprendront, ajouta-t-il, qu'il ne suffit pas de flatter les maréchaux et les généraux; ils doivent se faire bien venir du peuple, ils doivent lui parler sans intermédiaire. S'ils n'adoptent quelque mesure afin de se rendre populaires, vous verrez une explosion terrible en France, la nation ne supportera jamais de vivre avilie et humiliée comme elle l'est à présent. Lorsqu'on me dira qu'une nation vit sans pain, je croirai alors que les Français pourront vivre sans gloire.

» A Waterloo, pas un soldat ne s'est écarté du chemin de l'honneur. Quelle que soit la trahison qui ait pu avoir lieu, elle a existé parmi les généraux, et non parmi les soldats, ni parmi les officiers des régimens; ceux-ci connaissaient les sentimens les uns des autres, et se défirent eux-mêmes de ceux qu'ils soupçonnaient.

» Votre nation a principalement l'intérêt pour guide dans toutes ses actions. J'ai trouvé, depuis que je suis tombé dans vos mains, que vous n'avez pas plus de liberté que d'autres pays. J'ai chèrement payé l'opinion romanesque et chevaleresque que je m'étais formée de vous. »

Ici, j'ai répété presque dans les mêmes termes ce que j'avais dit dans de semblables occasions. Napoléon secoua la tête et répondit : « Je me souviens que Paoli, qui était un grand partisan de votre nation, et qui avait les inclinations anglaises, entendant élever la nation britannique au-dessus des autres nations, comme étant la plus généreuse, la plus libérale, et la plus exempte de préjugés, s'écria : « Doucement, vous allez trop loin ; les Anglais ne sont ni si généreux, ni si dépouillés de préjugés que vous vous l'imaginez ; ils sont très-égoïstes ; c'est une nation de marchands, qui, en général, n'a que le profit en vue. Quand ils font quelque chose, ils calculent toujours l'avantage qu'ils pourront en retirer : c'est le peuple le plus calculateur qui existe. » Paoli disait cela tout en rendant hommage aux bonnes qualités nationales que vous avez réellement. Aujourd'hui, je suis convaincu que Paoli avait raison. »

Napoléon a ensuite fait quelques remarques concernant Longwood : il a témoigné sa surprise de ce que personne ne s'était présenté pour faire un marché et fournir de l'eau à cette habitation et au camp,

en donnant pour condition qu'on accorderait à cette personne la permission d'établir un jardin dans la vallée, au moyen de quoi on pourrait se procurer des légumes à bon marché, non-seulement pour Longwood et pour le camp, mais encore pour les bâtimens.

« Ici, a-t-il continué, si l'on amenait l'eau par un conduit, Novarre, à l'aide de deux ou trois Chinois, pourrait faire venir assez de légumes pour subvenir à nos besoins; ne vaudrait-il pas mieux procurer de l'eau à ces pauvres soldats dans leur camp, que de creuser des fossés et d'établir des fortifications autour de cette maison, comme si une armée était sur le point de l'attaquer? Un homme qui n'a pas de considération pour les besoins du soldat, ne devrait jamais les commander : c'est l'eau qui est une des choses les plus nécessaires pour le soldat. »

Sir Thomas Reade a fait un long discours aujourd'hui sur l'imprudence qu'il y avait à permettre à Bonaparte de se procurer des journaux, excepté ceux que le gouverneur examinait auparavant.

18. — J'ai vu sir Hudson Lowe à *Plantation-House;* je l'ai trouvé occupé à examiner quelques journaux pour Longwood, dont il mit plusieurs de côté, comme n'étant pas, selon lui, propres à être mis sous les yeux de Napoléon. Il me fit en même temps l'observation que, quelqu'étrange que cela pût paraître, le général Bonaparte devait lui savoir gré de ce qu'il ne lui envoyait pas tous les journaux

indistinctement, attendu que la lecture d'articles écrits en sa faveur, pourrait exciter en lui des espérances qui, si elles n'étaient définitivement pas réalisées, ne pouvaient manquer de l'affliger; que d'ailleurs, le gouvernement anglais ne jugeait pas à propos de lui faire savoir tout ce qui paraissait dans les feuilles.

19. — Sir Thomas Reade est très-occupé à faire circuler dans la ville le bruit que le général Bonaparte est d'une humeur chagrine et qu'il ne veut voir personne; que le gouverneur poussait la bonté trop loin à son égard, et que l'on devrait le mettre aux fers.

21.—Le bâtiment de transport *le David* a apporté la nouvelle de l'arrivée de l'*Adolphus* au Cap, avec une cargaison consistant principalement en barres de fer, pour entourer la maison de Napoléon, dont le gouverneur avait fait la demande en Angleterre.

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood, et a inspecté les ouvrages qu'on fait aux écuries, ainsi que les factionnaires qu'il avait placés autour. Il a eu un long entretien ensuite avec moi, sur les restrictions et les limites, sans cependant en venir à aucune détermination. Après avoir observé que j'étais en quelque sorte responsable envers les ministres, de toutes les impressions défavorables qui pouvaient exister dans l'esprit de Napoléon, son excellence continua à me catéchiser sur mes conversations avec lui. Je lui fis sentir combien la po-

sition dans laquelle je me trouvais était délicate, et enfin l'inconvenance ou même l'impossibilité où j'étais de faire les ouvertures qu'il demandait. Sir Hudson m'a répondu qu'il sentait tout l'embarras de ma situation, mais en même temps il ajouta que je devais lui découvrir, et à lui seul, tout ce qui se passait relativement à Napoléon, lui rapporter tous ses discours, et sur-tout ne pas omettre les épithètes offensantes dont il se servait; qu'il était nécessaire qu'il fût informé de tout ce qui se passait; que pour un homme qui avait tant de rapports avec Bonaparte, il pensait que je me laissais moins influencer par lui, que ne l'eussent fait quatre-vingt-dix-neuf autres personnes sur cent; que j'occupais une place de grande importance, et dans laquelle je pouvais rendre des services essentiels; qu'un silence absolu sur tout ce qui se passait, excepté pour lui, était on ne peut plus nécessaire, et que c'était la principale qualité requise.

Son excellence m'a dit ensuite, pour me montrer la bonne opinion qu'elle avait de moi, qu'elle ne se faisait pas de scrupule de m'avouer que l'on devait beaucoup surveiller les commissaires; que ce n'était, dans le fait, que des espions de tout le monde et de toute chose, et que toute leur affaire consistait à tirer de moi quelques particularités pour en faire l'envoi à leurs cours; que je devais user de beaucoup de circonspection, parce que très-certainement ils rapporteraient à leurs maîtres tout ce que j'aurais

dit, comme ils l'avaient déjà fait à son égard; il me répéta, comme une preuve de ce qu'il avançait, la conversation que j'avais tenue avec le baron Sturmer, à *Plantation-House*, le 21 octobre 1816, me faisant en même temps connaître sa satisfaction de ce qu'il avait observé que j'avais été très-circonspect dans mes remarques. Il m'a dit, en outre, qu'il avait écrit à lord Bathurst en des termes très-avantageux pour moi, et qu'il avait recommandé que mes appointemens fussent élevés à 500 l. sterling par an.

Après cela son excellence m'a fait part qu'il avait reçu, pour moi, une lettre du jeune Las-Cases, qu'il comptait m'envoyer.

J'ai reçu, le soir, la lettre dont il a été question, elle était sous enveloppe et en renfermait une autre que la mère du général Gourgaud écrivait à son fils, ainsi que sir Hudson le marquait dans sa note, en me chargeant de la lui remettre.

24. — M. Vernon est venu à Longwood pour ondoyer l'enfant du comte Bertrand. Napoléon a joué le soir au billard.

25. — Cipriani a été en ville pour acheter des provisions.

28. — Napoléon a eu très-peu de repos pendant la nuit, il s'est levé à cinq heures et s'est promené pendant quelque temps en long et en large dans la salle du billard. Je l'ai trouvé couché sur son sofa. Il avait l'air abattu; il m'a salué d'une voix faible; je lui ai donné une gazette de Portsmouth du mois

de novembre dernier. Après avoir lu quelques remarques faites sur le tort que ferait probablement à la France le mariage de l'empereur d'Autriche avec la princesse de Bavière, ainsi qu'une observation portant que Napoléon, dans la plénitude de sa puissance, s'y était lui-même toujours opposé, Napoléon m'a dit : « C'est vrai. Je craignais les suites d'une alliance entre ces deux maisons; mais maintenant que peut faire cela? Sous les Bourbon, jamais la France ne sera une puissance du premier ordre. Elle ne peut faire peur à personne, et elle sera toujours un état inférieur sous cette famille d'imbécilles. » Faisant allusion à la détresse dans laquelle se trouvait le commerce d'Angleterre, il a fait l'observation que lord Castlereagh méritait la réprobation de la nation anglaise, pour le peu de soin qu'il avait mis à veiller aux intérêts de son pays, lors de la paix générale. « Les malheurs dont je fus assailli ont donné un tel ascendant à l'Angleterre, qu'on lui eût accordé presque tout ce qu'elle aurait pu demander, indépendamment du droit qu'elle avait de réclamer une récompense pour l'indemniser des dépenses énormes qu'elle avait faites. Il s'est offert un moment favorable, qui ne se représentera peut-être plus, où l'Angleterre aurait pu se débarrasser de tout ce qui la gênait dans l'espace de quelques années, et se délivrer de l'immense fardeau de la dette qui pèse sur elle. Si lord Castlereagh eût été réellement attentif aux intérêts de sa patrie, il aurait

saisi, dans les commencemens, la seule occasion qui se soit présentée à lui d'assurer à l'Angleterre des avantages commerciaux, qui l'auraient délivrée de ses embarras. Mais, au lieu de cela, il s'est contenté de faire la cour aux rois et aux empereurs qui ont flatté sa vanité en l'honorant de quelqu'attention, dans la persuasion où ils étaient que, par cette conduite, ils lui feraient négliger les intérêts de la Grande-Bretagne et travailleraient à ceux de leurs pays respectifs, ce qui était leur affaire principale. Il en a été complètement la dupe, et votre nation le maudira un jour.

» Je ne vois pas maintenant d'autre moyen de vous tirer du mauvais pas où vous êtes engagés, qu'en réduisant l'intérêt de la dette nationale, et confisquant, au profit de l'état, la plus grande partie des revenus de l'église, toutes les sinécures, en diminuant considérablement l'armée, et en établissant un système de réduction générale. Que ceux qui ont besoin de prêtres, les paient. Votre caisse d'amortissement est illusoire. Imposez une taxe pesante sur les absens. Il est actuellement trop tard pour revenir sur les traités de commerce. Ce que l'on eût regardé alors comme juste et comme raisonnable, serait considéré maintenant sous un tout autre point de vue. L'occasion est perdue, et la nation est redevable à vos imbécilles ministres de tous les malheurs qui vont l'accabler, et que l'on ne doit attribuer qu'à leur criminelle négligence.

» J'ai appris, a-t-il dit, que le botaniste (1) est sur le point de partir sans que je l'aie vu. Dans les contrées les plus barbares, on ne refuserait pas, même à un prisonnier condamné à mort, la consolation de converser avec une personne qui aurait vu depuis peu sa femme et son enfant. Même dans celle des cours de justice, que l'on peut regarder comme la pire de toutes, le tribunal révolutionnaire de France, on ne connaissait pas un tel exemple de barbarie et d'oubli de tous les sentimens d'humanité; et votre nation, si renommée pour son libéralisme, permet de tels traitemens! J'ai appris que ce botaniste a demandé à me voir et qu'on lui en a refusé la permission. Dans ma lettre à Las-Cases, que le gouverneur a lue, je me plaignais de cette conduite, comme d'une aggravation de ma peine, et par-là je formais la demande de le voir. Si je m'y fusse pris d'une autre manière, je me serais exposé à recevoir un refus de la part de ce *bourreau. C'est le comble de la cruauté.* Il faut être bien barbare pour refuser à un époux, à un père, la consolation d'entretenir une personne qui a vu sa femme depuis peu, lui a parlé, et a touché son enfant (ici la voix de Napoléon s'affaiblit), et lorsque par la cruelle politique de quelques individus, il est pour

(1) Napoléon avait été informé, et je crois avec fondement, que cette personne avait vu l'impératrice et son fils, et qu'elle avait conversé avec eux, peu de temps avant son départ d'Allemagne pour se rendre à Sainte-Hélène.

toujours privé des embrassemens de ces personnes chéries. Les antropophages des mers du sud n'en feraient pas autant : avant de dévorer leurs victimes, ils leur permettent de se voir et de converser ensemble, loin de leur refuser cette dernière consolation. Les cannibales désapprouveraient les cruautés que l'on exerce ici. »

Napoléon, fort agité, se promena de long en large pendant quelque temps. Ensuite il continua : « Vous voyez la manière dont il cherche à en imposer aux voyageurs qui vont en Angleterre, afin de leur faire croire qu'il est le meilleur homme du monde, que sa conduite envers moi est toute bénigne, et que c'est entièrement ma faute si je ne reçois pas d'étrangers. Il donne comme une preuve de l'intérêt qu'il y met, qu'il envoie son aide-de-camp pour me les conduire, quoiqu'il sache bien que cette dernière circonstance suffirait seule pour empêcher que je ne reçoive les personnes qu'il accompagnerait. Son but est actuellement de faire croire au public que je redoute la vue d'un Anglais, et que je ne puis les voir sans horreur. Voilà pourquoi il vous a prié de m'informer que Las-Cases avait dit que j'avais en horreur l'uniforme anglais. »

J'ai fait l'observation que sir Hudson Lowe m'avait dit qu'il pensait que c'était là une invention de Las-Cases. « C'est de sa propre invention, a répliqué l'empereur, afin de vous en imposer. Si j'avais haï les Anglais, me serais-je remis entre leurs mains, au

lieu de me rendre à l'empereur de Russie, ou à l'empereur d'Autriche? Était-il possible que je donnasse une preuve plus grande de mon estime pour une nation, que je l'ai fait pour l'Angleterre? bien malheureusement pour moi!

Napoléon a ouvert la porte pour appeler St.-Denis, et lui demander, en ma présence, si dans le journal de Las-Cases on affirmait qu'il eût jamais dit qu'il haïssait les Anglais, et que sa prévention s'étendait jusqu'à leur uniforme, ou enfin quelque chose qui pût être entendu de cette manière? » St.-Denis a répondu que rien de ce genre n'était contenu dans le journal. « Hé bien, a dit Napoléon, si Las-Cases l'eût dit lui-même, il l'aurait écrit dans son journal. Il faudrait être bien méchant, pour vouloir me tourmenter dans la circonstance pénible où je me trouve. Il faut qu'il n'ait rien ici, a-t-il continué, en plaçant sa main sur son sein, et quand un homme n'a point de cœur, il doit nécessairement avoir une mauvaise tête, et être hors d'état de commander ou d'agir par lui-même. La nature, en formant de certains hommes, a voulu qu'ils restassent dans une situation subalterne. Tel était Berthier. Il n'y avait pas au monde de meilleur chef d'état-major; c'était là où se trouvait son véritable talent; mais il n'était pas en état de commander cinq cents hommes. C'était un bon écrivain, comme le gouverneur, un excellent *commis*. Vous pouvez voir combien il est peu propre à occuper un poste

important, puisqu'il se laisse mener par le nez par un imbécille aussi méprisable que ce colonel Reade. Avez-vous lu Gilblas ? » J'ai répondu qu'oui. « Ce sourire éternel sur les lèvres de Reade, continua Napoléon, n'est pas naturel, et me fait penser à Ambroise de Lamela, qui allait à l'église, tandis qu'il formait le projet de voler son maître. Ce sourire sert à marquer ses intentions réelles. On m'a rapporté que les Balcombe avaient été interrogés et scrutés en tous sens par le gouverneur et par Reade, son conseil privé, sur ce qu'ils avaient dit et entendu dire à Longwood, et que le père avait répondu que ses filles étaient venues ici pour avoir l'honneur de nous voir et non pour servir d'espions. »

1 *mars.* — Napoléon a discouru avec moi pendant quelque temps, relativement aux grilles en fer qu'on disait que l'*Adolphus* avait apportées. Je lui ai dit que c'était la coutume en Angleterre de mettre des grilles autour des maisons de campagne des *gentlemen*, ce qu'il parut avoir de la peine à croire.

2. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet de toilette, reposant sur son sofa. Il était plus abattu qu'à l'ordinaire, avait l'air pâle et se plaignait de la diarrhée. Je lui conseillai de prendre plusieurs remèdes, mais il ne voulut accepter qu'une forte dose de bouillon de poulet léger, ou de l'eau d'orge.

Pendant le cours de la conversation, il a fait l'observation, qu'il remarquait un changement dans le système des Bourbon, qui leur serait favorable,

parce qu'au lieu d'employer le parti *ultra* et les membres exaltés de l'ancienne aristocratie, on s'était servi d'hommes qu'il avait lui-même employés auparavant, et qui avaient la confiance de la nation. Il cita entre autres Molé.

J'ai demandé à Napoléon, si le rapport contenu dans *l'Observer*, relativement à la conduite de Clarke envers Carnot, dans lequel on disait que Clarke lui avait retenu sa pension, et la manière dont on disait qu'il avait agi lui-même était vraie. Napoléon a répondu que c'était parfaitement vrai. « Mais je m'étonne de voir les journaux si occupés de Clarke, qui n'est pas un personnage si important pour que l'on parle beaucoup de lui. » Je lui ai demandé son avis, concernant Clarke. Il a répondu : « Ce n'est pas un homme de talent, mais il est laborieux et utile dans le bureau. Il est, en outre, incorruptible, et il épargne les fonds publics qu'il est incapable de travailler à s'approprier. C'est un excellent rédacteur; il n'est point soldat, et je ne crois pas qu'il ait jamais été au feu de sa vie; il est infatué de sa noblesse; il prétend être descendu des anciens rois d'Écosse ou d'Irlande, et vante constamment son illustre origine; c'est un bon commis. Je l'ai envoyé à Florence comme ambassadeur; il ne s'occupa qu'à feuilleter de vieilles histoires pour y chercher des preuves de la noblesse de ma famille, car il faut que vous sachiez qu'elle était de Florence. Il m'accabla de lettres à ce sujet, ce qui me força à

lui écrire de s'occuper des affaires pour lesquelles il avait été envoyé à Florence, et de ne point se casser la tête, ni me troubler de ses folies sur la noblesse; que j'étais le premier de ma famille. Malgré cela, il continua ses recherches. Lorsque je revins de l'île d'Elbe, il me fit offrir ses services; mais je lui fis répondre que je n'employais pas les traîtres, et lui ordonnai de retourner dans ses terres. » Je lui demandai s'il pensait que Clarke l'aurait servi fidèlement? « Oui, répondit Napoléon, tant que j'aurais été le plus fort; il eût fait en cela comme tant d'autres. » Je lui demandai s'il était vrai qu'il eût écrit la lettre qu'on lui attribuait, et dans laquelle il annonçait à Clarke la mort de son neveu? « Oui, répondit Napoléon, il se nommait Elliot. »

Je lui fis la remarque, que ses ancêtres étaient nobles. Il répondit qu'ils étaient sénateurs de Florence.

Napoléon dit ensuite : « Ils font de moi dans les journaux tout ce qu'ils veulent, et disent tout ce qui convient à leurs vues. A son retour d'Irlande, lord Castlereagh affirma publiquement une fausseté sur mes intentions, relativement à l'Angleterre; et depuis mon arrivée ici, il met dans ma bouche des expressions dont je ne m'étais jamais servi. » Je lui observai que probablement on les avait répétées à lord Castlereagh, comme venant de lui. « Cela peut être, dit-il; mais vos ministres se font peu de scrupule d'avoir recours au mensonge, lorsqu'ils croient pouvoir, par ce moyen, atteindre le but qu'ils ont

en vue. Il est toujours vil et déshonorant de calomnier le malheureux, et doublement encore, lorsqu'il est en notre pouvoir, et que vous lui tenez le cadenas sur la bouche, pour l'empêcher de répliquer. »

3. — J'ai vu Napoléon à sa toilette. Il ne souffrait point; sa gaieté était naturelle. Il rit et me plaisanta au sujet de quelques jeunes personnes, et me pria de lui dire les petites nouvelles de la ville. Il paraissait être de meilleure humeur qu'il ne l'avait été depuis long-temps. J'ai eu une conversation avec lui relativement à la déclaration du gouverneur, lorsqu'il affirme que le comte de Las-Cases avait fait dire à Napoléon, dans son journal, qu'il abhorrait la vue d'un uniforme anglais, et à l'assertion de son excellence que Las-Cases s'était efforcé de lui faire haïr les Anglais.

« Je ne puis concevoir, dit Napoléon, ce que Las-Cases aurait pu prétendre en le faisant : qu'aurait-il espéré obtenir par ce moyen? Au contraire, Las-Cases a toujours bien parlé des Anglais. Il disait qu'il avait passé vingt années parmi eux, et qu'il y avait toujours été bien traité. C'est une invention de cet homme, tout ce qu'il avance repose sur des mensonges. Oui, certes, j'ai dit que je ne pouvais voir des officiers en uniforme me suivre et m'épier, parce que cela me rappelait que j'étais considéré comme un prisonnier, et donnait naissance à des réflexions pénibles. Si vous-même deviez venir tous les jours dans ma chambre, en uniforme, cela me donnerait l'idée

que vous seriez un gendarme; mais cet homme n'a pas de moralité. L'amiral valait mieux que lui, et il entra bientot dans mes motifs, lorsque je les lui eus fait connaître. »

Il me fit ensuite quelques questions médicales, entra dans la salle de billard, demanda quelques bouteilles de porter, en prit un verre en disant en anglais, *your health* (à votre santé), et m'en fit prendre un autre. Il me fit plusieurs questions sur le porter, et fut extrêmement surpris du bas prix où il était en Angleterre. Napoléon me dit, en se promenant dans la chambre : « Quelle idée aviez-vous de moi avant d'être mon médecin? Que pensiez-vous de mon caractère, et de ce que j'étais capable de faire? Dites-moi franchement quelle était votre opinion. » Je répondis : « Je pensais que vous étiez un homme dont les rares talens ne pouvaient être égalés que par votre ambition sans bornes, et bien que je ne donnasse pas crédit à la dixième partie des libelles que j'avais lus contre vous, cependant je croyais que vous étiez homme à ne pas hésiter à commettre un crime, lorsque vous le trouviez nécessaire ou utile à vos intérêts. »

« Voilà la réponse à laquelle je m'attendais, répondit Napoléon; et telle est peut-être l'opinion de lord Holland, et même celle d'un grand nombre de Français : je me suis élevé à un point trop extraordinaire de gloire et de puissance humaine, pour ne pas exciter l'envie et la jalousie des hommes. On dira :

Il est vrai qu'il est parvenu au faîte de la gloire; *mais pour y arriver, il commit bien des crimes.* Maintenant, le fait est que, non-seulement je n'ai jamais commis de crimes, mais que même je n'ai jamais eu l'idée d'en commettre aucun : *j'ai toujours marché avec l'opinion des grandes masses et avec les événemens :* j'ai toujours fait peu de cas de l'approbation des individus, et beaucoup de celle du peuple; à quoi m'aurait donc servi le crime? Je suis trop fataliste et j'ai toujours trop méprisé le genre humain pour employer le crime à déjouer ses complots. *J'ai toujours marché avec l'opinion de cinq ou six millions d'hommes ;* à quoi m'aurait servi le crime?

» Malgré tous les libelles, continua-t-il, je ne crains rien pour ma renommée; la postérité me rendra justice; la vérité sera connue, et l'on comparera le bien que j'ai fait, avec les fautes que j'ai commises: je ne redoute pas le résultat de l'examen. Si j'eusse réussi, je serais mort avec la réputation du plus grand homme qui eût jamais existé. Dans l'état où sont les choses, bien que j'aie échoué, je serai encore considéré comme un homme extraordinaire. Mon élévation est unique, parce qu'elle n'a pas été le résultat d'aucun crime. J'ai combattu dans cinquante batailles que j'ai presque toutes gagnées : j'ai tracé le plan, et fait mettre à exécution un code de lois qui fera passer mon nom à la postérité la plus reculée. De rien, je suis devenu, par moi-même, le monarque le plus puissant du monde : l'Europe était à mes

pieds. Mon ambition était grande, je l'avoue; mais elle était froide et causée par les événemens et l'opinion des grandes masses : j'ai toujours pensé que la souveraineté reposait dans le peuple. En effet, le gouvernement impérial était une espèce de république : appelé à sa tête par la voix de la nation, ma maxime fut, *carrière ouverte aux talens,* sans distinction de naissance ou de fortune, et ce système d'égalité est la raison pour laquelle votre olygarchie me déteste tant.

» Si la politique, continua-t-il, pouvait justifier le crime et le meurtre, elle m'eût autorisé à mettre à mort Ferdinand et les autres Bourbon de sa famille, lorsqu'ils étaient en France. Si j'avais été un homme accoutumé à commettre des crimes, n'en aurais-je pas commis un dont l'exécution m'eût été avantageuse. Ferdinand et sa famille étant morts, et les Espagnols n'ayant plus à combattre pour eux, se seraient soumis. Non, si j'avais eu l'inclination au crime, je ne serais pas ici. Un seul Bourbon français existerait-il, si j'avais consenti à sa mort? Non-seulement je n'y voulus pas consentir, mais je défendis positivement qu'il fût fait aucun attentat de cette nature.

» Ce n'est pas, continua Napoléon, d'après ce que le *Quaterly Review* ou Pichon disent, ou d'après ce que je pourrais écrire moi-même, que la postérité jugera de moi, c'est d'après la voix de tant de millions d'hommes qui ont vécu sous mes lois.

» Ceux qui ont consenti à la réunion de la Pologne à la Russie, seront l'exécration de la postérité ; tandis qu'on prononcera mon nom avec respect, alors que les belles contrées du sud de l'Europe seront la proie des barbares du Nord. Mon plus grand tort a été peut-être de n'avoir pas détrôné le roi de Prusse, lorsque je pouvais si aisément le faire. Après Friedland, j'aurais dû retirer la Silésie et *** à la Prusse, et abandonner ces provinces à la Saxe, parce que le roi de Prusse et les Prussiens étaient trop humiliés pour ne pas se venger à la première occasion. Si j'en eusse agi ainsi, si je leur eusse donné une constitution libre, et que j'eusse délivré les paysans de l'esclavage féodal, la nation aurait été contente. »

Napoléon s'est rendu à pied chez le comte Bertrand. Depuis deux ou trois jours, il prend plus d'exercice que de coutume.

4. — J'ai vu Napoléon dans la salle de billard ; il était extrêmement gai. Il m'a rendu les numéros de l'*Ambigu* pour 1816, et m'a prié de lui procurer ceux de 1815.

Il a répondu à ma question sur P***. « P*** est un polisson, qui écrirait pour quiconque voudrait le payer. Il m'a offert de changer de style, et d'écrire pour moi de telle sorte que le gouvernement anglais ne se douterait pas qu'il fût employé par moi. Une fois, entre autres, il a envoyé à la police le manuscrit d'un livre écrit contre moi, en offrant de renoncer à le faire imprimer, moyennant une certaine

somme. Ce fait étant venu à ma connaissance, j'ordonnai à la police de répondre que s'il voulait payer les frais d'impression, cet ouvrage serait publié en France pour son compte. Il ne fut pas le seul qui me fît de semblables offres lorsque j'étais tout puissant. Quelques-uns des éditeurs des journaux anglais m'ont fait de semblables avances, en déclarant qu'ils pouvaient me rendre les services les plus essentiels; mais alors je n'attachais pas assez d'importance à leurs offres, et je les refusai. Les Bourbon ne font pas de même; en 1814 on paya à l'éditeur du journal *the Times* environ 3000 livres sterling, outre qu'on en prit un grand nombre d'exemplaires. Je vous ai dit que je trouvai son reçu dans les papiers de Blacas à mon retour de l'île d'Elbe. Je ne sais s'il est maintenant à leurs gages. Dans cette même année, un grand nombre de pamphlets furent imprimés à Londres contre les Bourbon, et des exemplaires leur furent envoyés avec menace de les publier s'ils ne les payaient pas. Les Bourbon très-effrayés les achetèrent avec empressement. Il y avait entre autres un libelle abominable sur la dernière reine, qui leur coûta une forte somme à faire supprimer.

» Lorsque j'étais sur le trône, continua-t-il, trente commis étaient occupés à traduire les journaux anglais, et à faire des extraits des ouvrages importans écrits dans cette langue. Les choses qui paraissaient les plus importantes, étaient extraites

des journaux et soumises chaque jour à mon examen. Mais jamais je ne le faisais faire en ma présence, je ne suivais pas même le traducteur dans ses progrès, ainsi qu'on l'a affirmé. Je ne connaissais pas même alors l'article *the*. Il ne me paraissait véritablement pas assez important d'apprendre la langue anglaise, à dessein seulement de lire les journaux, d'autant que je recevais constamment des lettres et des nouvelles de ce pays par des espions. Néanmoins les journaux servaient à corroborer leurs informations relativement aux mouvemens des troupes, à l'armement et au départ des vaisseaux de guerre et autres mesures du gouvernement. »

Le gouverneur est venu à Longwood. Il a exprimé l'intention d'entourer la maison d'une grille de fer dont il ferait fermer les portes à sept ou huit heures du soir. Les clefs seraient portées à Plantation-House, où elles resteraient jusqu'au lendemain à la pointe du jour.

5. — La *Tortue*, vaisseau approvisionneur, capitaine Cook, est arrivée directement d'Angleterre, d'où elle est partie, le 18 décembre 1816. J'ai été à la ville, et j'ai appris que Warden avait publié, sur Napoléon, un livre qui avait excité l'intérêt, et que l'on supposait avoir produit pour lui une impression favorable. J'ai reçu des journaux contenant des extraits de cet ouvrage.

A mon retour à Longwood, je trouvai Napoléon dans un état bien différent de celui de la veille. Il

était étendu sur son sofa, et paraissait très-pensif. Sa tête était appuyée sur sa main, dans l'attitude la plus mélancolique. Il avait sa robe de chambre, un madras sur sa tête; sa barbe n'avait pas été faite. « Quelles nouvelles, me demanda-t-il d'un air abattu, ce vaisseau arrive-t-il d'Angleterre? » Je lui répondis qu'il en venait directement. Après lui avoir rapporté quelque chose de ce que j'avais appris de plus intéressant, je lui dis que Warden avait publié, sur lui, un livre qui avait excité un vif intérêt. Au nom de Warden, il leva la tête et dit: « Quoi, Warden, du *Northumberland?* » Je répondis affirmativement. « Et quelle est la nature de cet ouvrage? Est-il pour ou contre moi? Est-il bien écrit? Quel en est le sujet? » Je répondis que c'était une relation de ce qui s'était passé à bord du *Northumberland* et ici; que le livre était en sa faveur, et qu'il contenait des faits curieux et des réfutations à quelques accusations portées contre lui; l'explication de l'affaire du duc d'Enghien, et que l'ouvrage était bien écrit, etc. « L'avez-vous vu? » — Non, répondis-je. — « Alors, comment savez-vous s'il est en ma faveur, ou s'il est bien écrit? » Je répondis que j'en avais lu quelques extraits dans les journaux, et je les lui donnai. Il s'assit pour les lire, me pria de lui expliquer quelques passages, et dit qu'ils étaient vrais. Il demanda ce que Warden avait rapporté de l'affaire du duc d'Enghien? Je répondis qu'il affirmait que Talleyrand avait retenu une lettre

du duc pendant un temps considérable après son exécution, et qu'il attribuait sa mort à Talleyrand. « *Di questo non c' è dubbio* (quant à cela, il n'y a point de doute), répondit Napoléon. »

Napoléon me demanda alors, comment cet ouvrage avait été reçu en Angleterre. Je répondis qu'il avait eu beaucoup de succès. Il me demanda si les ministres en avaient été satisfaits. Je répondis, que jusqu'alors ils n'en avaient pas témoigné de déplaisir, et que Warden avait été, depuis peu, attaché à un vaisseau. « Alors, dit Napoléon, je suppose qu'il s'est arrangé de manière à plaire aux ministres. » — D'après ce que j'ai appris, il a cherché à faire connaître la vérité; telle fut ma réponse.

Je l'aidai alors à parcourir quelques passages cités dans l'*Observer*, dont il reconnut l'exactitude. Il lut très-attentivement, et me fit expliquer par trois fois un article qui disait que Marie-Louise était tombée de cheval dans le Pô, et qu'on avait eu beaucoup de peine à la sauver. Il parut vivement affecté de cette nouvelle.

Il me parla ensuite des troubles de l'Angleterre et de la misère de la classe indigente. « Vos ministres, dit-il, sont responsables de tous les malheurs et de tous les désastres de l'Angleterre, pour avoir négligé de profiter de circonstances favorables, pour assurer à leur pays d'immenses avantages commerciaux. Par suite de mes revers en Russie, un succès sans égal dans l'histoire lui était destiné; elle trou-

vait, dans la force des circonstances, l'occasion de devenir la nation la plus riche et la plus puissante du monde. J'ai toujours considéré l'Angleterre comme dans un état dangereux, en voyant ses efforts surnaturels, et j'ai pensé que si quelque circonstance imprévue ne venait pas à son aide, elle succomberait accablée par ses efforts mêmes et le poids de sa dette. Cette circonstance s'est présentée, mais vos ministres, comme des sots, n'ont pas su en profiter; ils ont préféré faire leur cour à des rois, au lieu de consulter les intérêts de leur pays. Tout souverain ou ministre doit considérer, avant tout, les intérêts et le bien-être de son propre pays, et ne doit jamais négliger aucune des occasions qui lui sont offertes de le servir, sur-tout lorsque cela peut se faire au moyen d'un traité. Ceux qui négligent ces occasions sont des traîtres à leur patrie. Vous avez déjà la haine de toutes les nations, par suite de vos lois maritimes et des prétentions à la souveraineté des mers, que vous dites vous appartenir de droit. Alors pourquoi n'en pas profiter ? Vous avez fait le marché le moins avantageux ; vous avez mérité la haine de toutes les nations, sans jouir d'aucun de leurs priviléges. Vos ministres ne connaissent pas la situation de leur propre pays.

» Il me paraît, continua-t-il, qu'ils se proposent ouvertement de soumettre l'Angleterre à un joug militaire, de renverser par degrés la liberté qui se débat encore, et de s'arroger un pouvoir illimité.

Tous ces honneurs conférés au militaire, et les mesures qu'on a adoptées dernièrement, sont autant de préliminaires à leur despotisme. Je découvre leur but. Les autres souverains de l'Europe, qui sont jaloux et qui ne peuvent supporter l'idée que l'Angleterre soit la seule nation libre en Europe, les aideront, sans doute, si cela est nécessaire. Ils prêteront tous la main au renversement de vos libertés. » J'observai à Napoléon que les Anglais ne consentiraient jamais à devenir une nation d'esclaves. « Il y a toute apparence qu'on le tentera, dit Napoléon. »

Le gouverneur a envoyé quelques numéros détachés du *Times* et plusieurs lettres. Le général Gourgaud en a reçu une de sa sœur, qui lui apprend que sir Georges Cockburn est allé deux fois voir sa mère à Paris. Cette marque d'attention de la part de l'amiral a transporté le général Gourgaud.

Le comte et la comtesse Bertrand étaient dans le ravissement, parce que la même lettre disait que madame Dillon, mère de la comtesse, allait mieux. Bien qu'errant depuis des années, jamais je n'ai été aussi frappé de la satisfaction et de la consolation que peut répandre une lettre de parens ou d'amis éloignés dans l'ame d'un exilé. Il était facile de distinguer à la joie des physionomies de plusieurs habitans de Longwood, ceux qui avaient reçu des lettres; les traits des autres annonçaient la mélancolie et le mécontentement. Il eût été inutile de faire la

moindre question. Une ligne venue d'Europe est un trésor sans prix à Longwood.

6. — Quelques journaux français ont été envoyés à Napoléon de la part de l'amiral, par l'intermédiaire du gouverneur. Napoléon désirait beaucoup recevoir des nouvelles de Marie-Louise. L'événement dont il avait lu la relation la veille, paraissait avoir excité ses craintes. Elles ne furent pas diminuées en voyant que le gouverneur ne lui avait envoyé que quelques numéros détachés. Arrivé à un article des journaux français qui disait que le projet d'approvisionner Paris d'eau, par l'entremise d'une compagnie anglaise, avait été abandonné : « Ne vous ai-je pas dit, s'écria-t-il en m'appelant, qu'on ne le souffrirait pas? » Je lui ai appris que le gouverneur m'avait envoyé l'ouvrage de M. Warden, en me priant de le lui remettre. Il regarda le *fac simile* de son écriture, et rit de tout son cœur.

Napoléon m'envoya chercher vers le soir. Il me dit qu'il pensait que le gouverneur avait retenu des lettres et des journaux; qu'il ne doutait pas que sir Hudson Lowe n'eût reçu une série complète de journaux, mais qu'il en avait gardé quelques-uns, selon sa brutale habitude, parce que peut-être ils contenaient un détail qui aurait pu lui faire plaisir. « D'abord, disait-il, je craignais qu'il n'y eût de mauvaises nouvelles de ma femme, mais un moment de réflexion m'apprit que si cela était, cet homme n'aurait pas manqué de me mettre à même de les con-

naître, afin de m'affliger. Peut-être y donne-t-on quelques nouvelles de mon fils; quand vous irez demain à la ville, tâchez donc de vous procurer une série complète, et parcourez-les avec soin. Vous trouverez dix articles dans vos feuilles, pendant le temps que j'en chercherai un. Tâchez donc de m'apporter quelques journaux de Portsmouth, parce que les nouvelles y sont données d'une manière plus succincte, et que je ne m'y perds pas comme à parcourir le *Times*.»

7.—Cipriani est allé faire des provisions à la ville.

8. — Madame et mesdemoiselles Balcombe sont venues à Longwood. Napoléon les a envoyé chercher, et s'est entretenu avec eux pendant quelques minutes. Sir Hudson Lowe, en apprenant cette circonstance, a dit qu'ils n'avaient point affaire au général Bonaparte, que leur *laissez passer* faisait simplement mention de la famille du comte Bertrand.

10. — Napoléon a été fort gai. Nous avons parlé ensemble de l'ouvrage de Warden. Je lui ai fait quelques questions sur le passage qui traite de la physionomie du gouverneur, et sur son assertion qu'il aimait mieux celle de lady Lowe. Napoléon me dit en riant: « Oui, c'est vrai, autant que je puis m'en souvenir. Mais j'ai dit de lui pis que cela; je crois qu'on le verra dans le journal de Las-Cases, où le gouverneur a pu avoir connaissance de mes remarques. »

Je lui demandai alors son opinion sur l'ouvrage de Warden. Il répondit: « Le fond en est vrai, mais il a mal compris ce qu'il a entendu dire. Il y a dans

l'ouvrage plusieurs erreurs, qui proviennent d'une fausse interprétation. Warden n'entend pas le français. Il a eu tort de me faire parler comme il l'a fait; car au lieu d'expliquer que ma conversation lui a été transmise au moyen d'un interprète, il arrange toutes choses comme si je lui eusse parlé à lui-même, et qu'il n'eût pu me comprendre; par conséquent, il a mis dans ma bouche des expressions indignes de moi et tout-à-fait hors de mon style. Tous ceux qui me connaissent verront aisément que ce n'est pas mon style. Au fait, la plus grande partie de ce qu'il a entendu par l'intermédiaire d'un interprète, et c'est là presque tout son livre, est plus ou moins incorrect. Il a dit que Masséna avait treize fois donné l'assaut au village d'Esling, ce qui, si le livre était traduit, ferait rire tous les officiers français qui connaîtraient cette affaire; car Masséna n'était pas même là durant l'action. Ce qu'il dit des prisonniers de Jaffa est également inexact, parce qu'ils étaient à douze lieues dans la direction de Bagdad, et non pas dans celle de Nazareth.

» C'étaient des Maugrabins des environs d'Alger, et non pas des naturels du pays dont il parle. Il se trompe quand il dit que j'ai proposé de donner de l'opium aux malades; ce n'est pas moi qui en ai fait la proposition, elle fut d'abord faite par un des officiers de santé. Il se trompe dans l'explication qu'il a donnée, de la raison pour laquelle je désirais que Wright conservât la vie. Ma principale raison était

de pouvoir prouver, comme je l'ai déjà dit, que **** avait fait débarquer en France des assassins gagés par le comte d'Artois pour m'assassiner, et je l'aurais prouvé par le témoignage de Wright en présence des ambassadeurs des puissances amies. Il y a toutefois quelque chose de glorieux dans la mort de Wright ; il préféra s'ôter la vie que de compromettre son gouvernement.

» Le duc d'Enghien devait venir à Paris pour seconder les assassins ; le duc de Berry devait débarquer en Picardie pour y exciter l'insurrection et l'assassinat. J'en fus informé, et Savary fut envoyé pour l'arrêter. S'il avait été pris alors, il eût été à l'instant fusillé. Il était à bord d'un vaisseau anglais, qui vint près de la côte ; mais n'apercevant pas un signal de Béville, dont on était convenu, il s'effraya et prit le large. L'endroit où il devait prendre terre, est appelé la Falaise de Béville, près de Dieppe, au pied d'un rocher taillé à pic, où l'on est forcé de monter à l'aide de cordes. Ce lieu fut choisi parce qu'il n'était pas probable qu'on y serait troublé par les préposés des douanes. Le comte d'Artois et le duc de Berry ont toujours cherché à me faire assassiner. Je crois que Louis n'était pas du complot. Je suppose qu'ils pensaient pouvoir renouveler leurs tentatives tant qu'elles demeureraient impunies. Comme chef du gouvernement français, par les lois de la politique et de la nature, j'eusse été justifié de tenter de les faire assassiner à mon tour, ce qu'il m'eût été fort aisé d'effectuer.

» Peu de temps après l'affaire de Marengo, a continué Napoléon, Louis m'écrivit une lettre qui me fut remise par l'abbé de Montesquiou, et dans laquelle il disait que je différais bien long-temps à le rétablir sur le trône, que le bonheur de la France ne pouvait être complet sans lui, comme la gloire de ce pays ne pouvait exister sans moi, que l'un lui était aussi nécessaire que l'autre; il terminait sa lettre par m'offrir tout ce que je pouvais désirer sous ses ordres, pourvu que je le rétablisse sur le trône. Dans une réponse fort polie, je disais que j'étais extrêmement affligé de ses malheurs et de ceux de sa famille; que j'étais prêt à tout faire pour eux, et pour leur procurer un revenu convenable; mais j'ajoutais qu'il devait renoncer à l'idée de rentrer en France en souverain, vu que cela ne pouvait s'effectuer, sans passer sur le corps de 500,000 Français (1).

(1) Voici la lettre dont parle Napoléon, et la réponse qu'il y fit.

« Vous tardez bien à me rendre mon trône. Vous perdez une occasion précieuse que vous ne trouverez plus. Sans moi, vous ne pourrez jamais rendre la France heureuse; mais sans vous, je ne puis conserver sa gloire. Choisissez votre rang, soyez assuré de tout ce que vous désirez pour vos amis; je ratifierai tout ce que vous ferez. »

Le lendemain matin Napoléon envoya la réponse suivante :

« J'ai reçu votre lettre et vous remercie des expressions flatteuses qu'elle contient pour moi; mais ni vous, ni aucun prince de votre famille, ne devraient jamais désirer de rentrer en France, et pour le faire, vous devriez fouler aux

» Warden a été mal informé quand il a cru que Maret avait été prévenu de mon retour en France en 1815. Il n'en savait rien ; et une telle assertion pourrait faire du tort à ses parens en France. Il a aussi eu tort d'alléguer l'autorité du comte et de la comtesse Bertrand dans cette affaire, attendu que cela pourrait leur faire beaucoup d'ennemis. Il aurait dû se contenter de dire : *On m'a dit à Longwood, etc.* Il a avancé que les renseignemens venaient de moi ; mais je ne m'en embarrasse pas, parce que je ne crains *personne ;* seulement il aurait dû user de précaution par rapport aux autres.

» Warden, a-t-il ajouté, est un homme qui a de bonnes intentions, et le fond de son ouvrage repose sur des faits véritables ; mais plusieurs des circonstances sont mal rapportées, parce qu'il les a mal interprétées. Gourgaud était très-irrité hier de ce que l'on avait dit de lui. Je lui ai fait observer qu'il devait m'imiter en ce point, et remarquer la patience avec laquelle je supportais les libelles que la presse avait vomis en si grand nombre contre moi, et dans lesquels j'étais représenté comme un empoisonneur, un assassin, un monstre, coupable de viol, d'inceste, et de tous les crimes les plus horribles ; qu'il devait réfléchir à cela, et se taire.

pieds les cadavres de cinq cent mille Français. Je suis sensible aux grands malheurs de votre famille, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer votre retraite et votre tranquillité. »

» Je vois, a-t-il continué, par quelques réponses du *Times*, que le *Morning-Chronicle* a l'air de me défendre. Quel mal pourrait-il y avoir à me laisser lire ce journal, à me laisser voir quelque chose qui me soit favorable. Il est très-rare que je voie maintenant quelque chose de ce genre; c'est une cruauté de me refuser une si faible consolation.

» Vous vous rappelez que je vous ai dit que les Anglais changeraient d'opinion à mon égard, et que les nombreuses relations qu'ils avaient avec la France et l'Italie leur feraient bientôt découvrir que je n'avais pas l'horrible caractère qu'on me supposait, et que les voyageurs anglais, à leur retour des pays que j'avais eus sous ma domination, en rapporteraient des opinions toutes différentes de celles qu'ils avaient auparavant sur mon compte. Eh bien, ce changement commence à s'opérer et deviendra tous les jours plus complet. Vous nous avez trompés, diront-ils, nous n'avons pas entendu parler sur le continent de ces horribles histoires. Au contraire, par-tout où il y avait une belle route, un pont élégamment construit, et où nous avons demandé qui a fait cela? on nous a répondu : Napoléon ou Bonaparte. Ils diront tout naturellement : cet homme a encouragé les arts et les sciences pendant la durée de son règne, et il s'efforça de faciliter et d'augmenter le commerce des pays qui étaient sous sa domination. Lord Castlereagh, a continué Napoléon, s'est rendu coupable d'un vil libelle en déclarant que j'avais dit,

depuis que je suis arrivé dans cette île, qu'en temps de paix comme en temps de guerre, j'avais constamment pour but la destruction de l'Angleterre; c'est une assertion entièrement fausse, et j'en ferai le sujet d'une plainte que je veux adresser au prince-régent, son maître, en lui révélant la conduite indigne de son ministre, conduite qui dégrade le caractère d'homme. Il est toujours déshonorant et vil d'insulter publiquement et de calomnier le malheureux, sur-tout quand il est dans les mains de son ennemi, et qu'il se trouve à une distance qui rend toute réponse impossible. »

Il a ensuite fait quelques observations concernant Talleyrand. « Quant à Talleyrand, a-t-il dit, *c'est un coquin, un homme corrompu, mais un homme d'esprit*, un homme qui cherche toutes les occasions de trahir. Après le mariage du prince Eugène, je fus obligé de le destituer, par suite des plaintes portées contre lui par les rois de Bavière et de Wurtemberg. On ne pouvait rien faire, ni traité, ni convention pour le commerce, sans l'avoir préalablement gagné par de l'argent. Il était alors question de traités commerciaux, et il demandait des sommes énormes pour en opérer la conclusion. Les Bourbon ont bien fait de s'en débarrasser, car il les aurait trahis à la première occasion, s'il eût vu qu'il y avait quelque chance de réussite, comme il m'a offert de les trahir à mon retour de l'île d'Elbe. Vos ministres ont bien su ce qu'ils faisaient en m'en-

voyant à l'île Sainte-Hélène. Ce Bonaparte, ont-ils dit, est un homme à talent ; il a toujours été l'ennemi de l'Angleterre. Les Bourbon sont un tas d'imbécilles, et il convient mieux à l'Angleterre, que le trône de France soit occupé par des imbécilles que par des personnes à talent, attendu que les premiers, malgré la même inclination à faire du mal à l'Angleterre, n'auront pas l'habileté des seconds. Nous devons faire tout ce que nous pouvons, *disent vos ministres*, pour abaisser la France, qui est notre ennemie naturelle, et le meilleur moyen d'y parvenir est de placer une légion de fous à la tête de son gouvernement ; ils s'occuperont à rétablir les vieilles superstitions, l'ignorance et les préjugés de la nation, et l'affaibliront au lieu de lui donner de la vigueur. Ils auraient mieux fait, continua Napoléon, de me laisser sur le trône ; j'aurais donné aux Anglais des avantages commerciaux que les Bourbon ne peuvent leur offrir ; en outre, cela eût maintenu l'importance de l'Angleterre sur le continent. Les autres puissances, me craignant, auraient fait des sacrifices pour faire des traités avantageux à l'Angleterre dans la vue de conserver son alliance, sans laquelle elles ne pouvaient rien contre moi, tandis qu'à présent elles ne craignent pas les Bourbon et ne font aucun cas de l'amitié d'une puissance dont elles sont jalouses, et qu'elles cherchent à humilier. Quoi qu'il en soit, vos ministres devaient me soutenir comme un épouvantail pour le

peuple anglais, lorsqu'ils avaient besoin de sacrifices de la part de leur nation.

» Je ne vois point, a ajouté Napoléon, d'autre moyen de remédier à la détresse de vos manufactures, que celui d'employer tous vos efforts pour opérer la séparation des colonies de l'Amérique méridionale espagnole de la mère patrie. Par ce moyen, vous trouveriez l'occasion d'ouvrir un commerce très-étendu et très-lucratif avec les Américains du sud, qui vous procureraient de grands avantages. Si vous n'adoptez pas de semblables mesures, les Américains vous préviendront : si vous faisiez ce que je vous dis, ils ne pourraient faire de commerce qu'avec vous. Il faut que vous leur fermiez toute communication avec la France et avec l'Espagne.

» Si la guerre avec l'Angleterre eût duré deux ou trois ans de plus, la France aurait pu se passer des colonies, en conséquence du grand encouragement que je donnais, et des primes que j'accordais à ceux qui consacraient leurs travaux chimiques à la confection du sucre, sur-tout par le moyen de la betterave ; on le vendait quinze sous la livre, et quand le procédé aurait été un peu plus mûri, le sucre aurait été à aussi bon marché en France, qu'il l'eût été par l'importation des Indes occidentales. » J'ai fait la remarque que les Français eussent eu beaucoup de peine à se passer de café. « Ils auraient très-bien pu se contenter de diverses sortes d'herbes telles que le thé, a répondu l'empereur. Au reste, on

aurait pu cultiver du café dans quelques-unes des contrées méridionales de la France, et on aurait pu lui substituer une sorte inférieure de café de grains.»

Quelques instans après, Napoléon a fait l'observation qu'il était vrai, comme on l'avait rapporté dans les journaux, que les Belges étaient fâchés que les Anglais eussent gagné la bataille de Waterloo. « Ils se considéraient comme Français, et ils l'étaient en effet ; la plus grande partie de la nation m'aimait et désirait que je réussisse. Les contes que vos ministres ont fait répandre, relativement à la haine qu'avaient contre moi les nations que j'avais réunies à la France, sont autant de mensonges. Les Italiens, les Piémontais, les Belges et d'autres, sont une preuve de ce que j'avance. Vous connaîtrez plus tard l'opinion des Anglais qui ont parcouru le continent, et vous verrez que ce que je vous dis est exact, et qu'il y a actuellement, en Europe, des millions d'individus qui me pleurent. Le Piémont préférait d'être une province de France que de former un état indépendant sous le roi de Sardaigne. »

Le cuisinier du comte Bertrand a été au camp, et il était ivre au point de ne pouvoir préparer le dîner de la famille. Quand Napoléon en fut informé, il envoya quelques plats de sa table à la comtesse Bertrand, en lui faisant faire ses complimens.

11. — Le sloop *le Griffon*, armé en guerre, est arrivé du Cap, avec une malle contenant quelques lettres pour les Français. Le comte Bertrand a reçu

la nouvelle agréable que son frère n'était plus en exil, et qu'on lui avait accordé la permission de rentrer dans ses foyers, et d'y rester sous une certaine surveillance.

J'ai appris que la semaine dernière on avait envoyé une lettre à la maison de commerce Balcombe et compagnie, pour demander la raison pour laquelle on avait dépensé quatorze schellings de plus que la somme accordée par le gouvernement, pour le poisson, pendant la dernière quinzaine. On a, en outre, demandé pourquoi on avait porté deux schellings et six sous de plus que la taxe dépensés pour fils et cordons. On a observé aussi qu'on avait envoyé, par ordre du chirurgien, quarante livres d'orge pour l'usage de la comtesse Bertrand, en ajoutant qu'on défendait de réitérer cet abus, à moins d'un ordre qui devait être préalablement approuvé à *Plantation-House*.

Dimanche dernier, M. Balcombe et moi, avons eu un entretien avec sir Hudson Lowe, dans la bibliothèque de *Plantation-House*, relativement aux affaires de Longwood. M. Balcombe a présenté, à l'approbation du gouverneur, deux sortes de lettres de change tirées par le comte Bertrand. Son excellence a témoigné son grand étonnement, des fortes sommes d'argent dépensées par les Français, et a soutenu que douze mille livres sterling devaient suffire à couvrir la dépense. M. Balcombe et moi, nous lui avons appris que cet argent était sur-tout

employé à acheter des provisions, et à se procurer les diverses nécessités de la vie, attendu que la ration accordée par le gouvernement, ne pouvait suffire. Parmi un grand nombre d'articles, je citai principalement, qu'on n'avait accordé que soixante-douze livres de bœuf pour tout l'établissement. Sir Hudson dit qu'on en augmenterait la quantité, et qu'on la porterait à cent livres, en ajoutant qu'il parlerait à ce sujet au comte Bertrand. Il paraissait être de mauvaise humeur, et se moqua de ce qu'il appelait l'impudence de Las-Cases, d'avoir pris sur lui d'envoyer du Cap à Longwood, du vin, de l'huile de Florence, et d'autres articles de semblable nature, pour l'usage des Français; il qualifia tous ces envois d'insulte au gouvernement anglais, et termina par refuser d'approuver plus d'une sorte de lettres de change (1).

J'ai vu Napoléon à onze heures du matin; il était de très-bonne humeur. Il a fait quelques remarques sur les troubles arrivés en Angleterre. Il dit qu'il pensait que le prince-régent devait adopter quelques mesures afin de pacifier le peuple, telle que celle de réduire les taxes. « Il est impossible, a-t-il ajouté, qu'une nation consente à payer de sang-froid, en temps de paix, des taxes presqu'aussi fortes que

(1) Sir Hudson Lowe ne voulait pas permettre qu'aucune lettre de change tirée par quelques-uns des habitans de Longwood fût réalisée, à moins qu'elle ne fût préalablement approuvée et endossée par lui.

celles qu'elle payait en temps de guerre, quand il n'y a plus ce stimulant, cette irritation d'esprit qui leur faisait considérer ces saignées faites à leurs bourses comme absolument nécessaires pour empêcher leur pays d'être envahi par une nation étrangère. L'Angleterre est actuellement dans une position contre nature; il faut que quelque changement ait lieu. » Je répondis que bien qu'il existât une grande détresse en Angleterre, les troubles se bornaient aux basses classes, et qu'ils se termineraient quand on ferait pendre quelques-uns des mutins. Napoléon a répondu : « Cela peut être, M. le docteur; mais vous devez penser que la *canaille,* comme vous la qualifiez, forme la masse de la nation; c'est elle et non pas les nobles qui la constitue. Quand *la canaille* prend le dessus, elle cesse de s'appeler *canaille;* on lui donne alors la dénomination de nation. Si cela n'a pas lieu, on fait périr quelques-uns d'entre eux et on leur donne le nom de *canaille,* de rebelles et de brigands, etc.; ainsi va le monde. »

J'ai alors demandé à Napoléon, s'il était vrai, comme on l'avait dit, qu'il eût une fois été en danger d'être pris par les Cosaques? « A la bataille de Brienne, a-t-il répondu, je me rappelle qu'environ vingt à vingt-cinq hulans, et non des Cosaques, se placèrent sur les ailes de mon armée et s'efforcèrent de tomber sur une partie de l'artillerie. C'était à la chute du jour; l'horizon commençait à s'obscurcir. Je ne sais par quel accident ils tombèrent sur

moi et sur mon état-major; quand ils nous virent, ils furent tout troublés et ne surent que faire. Cependant, ils ignoraient qui j'étais; et moi-même, pendant quelque temps, je ne sus qui ils pouvaient être; je pensais qu'ils faisaient partie de mes troupes. Mais Caulaincourt s'aperçut que c'étaient des ennemis et me le fit remarquer. Au même instant ces hulans, effrayés et ne sachant que faire, se mirent à prendre la fuite, et essayèrent de se sauver dans toutes les directions. Mon état-major commença à faire feu sur eux. Un de ces hulans galopa si près de moi (sans me connaître), qu'il me toucha fortement le genou avec la main. Il tenait une lance pendant la charge, et c'est de la main qu'il avait libre qu'il me toucha. Je crus d'abord que c'était quelqu'un de mon état-major qui passait rapidement à cheval auprès de moi, mais en me retournant, je vis que c'était un ennemi; je baissai la main pour prendre un pistolet à l'arçon de ma selle, et faire feu sur lui, mais il avait déjà disparu. J'ignore s'il fut tué ou s'il échappa. Ce jour-là, je tirai mon épée, ce qui m'arrivait rarement, car je gagnais les batailles avec mes yeux et non avec mon bras. Je crois que ces hulans furent ensuite taillés en pièces. » Je lui ai demandé, s'il avait cru lui-même courir un grand danger ce jour-là? « Non, m'a-t-il dit, c'était un accident; quoique ma cavalerie se trouvât alors sur un autre point du champ de bataille, j'aurais certainement pu être tué dans cette affaire, mais ils étaient bien plus pressés de s'éloigner,

que de chercher à nous combattre (1). Je lui ai encore demandé si, pendant la retraite de Moscou, il ne s'était pas trouvé en danger d'être pris par les Cosaques? « Jamais, a répondu Napoléon; j'avais toujours avec moi une garde suffisante pour repousser un parti et même pour ne rien craindre du résultat quel qu'il fût, si une attaque sérieuse eût été faite. »

13. — Napoléon était dans son bain, et de très-bonne humeur. Après s'être entretenu avec moi sur

(1) On a dit que dans la même nuit, quand les Français eurent pris de vive force le parc de Brienne, Blücher et son état-major faillirent être pris en se retirant: deux Cosaques furent cause qu'ils échappèrent; ils arrêtèrent Blücher auprès d'une palissade, au moment où il voulait pousser en avant; sans cela lui et tous ceux qui l'accompagnaient auraient été tués ou faits prisonniers ; ils avaient tiré leurs épées pour attaquer les Français; mais, ayant fait une reconnaissance, ils les trouvèrent en si grand nombre qu'ils jugèrent à propos de se retirer. Si ce fait est vrai, il forme une singulière coïncidence avec ce que je viens de rapporter, et on pourrait penser que les hulans, dont parle Bonaparte, n'étaient autres que Blücher et son état-major; mais comme je tiens ces derniers détails de sir Hudson Lowe, je ne puis en assurer l'exactitude. Sir Hudson Lowe a encore ajouté comme une très-belle preuve du parfait mépris que Blücher avait pour la nation française, que, lors de sa première entrée à main armée sur le territoire français, le maire d'une ville dont il s'empara, vint lui offrir ses services, et lui demander, selon l'usage, ce qu'il désirait; et qu'alors le général prussien, après l'avoir entendu, ne répondit que ces mots; « Amène-moi une fille! »

ce qu'on avait dernièrement publié sur son compte : « Je suppose, m'a-t-il dit, que quand vous irez en Angleterre, vous publierez *votre livre*. Vous avez certainement plus de droit de donner au public des détails qui me concernent que Warden, et vous pourrez dire que vous m'avez entendu raconter bien des choses, et que vous avez tenu de longues conversations avec moi. Vous gagnerez beaucoup d'argent, et tout le monde vous croira. En vérité, aucun médecin français n'a été auprès de moi autant que vous. Je ne les voyais que pendant quelques minutes. Le monde est curieux de connaître la moindre circonstance de la vie d'un homme qui a joué un grand rôle : ce qu'il boit, ce qu'il mange, la durée de son sommeil, ses habitudes journalières, tout en lui intéresse, et l'on est plus curieux de connaître ces sortes de sottises, que d'approfondir ses bonnes ou mauvaises qualités. *Pour moi il me suffit qu'on dise la vérité.* »

Napoléon est sorti à pied vers cinq heures, et a rendu visite à la comtesse Montholon. Il y est resté pendant quelques minutes. Ensuite il s'est amusé à regarder le capitaine Poppleton, qui était très-occupé à déterrer des pommes de terre dans un petit jardin que nous nous étions efforcés de cultiver en face de la maison.

14. — Napoléon était de très-bonne humeur. Je lui ai dit qu'il avait paru dans les journaux français une lettre que l'on attribuait au marquis de Mont-

chenu, dans laquelle il disait qu'à son arrivée, Napoléon lui avait envoyé une invitation de dîner, à laquelle il avait répondu, en disant qu'il avait été envoyé à l'île Sainte-Hélène pour garder Napoléon, et non pas pour dîner avec lui. « *Ces messieurs sont toujours les mêmes,* a reparti l'empereur. Il est très-probable qu'il a été assez bête pour écrire cela (1). Cette vieille noblesse française est capable de toute sorte de bêtises. Il est digne d'être d'une grande naissance. »

Je lui ai fait part que, dans une feuille publique, on avait dit que sir Georges Cockburn s'était rendu à Paris avec une faible opinion de sa capacité, et qu'il avait dit que quant aux talens, il le croyait un homme très-ordinaire et dont on ne devait rien craindre. Napoléon a répondu : « Sans doute qu'il ne se figure pas, et avec raison, que je sois un dieu, ou que je sois doué d'un talent surnaturel, mais je parierais bien qu'il m'en suppose un peu. Si réellement il a tenu le discours qu'on lui prête, il a fait un mauvais compliment au discernement de la plus grande partie du monde.

Il m'a ensuite prié de lui procurer le journal qui contenait la prétendue opinion de sir Georges Cockburn sur son compte. Il a ajouté qu'il était actuel-

(1) On connaissait, à Sainte-Hélène, la manière méprisante dont se servait M. de Montchenu, en parlant de toute personne qui ne pouvait pas compter quelques siècles de noblesse dans sa famille.

lement si accoutumé à lire des libelles, qu'il se souciait peu de ce que l'on disait, ou des calomnies que l'on publiait sur son compte.

« On aura bien de la peine à croire en Angleterre, a dit Napoléon, que non-seulement je lis ces libelles sans me mettre en colère, mais même que j'en ris. D'après le caractère violent que l'on m'a attribué, les Anglais pensent sans doute que les horreurs que ces libelles contiennent, sont capables de me faire perdre la tête; ils se trompent. Ces méchans écrits me font rire : il n'y a que la vérité qui offense. »

J'ai parlé à Napoléon de l'affaire de Palm, et lui ai dit que j'avais appris qu'il avait donné une explication satisfaisante de tous les actes sanguinaires qu'on l'accusait d'avoir commis, excepté de celui-là.

Napoléon m'a répondu : « On ne m'en a pas demandé d'explication. Ce dont je puis me souvenir, c'est que Palm fut arrêté par ordre de Davoust, jugé, condamné et fusillé pour avoir, pendant le temps que le pays était occupé par les Français, et gouverné militairement, non-seulement excité les habitans à la rebellion et les avoir engagés à se soulever et à massacrer les soldats, mais encore essayé de porter les soldats à refuser l'obéissance aux ordres qu'on leur donnait, et à se mutiner contre leurs généraux. Je crois qu'il fut jugé dans les formes. Je voudrais, a-t-il ajouté, lire les principaux libelles qui ont été publiés contre moi en Angleterre, si je pouvais les avoir en français. Il y a Pelletier, a-t-il

ajouté en riant, qui prouve que j'ai été moi-même l'inventeur de la machine infernale. »

Le major Hodson a rendu une visite à la comtesse Bertrand. Il lui a déclaré que lui, aussi bien que sa femme, se trouveraient très-heureux de pouvoir lui rendre leurs visites; mais qu'on lui avait fait entendre que cela ne plaisait pas aux habitans de Plantation-House.

15. — Sir Hudson Lowe a signifié au capitaine Poppleton, que le général Bonaparte et les personnes de sa suite, pourraient, sans être accompagnés, aller le long de la route de Woodi Range, et du coté de la maison de miss Mason, mais qu'on ne leur permettrait pas de quitter le sentier, et qu'ils pourraient rentrer à Longwood par l'extrémité du bois. Que les deux sentinelles placées au bout du bois resteraient encore. Il a alors demandé quelle était la consigne de ces factionnaires? Le capitaine Poppleton a répondu: « De ne laisser entrer personne à Longwood, et de n'en laisser également sortir qui que ce soit. »

Sir Hudson a exigé que la même consigne *restât encore en vigueur,* ajoutant que le sentier par lequel on permettait aux Français d'entrer, n'était pas, à ce qu'il pensait, assez près des sentinelles, pour qu'ils eussent avec eux aucune communication. Il exigea aussi qu'on plaçât les sentinelles un peu avant le coucher du soleil.

Cipriani est allé en ville pour faire l'achat ordinaire des provisions.

16.—J'ai vu l'empereur dans le salon; il était de très-bonne humeur. Il a ri plusieurs fois, a plaisanté avec moi sur une inclination supposée pour une jolie demoiselle, et a cherché à parler un peu anglais. Il m'a dit avoir vu la veille lady Bingham, mais qu'elle ne parlait pas français, et il a ajouté que sa figure prévenait en sa faveur.

« Bertrand m'a informé, a ajouté Napoléon, que le gouverneur avait enfin envoyé sa réponse; elle fourmille de sottises. Je ne l'ai pas lue moi-même; mais d'après ce que Bertrand m'en a dit, c'est une très-mince production, et elle excite la pitié pour l'écrivain qui barbouille tant de papier, sans arriver à une conclusion. Il affirme qu'il n'a jamais signé de *laissez passer* pour un certain jour seulement, tandis qu'il est de fait que beaucoup de personnes ont montré à Bertrand leurs *laissez passer* signés de la main du gouverneur, et lui ont fait remarquer que le jour y était spécifié, le priant, en conséquence, de vouloir bien m'engager à les recevoir ce jour-là, parce qu'ils ne pourraient plus entrer à Longwood une autre fois. *Si fa pietà di lui* (cela fait pitié). »

Napoléon s'est ensuite entretenu de Talleyrand. « Le triomphe de Talleyrand, a-t-il dit, est le triomphe de l'immoralité. Un prêtre marié à la femme d'un autre, et qui a donné une forte somme d'argent à son mari, pour qu'il permette à sa femme de rester avec lui : un homme qui a tout vendu, trahi tout le monde et tous les partis! J'ai défendu l'entrée de ma

cour à sa femme, premièrement parce que sa réputation était décriée, et parce que j'ai découvert que quelques marchands génois lui avaient payé quatre cent mille francs, dans l'espérance d'obtenir, par l'entremise de son mari, quelques faveurs commerciales. Elle était très-belle femme, Anglaise, ou des Indes orientales, mais sotte, et de la plus parfaite ignorance.

» J'ai quelquefois engagé Denon, dont, je pense, vous connaissez les ouvrages, à déjeûner avec moi, parce que je prenais plaisir à converser avec lui et que je jasais librement. Dès ce moment, tous les intrigans et les spéculateurs faisaient leur cour à Denon, dans l'intention de l'engager à parler de leurs projets ou d'eux-mêmes dans le cours de ses conversations avec moi; car ils pensaient qu'une simple mention de la bouche d'un homme comme Denon, pour lequel j'avais beaucoup d'estime, leur serait d'une utilité essentielle. Talleyrand, qui était un grand spéculateur, invita Denon à dîner; quand il rentra chez lui, il dit à sa femme : « Ma chère, j'ai invité Denon à dîner. C'est un grand voyageur et il faut que vous lui disiez quelque chose de flatteur sur ses voyages, parce qu'il peut nous être très-utile auprès de l'empereur. Sa femme, très-ignorante, et n'ayant probablement jamais lu d'autres livres de voyages que celui de Robinson Crusoé, conclut que Denon ne pouvait être que Robinson lui-même; elle voulut, en présence d'une société nombreuse, lui faire

beaucoup d'honnêtetés, et s'avisa de lui demander des nouvelles de son fidèle domestique *Vendredi*. Denon, tout surpris, ne savait d'abord que penser. Enfin il découvrit, par ses questions, qu'elle croyait fermement qu'il était Robinson Crusoé. Son étonnement et celui de la société ne peuvent se décrire. On s'en amusa beaucoup dans Paris, car cette histoire se répandit par toute la ville avec une promptitude incroyable, et Talleyrand lui-même en était tout honteux.

» Le docteur a dit que j'étais devenu mahométan en Égypte. Il n'en est rien; je n'ai jamais suivi aucun des usages prescrits par cette religion; je n'ai jamais fait de prières dans les mosquées; je ne me suis abstenu de vin, ni ne me suis fait circoncire; je n'ai même jamais dit que je croyais au mahométisme. Je me suis contenté de dire que nous étions les amis des musulmans, ce qui était vrai, et que je respectais leur prophète; je le respecte encore. J'ai voulu que les Imans fissent des prières pour moi dans les mosquées, afin de me faire respecter par le peuple plus qu'il ne le faisait, et pour qu'il m'obéît plus volontiers. Les Imans répondirent qu'il y avait un grand obstacle à ce que je demandais, parce que leur prophète, dans le Coran, leur avait dit expressément qu'ils ne devaient ni respecter les infidèles, ni leur obéir, ni leur tenir la parole donnée, et que je passais pour infidèle. Je leur enjoignis alors de se consulter, et de voir ce qu'il était nécessaire de faire

pour devenir musulman, attendu qu'il y avait dans leur religion des préceptes que nous ne pouvions pas suivre. Que quant à la circoncision, Dieu nous en avait rendus incapables; que quant au vin, nous étions un pauvre peuple d'un tempérament froid, et que nous ne pouvions exister sans en boire; et que par conséquent nous ne pouvions ni nous faire circoncire, ni nous abstenir de vin.

» Ils se consultèrent tous ensemble, et environ trois semaines après, ils rendirent un fetham qui déclarait que l'on pouvait se dispenser de la circoncision parce que c'était une simple cérémonie; que quant à boire du vin, les musulmans pouvaient en boire, mais que ceux qui en buvaient, n'iraient pas en paradis, mais en enfer. J'ai répondu que cela ne pouvait me convenir, que nous n'avions pas besoin de nous faire musulmans pour aller en enfer, qu'il y avait d'autres moyens d'y aller sans venir en Égypte; et je leur enjoignis de se consulter de nouveau. Après en avoir délibéré et s'être chamaillés les uns avec les autres pendant près de trois mois, ils décidèrent enfin qu'on pouvait se faire musulman sans se faire circoncire, ni s'abstenir de vin; mais qu'il fallait faire de bonnes œuvres en proportion du vin qu'on buvait. Je leur dis alors, que nous étions tous musulmans et amis du prophète, ce qu'ils crurent volontiers, attendu que les soldats français n'allaient point à la messe et n'avaient pas de prêtres avec eux; car il faut que vous sachiez que pendant la révolution,

l'armée française n'avait pas de religion. Menou, au contraire, s'est réellement fait musulman, et ce fut la raison pour laquelle je le laissai en arrière. »

Napoléon a ensuite parlé de quelques-uns des plans qu'il avait formés pour établir en Égypte des canaux de communication. « J'avais résolu, a-t-il ajouté, d'en faire deux, un qui de la mer Rouge aurait communiqué avec le Nil et le Caire, et l'autre qui se serait réuni à la Méditerranée. Je fis examiner la mer Rouge, et il se trouva que ses eaux s'élevaient de trente pieds au-dessus du niveau de la Méditerranée, dans leur plus grande hauteur, et n'avaient que vingt-quatre pieds d'élévation au-dessus de cette même mer, quand elles étaient au plus bas. Mon plan était d'empêcher l'eau de couler dans le canal, plus haut qu'elle n'est dans les eaux basses ; et même cela fût arrivé que sur un espace de trente lieues jusqu'à la Méditerranée, la chose eût été de peu d'importance; en outre, j'aurais fait construire des écluses. Le Nil, à son plus bas, était sept pieds au-dessous de la mer Rouge, et quatorze pieds au-dessus (à ce que je pense), pendant l'inondation. J'avais calculé que la dépense monterait à dix-huit millions de francs, et qu'il faudrait deux ans de travail.

» L'ignorance et la barbarie des Turcs s'opposent seules à ce que votre commerce dans l'Inde ne soit pas entièrement ruiné. Si quelque nation européenne bientôt était en possession de l'Égypte, elle

parviendrait à l'anéantir, et un jour ou l'autre l'Égypte sera la cause de la ruine de votre compagnie des Indes. Si Kléber eût vécu, vous n'eussiez jamais conquis l'Égypte. Il eût fait descendre l'armée du Caire en neuf jours, et vous aurait écrasés. Si j'y avais été en personne, j'aurais fait porter les troupes sur le Caire dans l'espace de sept jours, et j'aurais été sur la côte avant votre débarquement. C'est ce que j'avais déjà fait quand les Turcs débarquèrent avec Sydney Smith. »

J'ai demandé à Napoléon s'il n'avait pas sauvé la vie à Menou après le 13 vendémiaire. Il a répondu: « J'ai certainement été la cause qu'il conserva la vie. La Convention avait ordonné qu'il fût jugé, il avait été condamné à mort et allait être guillotiné. Je commandais alors en chef dans Paris, et je trouvais très-injuste que Menou fût condamné seul; tandis qu'on ne jugeait ni ne punissait les trois commissaires de la Convention, sous les ordres desquels Menou avait agi; mais je n'osais pourtant pas dire ouvertement qu'on devait l'acquitter; car dans ces temps de calamités, un homme qui disait la vérité encourait quelquefois la peine capitale. J'eus donc recours à un stratagème. J'invitai à déjeûner les membres chargés de juger Menou militairement, et je fis tomber la conversation sur lui. Je dis que Menou avait eu un grand tort et qu'il méritait la mort, mais qu'auparavant les trois commissaires de la Convention, sous les ordres desquels il avait agi, devaient

être jugés et condamnés, et qu'ils devaient être tous punis de la même manière, puisqu'ils étaient également coupables. Ces paroles produisirent l'effet que j'en attendais. Les membres de la commission dirent : Nous ne permettrons pas à ces bourgeois de se baigner dans notre sang, tandis qu'ils assurent l'impunité à leurs propres commissaires, qui sont plus coupables que Menou. On proclama sur-le-champ l'innocence de Menou. » Je lui ai demandé alors si, dans l'affaire du 13 vendémiaire, il y avait eu beaucoup de victimes? Napoléon a répondu : Un très-petit nombre, eu égard à l'importance de cette journée. Il y eut environ soixante-dix à quatre-vingts hommes tués du côté du peuple, et trois à quatre cents blessés. Du côté des conventionnels, il y eut à peu près trente hommes tués et deux cent cinquante blessés. La raison pour laquelle il y eut si peu de tués, c'est qu'après les deux premières décharges, j'ordonnai à la troupe de ne mettre que de la poudre dans les fusils, ce qui suffit pour effrayer les Parisiens, et produisit le même effet.

J'ordonnai d'abord à la troupe de tirer à boulet sur le peuple, parce qu'avec une populace qui ne connaît pas l'effet des armes à feu, c'est un très-mauvais moyen à employer, que de commencer par tirer sans balles; car cette populace, entendant d'abord un grand bruit, est bien un peu effrayée; mais regardant seulement ensuite autour d'elle et ne voyant ni tués, ni blessés, elle reprend courage, commence

à l'instant à vous mépriser, n'en devient que plus insolente et se précipite sur vous sans aucune crainte; en sorte que vous êtes à la fin forcés d'en tuer dix fois plus que vous ne l'eussiez fait, si vos premières décharges eussent été à balles. Avec la populace, tout consiste dans les premières impressions que l'on fait sur elle. Lorsqu'elle reçoit une décharge d'armes à feu, et qu'elle voit des tués et des blessés dans ses rangs, elle est frappée de terreur, elle prend la fuite, et se dissipe en un instant; ainsi, quand on est forcé de faire feu, on doit commencer par tirer à balles; c'est, pour ainsi dire, mal entendre les intérêts de l'humanité que de faire d'abord tirer à poudre seulement, car c'est vouloir, au lieu d'épargner le sang, en faire couler une plus grande quantité qu'il n'est nécessaire. »

17. — Napoléon s'est promené pendant quelque temps tout autour de la maison. Une lettre écrite par le capitaine Poppleton, a été envoyée à sir Hudson Lowe, pour faire part à son excellence de ce que les chevaux de Longwood avaient manqué de foin pendant trois jours, et que depuis long-temps ils n'avaient pas de litière; que ce que l'on envoyait en place de foin, était de l'herbe fraîchement coupée, parmi laquelle beaucoup d'herbe à vache (1) se trouvait quelquefois mêlée; qu'en faisant sécher, pen-

(1) Espèce d'herbe de mauvaise qualité, que les chevaux ne veulent pas manger.

dant deux jours, cinquante livres de ce foin ainsi mélangé, il ne s'en trouvait plus que vingt livres, la corde comprise, d'après une expérience très-exacte qu'il avait fait faire. Qu'en conséquence il avait chargé les palefreniers d'aller couper de l'herbe s'ils en trouvaient, pour empêcher les chevaux de mourir de faim.

18. — J'ai trouvé Napoléon de très-bonne humeur. Il a plaisanté pendant quelque temps avec moi sur Saint-Patrick, et s'est efforcé de parler anglais, ce qui lui a mieux réussi qu'il ne l'avait fait jusqu'alors.

Je lui ai dit que j'avais remarqué quelques-unes de ses expressions dans les bulletins français. Qu'après avoir eu l'honneur de l'entendre parler depuis quelque temps, j'en avais reconnu quelques-unes, et que, dans cette occasion, je prenais la liberté de lui demander s'il n'avait pas écrit lui-même des bulletins. Il m'a demandé : Où les avez-vous vus? — Chez le gouverneur, et j'ai sur-tout remarqué des expressions pleines de force, contenues dans le bulletin où était annoncé l'incendie de Moscou. Napoléon a ri, m'a tiré doucement par l'oreille et a dit : « Vous avez raison, quelques-uns de ces bulletins sont de moi. »

« Vos ministres, m'a-t-il dit ensuite, ne pourront pas toujours en imposer à leur nation, parce qu'ils me redoutent, et qu'ils pensent que j'ai quelque talent; parce que j'ai toujours été en guerre avec eux,

et que j'ai rendu la France plus grande qu'elle ne l'avait jamais été auparavant; ils craignent que je n'en fasse encore de même, et comme tout ce qui est avantageux pour la France, serait désavantageux pour eux, ils emploient tous leurs efforts pour empêcher que cela n'ait lieu, en mettant un tas d'imbécilles sur le tróne, sous lesquels la France ne peut que décliner. Afin de trouver une excuse pour m'avoir envoyé dans cette île, et pour donner une apparence de justice à leur conduite, ils cherchent tous les moyens possibles de noircir mon caractère. Croyez-moi, les Anglais eux-mêmes seront les premiers à prendre mon parti et à venger ma réputation, des calomnies qu'ont inventées leurs ministres. La postérité me vengera. Rappelez-vous bien mes paroles, et pensez que ce n'est pas la première fois que je vous tiens ce langage.

» On m'a dit qu'on avait expédié pour vingt mille livres sterling de barres de fer. C'est dépenser de l'argent en pure perte; avant que ces barres soient posées, je serai sous terre, car je suis sûr que je ne tiendrai pas plus de deux ans au traitement que j'éprouve.

» Si mes plus grands ennemis, a continué Napoléon, connaissaient la manière dont on me traite, ils auraient compassion de moi. Des millions d'hommes pleureront en Europe sur mon sort, quand on le connaîtra, et il sera connu en dépit des efforts de ce gouverneur, pour tout envelopper dans l'ombre et

dans le mystère. Il montre combien il connaît peu sa propre nation, en croyant pouvoir en venir à bout. C'est un homme qui a toujours été habitué à être entouré d'une troupe de vils vagabonds, de déserteurs et de brigands, parmi lesquels sa parole tenait lieu de loi. Il pourrait imposer silence à une bande de pauvres diables, ignorans et misérables comme ceux-là qui tremblaient à sa vue, et qu'il pouvait menacer de renvoyer dans leur pays pour y être fusillés, comme quelqu'un peut cacher la lumière d'une chandelle en mettant sa main devant; mais, dans l'occasion actuelle, ses efforts ressemblent à ceux d'un homme qui voudrait cacher la lumière du soleil en tenant son chapeau devant. Il n'a rien d'Anglais, ni dedans, ni à l'extérieur. Il sert mal son gouvernement, qui désire qu'on parle le moins possible de moi; il prend la voie tout-à-fait opposée.

Sir Hudson Lowe, d'un air très-affairé, est venu examiner les fossés et les autres ouvrages qu'il a commandés autour de l'établissement de Longwood et des écuries.

19. — J'ai vu Napoléon dans son bain; il lisait dans un petit livre, que j'ai reconnu pour le nouveau testament français. Je n'ai pu m'empêcher de faire l'observation que beaucoup de personnes ne voudraient pas croire qu'il lût un tel livre, attendu que quelques personnes avaient affirmé et répandu le bruit qu'il ne croyait à rien. Napoléon a ri et m'a répondu : « Cependant cela n'est pas vrai, je

suis loin d'être athée. En dépit de toutes les iniquités et des fraudes de ceux qui ont prêché la religion et qui ont dit constamment que leur royaume n'est pas de ce monde, et qui pourtant s'emparaient de tout ce qui pouvait leur tomber sous la main, aussitôt que j'ai été à la tête du gouvernement, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour rétablir la religion. Mais je désirais qu'elle fût le fondement et le soutien de la morale et des bons principes, et non qu'elle prît l'essor au-dessus des lois humaines. L'homme a besoin de merveilleux. Il vaut mieux pour lui, qu'il le trouve dans la religion, que dans les jongleries de mademoiselle Lenormand (1). La religion est, en outre, une grande consolation et une grande ressource pour ceux qui en ont, et personne ne peut dire ce qu'il fera dans ses derniers momens.»

Napoléon a alors fait quelques remarques sur le gouverneur, et a déclaré qu'il était un homme entièrement incapable de remplir le poste qu'il occupait. « S'il en avait la capacité, il rendrait ses fonctions agréables et intéressantes. Il pourrait passer avec moi une grande partie de son temps et se procurer des renseignemens précieux sur beaucoup d'événemens que personne ne peut connaître aussi bien que moi, ni en rendre compte d'une manière aussi satisfaisante. Vous voyez, docteur, quel homme je

(1) Fameuse diseuse de bonne aventure à Paris, qui a été consultée par des rois et des empereurs.

suis ; même sans que je pusse m'en douter, il aurait eu peu à peu occasion de tirer de moi des détails qui seraient très-importans pour ses ministres, qu'ils lui ont, je suis sûr, ordonné de recueillir, et qu'il brûle de savoir. Si j'avais réellement l'intention de m'échapper d'ici, au lieu d'être en mésintelligence avec lui, je le caresserais et je le flatterais ; je m'efforcerais d'être avec lui sur le meilleur pied, j'irais à Plantation-House, je rendrais visite à sa femme, et j'essaierais de lui faire croire que je suis satisfait, afin d'endormir sa vigilance. Enfin, le gouverneur est un imbécille qui sait écrire (*è un imbecile che sa scrivere*). Chaque homme, même un imbécille, a toujours quelque genre de talent; l'un pour la musique, l'autre pour le dessin, celui-ci pour un art mécanique ; et cet imbécille en a pour écrire (*per lo scrivere.*)

J'ai répondu que je ne pouvais nier que sir Hudson Lowe ne fût violent et qu'il se laissait dominer par la crainte que Napoléon ne s'échappât, et que cette crainte, chez lui, l'emportait sur la raison ; mais qu'il ne manquait pas de talent, qu'il avait dit que sa position était très-délicate, que sa responsabilité était grande, et que les ordres qu'il avait reçus étaient rigoureux ; qu'il m'avait prié de dire que Las-Cases avait avoué que les Français qui l'entouraient, lui avaient fait tout voir *au travers d'un voile de sang.* « *Les bêtes même ont leur talent,* a répondu Napoléon. Quant à sa manière de dire

qu'on m'a fait tout voir *à travers un voile de sang*, *ma foi, par-tout où l'on voit le bourreau, on voit du sang.* Las-Cases était certainement très-irrité contre lui, et a puissamment contribué à me faire prendre à son égard l'impression qui est actuellement gravée dans mon esprit, parce que Las-Cases est un homme très-délicat dans sa manière de voir, et extrêmement sensible aux mauvais traitemens que l'on m'a fait essuyer ainsi qu'à lui-même. Mais je n'avais pas besoin que Las-Cases m'inspirât cette façon de penser, le traitement que j'avais éprouvé suffisait pour me la faire prendre; Montholon n'a écrit que d'après mes ordres. »

20. — J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher, il était en robe de chambre. Il m'a parlé de quelques passages du livre de Warden. « Dans un temps, dit-il, j'avais désigné Talleyrand pour aller en mission à Varsovie, afin d'aviser à la meilleure manière d'accomplir la séparation de la Pologne d'avec la Russie. Il eut plusieurs conférences avec moi, relativement à cette affaire, ce qui surprit beaucoup les ministres, parce que Talleyrand n'était alors revêtu d'aucun caractère officiel. Comme il venait de marier un de ses parens à la duchesse de Courlande, il désirait beaucoup être chargé de cette mission, afin de faire revivre les droits de la famille de la duchesse. Cependant on découvrit à Vienne quelques mauvaises affaires d'argent à sa façon, ce qui me convainquit qu'il suivait sa vieille méthode de cor-

ruption, et me détermina à ne pas lui confier la mission en question. J'avais d'abord eu l'intention d'en faire un cardinal, mais il s'y refusa. Madame Grant vint se jeter deux fois à mes pieds pour obtenir la permission de l'épouser, que je lui avais refusée; mais, par les prières de Joséphine, elle obtint ce qu'elle demandait. Ensuite, je lui ai défendu ma cour lorsque j'ai su l'affaire de Gênes, dont je vous ai parlé. Talleyrand est depuis quelque temps tombé dans le mépris.

» Ney, a-t-il continué, ne s'est jamais permis un langage hautain en ma présence; au contraire, il était toujours très-soumis, quoiqu'il se livrât en mon absence à des excès de violence, parce qu'il était un homme sans éducation. S'il se fût permis un langage inconvenant à Fontainebleau, les troupes l'eussent déchiré en pièces.

» Lavalette ne savait rien de mon retour projeté de l'île d'Elbe, ni de ce qui se passait. Madame Lavalette était de la famille Beauharnais. Elle était très-belle femme; mon frère Louis en devint amoureux et voulait l'épouser; pour y mettre empêchement, je la mariai à Lavalette, pour qui elle avait beaucoup d'attachement.

» Lorsque Lavalette était directeur des postes, ajouta Napoléon, je désirais connaître les sentimens de la nation, concernant mon administration. J'assemblai douze personnes, toutes d'opinion différente; quelques-uns étaient jacobins, d'autres roya-

listes, républicains, impériaux, etc.; je leur donnai mille francs par mois; leurs fonctions consistaient à faire tous les mois des rapports à Lavalette, sur les opinions qu'ils avaient entendu émettre, et sur la leur propre, relativement aux actes publics. Ces rapports m'étaient apportés par Lavalette, sans être décachetés; après les avoir lus, et en avoir fait au besoin des extraits, je les brûlais. On mena cette affaire si secrètement que les ministres eux-mêmes l'ignoraient. »

Napoléon m'a assuré qu'il n'avait jamais dit à Ney, qu'il fût entré en France d'après l'aveu et avec le secours de l'Angleterre; qu'au contraire il avait toujours dédaigné et réprouvé l'idée de retourner par le secours des baïonnettes étrangères, et n'était venu que pour renverser une dynastie soutenue par elles. Que tout ce qu'il avait toujours ambitionné, c'était le soutien de la nation française; que ses proclamations en rendaient témoignage. Il est entré ensuite dans les détails suivans, relativement à la conspiration de Pichegru.

« Le docteur a rendu un compte très-imparfait de la part qu'a prise le capitaine Wright dans la conspiration formée contre moi. Pendant plusieurs nuits d'août, de septembre et de décembre 1803, et de janvier 1804, Wright a débarqué, à Béville, Georges, Pichegru, Rivière, Coster, St.-Victor, La Haye, St.-Hilaire et d'autres. Les quatre premiers avaient trempé dans le premier complot, ayant pour but

de m'assassiner, au moyen de la machine infernale, et la plus grande partie des autres étaient bien connus comme chefs de chouans. Ils se tenaient, pendant le jour, près du lieu du débarquement, dans une petite ferme, dont on avait gagné le propriétaire, au moyen de quelqu'argent. Ils ne voyageaient que de nuit, et se faisaient passer pour contrebandiers, se cachant le jour dans des logemens qu'ils s'étaient préalablement procurés. Ils avaient beaucoup d'argent, et restèrent à Paris pendant quelque temps, sans être découverts, quoique la police eût quelque connaissance qu'il se tramait un complot, par les révélations de Mehée de la Touche, qui était également payé comme espion par vos ministres (1), et qui faisait tout connaître à la police de France. Il eut plusieurs conférences avec Drake, votre chargé d'affaires à Munich, dont il reçut de fortes sommes d'argent. Quelques-uns des brigands qu'on avait débarqués, furent arrêtés et interrogés.

» Il parut, d'après leurs réponses, qu'un nommé Mussey, qui habitait Offenbourg, auprès du duc d'Enghien, entretenait une correspondance très-active avec les personnes qu'on avait débarquées sur les côtes, et leur faisait passer de l'argent. La plupart de ces gens ne pouvaient dire pourquoi ils s'étaient hasardés à venir à Paris, malgré le risque

(1) Napoléon m'a appris que Méhée avait reçu de M. Drake et autres personnes en place, près de 200,000 fr.

qu'ils couraient d'y perdre la vie, n'ayant pas été compris dans l'amnistie.

» La liste des prisonniers et leurs réponses aux interrogatoires me furent soumises. J'étais très-inquiet, et en repassant cette liste un soir, j'y remarquai le nom d'un certain Querel qu'on y qualifiait de chirurgien. Il me vint aussitôt à l'esprit que cet homme n'était pas poussé à conspirer, par l'esprit de parti ou par l'enthousiasme, mais par l'espoir du gain. Il est donc vraisemblable, me dis-je, qu'il avouera plutôt qu'aucun des autres; et la crainte de la mort lui fera nommer ses complices. J'ordonnai donc qu'on lui fît son jugement comme chouan, et que, d'après les lois, on le condamnât à mort. Ce ne fut pas un jugement illusoire, comme l'a pensé Warden : au contraire, lorsqu'on le menait au lieu de l'exécution, il demanda à être entendu, et promit de faire des révélations importantes. Je fus informé de cette circonstance par Lauriston, et Querel fut reconduit en prison, où il fut interrogé par le grand-juge Réal. Il avoua qu'il était venu d'Angleterre, qu'il avait été débarqué dans le mois d'août 1803, sortant du bâtiment de Wright, avec Georges et plusieurs autres; que Georges était alors à Paris, préparant l'assassinat du premier consul. Il désigna aussi les maisons où les conspirateurs et lui-même s'étaient arrêtés sur leur route, en venant à Paris. On envoya aussitôt des officiers de police aux endroits qu'il avait désignés, et il résulta de leurs

recherches, que ses renseignemens étaient parfaitement conformes à la vérité, et que depuis le temps qu'il avait indiqué, Wright avait effectué deux autres débarquemens de pareilles gens, dans le dernier desquels se trouvaient quelques personnes de marque dont on n'avait pu découvrir les noms; qu'en outre, on attendait bientôt une autre cargaison. Le duc de Rovigo, comme je l'ai déjà dit, fut envoyé aussitôt à Béville, avec un détachement de gens de la police, dans l'espoir qu'on parviendrait à les arrêter. Un émigré nommé Bouvet de Lozier, qui a, depuis, été envoyé à l'île de France, fut pris dans le même temps. Après être resté en prison pendant quelques semaines, il s'abandonna au désespoir et se pendit un matin. Le geolier, qui avait entendu un bruit extraordinaire dans sa chambre, entra et coupa la corde avant qu'il ne fût mort. Lorsqu'il recouvra ses sens, il dit, au milieu d'exclamations incohérentes, que Moreau avait fait venir Pichegru de Londres; qu'il était un traître, qu'il leur avait persuadé que toute l'armée était pour lui, et qu'il serait la cause de leur perte. Ces exclamations éveillèrent les soupçons. La police savait qu'un frère de Pichegru, ci-devant moine, habitait Paris; il fut arrêté et interrogé.

Il avoua, en demandant si c'était un crime, qu'il avait vu son frère il y avait un jour ou deux. On arrêta Moreau sur-le-champ, et la police promit une forte récompense à quiconque procurerait l'arresta-

tion de Georges et de Pichegru. Pichegru fut trahi par un de ses anciens amis qui vint à la police, et offrit de le livrer pour la somme de 100,000 francs qui fut comptée sur-le-champ. Georges réussit encore, pendant quelque temps, à tromper la vigilance de la police. Je déclarai, par une proclamation, la ville de Paris en état de siége, et il ne fut permis à personne d'en sortir que de jour, et par certaines barrières, où l'on plaça des agens qui connaissaient les conspirateurs. Environ trois semaines après, Georges fut trahi et pris après avoir tué un des hommes qui voulaient l'arrêter; on prit, l'un après l'autre, tous ses complices. Pichegru ne nia pas qu'il eut été employé par les Bourbon, et se conduisit avec beaucoup d'audace. Voyant qu'il ne lui restait plus d'espoir, il s'étrangla lui-même dans sa prison. Le reste des conspirateurs fut jugé publiquement dans le courant de mai, devant le tribunal du département de la Seine, et en présence de tous les ambassadeurs étrangers à Paris. Georges, Polignac, Rivière, Coster, et seize ou dix-huit autres furent convaincus d'avoir conspiré contre le premier magistrat de la nation française, et condamnés à mort. Georges, Coster, et sept ou huit autres furent exécutés. Rivière obtint sa grace, en partie par la prière de Murat. Je pardonnai encore à quelques autres. Moreau fut condamné à deux ans d'emprisonnement; cette peine fut commuée en celle du bannissement en Amérique. Jules de Polignac, confident

du comte d'Artois, et plusieurs autres furent aussi condamnés à l'emprisonnement.

» On découvrit, continua Napoléon, par les révélations de plusieurs conspirateurs, que le duc d'Enghien était leur complice, et attendait sur les frontières de France la nouvelle de ma mort, et qu'aussitôt il devait entrer en France comme lieutenant du roi. Devais-je souffrir tranquillement que le comte d'Artois envoyât une troupe de brigands pour m'assassiner, et qu'un prince de sa maison voltigeât sur les frontières du pays que je gouvernais, dans le dessein de profiter de mon assassinat? Les lois de la nature m'autorisaient à le faire assassiner en retour des nombreux attentats qu'il avait fait commettre. Je donnai ordre qu'on arrêtât le duc d'Enghien. Il fut jugé et condamné d'après une loi portée long-temps avant que j'eusse aucune autorité en France. Il comparut devant une commission militaire, composée de tous les colonels des régimens alors en garnison à Paris. On l'accusa d'avoir porté les armes contre la république, ce qu'il ne nia pas. Il se comporta devant le tribunal avec une grande bravoure. A son arrivée à Strasbourg, il m'écrivit une lettre dans laquelle il m'offrait de découvrir toutes les trames, si on lui accordait son pardon, disant que sa famille avait perdu pour long-temps ses droits, et conclut par m'offrir ses services.

» Cette lettre fut remise à Talleyrand qui la garda jusqu'après l'exécution. Si le comte d'Artois eût été

pris, il eût subi le même sort; et si j'étais encore dans des circonstances semblables, j'en agirais de la même manière. Comme la police ne voulait pas s'en rapporter au témoignage de Méhée de la Touche seulement, on envoya le capitaine Rosey, homme dans l'intégrité duquel on avait toute confiance, auprès de Drake, qui était à Munich, avec une lettre de Méhée; ce qui procura à Rosey une entrevue dont le résultat confirma le rapport de Méhée, qu'il existait un complot pour renverser le premier consul par tous les moyens possibles (1).

23. — Napoléon s'est habillé, et s'est rendu dans la chambre de billard. Il était de très-bonne humeur. Je lui ai donné quelques libelles faits contre lui. Ils étaient tous en français, et parmi eux se trouvaient les *Mémoires secrets*, *Bonaparte peint par lui-même;* et ce dernier ouvrage, sur-tout, le fit beaucoup rire.

« Napoléon m'a ensuite fait plusieurs questions sur le gouverneur. J'ai dit que sir Hudson m'avait prié de lui dire, il y a quelques jours, qu'il désirait

(1) Pendant qu'on jugeait le duc d'Enghien, madame la maréchale Bessières dit au colonel Ordenner, qui l'avait arrêté : « N'y a-t-il aucun moyen de sauver ce malheureux? Y a-t-il contre lui des faits propres à ne pas laisser le moindre doute sur l'application de la loi? — Madame, répondit le colonel Ordenner, j'ai trouvé dans son logement des papiers suffisans pour compromettre la moitié de la France. » Le duc fut exécuté le matin, et non à la lueur des flambeaux, comme on l'a dit.

beaucoup entrer en arrangement, et qu'il pensait que Las-Cases, Warden, madame Skelton (1) et quelques autres avaient été cause de beaucoup de tracasseries, et de bien des mal-entendus. Napoléon a répondu, « *s'inganna* (il se trompe). En premier lieu, c'était sa méchante physionomie (*era sua cattiva faccia*); ensuite, sa prétention de vouloir me forcer à recevoir la visite d'un officier deux fois par jour; puis sa lettre à Bertrand; sa demande, pour que je vous renvoyasse, afin de me donner un chirurgien de son choix; la manière dont il m'a parlé relativement à la maison de bois; ses lettres pleines de douceur suivies d'une série si longue de désagrémens et de vexations, et sa manie de toujours se servir de mots équivoques, qu'il puisse ensuite interpréter de la manière la plus conforme à ses vues. Enfin, il a cherché à nous prouver qu'il pouvait nous causer mille désagrémens, pour nous forcer à ployer, à lui demander humblement pardon, nous

(1) Madame Skelton fut accusée, par le gouverneur, d'avoir dit un jour, à dîner, à Napoléon que, d'après l'expérience qu'elle en avait, il ne trouverait pas Longwood agréable; qu'à certaines époques de l'année, ce séjour était humide, désagréable, froid et malsain; elle en allégua pour preuve qu'elle ne pouvait réussir à y élever de la volaille, tandis qu'en bas, dans le jardin de la compagnie, situé dans une vallée ombragée, à quatre cents toises de là environ, elle en élevait facilement. Madame Skelton et sa famille demeuraient à Longwood pendant quelques mois chaque année, pendant quatre ou cinq ans avant l'arrivée de Napoléon.

rendre à Plantation-House, et y être ses très-humbles serviteurs.

» Il paraît que Warden a appris, a ajouté Napoléon, que j'avais appliqué quelques vers de Shakespeare, à madame Montholon. Vous savez bien que je ne pouvais pas alors, et que je ne puis même encore aujourd'hui citer des vers anglais, et je n'ai jamais prétendu faire naître par-là, des allusions relatives à madame Montholon. Au contraire, je suis d'avis qu'elle possède plus de fermeté et de caractère, que la plupart des personnes de son sexe. »

24.—Napoléon s'est plaint d'enflures aux jambes; je lui ai recommandé quelques remèdes simples, dont il a fait usage.

Il m'a dit qu'il avait passé toute la journée de la veille, à lire les *Mémoires secrets*, écrits par lui-même, l'ouvrage de Pichon, etc. « Ces libelles, a dit Napoléon, m'ont fait en France plus de bien que de mal, parce qu'ils ont servi à irriter la nation, et contre les écrivains et contre les Bourbon qui les ont payés; car, en me représentant comme un monstre, et en publiant les faussetés scandaleuses et manifestes que ces libelles contiennent contre moi et mon gouvernement, ils ont avili la nation elle-même. Châteaubriand, lui-même, m'a servi par son ouvrage. Pichon, l'auteur de l'*État de la France* sous Bonaparte, a été consul en Amérique; il encourut ma disgrace pour avoir diverti trois millions, dont il fut obligé de retrouver une partie, car j'étais très-

sévère avec les consuls et les autres agens, et j'examinai toujours leurs comptes moi-même. A mon retour de l'île d'Elbe, j'envoyai ce Pichon, après la publication de son libelle, comme espion à Londres; au moins il est censé avoir été envoyé par moi, puisque je permis qu'il y allât. Quoique ce fût un coquin, il avait de l'esprit, et on ne pouvait le soupçonner d'après la nature de ses écrits. Vous voyez quelle confiance on doit accorder aux libellistes. Cet homme qui, en 1814, a écrit un pareil pamphlet contre moi, part, en 1815, comme espion pour la police de la même personne qu'il a si violemment attaquée.

25.—J'ai vu Napoléon dans son bain: ses jambes sont en meilleur état; il a été de très-bonne humeur. « Il paraît, M. le docteur, m'a-t-il dit, que, selon les livres que vous m'avez prêtés, j'ai, dans un âge très-tendre empoisonné une fille, que j'en empoisonnai d'autres pour le seul plaisir d'empoisonner, que j'ai assassiné Desaix, Kléber, le duc d'Abrantès, et je ne sais combien d'autres; que je me suis rendu à l'armée d'Italie, composée de quelques milliers de galériens qui se trouvèrent bien contens de me voir, en qualité de confrère. Il est étonnant combien d'absurdités on croit de l'un et de l'autre côté, faute de s'être abouchés. En France, si l'on brûlait une maison, le peuple en attribuait la cause aux Anglais; Pitt! Pitt! c'était là la clameur générale. Rien ne pouvait dissuader la canaille française que

l'embrasement de Lyon ne fût causé par les Anglais. D'un autre côté, vous autres, Anglais, vous croyiez tout le mal qu'on vous disait de nous, et cette croyance était toujours encouragée par vos ministres. Votre**** aussi, à l'exception de Fox, qui était sincère dans son amour pour la paix, excitait*** contre moi. » Dans cet endroit, j'ai fait quelques observation, par lesquelles je révoquais en doute cette assertion; Napoléon répondit : « Quand ils ont fourni des bâtimens pour opérer le débarquement d'hommes qui se vantaient de vouloir m'assassiner, et qu'ils leur ont donné de l'argent, n'était-ce pas là être complices de l'attentat? » Je répliquai qu'ils avaient fourni des bâtimens et de l'argent pour faire une révolution, mais sans savoir que l'assassinat fût le moyen adopté par une partie des hommes qui se chargeaient de l'entreprise. « Docteur, répliqua Napoléon, vous êtes un enfant : ils ne l'ignoraient pas. Cinquante à soixante brigands, la plupart connus pour leur projet d'assassinat, ne pouvaient entreprendre de faire une révolution que de cette manière. On avait réimprimé à Londres, dans le même temps, un livre intitulé; *Tuer n'est pas assassiner;* livre qui, dans l'origine, avait été imprimé sous Cromwel, dans le dessein d'accréditer cette doctrine, que non-seulement il n'y avait pas de crime à m'assassiner, mais que c'était faire un acte louable et méritoire. Fox était, pour sa part, d'une opinion contraire. Ce grand homme écrivit à Talleyrand

pour lui faire part, qu'il était venu le matin un *coquin* qui lui avait proposé de m'assassiner.

» Quand j'étais à l'île d'Elbe, ajouta Napoléon, je reçus la visite d'un gentilhomme anglais catholique, âgé de trente ans, et, à ce que je crois, du Northumberland. Il avait dîné quelques semaines avant avec le duc de Fleury, avec lequel il avait parlé de la somme d'argent qu'on devait m'accorder tous les ans, d'après la convention signée par les ministres des puissances alliées.

» Le duc rit de ce qu'il supposait, bonnement, qu'on se conformerait à cette condition, et dit qu'ils n'étaient pas assez sots pour cela. Ce fut là une des raisons qui m'engagèrent à quitter l'île d'Elbe. Je ne crois pas que Castlereagh ait pensé que j'aurais jamais eu un pareil dessein, autrement il eût fait stationner quelques frégates autour de l'île. S'ils eussent tenu une frégate dans le port et une en dehors, il m'eût été impossible de partir pour la France, excepté tout seul, ce que je ne me serais pas exposé à faire. Si le roi de France lui-même eût pris la mesure de faire croiser une frégate, avec un équipage choisi, à la hauteur de l'île, cela seul eût suffi pour m'en empêcher. » J'ai demandé à Napoléon s'il pensait que les alliés eussent eu en vue de l'envoyer à Sainte-Hélène. « Eh mais, a-t-il répondu, on en a beaucoup parlé. Cependant le colonel Campbell a positivement nié le fait. Il aurait fallu qu'ils envoyassent une armée contre moi, j'aurais pu tenir

quelques mois. Mais les alliés avaient violé dans plusieurs articles le traité de Fontainebleau, ce qui m'autorisait et m'obligeait même à quitter l'île d'Elbe. Indépendamment de ce que j'ai dit plus haut, il était stipulé et convenu que tous les membres de ma famille auraient la permission de me suivre à l'île d'Elbe; mais, par une violation de cet article, on s'empara de ma femme et de mon fils, on les retint et on ne voulut pas leur permettre de rejoindre un époux et un père. Ils devaient avoir aussi les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, qui ne leur furent pas donnés.

» En vertu du traité de Fontainebleau, le prince Eugène devait avoir en Italie une principauté qu'il n'eut pas. Ma mère et mes frères devaient avoir des pensions qu'on leur refusa. Ma fortune particulière et les épargnes que j'avais faites sur ma liste civile, devaient m'être remises. Au lieu de cela, en contravention avec le traité, on s'en empara dans les mains du trésorier Labouillerie, et toutes les réclamations que je fis ne furent point écoutées. On confisqua la fortune particulière de ma famille, qui devait être regardée comme sacrée. On devait également maintenir les dotations assignées à l'armée sur le mont Napoléon, on les supprima, et l'on ne paya pas plus les cent mille francs qu'on devait donner, comme pension, à des personnes que j'avais désignées; de plus on envoya à l'île d'Elbe des brigands pour *m'assassiner*. Jamais, continua

Napoléon, on n'a plus évidemment violé les conditions d'un traité, et on ne s'en est joué plus ouvertement que ne l'ont fait ces alliés; et cependant, vos ministres ont l'impudence de dire à leur pays que j'ai été le premier à violer le traité de Fontainebleau. »

J'ai fait l'observation que les alliés avaient donné pour raison de leur conduite envers lui, qu'il s'était proposé le pouvoir absolu et l'empire de l'univers. « Non, non, répondit l'empereur, je désirais sans doute rendre la France la nation la plus puissante du monde, mais je ne voulais rien de plus. Je n'ai jamais eu en vue la domination universelle; je voulais rendre l'Italie un royaume indépendant.

» La France a des bornes naturelles que je ne voulais pas franchir. C'était mon but d'ôter à l'Angleterre la possibilité de faire la guerre à la France, sans l'aide de quelques-unes des grandes puissances continentales, sans lesquelles, en effet, cette puissance ne devrait jamais s'y exposer. »

Nous parlâmes ensuite de Ferdinand, roi d'Espagne. « Quand Ferdinand était à Valençay, dit Napoléon, il témoigna toujours la plus grande aversion pour les Anglais, et il déclara que la première chose qu'il ferait à son retour en Espagne serait de rétablir l'inquisition. Vous autres, Anglais, vous sentirez un jour que vous vous êtes fait un grand tort national en le replaçant sur le trône. Pendant son séjour à Valençay, Ferdinand disait qu'il préfé-

rait rester en France à retourner en Espagne, et il m'écrivit plusieurs fois, en me priant de l'adopter et de lui donner une Française en mariage.

» Je remarque, continua Napoléon, que vos ministres et les partisans des Bourbon, ne pouvant nier plus long-temps que je n'aie fait du bien en France, s'efforcent d'en atténuer le mérite, en disant que ce fut Joséphine qui me l'inspirait; par exemple, on dit que ce fut elle qui m'engagea à rappeler les émigrés. Le fait est que Joséphine était la plus aimable et la meilleure des femmes, mais elle ne se mêlait jamais de politique. Leur but est de persuader au monde que je ne saurais faire une bonne action d'après ma propre impulsion; mais vos voyageurs anglais apporteront bien du changement dans l'opinion de votre nation. »

Sir Pulteney et lady Malcolm, les capitaines Stanfell et Festing de la marine, arrivèrent à Longwood, et ils eurent une entrevue avec Napoléon. Quand ils sortirent, le capitaine ** exprima son étonnement de trouver Napoléon tout différent de ce que l'on avait voulu le représenter. « Au lieu d'être un homme d'un caractère rude, impatient et impérieux, a-t-il dit, je l'ai trouvé doux, affable dans ses manières, et l'un des hommes les plus aimables que j'aie vu. Je n'oublierai jamais combien est grande la différence entre la réalité et l'idée que je m'étais faite de sa personne. »

Sir Pulteney Malcolm m'a témoigné un vif désir

de voir se terminer le différend qui existe entre Napoléon et le gouverneur. Et il a ajouté, qu'il se présenterait bientôt deux occasions d'y parvenir; savoir: l'arrivée de lord Amherst et celle de l'amiral Plampin; qu'il souhaitait beaucoup que tous les deux fussent présentés par sir Hudson Lowe, et que pour lui, il pensait que lord Amherst ne pouvait être présenté que par le gouverneur.

Napoléon, accompagné des comtesses Bertrand et Montholon et de leurs époux, se promena dans le bois; à leur retour, on apporta des chaises et on les plaça devant la salle de billard, où la compagnie resta jusqu'au coucher du soleil.

26.—Napoléon a beaucoup parlé de la bataille de Waterloo. « Le plan de la bataille, a-t-il dit, ne donnera pas une grande idée de lord Wellington aux yeux de l'historien, ni de son talent comme général. D'abord il n'aurait pas dû livrer bataille en séparant ses armées. Elles auraient dû, au contraire, être réunies et campées avant le 15. Ensuite il avait mal choisi son terrain, car si la chance des armes se fût tournée contre lui, il n'aurait pas pu battre en retraite, par la raison qu'il n'y avait, sur ses derrières, qu'une seule route qui conduisît à la forêt. Il a aussi commis une faute qui aurait pu entraîner après elle la ruine de son armée, sans qu'elle eût livré aucun combat, et même avant l'ouverture de la campagne il s'est laissé surprendre. J'étais le 15 à Charleroi, et j'avais battu les Prussiens sans

qu'il en sût rien. J'avais gagné quarante-huit heures de manœuvres sur lui, ce qui était un grand point ; et si quelques-uns de mes généraux eussent déployé la vigueur et le génie dont ils firent preuve en d'autres occasions, j'aurais pris son armée dans les cantonnemens sans coup férir. Mais ils étaient découragés et s'imaginaient voir par-tout devant eux des armées de cent mille hommes chacune. Je n'avais pas moi-même eu assez de loisir pour m'occuper des détails secondaires de l'organisation de mon armée. Je comptais surprendre les ennemis et les battre partiellement par la rapidité de cette opération. Je sus l'arrivée de Bulow à onze heures, mais je n'y fis pas attention. J'avais encore quatre-vingts chances contre cent en ma faveur. Malgré la supériorité considérable de leurs forces numériques, j'étais convaincu que je devais remporter la victoire. J'avais environ soixante-dix mille hommes, dont quinze mille de cavalerie. J'avais, en outre, deux cent cinquante pièces de canon ; mais mes troupes étaient si supérieures que je les jugeais capables de battre cent vingt mille hommes. De son côté, lord Wellington avait sous ses ordres environ quatre-vingt-dix mille hommes et deux cent cinquante pièces de canon, et Bulow avait trente mille hommes, ce qui faisait cent vingt mille hommes.

» Parmi toutes ces troupes, je ne comptais que les Anglais qui pussent lutter avec les miennes, les autres m'occupaient fort peu. Je crois qu'il y avait à

peu près trente-cinq à quarante mille Anglais. Je considérais ces troupes comme aussi braves et aussi bonnes que les miennes. L'armée anglaise s'est fait connaître avantageusement, depuis peu, sur le continent; d'ailleurs votre nation a du courage et de l'énergie. Quant aux Prussiens, aux Belges et autres, il eût suffi de la moitié de mon armée pour les battre. J'avais laissé seulement trente-quatre mille hommes pour observer les Prussiens. La perte de la bataille vint d'abord de la lenteur de Grouchy, et de sa négligence à exécuter mes ordres, et ensuite de ce que les grenadiers à cheval et la cavalerie, commandée par le général Guyot, que j'avais en réserve, et qui ne devaient pas me quitter, s'engagèrent vivement et à mon insu ; de sorte qu'après la dernière charge, lorsque les troupes furent battues, et que la cavalerie anglaise s'avança, je n'avais pas un seul corps de cavalerie en réserve pour leur résister ; sans cela mes forces eussent été doubles des leurs. L'attaque des Anglais réussit par ce motif, et tout fut perdu. Il n'y eut aucun moyen de rallier l'armée. Le général le moins habile n'aurait pas commis la faute de laisser une armée totalement sans réserve, et c'est pourtant ce qui arriva alors ; que la trahison s'en soit mêlée ou non, je l'ignore. Telles furent les deux principales causes de la perte de la bataille de Waterloo.

» Si lord Wellington se fût retranché, continua-t-il, je ne l'eusse pas attaqué. Comme général, son

plan n'indiquait pas de talent. Il déploya, sans doute, beaucoup de courage et de persévérance, mais il perd un peu de son mérite, lorsque l'on considère qu'il n'avait aucun moyen de retraite, et que, s'il eût cherché à l'effectuer, il n'aurait pas sauvé un seul homme de son armée. Il dut le gain de la bataille, non à sa conduite, mais d'abord à la fermeté et à la bravoure de ses troupes, car les Anglais se sont battus avec le plus grand acharnement et le plus grand courage ; ensuite à l'armée de Blücher, à qui on devrait plutôt attribuer la victoire qu'au duc, parce qu'il a déployé plus de talent comme général. Battu la veille, il avait rassemblé ses troupes, qu'il reconduisit au combat dans la soirée. Je crois cependant, continua Napoléon, que Wellington est un homme d'une grande fermeté. La gloire d'une semblable victoire est une grande chose, mais sa réputation militaire n'y gagnera rien aux yeux de l'historien. »

Napoléon me parla alors de libelles publiés contre lui, et qu'il m'avait chargé de recueillir. « Jusqu'à présent, dit-il, vous ne m'en avez pas montré un seul qui méritât une réponse. Voudriez-vous que je répondisse à Goldsmith, Pichon, ou à la *Quaterly Review ?* Ils sont si méprisables, et d'une fausseté si absurde, qu'ils ne méritent d'autre attention que celle d'écrire à chaque page : *faux ! faux !* La seule vérité que j'y aie remarquée, c'est le récit de ma rencontre avec un officier sur le champ de

bataille; c'était Rapp, je crois; son visage était couvert de sang, et je m'écriai : *Oh, comme il est beau!* Ce fait est assez vrai, et ils m'en ont fait un crime. Mon admiration pour le courage d'un brave soldat est considérée comme un crime, et l'on y voit la preuve que je me délectais dans le sang! Mais la postérité me rendra la justice que l'on me refuse maintenant. Si j'avais été un tyran, un monstre, aurais-je reçu du peuple français et de l'armée tant de preuves d'enthousiasme et d'attachement, quand je revins de l'île d'Elbe avec une poignée de monde? Aurais-je pu marcher sur Paris et m'asseoir sur le trône, sans qu'il eût été tiré un coup de fusil? Interrogez les Français! Interrogez les Italiens!

» Je me suis marié deux fois. Des motifs politiques m'ont engagé à divorcer avec ma première épouse que j'aimais tendrement. La pauvre femme! heureusement pour elle, elle mourut assez à temps pour ne pas être témoin de mes derniers malheurs. Qu'on demande à Marie-Louise avec quelle tendresse et quelle affection je l'ai toujours traitée. Après qu'elle eut été séparée de moi, par force, elle avoua dans les termes les plus touchans à **, son ardent désir de venir me joindre dans mon exil, faisant, les yeux baignés de larmes, les plus grands éloges de ma conduite envers elle, et déplorant amèrement cette cruelle séparation. Est-ce là la conduite d'un tyran farouche et impitoyable? On reconnaît un honnête homme à sa conduite envers sa

femme, sa famille et ceux qui sont sous lui. J'ai certainement erré, plus ou moins, en matières de politique, mais je n'ai jamais commis un crime. Le docteur Warden me fait dire, dans son ouvrage, que je n'ai jamais commis de crime inutile; ce qui équivaut à dire que je ne me suis pas fait scrupule d'y avoir recours, lorsque je me proposais quelque fin; ce que je nie également. Jamais je n'ai désiré que la gloire et le bonheur de la France. Toutes mes facultés étaient tendues vers cet objet, mais jamais je n'ai employé ni le crime ni l'assassinat pour y parvenir.

» Le duc d'Enghien, qui se trouvait sur les frontières de France engagé dans un complot pour m'assassiner, fut pris et livré à la justice, qui le condamna. Il a été jugé loyalement. Que vos ministres et les Bourbon fassent l'impossible pour me calomnier : « *le mensonge passe, la vérité reste.* » Qu'ils emploient tous les moyens réprouvés par l'honneur, comme lord Castlereagh qui, non content de m'envoyer ici, a eu la bassesse de me faire tenir le langage qu'il a cru le plus favorable à ses vues : *c'est un homme ignoble.* Peut-être désirait-il que je ne vécusse que peu de temps; et ne me font-ils pas mourir pour me faire dire tout ce qu'ils jugeront convenable. Jamais je ne me suis proposé la ruine de l'Angleterre. Nous étions ennemis, et j'ai fait mon possible pour avoir le dessus. L'Angleterre a fait de même. J'aurais toujours fait la paix, après le traité

d'Amiens, en plaçant les deux pays dans des termes égaux, quant aux relations commerciales. »

Je fis observer à Napoléon qu'il me semblait qu'il m'avait dit une fois que son intention aurait été de joindre l'Angleterre à la France s'il s'était cru assez puissant. Il répondit : « J'ai dit que je ne pourrais réunir deux nations aussi étrangères. Si j'eusse réussi dans la descente que j'avais projetée, mon intention était d'abolir la monarchie et d'établir une république à la place de l'oligarchie qui vous gouverne. J'aurais séparé l'Irlande de l'Angleterre; j'aurais fait de cette première une république indépendante. Non, non, j'aurais abandonné les Anglais à eux-mêmes, après avoir fait germer parmi eux les semences du républicanisme. »

J'ai dit à Napoléon que lord Amherst, dernier ambassadeur anglais en Chine, était attendu sous quelques jours à Sainte-Hélène. Il me dit qu'il pensait que les ministres anglais avaient eu tort de ne pas lui ordonner de se soumettre aux usages du pays dans lequel il était envoyé, ou bien alors qu'ils ne devaient pas l'y envoyer du tout. Je lui fis observer que les Anglais eussent considéré comme avilissant pour la nation, que lord Amherst consentît à se prosterner comme on l'avait exigé de lui. Que s'il s'y fût soumis, les Chinois ne se seraient pas contentés de cela, et qu'ils auraient exigé qu'il se conformât aux cérémonies qu'avaient exigées les Japonais et auxquelles les Hollandais s'étaient soumis d'une manière

si honteuse. Que d'ailleurs, lord Amherst était disposé à rendre à l'empereur de la Chine les mêmes hommages qu'à son souverain.

Napoléon répondit : « La chose est tout-à-fait différente. L'une est une simple cérémonie usitée par tous les grands dignitaires de la nation envers leur chef, l'autre n'est qu'une dégradation nationale exigée des étrangers, et d'eux seulement. Mon avis est, que quelle que soit la coutume d'une nation, dès qu'elle est mise en usage par les premiers personnages de son gouvernement, des étrangers ne peuvent se dégrader en s'y conformant. Des nations différentes ont des coutumes différentes. En Angleterre vous baisez la main du roi, à la cour. En France cela paraîtrait ridicule, et la personne qui le ferait, serait regardée avec mépris ; et cependant, l'ambassadeur de France en Angleterre, qui se conforma à baiser la main de votre roi, n'a pas été considéré comme s'étant dégradé. Il y a quelques siècles qu'en Angleterre on servait le roi à genoux ; la même cérémonie a lieu maintenant en Espagne. En Italie vous baisez la mule du Pape, et cela n'est pas regardé comme une bassesse. Un homme qui va dans un pays, doit se conformer à ses usages, et il n'eût été nullement dégradant pour lord Amherst de se soumettre, devant l'empereur de Chine, aux cérémonies pratiquées par les premiers mandarins de cet empire. Vous dites qu'il était disposé à rendre à l'empereur les respects dus à son roi. Vous n'avez pas le

droit d'envoyer un homme en Chine pour apprendre aux Chinois qu'ils doivent se conformer à telle ou telle cérémonie, parce qu'on la pratique en Angleterre. Supposons maintenant, seulement pour l'exemple, que ce fût la coutume en Angleterre, au lieu de faire baiser la main du roi, de faire baiser son derrière à ceux qui lui sont présentés; eh bien, faudrait-il que l'empereur de Chine défît ses culottes, parce que cela serait la coutume en Angleterre? »

Ces observations furent faites avec des gestes tellement analogues au discours et si bien appropriés à la circonstance, que je ne pus m'empêcher de rire pendant quelques instans; l'empereur se joignit à moi de bon cœur.

« Si j'avais envoyé un ambassadeur en Chine, continua-t-il, je lui eusse ordonné de se faire instruire par les premiers mandarins des cérémonies usitées devant l'empereur, et de s'y conformer, si on l'exigeait de lui; mais de ne rien faire de plus. Peut-être perdrez-vous, maintenant, l'amitié de la nation, et de grands avantages commerciaux, par cette preuve de bêtise. » Je lui fis observer que nous pourrions aisément, au moyen de quelques vaisseaux de guerre, forcer les Chinois à nous accorder un traité favorable. Que, par exemple, nous pourrions les priver tout-à-fait de sel, au moyen de quelques croiseurs stationnés à cet effet. Napoléon répondit : « Ce serait bien la plus grande sottise que vous eussiez faite depuis plusieurs années, que de

vous mettre en guerre avec un empire aussi immense que celui de la Chine, et qui possède tant de ressources. Sans doute vous réussiriez d'abord, vous vous empareriez de leurs vaisseaux, et détruiriez leur commerce; mais vous leur feriez connaître leur propre force. Ils seraient forcés de prendre des mesures pour se défendre contre vous. Ils réfléchiraient et diraient : « Il faut nous efforcer d'égaler cette nation. Pourquoi souffririons-nous qu'un peuple aussi éloigné agisse comme il lui plaît envers nous? Construisons des vaisseaux, mettons-y des canons, et rendons-nous leurs égaux. » Ils feraient venir des artilleurs et des constructeurs de la France et de l'Amérique, même de Londres. Ils construiraient une flotte, et par la suite ils vous battraient. »

Je dis à Napoléon, qu'il était probable que lord Amherst lui rendrait visite. « Il répondit : S'il m'est présenté par le gouverneur, ou si celui-ci envoie quelqu'un de son état-major avec lui, je ne le recevrai pas; s'il vient avec l'amiral, je le recevrai. Je ne recevrai pas non plus le nouvel amiral s'il doit m'être présenté par le gouverneur. Sa dernière lettre est une insulte pour nous. Il dit que nous pouvons bien faire le tour de la maison de miss Mason, mais que nous ne pouvons pas sortir de la grande route (1). Où est donc cette grande route? je n'en ai jamais vu aucune. Si j'étais obligé de

(1) La *grande route* est un sentier impraticable aux voitures.

m'écarter de quelques pas, je me trouverais exposé à être tué par une sentinelle. La dernière fois que l'amiral est venu ici, il m'a parlé comme son avocat. Il voulait que je reçusse le gouverneur avec lord Amherst. Je ne recevrais pas même mon propre fils, s'il devait m'être présenté par lui! »

27.—Napoléon était dans son bain; il m'a donné quelques explications au sujet du secret qu'il m'avait dit avoir gardé en Égypte, vis-à-vis de ses soldats, alors que la peste s'était manifestée dans l'armée. Une fois, dit-il, à l'hôpital, je touchai un soldat qui était infecté, pour convaincre mes troupes que cette maladie n'était pas la peste, et je crois être parvenu à leur persuader, pendant près de quinze jours, que ce n'était qu'une fièvre accompagnée de bubons. Je visitais rarement l'hôpital, continua-t-il, parce que la sensibilité de mon odorat était telle, que les vapeurs me rendaient toujours malade. Corvisart et mes autres médecins me conseillèrent de m'abstenir de ces sortes de visites. Dans mes campagnes en Europe, même, je ne le faisais que rarement. »

29.—Napoléon, étant encore dans son bain, me parla des manufactures anglaises, blâma les ministres de n'avoir pas profité des circonstances qui leur avaient procuré les moyens de faire un traité commercial avantageux avec l'Espagne et le Portugal. Si j'étais maintenant sur le trône de France, Ferdinand serait mon ami. Tant que les Espagnols et les Portugais conserveront leurs colonies dans le

sud de l'Amérique, ils continueront d'être contre l'Angleterre. Le monde est trop éclairé pour vous permettre d'usurper tout le commerce et les manufactures. Moi-même, durant mon règne, j'ai donné près de cinq cents couvens, sans aucun paiement, et à la seule condition qu'on s'engagerait à y établir des manufactures. De plus, j'ai prêté à divers particuliers près de cinquante millions de francs, de ma cassette, pour leur faciliter les moyens de faire aller leurs entreprises. Ils devaient faire valoir mes fonds pendant neuf ans, sans en payer aucun intérêt; ce terme expiré, le capital devait m'être rendu.

» En Angleterre, vos machines sont si nombreuses, que dans peu vous ne pourrez plus occuper de bras. » Je lui fis observer qu'une des causes de l'extrême misère de l'Angleterre, était cet accroissement extraordinaire dans l'art mécanique. « Mais, répondit Napoléon, vous êtes obligés d'avoir recours aux mécaniques, parce que les choses nécessaires à la vie sont deux fois plus chères en Angleterre que sur le continent; que vos taxes y sont six fois plus fortes, et parce que d'autres nations les emploient aussi. Sans cela, vous ne vendriez pas vos marchandises aussi bon marché, et par conséquent vous ne trouveriez pas d'acquéreurs. En Allemagne, en Suisse, par exemple, on compte maintenant un grand nombre de mécaniques. »

Napoléon parla encore de lord Amherst, et observa que ce serait une insulte de demander à un ambas-

sadeur chinois, s'il y en avait un à Londres, de se soumettre aux mêmes cérémonies que celles exigées de l'ambassadeur anglais à Pekin, parce que ce n'était pas l'usage du pays dans lequel il se trouvait. « Par exemple, dit-il, si le roi de France exigeait de l'ambassadeur d'Angleterre qu'il lui baisât les mains, ce serait lui faire une insulte, bien que l'ambassadeur de France le fasse à Londres, parce que ce n'est pas l'usage en France. Par la même raison, demander à un mandarin de faire une semblable cérémonie devant le portrait du roi Georges, est une sottise et une insulte pour la Chine, parce que ce n'est pas l'usage du lieu. Un ambassadeur va dans un pays pour traiter des affaires, et non pour s'occuper de vaines cérémonies. Il devient comme l'un des premiers notables du pays qu'il habite alors, et doit se conformer à ses cérémonies. Si l'on exigeait de lui quelque chose de plus, il devrait refuser d'y consentir. »

31. — J'ai dîné à Plantation-House avec le comte Balmaine, le baron et la baronne Sturmer, le capitaine Gors, etc. Les commissaires désiraient ardemment d'apprendre quelque chose concernant Napoléon. Je dis au baron Sturmer, avec qui j'ai eu un long entretien, que Napoléon avait dit, lorsqu'il lisait dans les journaux la lettre attribuée au marquis de Montchenu, « que c'était une nouvelle preuve de l'imbécillité de l'ancienne noblesse de France; que ces messieurs-là sont toujours les mêmes. »

2 *avril.* — J'ai vu Napoléon, il était assez gai. Je lui ai demandé s'il était vrai qu'il eût quitté l'Égypte, parce qu'il avait reçu l'avis que le directoire se proposait de l'y faire assassiner ? « Non, répondit-il, je n'en ai jamais entendu parler, je n'y pensais même pas, et le directoire n'en avait pas l'intention. Certes, les directeurs étaient jaloux de moi, mais ils ne nourrissaient aucune idée semblable ; et dans la situation où se trouvait la France, je ne crois même pas qu'ils aient pu avoir désiré ma mort. Je suis revenu en France, parce que je pensais que ma présence était nécessaire à la république, et que le premier objet de l'expédition était accompli par la conquête de l'Égypte. » Je lui demandai s'il avait été l'auteur de ce projet, ou si c'était le directoire. « L'un et l'autre, dit-il ; nous y avons pensé tous deux en même temps. »

Je lui répétai ce que j'avais dit de Montchenu au baron Sturmer. « Pour l'honneur de la France, dit-il, on aurait dû envoyer ici quelqu'homme du premier mérite, au lieu d'envoyer ce vieil imbécille au milieu des Anglais. »

M. Churchill, de la compagnie des Indes, et ses filles, sont venus hier voir madame Bertrand, à l'effet de se procurer une entrevue avec Napoléon. Son excellence prit cependant une très-bonne manière d'empêcher qu'elle n'eût lieu, en les faisant accompagner de sir Thomas Reade. Il est probable que Napoléon, qui a beaucoup d'égard pour les dames, et

qui savait déjà que les demoiselles Churchill étaient des personnes accomplies, et qu'elles parlaient le français avec aisance, aurait fait en sorte de se trouver avec eux comme accidentellement, si sir Thomas Reade ne se fût tenu tout le temps auprès d'eux à les écouter.

Le capitaine Cook, de la Tortue, et M. Mackenzie, garde-marine du même vaisseau, sont venus à Longwood. M. Mackenzie avait occupé le même emploi à bord de l'*Indomptable*, capitaine Usher, lorsque Napoléon passa sur ce vaisseau à l'île d'Elbe. Le capitaine Cook me dit qu'après avoir attendu quelque temps aux aguets, ils avaient vu Napoléon se promenant dans le jardin, qu'il les avait envoyé chercher, et qu'il leur avait fait plusieurs questions. Il reconnut M. Mackenzie, à qui il dit qu'il avait beaucoup grandi depuis qu'il ne l'avait vu, et lui fit quelques questions sur le capitaine Usher. Il demanda au capitaine Cook combien de temps il avait été au service. « Trente ans, » répondit-il. Napoléon parut en être surpris, et demanda à quelles affaires il s'était trouvé ? Cook parla entre autres de Trafalgar. Napoléon lui demanda le nom du vaisseau auquel il appartenait, et lui fit diverses questions sur la bataille. Il s'informa aussi d'où il venait, et finit par lui demander où il allait dîner : — « Au camp, » répondit-il. — « Au camp, répéta Napoléon ; alors prenez garde de vous enivrer. »

Cipriani va en ville faire les achats ordinaires.

3. — Napoléon me dit en anglais qu'il avait vu la veille un vieux marin. « Il a bien l'air, dit-il, d'un marin *e pare un brav'uomo*. Il y avait avec lui un garde-marine qui était à bord de la frégate d'Usher, quand je passai à l'île d'Elbe. Quoiqu'il soit bien grandi, continua-t-il, je l'ai cependant reconnu.

Je répétai à Napoléon que le garde-marine avait dit que l'équipage du vaisseau l'*Indomptable* l'aimait beaucoup. « Oui, a répondu Napoléon, je le crois bien, j'avais habitude de me mêler parmi eux, de leur parler amicalement, et de leur faire toutes sortes de questions. Ma franchise les étonnait, elle était si différente de la manière dont ils avaient coutume d'être traités par leurs officiers ! Vous autres, Anglais, vous êtes aristocrates, vous tenez toujours une immense distance entre vous et le *popolo* (peuple). » Je lui fis observer qu'à bord d'un vaisseau de guerre, il était nécessaire de tenir les simples matelots à une grande distance pour les obliger à ne point s'écarter du respect qu'ils doivent aux officiers. « Je ne pense pas, répondit Napoléon, qu'il soit nécessaire d'en conserver autant que vous le faites ; pourvu que les officiers ne boivent ni ne mangent avec eux, ni ne leur laissent prendre trop de liberté à leur égard, je ne vois pas la nécessité d'une plus grande réserve. La nature a formé tous les hommes égaux. J'ai toujours eu coutume de me mêler parmi les soldats et la canaille, de m'entretenir avec eux, de m'intéresser à leurs petites histoires, et de leur

parler amicalement. J'ai reconnu que cela m'était extrêmement utile. Au contraire, les généraux et les officiers, *li trattai poco bene*, et je les tenais à une grande distance.

» J'ai demandé au vieux marin, où il devait dîner, et je l'avertis de ne pas s'enivrer; il m'a dit qu'il était marié et qu'il n'avait pas d'enfans. Interrogé sur ce qu'il prétendait faire de son argent, il me dit qu'il le laisserait à un hôpital; je lui demandai alors s'il n'avait ni neveux ni nièces, en lui recommandant de leur laisser ses richesses plutôt qu'à un hospice.

» Vous avez apporté à Gourgaud, me dit-il, un livre sur la bataille de Waterloo. L'auteur dit que je suis un imbécille, que mon armée était un amas de voleurs, et que j'avais commis une des fautes les plus graves qu'un guerrier pût commettre, en m'engageant avec Wellington, tandis qu'il était appuyé sur les derrières par une forêt. La grande faute de lord Wellington fut cependant d'avoir attaqué dans cette position, d'autant mieux qu'il n'y avait qu'une seule route qui conduisît à cette forêt; et en cas de défaite, il n'aurait pu parvenir à se retirer. Pour bien effectuer une retraite, il est nécessaire d'avoir plusieurs routes, par lesquelles l'armée puisse se retirer divisée en grosses masses et avec célérité, et où elle puisse se défendre en cas d'attaque. Il aurait fallu avoir douze heures de tranquillité, pour que l'armée de Wellington eût pu entrer dans la forêt.

La confusion d'une armée battue, cherchant à effectuer sa retraite par une seule route, eût été telle, qu'elle eût causé sa ruine en cas d'attaque. Un autre pamphletaire a dit, que j'avais conquis l'Italie avec quelques milliers de galériens. Le fait est que, peut-être, il n'avait jamais existé une aussi belle armée. Plus de la moitié était composée de gens instruits, de fils de marchands, d'hommes de loi, de médecins, de riches fermiers et de la bourgeoisie. Les deux tiers savaient écrire, et pouvaient devenir officiers. J'eusse été embarrassé de dire, dans un régiment, quel était le meilleur sujet, ou de nommer celui qui avait le plus mérité de l'avancement ; ils en étaient tous dignes. Oh! continua-t-il, avec émotion, si toutes mes armées eussent été aussi bien composées ! En marche, il m'arrivait souvent d'appeler le premier soldat et de le faire écrire sous ma dictée. A l'instant, j'étais entouré d'une douzaine, empressés de le faire, car il y en avait peu qui n'écrivissent pas avec la plus grande facilité.

» En supposant même que l'armée française eût été un amalgame de brigands, ce qui n'était vrai sous aucun rapport, il ne convenait pas à un Français de le publier en pays étranger. Mais heureusement pour vos projets, vous avez trouvé des Français plus ennemis de la France, que les Anglais mêmes qui ont ramené Louis.

» Peut-être y a-t-il chez vous plus d'esprit national qu'en France. Vous êtes insulaires, *c'è lo*

spirito insolare ; d'un autre côté, il y a long-temps que votre révolution est terminée. Pour juger sainement des deux nations, il serait nécessaire de les voir toutes deux immédiatement après une révolution. D'ailleurs vos ministres ont plusieurs Français à leur solde, pour écrire contre leur patrie tout ce qu'on leur ordonne. »

Napoléon me demanda alors si nous observions le vendredi saint, si nous jeûnions et comment nous étions dans l'usage de le faire? Je lui répondis que nous jeûnions ce jour-là, que d'ailleurs les protestans jeûnaient rarement ; mais que lorsqu'ils le faisaient ils s'abstenaient de toute nourriture. Que nous ne pensions pas que s'abstenir de viande et se gorger de turbot et d'autres poissons délicats, était pratiquer le jeûne. Vous avez raison, répliqua l'empereur, vous avez parfaitement raison. Si l'on fait tant que de jeûner, il faut s'abstenir de toute nourriture, ou ce n'est pas un jeûne. *Oh come gli uomini son bestie,* de croire que s'abstenir de viande et manger du poisson bien plus délicat, fait le jeûne; *povero uomo.*

» Avant mon avénement, dit-il, le serment des rois de France était d'*exterminer les hérétiques !* à mon couronnement je jurai de *protéger tous les cultes.* Louis n'a point encore fait de serment puisqu'il n'est pas encore couronné, et probablement il ne fera pas le serment d'extermination, par la crainte que vous et les Prussiens lui inspirez, non pas que cela

n'entre dans sa façon de penser; au contraire il ferait le serment et l'exécuterait avec plaisir. Cette famille des Bourbon est la plus intolérante de la terre. Les Anglais sauront les apprécier. »

Napoléon a ensuite parlé de Hoche : « Hoche, a-t-il dit, fut un des premiers généraux que la France ait produits. Il était brave, intelligent, plein de talent, de résolution et de pénétration, mais intrigant. Si Hoche eût débarqué en Irlande, il aurait sans doute réussi dans ses projets, parce qu'il possédait toutes les qualités nécessaires pour en assurer le succès. Il était accoutumé à la guerre civile, et savait comment s'y prendre pour la faire avec avantage : il avait pacifié la Vendée, et aurait dirigé les Irlandais avec intelligence. Belle figure et beaucoup de talent : il était entreprenant et intrigant; mais, probablement, par suite de quelque maladresse ou d'un mal-entendu, on le mit à bord d'une frégate qui n'arriva pas jusqu'à la côte d'Irlande, tandis que le reste de l'expédition, montant à environ dix-huit mille hommes, entra dans la baie de Bantry, où ils restèrent pendant quelques jours parfaitement les maîtres d'opérer leur débarquement. Mais Grouchy, qui, à ce que je crois, avait le commandement après Hoche, ne sut pas comment s'y prendre; en sorte qu'au lieu de débarquer et de renvoyer les vaisseaux comme ils auraient dû faire, il resta quelque temps dans l'inaction, ensuite fit lever l'ancre, et ils revinrent en France comme des imbécilles, sans avoir

rien tenté. Si Hoche était arrivé, vous auriez perdu l'Irlande.

» Si les Irlandais, a-t-il ajouté, m'eussent député d'honnêtes gens, j'aurais certainement fait une tentative en Irlande, mais je n'avais pas de confiance, ni dans l'intégrité, ni dans les talens des meneurs irlandais qui étaient en France.

» Ils n'avaient aucun plan à soumettre, étaient divisés d'opinion et se querellaient continuellement l'un avec l'autre. Je n'avais qu'une idée bien médiocre de l'intégrité de cet O'Connor dont on parlait tant parmi vous. »

4. — Napoléon s'est habillé, et a passé dans la chambre de billard : il était très-bien disposé; il a parlé de l'amirauté, m'a demandé qui signait les commissions des officiers de marine : il a paru surpris quand je lui ai appris que le roi n'en signait aucune. « Hé quoi! la commission de Nelson n'était pas signée par le roi Georges? » J'ai répondu que non, et j'ai dit que le roi ne signait que les commissions des officiers de terre et des troupes de mer; mais que sa majesté ne se mêlait pas des promotions navales. « Qui nomme l'amirauté, » a dit Napoléon? J'ai répondu : c'est le souverain. « En ce cas, a-t-il continué, ce n'est qu'un subterfuge; car si le roi désire donner un commandement à un amiral, ou avancer un officier, il n'a qu'à faire connaître son intention aux membres de l'amirauté, qui n'oseront pas refuser dans la crainte de perdre leurs places. »

J'ai fait, en réponse, l'observation que le souverain avait quelquefois, m'avait-on rapporté, fait nommer un amiral, ou un commandant en chef, qui n'était pas tout-à-fait dans le goût de l'amirauté; mais que dans de tels cas, il dépendait du choix des lords de l'amirauté, de confirmer ou non les promotions faites par le roi, excepté pour certaines places vacantes qui lui appartenaient, ou par droit, ou par usage.

« Bah, a dit Napoléon, s'ils ne confirmaient pas les promotions, est-ce que le roi ne leur donnerait pas la démission de leurs places. Le roi peut avancer qui il veut. Il a un grand pouvoir, parce qu'il nomme les ministres, et commande à ceux qui ont la direction de tout.

» Les ministres, excepté dans des cas bien rares, aiment trop leurs places pour courir le risque de les perdre, en refusant d'acquiescer aux vœux du souverain. Il m'est arrivé, à moi-même, qu'un ministre m'a dit : Sire, je n'y peux consentir, c'est contre mon opinion, et j'aimerais mieux résigner que de céder. » J'ai remarqué qu'il ne manquait pas d'exemples en Angleterre, de ministres qui avaient abandonné leurs places plutôt que de céder aux volontés de la couronne, ou d'agir contre leurs principes. Que le roi d'Angleterre a une grande autorité sur l'armée et sur la marine; mais qu'il n'exerce, sur tous ceux qui ne sont pas militaires, marins, gens en place ou solliciteurs, aucune influence, excepté celle qui

résultait de la sagesse et de l'utilité des mesures employées par le gouvernement.

« Eh! quelle plus grande autorité avais-je en France, a dit Napoléon, que pouvais-je faire, excepté avec les classes dont vous venez de faire l'exception?» Je me suis hasardé à risquer l'observation, qu'en France il n'y avait ni liberté dans les discours ni dans la presse, qu'un homme pouvait être jeté en prison pour vouloir s'opposer aux mesures du gouvernement, et qu'il pouvait y être retenu pour un temps illimité. Napoléon a répondu : « Il n'y avait pas certainement en France cette liberté de discussion dont on jouit en Angleterre, quoiqu'il y eut quelquefois une opposition très-forte dans le sénat; la liberté dans les discours et celle de la presse n'y étaient pas aussi grande; mais que pouvais-je faire à un banquier ou à toute autre personne indépendante qui s'opposait à mes mesures. Les mettre en prison, les vexer et les fatiguer par des arrestations? Ils pouvaient en appeler au sénat et aux lois, outre que c'eût été une manière d'agir méprisable. Je ne nie pas que l'ancienne constitution de la France ne fût très-mauvaise, et qu'elle n'eût besoin d'être de nouveau modifiée; mais la constitution que je donnai aux Français, quand je revins de l'île d'Elbe, était excellente; la seule faute qu'on pût lui reprocher, c'était de me laisser trop peu de pouvoir en main, et d'en confier peut-être trop dans celles du sénat. Je ne pouvais faire emprisonner un homme,

ou le condamner à une amende sans un jugement, et il me fallait, pour créer un impot ou pour lever une conscription, un décret qui m'y autorisât. On avait rendu une loi sur la liberté de la presse.»

J'ai dit à Napoléon que ses ennemis avaient affirmé que la constitution qu'il avait donnée, n'était que transitoire, et que, si les circonstances eussent consolidé sa nouvelle puissance, il serait bientot rentré dans son ancien système. «Non, non, a répondu vivement l'empereur, j'aurais maintenu la dernière constitution; j'étais bien convaincu que l'ancienne avait besoin d'un grand changement. Je suppose que c'est lord Castlereagh qui a donné cette assurance; mais il n'est pas prudent de croire tout ce que dit lord Castlereagh. Vous savez quelles faussetés il a débitées et publiées sur mon compte depuis que je suis ici; je ne serais pas surpris qu'on ne falsifiât tous les documens officiels, comme on l'a déjà fait avec ceux concernant Murat et moi-même. A mon retour de l'île d'Elbe, j'en découvris tout l'échafaudage. On avait falsifié nombre de papiers d'état, dans la vue de les publier. M. Blacas avait cette direction, mais c'était à un prêtre que l'exécution en était confiée. Comme je l'ai dit, la même chose avait été faite, ci-devant, aux papiers de Murat. Les falsifications furent montrées à quelques Anglais; et Blacas, dans une semblable intention, falsifia une lettre, écrite par une femme de chambre de ma sœur Pauline, contenant sept à huit pages de

bavardage. Il y avait interposé un article qui eût fait croire que j'aurais couché avec ma sœur. Ce Blacas est un méchant homme, en même temps un sot. Il a été assez vil, pour laisser à Paris les lettres de tous ceux qui m'avaient trahi, signées par eux-mêmes; ainsi, si je l'avais voulu, j'en aurais pu faire exécuter des milliers: je n'en fis cependant aucun usage, si ce n'est de me souvenir de leurs noms. Il ne pouvait être donné de plus grande preuve d'imbécillité et de trahison que cette conduite de Blacas. Ces lettres auraient dû être détruites ou mises en sûreté, puisqu'elles compromettaient la vie de tant de personnes. Mais Blacas avait seulement soin de sauver ses *quattrini* (argent), et se souciait fort peu de la vie de ceux qui avaient contribué à son retour et à celui de son maître. Il était alors ministre de la maison du roi, et tout lui était confié par Louis, qui est lui-même incapable, et dont les principales qualités sont l'hypocrisie et la dissimulation. Les jambes de celui-ci sont couvertes d'ulcères, pansées par la duchesse d'Angoulême. Il se gorge tellement de nourriture, qu'on est obligé de lui donner, Dieu sait quoi, pour le mettre en état de se débarrasser de ce fardeau. Quelque matin on le trouvera mort dans son lit. Il est entouré de médecins ignorans et imbécilles. On demanda à Corvisart de le soigner, mais il refusa, disant que si quelqu'accident survenait, on l'accuserait peut-être d'avoir hâté sa fin. Quand je retournai aux Tuileries, je trouvai mes appartemens

empoisonnés de l'odeur de ses jambes, et des bains sulfureux qu'il est dans l'habitude de prendre.

» Les Bourbon sont les hommes les plus craintifs que l'on puisse s'imaginer, continua Napoléon; inspirez-leur de la crainte et vous en obtiendrez tout. Quand je fus à l'île d'Elbe, une actrice, Mlle Raucour, mourut. Elle était fort aimée du public, et un concours immense courut à ses funérailles. Quand on arriva à l'église de St.-Roch pour faire célébrer le service ordinaire sur son corps, on en trouva les portes fermées et l'entrée fut refusée. Il ne fut pas même permis de la faire enterrer dans le lieu ordinaire des sépultures; sous le prétexte que, par un ancien réglement de ces prêtres, l'enterrement chrétien était refusé aux personnes de sa profession. La populace brisa les portes de l'église, et voyant qu'il n'y avait pas de prêtre pour faire le service funéraire, elle se souleva; sa rage ne connut plus de bornes, et elle s'écria : *au château, au château des Tuileries! nous verrons de quel droit les prêtres refusent d'enterrer le corps d'un chrétien.* Sa fureur était d'autant plus excitée qu'elle n'ignorait pas que le curé de St.-Roch, qui est un vrai coquin, et qui refusait l'enterrement au corps de Mlle Raucour, avait continuellement reçu ses dons tant pour lui que pour les pauvres de sa paroisse; car elle était fort charitable; et le curé lui-même avait maintes fois dîné et soupé avec elle; au surplus il lui avait administré les sacremens quelques jours auparavant.

Le peuple criait : Il y a une canaille de prêtre qui a administré récemment une femme dont il avait reçu des bienfaits et mangé les dîners, et il refuse aujourd'hui de donner la sépulture à son corps; peut-il refuser de l'enterrer, puisqu'il la jugea digne de recevoir les sacremens? Une troupe d'environ cinquante mille individus, hommes et femmes, coururent aux Tuileries demander justice au roi. Un architecte, qui était dans les appartemens de l'intérieur, m'a conté qu'il était présent quand Louis en reçut la première nouvelle : ne croyant pas que le rassemblement était si nombreux, Louis dit : « Le curé a raison, ces actrices sont une race d'impies, elles sont excommuniées, elles n'ont pas droit à l'enterrement chrétien. » Quelques minutes après, Blacas entra en donnant des signes d'une grande frayeur, et rapporta qu'il y avait soixante-dix mille hommes d'un peuple furieux à l'entour du palais, et qu'il y avait tout lieu de craindre qu'il ne se portât aux plus grands excès. Louis, presque hors de lui de peur, cria de donner immédiatement des ordres pour que le corps fût enterré avec les cérémonies de l'église, et envoya quelques personnes afin que ses ordres fussent exécutés à l'instant. Il ne fut pas remis de sa frayeur de plusieurs jours. Ces prêtres tentèrent sur moi une épreuve d'une même nature; c'était au sujet du corps d'un beau danseur; mais, *per dio*, dit l'empereur avec émotion, ils n'avaient pas affaire à Louis; j'arrangeai bientôt ce différend.

» Je rendis, continua Napoléon, tous les lieux d'enterrement indépendans des prêtres. Je haïssais les moines, *frati*, j'en étais le destructeur, ainsi que des monastères, ces réceptacles de crimes où chaque vice était pratiqué avec impunité, ces colonies de scélérats ; en général, la honte de la race humaine. J'aurais toujours soutenu un certain nombre de prêtres; mais des moines, jamais. »

Après cela, j'observai à l'empereur, que l'on m'avait assuré, qu'ayant d'abord refusé la paix proposée par les alliés à Châtillon, il avait changé d'idée, qu'il avait envoyé un courrier à lord Castlereagh, pour lui dire qu'il accepterait ce qui avait été offert; mais que lord Castlereagh avait répondu qu'il était trop tard, qu'on avait déterminé les mesures à prendre (1). Napoléon répondit : « Cela est faux. Je ne voulus jamais consentir à la paix de Châtillon, parce que j'avais juré de maintenir l'intégrité de l'empire. Loin de vouloir dévier à ce principe, j'écrivis à Caulaincourt que je voulais abdiquer. J'aurais consenti à ce qui avait été proposé à Francfort, où le Rhin fut fixé pour limite de la France, étant sa frontière naturelle (2). »

(1) Ceci m'avait été dit par sir Hudson Lowe.

(2) L'extrait suivant de la lettre du duc de Vicence ne sera peut être pas sans intérêt.

Monsieur, dans un ouvrage de M. Koch, intitulé: CAMPAGNE DE 1814, on a inséré plusieurs fragmens des lettres que

J'ai pris la liberté de faire l'observation qu'on pouvait naturellement supposer qu'il n'eût pas adhéré

j'ai écrites à l'empereur et au prince de Neufchâtel, pendant le congrès de Châtillon.

Pour ce qui concerne ce congrès, si les événemens ont prouvé le désir que j'avais que la paix fût rendue à mon pays, il serait injuste de laisser ignorer à la France et à l'histoire, les motifs d'intérêt national et d'honneur qui ont fait refuser à l'empereur de signer les conditions que les alliés voulaient nous imposer.

A cet effet, je remplis le premier des devoirs que l'équité et la vérité m'imposent, en faisant connaître ces motifs par l'extrait suivant des ordres de l'empereur :

Paris, 19 *janvier* 1814. « L'empereur insiste le plus sur la nécessité qu'il y a que la France conserve ses limites. C'est une condition *sine qua non*. Toutes les puissances et même l'Angleterre ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses anciennes frontières, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté des Alpes et du Rhin ne peut compenser ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont gagné par le seul démembrement de la Pologne. Tous ces états se sont agrandis. Souhaiter de réduire la France à son ancien état serait vouloir sa ruine et sa dégradation. La France, sans les départemens du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, n'est rien. Le système de la réduire à ses anciennes frontières est inséparable du projet du rétablissement des Bourbon, car eux seuls pourraient offrir une garantie de maintenir un pareil système, et l'Angleterre le sent bien. Sous tout autre rapport, la paix est impossible et ne pourrait être durable d'après une telle base. Ni l'empereur, ni la république, si quelque commotion politique lui redonnait l'existence, ne voudraient jamais souscrire à ces conditions. Pour l'empereur, sa résolution est

au traité de Paris, dont les conditions étaient encore pires. « Si, répliqua Napoléon ; j'aurais strictement observé ce traité ; je ne l'eusse pas fait moi-même, mais le trouvant fait, et sachant que ce n'était pas mon ouvrage, j'y aurais adhéré et j'aurais conservé la paix. »

Une partie de la conversation qui a suivi, me conduisit à faire quelques remarques peu favorables au maréchal Davoust, et aussi à demander à Napoléon, si ce général n'était pas considéré comme un des meilleurs ? « Son caractère est estimable, répliqua l'empereur ; on lui a reproché d'avoir levé des contributions énormes ; mais c'était pour l'armée. Il est nécessaire pour une armée, sur-tout quand elle est assiégée, de ne la laisser manquer de rien. Quant à être le premier des généraux français, il s'en faut

prise, elle est invariable, il ne veut pas laisser la France moins grande qu'il ne l'a reçue. Si les alliés veulent changer la base des propositions faites et acceptées, les *frontières naturelles*, il ne voit que trois partis à prendre : de combattre et de conquérir, de combattre et de mourir avec gloire, ou bien, si la nation ne veut plus le soutenir, d'abdiquer. Il n'est point attaché au pouvoir suprême, et ne voudra jamais le conserver au prix de son avilissement.

J'espère, monsieur, que votre impartialité donnera une place à cette lettre dans votre journal, et je saisis cette occasion pour vous offrir l'assurance de ma considération distinguée.

Signé CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.

A l'Editeur du Constitutionnel.

de beaucoup, quoiqu'il soit un bon officier. » J'ai alors demandé à Napoléon quel était maintenant, à son avis, le plus habile général français ? « Cela est difficile à dire, a répondu Napoléon; mais il me semble que c'est probablement Suchet. Auparavant, c'était Masséna ; mais on peut le considérer comme mort : il a une maladie de poitrine qui l'a changé de manière à ne plus le reconnaître. Suchet, Clausel et Gérard sont, à mon avis, les meilleurs des généraux français : il est difficile de dire lequel l'emporte sur les autres (1), attendu qu'ils n'ont pas eu beaucoup d'occasions de commander en chef, circonstance indispensable pour juger de l'étendue du talent d'un général. » Il a aussi fait mention de Soult, en des termes honorables.

Nous avons fait, avec le capitaine Poppleton, le capitaine Fuller, Impett, et d'autres officiers du 53e, une chasse aux rats dans le camp, qui fut conduite de la manière suivante : on avait donné à quelques soldats des bêches, et ils creusèrent près d'un fossé et d'un mur infectés de rats. Les chiens attendaient leur proie et nous étions armés de bâtons. Aussitôt que les rats sentaient leur trous s'écrouler, ils en sortaient et tentaient de s'échapper ; mais ils étaient attaqués par les hommes et les chiens. Une scène de confusion très-animée eut lieu ; les rats fuyant vers

(1) Comme l'empereur poussait la bille en ce moment, je ne puis assurer si c'était seulement les deux derniers qu'il mentionna comme n'ayant pas souvent commandé en chef.

d'autres trous, on les poursuivait, frappant de tous côtés, et atteignant souvent les jambes les uns des autres, dans l'ardeur de la mêlée et de la poursuite. Quelques rats grimpèrent sur les assaillans et firent une résistance désespérée. On en tua quatorze en moins d'une demi-heure.

Les rats sont en nombre incroyable à Longwood, je les voyais fréquemment, comme des couvées de poulets autour de quelque morceau jeté de la cuisine. Les planchers et les séparations en bois des chambres sont percés en tout sens. Ces séparations, en sapin d'un pouce, étant pour la plupart doubles, laissent dans l'intervalle la facilité aux rats de s'y tenir. Il n'est possible qu'à ceux qui en ont été témoins, de se faire une idée du bruit causé par ces animaux, courant, montant dans ces séparations, dans les greniers, pour chercher leur nourriture, ou dans leurs poursuites amoureuses. La nuit, lorsqu'ils entraient dans ma chambre, qu'ils couraient sur mon lit, je leur ai souvent jeté mes bottes, le tire-botte, et tout ce que je trouvais sous la main, sans leur causer la moindre peur ; il fallait se lever pour leur donner la chasse. Nous nous amusions quelquefois le soir, en ôtant les morceaux de fer-blanc que nous avions cloués sur leurs trous, leur donnant le temps d'y passer, tandis que les domestiques, armés de bâtons et suivis des chiens, entraient, bouchaient les trous, et attaquaient les rats qui faisaient souvent une belle résistance et les mordaient cruellement.

Quelque bons que soient les chiens au commencement, ils refusent bientôt de donner la chasse à cette vermine; la même chose peut être dite des chats. Les détruire par le poison était impraticable, parce que la putréfaction de leurs corps rendrait les appartemens inhabitables; il s'est présenté plus d'un cas où il a fallu démolir une séparation pour en tirer un rat mort, qui causait une puanteur insupportable.

Mais le mauvais et misérable état des bâtimens dont les toits sont formés de bois recouvert d'un papier gris et d'une composition de goudron et de poix, et dont les cloisons sont presque toutes en bois, non-seulement favorisait l'introduction de ces animaux, mais donnait lieu à des inconvéniens bien autrement insupportables encore. Ce mélange de goudron et de poix se fondait très-facilement aux rayons d'un soleil aussi ardent, formait un grand nombre de crevasses au travers desquelles la pluie abondante des tropiques s'introduisait souvent par torrent (1). La comtesse Montholon a plusieurs fois, pendant la nuit,

(1) Toutes les additions faites à ce vieux bâtiment avaient des toits en ce genre. Comme ce livre peut tomber dans les mains de quelques lecteurs qui pourraient ne pas ajouter foi à cette description, je les prie de prendre des renseignemens auprès des personnes respectables qui peuvent toucher à Sainte-Hélène, pour savoir si tel n'est pas l'état de la maison dans laquelle le souverain exilé de la France a rendu le dernier soupir après six ans de captivité.

été obligée de se lever et de transporter son lit et celui de ses enfans dans diverses parties de la chambre qu'elle habitait, pour n'être pas inondés. La nature des substances qui entrent dans la construction de ces toits, rend ces inconvéniens irrémédiables, parce que quelques heures de soleil produisent de nouvelles crevasses.

6. — Napoléon, de très-bonne humeur, a parlé du marquis de Cornwallis avec beaucoup d'éloge. « Cornwallis, a-t-il dit, était un homme probe, généreux et sincère ; *un très-brave homme*. Ce fut le premier Anglais qui m'ait fait concevoir une bonne opinion de sa nation. Son intégrité, sa fidélité, sa franchise et la noblesse de ses sentimens, me donnèrent de vous une opinion très-favorable. Je me rappelle que Cornwallis disait un jour : Il y a de certaines qualités qu'on peut acheter ; mais un bon caractère, la sincérité, un noble orgueil et du calme à l'heure du danger, ne peuvent pas s'acheter. Ces paroles me firent impression. Je lui donnai un régiment de cavalerie, à Amiens, pour lui servir de récréation, et il avait coutume de manœuvrer en sa présence. Les officiers de ce régiment l'aimaient beaucoup ; je ne crois pas qu'il fût un homme de premier talent, mais il en avait, et sur-tout une grande probité, et beaucoup de sincérité.

» Il n'a jamais manqué à sa parole ; à Amiens le traité était prêt, et il devait le signer à neuf heures à l'hôtel-de-ville. Il arriva quelque chose qui

l'empêcha d'y aller ; mais il fit dire aux ministres français, qu'ils pouvaient considérer le traité comme s'il eût été signé, et qu'il le signerait le jour suivant. Un courrier d'Angleterre arriva le soir avec des ordres de refuser son consentement à de certains articles, et de ne pas signer le traité. Quoique Cornwallis n'eût pas signé et eût pu facilement se prévaloir de cet ordre, c'était un homme si délicat sur l'honneur, qu'il dit qu'il considérait sa promesse comme autant que sa signature, et il écrivit à son gouvernement qu'il avait promis, et qu'ayant donné sa parole, il voulait l'observer. Que s'il n'était pas content, il pouvait refuser de ratifier le traité. C'était un homme d'honneur, un véritable Anglais. Il aurait fallu qu'on eût envoyé un Cornwallis ici, au lieu de cet individu, misérable assemblage de fausseté, de soupçons et de bassesses. Je fus très-affligé quand j'appris sa mort. Quelques personnes de sa famille m'écrivirent dans l'occasion pour demander des graces pour quelques prisonniers, et je les leur ai toujours accordées. »

Il parla ensuite sur ce qu'il s'était livré lui-même aux Anglais, et il en fit l'observation : « Ma remise entre vos mains n'est pas une affaire aussi simple que vous l'imaginez. Avant d'aller à l'île d'Elbe, lord Castlereagh m'offrit un asyle en Angleterre, et il me dit que j'y serais très-bien traité, et encore bien mieux qu'à l'île d'Elbe. » Je fis observer à Napoléon que lord Castlereagh avait assuré que c'était lui qui

avait repoussé la demande faite par Napoléon de vivre en Angleterre, dans une retraite qu'il choisirait.

« La vérité du fait est, a répondu Napoléon, qu'il m'a proposé lui-même cette retraite. Avant que je n'allasse à l'île d'Elbe, Castlereagh dit à Caulaincourt : Pourquoi Napoléon veut-il aller à l'île d'Elbe? qu'il vienne en Angleterre, il sera reçu à Londres avec la plus grande considération, il y éprouvera le meilleur traitement possible. Il ne faut cependant pas qu'il en fasse la demande, cela entraînerait une trop grande perte de temps, mais qu'il se livre à nous sans faire de conditions, et il sera reçu avec le plus grand plaisir, et beaucoup mieux qu'à l'île d'Elbe. Ce discours a eu beaucoup trop d'influence sur moi! »

J'ai demandé à Napoléon son opinion relativement au baron de Stein : « C'est, dit-il, un patriote, un homme à talent et d'un caractère actif et remuant. » J'ai fait l'observation que Stein lui avait fait plus de tort que Metternich, ou que toute autre personne, et qu'il avait efficacement contribué à sa chute. « Point du tout, a répondu Napoléon, c'était certainement un homme à talent, mais si l'on eût suivi son avis, le roi de Prusse eût été perdu sans retour. Stein était toujours à intriguer et voulait que la Prusse se déclarât, avant l'époque favorable, contre moi, ce qui aurait causé sa ruine. Mais le roi était plus prudent que lui, et ne se déclara qu'au moment convenable, c'est-à-dire, à l'époque du dé-

sastre de la Russie, dont il prit aussitôt avantage. » Il y eut ici une pause, Napoléon fit quelques pas en avant, s'arrêta, me regarda, et dit avec expression : « Personne, excepté moi-même, ne m'a fait de mal, je puis dire que j'ai été mon unique ennemi; mes propres projets, cette expédition de Moscou, et les accidens qui en furent la suite, ont été les causes de ma ruine. Je puis cependant dire que ceux qui ne se sont pas opposés à moi, qui étaient toujours de mon avis, qui entraient dans toutes mes vues et se soumettaient facilement à mes opinions, sont ceux qui m'ont fait le plus de mal et ont été mes plus grands ennemis; parce qu'en me représentant les conquêtes comme faciles, ils m'encourageaient à aller trop avant. Ils étaient plus mes ennemis que ceux qui intriguaient contre moi, parce que les derniers me mettaient en garde contre eux et me rendaient attentif à leurs démarches. Je fus cause du renvoi de Stein de la cour de Prusse, mais il eût été très-heureux pour moi que l'on eût suivi ses projets; car la Prusse se fût déclarée avant le temps, et je l'aurais anéantie comme cela (levant un de ses pieds et faisant un mouvement avec le pied, comme s'il eût écrasé une mouche). J'aurais pu, continua-t-il, détrôner le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche sous le plus léger prétexte, aussi aisément que je fais cela (étendant un de ses pieds). J'étais alors trop puissant pour tout le monde, excepté pour moi, pour que l'on pût me faire du mal impunément. »

Je lui demandai s'il avait dit, en parlant de Metternich : un ou deux mensonges peuvent être quelquefois nécessaires, mais Metternich est tout mensonge ; on ne peut entendre de lui que mensonges, mensonges et mensonges. Napoléon se mit à rire : « C'est vrai, dit-il, c'est un composé de mensonges et d'intrigues. » Je lui demandai s'il n'était pas homme de grand talent ? « Pas du tout, a-t-il répondu, *è bugiardo ed intrigante, è intrigante e bugiardo* (1), c'est là la somme totale de son caractère.

» Lord Whitworth, a continué Napoléon, dans cette fameuse entrevue qu'il eut avec moi, et pendant laquelle je ne me montrai aucunement violent, dit en sortant, qu'il était très-satisfait de la manière dont je l'avais traité, et qu'il espérait que tout irait bien. Il dit cela à quelques-uns des ambassadeurs des autres puissances. Peu de jours après, quand les journaux anglais arrivèrent avec son rapport de l'entrevue, dans lequel il disait que j'étais entré dans un accès de rage, cela excita l'étonnement de tout le monde, sur-tout de ces ambassadeurs qui lui en firent des remontrances et qui lui dirent : Mylord, comment ce détail peut-il être exact, vous savez que vous êtes convenu avec nous, que vous étiez bien content et bien satisfait de votre réception, et que

(1) C'est un menteur et un intrigant, un intrigant et un menteur.

vous fûtes d'avis que tout irait bien. Il ne sut que répondre et dit, mais ce rapport est vrai aussi.

» Vos ministres ne publient jamais les faits tels qu'ils sont, continua-t-il; si le gouverneur n'envoie pas d'autres détails des combats et autres circonstances que ceux qui sont publiés dans les journaux, il trahit sa patrie; parce qu'ils sont presque tous faux, comme ceux venant de vous autres employés politiques. Un faux rapport est envoyé pour le public et déposé aux archives, et un autre rapport secret pour la gouverne des ministres et qui n'est jamais produit; de manière que vos ministres, lorsqu'une enquête est ordonnée par le parlement, ont aux archives une série de documens prête à être soumise à l'inspection, de laquelle seule on peut tirer des conclusions, et sur laquelle on juge. Ainsi, quoique tout le contenu en soit faux, vos ministres ne peuvent être accusés d'en imposer au parlement, parce que ces documens lui ont été officiellement transmis; le public et le parlement sont satisfaits. Des rapports sont faits et tout paraît satisfaisant, quoique le fond en soit faux. Ayant été pendant si long-temps opposé à vos ministres, il n'y a personne qui les connaisse mieux que moi. Votre système politique est un tissu de mensonges et de vérités; dans aucun ministère du monde il n'y a autant de machiavélisme pratique, parce que vous avez tant à défendre, et tant de points importans à discuter contre le reste de l'Europe, et parce que

vous êtes obligés d'en donner connaissance à la nation. »

J'ai dit à Napoléon, qu'on avait fait mention dans un des journaux, qu'il avait envoyé un charpentier à Alger ou à Tunis, afin d'apprendre aux corsaires à construire des bâtimens : il a répondu : Jamais. « Il est possible qu'ils se soient procuré quelque Français qui ait été charpentier, mais non pas avec mon consentement. Ils ont pu se procurer quelqu'un de Marseille, à Constantinople; quand les Turcs étaient en guerre avec la France, il y avait un charpentier de navire nommé Lanusse. Au lieu de secourir les pirates, j'ai proposé à l'Angleterre de les exterminer, ou au moins, de les forcer à vivre en honnêtes gens. Vos ministres n'ont pas voulu y consentir. Il n'y avait personne qui eût plus de dégoût, ni plus de mépris pour ces *canaglie* de pirates, que moi, ou qui les traitait plus que moi comme des chiens.

» Ce n'était pas la politique des ministres anglais de détruire ces barbares, car ils l'eussent fait depuis long-temps. En permettant à ces misérables de piller, vous accapariez la plus grande partie du commerce de la Méditerranée à vous seuls, parce que les Suédois, les Danois, les Portugais et autres eussent craint d'envoyer leurs bâtimens dans ces parages, et que, par conséquent, durant la guerre, vous aviez presque tout le commerce de la Méditerranée. La raison pour laquelle vous avez envoyé cette expédition à Alger, c'était pour vous remettre en grace

avec les Italiens, et pour empêcher qu'ils ne me regrettassent; car je fis prendre le pavillon français à tous les états d'Italie, et je forçai les barbares à le respecter, ce qu'ils n'ont pas fait depuis que les Bourbon sont sur le trône. Les Italiens eussent donc été mécontens et eussent crié que sous le règne de Napoléon ils étaient au moins affranchis des attaques des pirates et des corsaires.

» Cette expédition ne mérite de renom que pour la grande bravoure et pour l'adresse nautique qu'ont déployées l'amiral et ceux à qui il commandait. Quant aux négociations, lord Exmouth n'a pas suivi la vraie marche, attendu que l'extinction de la piraterie, la reddition de leur flotte, et un engagement de ne plus construire de bâtimens de guerre (à moins que le grand-seigneur ne fît la guerre à quelques puissances européennes) devaient être les conditions *sine qua non*. Vous dites qu'il a été stipulé qu'on ne fera que des prisonniers et non des esclaves. Je crains beaucoup que si ces barbares font quelque différence entre le sort d'un prisonnier et celui d'un esclave, ce ne soit au désavantage du premier, car ces misérables avaient quelqu'intérêt à conserver la vie de leurs esclaves, afin d'en obtenir la rançon; tandis qu'avec des prisonniers, n'ayant plus aucune expectative, et donnant, par conséquent, un libre cours à leur cruauté naturelle, et à leur haine mortelle pour les chrétiens, ils les mutileront et leur feront subir une mort cruelle. Je pense que vos ministres

ont ordonné à lord Exmouth de ne pas s'efforcer d'abolir toute la piraterie, mais simplement de lui donner un échec, afin de punir les Algériens jusqu'à un certain point, faire respecter votre drapeau et gagner la faveur des Italiens et des autres états de la Méditerranée que vous aviez perdue en les abandonnant si misérablement à leurs oppresseurs. Car, si les pirates eussent été totalement anéantis, toutes les nations auraient pu commercer avec sécurité, ce qui ne serait pas d'accord avec vos idées d'accaparer la principale partie du commerce de la Méditerranée. Vos ministres ne désiraient pas la destruction des corsaires. Vous dites que l'expédition a donné un nouvel éclat à votre marine (1); certainement cette affaire a été très-belle, mais votre marine n'a pas besoin d'un nouvel éclat.

» Je suis d'avis que cette expédition était très-mal combinée. Vous couriez le risque d'être battus par les barbares, et de perdre deux ou trois bâtimens; même étant victorieux, vous pouvez dire que vous avez perdu mille hommes, en tués et mis hors de combat, et que cinq ou six de vos bâtimens ont été abîmés. Or la vie et les membres de mille braves matelots anglais ont plus de prix, et sont plus importans que la *totalité des états barbaresques*. Bloquer le port avec un vaisseau de soixante-quatorze,

(1) J'ai fait l'observation qu'en conséquence des échecs que nous avions éprouvés de la part des Américains, il était désirable que notre marine se relevât par quelque coup d'éclat.

et deux ou trois frégates, sous le commandement du capitaine Usher ou Maitland, vous eût obtenu d'aussi bonnes conditions, sans que vous eussiez perdu un seul de vos hommes.

» J'ai toujours conçu une haute idée de vos matelots, a continué Napoléon. Lorsque je revenais de Hollande avec l'impératrice Marie-Louise, nous nous arrêtâmes, pour nous reposer, à Givet. Pendant la nuit, un temps orageux, accompagné de vent et de pluie, survint et enfla tellement la Meuse, qu'elle emporta le pont de bateaux. Je désirais beaucoup me mettre en route, et j'ordonnai à tous les bateliers de se rassembler sur la place, afin de me donner le moyen de traverser l'eau. Ils dirent que les eaux étaient si hautes, qu'on ne pourrait traverser la rivière de deux ou trois jours. J'interrogeai quelques-uns d'entre eux, et je découvris que c'étaient des marins d'eau douce. Je me rappelai alors qu'il y avait dans les casernes des prisonniers anglais, et j'ordonnai que les plus vieux et les meilleurs matelots me fussent amenés sur le bord de la rivière. Les eaux étaient très-hautes, et le courant rapide et dangereux. Je leur demandai s'ils pouvaient réunir une quantité de bateaux de manière à traverser la rivière. Ils répondirent que c'était possible, mais périlleux. Je leur dis de s'en occuper sur-le-champ. Dans le cours de quelques heures, ils réussirent à faire ce que nos imbécilles de mariniers avaient déclaré impossible; et je traversai le fleuve

avant la fin du jour. Je fis donner une somme d'argent à ceux qui avaient travaillé, des habits et la liberté. Marchand était alors avec moi.

» Quand je débarquai à l'île d'Elbe, a dit Napoléon, avec Usher, ma garde n'était pas arrivée, et Usher m'en composa une, composée de marins, sous les ordres d'un officier, qui restèrent constamment à Porto-Ferrajo, et formèrent ma garde pendant quelques jours ; je n'eus qu'à me louer d'eux. Quand ma garde arriva, ils fraternisèrent avec les marins et les matelots. On les voyait souvent se promenant ivres dans les rues, bras dessus, bras dessous, chantant et se donnant la main tous ensemble. Vos matelots s'étonnaient de la familiarité avec laquelle je les traitais, qui était si différente de la morgue aristocratique à laquelle ils avaient été généralement accoutumés. Je crois que pas un homme du bâtiment n'aurait eu l'idée de me déplaire, quand il l'aurait pu. Lorsque je les quittai, j'ordonnai qu'on donnât un napoléon à chacun d'eux, et je fis, à Usher, présent d'une boîte avec mon portrait enrichi de diamans. Si j'avais eu pour officiers des hommes aussi capables qu'Usher, les combats sur mer entre les bâtimens français et les vôtres se fussent terminés très-différemment. »

J'informai Napoléon que le gouverneur désirait avoir un entretien avec le comte Bertrand, relativement à la route du côté de Woody Range, et qu'il avait dit qu'on pourrait arriver à un arrangement.

si le comte donnait l'assurance qu'on n'entrerait pas dans de certaines maisons. « Quelles maisons, répliqua Napoléon, est-ce celle de miss Mason, ou de Legge, le charpentier. Craint-il pour la vertu de miss Robinson ? Bêtises, que tout cela; si je voulais correspondre, vous savez bien que je pourrais envoyer des lettres en Europe tous les jours. »

8. — Hier, il y a eu des courses de chevaux, auxquelles madame Sturmer, les trois commissaires et le capitaine Gors furent présens. Le général Gourgaud s'y rendit aussi, et eut une longue conversation avec le baron et la baronne Sturmer, le comte Balmaine, et enfin avec le marquis de Montchenu. Pendant la plus grande partie du temps, aucun officier anglais ne prêta l'oreille à leurs discours. Sir Hudson Lowe et sir Thomas Reade furent pendant très-long-temps au nombre des spectateurs. Lady Lowe était aussi présente. Vers la fin des courses, les commissaires, madame Sturmer et le baron Gourgaud se rendirent à la maison de madame Younghusband, dans le camp, où ils restèrent ensemble pendant quelque temps, avant qu'aucun des officiers du gouverneur ne les suivît.

J'ai dit à sir Hudson Lowe l'opinion que Napoléon avait manifestée sur le compte du marquis de Cornwallis; son excellence m'a répondu *que Cornwallis était un trop honnête homme pour avoir affaire avec lui.*

Napoléon est descendu chez le comte Bertrand;

des fenêtres les plus élevées de l'habitation, il vit les courses; ce genre de spectacle parut l'intéresser et l'amuser. Il resta jusqu'à la fin. Sir Thomas Reade a fait semblant d'être très-fâché contre madame Younghusband, pour avoir invité les commissaires et le général Gourgaud tous ensemble, sans qu'il eût été accompagné, et il a dit que le gouverneur avait le droit de la faire mettre hors de l'île, et qu'il devrait le faire, ajoutant que les commissaires étaient des misérables de parler à Gourgaud, tandis que son maître les traitait avec tant de mépris.

Napoléon s'est promené dehors pendant quelque temps avec les comtes Montholon et Bertrand. Je l'ai vu à midi : il m'a fait plusieurs questions sur les courses auxquelles il semblait prendre intérêt; il me fit observer que, d'après ce qu'il avait ouï dire, Montchenu devait avoir été fort mal élevé; qu'il avait tenu des propos très-inconvenans et indécens en présence de lady Lowe au sujet du vent qui était très-frais et qui avait joué dans les robes de quelques dames. En général, dit Napoléon, la politesse des Français à son âge est passée en proverbe; mais d'après ce qui m'a été dit, cet homme n'a jamais été élevé dans la bonne société : il a l'air d'un sous-lieutenant de l'ancien régime.

M. Rainsfor, chef de la police, est mort le 7.

14. — Le général Gourgaud, en se rendant au camp, alla voir les appartemens du major Fehrzen du 53e régiment, pendant quelques minutes.

15. — Sir Hudson Lowe a envoyé chercher l'officier d'ordonnance, et lui a demandé quelle affaire engageait le général Gourgaud à entrer dans les appartemens du major Fehrzen ?

J'ai vu Napoléon qui reposait sur son sofa. Il demanda, avec empressement, des nouvelles de madame Bertrand, de Tristan Montholon (un des fils du comte), et de la petite Napoléone, qui tous deux étaient très-incommodés, sur-tout Tristan qui avait une forte attaque de dyssenterie de nature très-inflammatoire, et pour laquelle je l'avais saigné. Quand je fis mention de la saignée à Napoléon, et que je lui eus dit que l'enfant en avait été très-soulagé : « Ah! a-t-il dit, l'expérience fait tout (1). »

Je lui montrai un écrit très-curieux de l'empereur de la Chine, concernant l'ambassadeur anglais, et je lui en expliquai la teneur. Après qu'il m'eût entendu, il répondit, « qu'il était toujours d'opinion que l'ambassadeur aurait dû se soumettre au cérémonial pratiqué par les premiers mandarins ; que les Chinois ne demandaient pas que nous leur envoyassions des ambassadeurs. Que puisque nous leur avions envoyé une ambassade, c'était une preuve que nous avions quelque faveur à leur demander, ou quelque chose à gagner; c'est pourquoi nous devions nous soumettre à leurs coutumes, ou bien ne

(1) Napoléon avait souvent auparavant condamné l'usage de la saignée, qui, disait-il, ôte autant de vie que de sang.

leur envoyer personne. Vous auriez dû traiter ces barbares comme des enfans et leur complaire en tout, comme si vous aviez envoyé une ambassade à la lune. Je me souviens d'avoir eu, à Tilsit, une conversation à ce sujet avec l'empereur Alexandre, nous étions alors très-bons amis. Il demanda mon avis à ce sujet, et je lui dis exactement la même chose que je viens de vous dire. Il en fut entièrement convaincu, et envoya une réprimande à son ambassadeur, pour ne s'être pas soumis au cérémonial qu'on avait exigé de lui.

» Lorsque je fus en guerre avec la Russie, continua Napoléon, je voulus traverser son commerce avec la Chine, en engageant le roi de Perse à lui déclarer la guerre, ce qu'il fit en effet. J'espérais de causer une diversion au moyen des hordes de Tartares soumis aux Perses. »

Je demandai ensuite à l'empereur, s'il était vrai que Talleyrand lui avait proposé de faire assassiner tous les Bourbon, et lui avait même fait l'offre de négocier cette affaire. Napoléon répondit : « C'est vrai, Talleyrand me le proposa, et m'offrit de l'effectuer. » En réponse à ma question, si cent mille francs n'étaient pas la somme que l'on demandait? l'empereur dit : « Bien plus; si je m'en souviens bien, c'était un million de francs pour chacun. Je refusai toujours d'y consentir; il ne manquait que mon aveu. Je défendis même que la tentative fût faite. »

16.—Napoléon me dit qu'il écrivait des observations militaires et autres, sur la guerre de sept ans du grand Frédéric, qui formeraient deux ou trois volumes.

Cipriani est allé en ville comme de coutume.

20.—Le comte Balmaine et le capitaine Gors vinrent près de Longwood; ils furent *rebutés* par un sergent du 66e, en grand uniforme, dans l'emploi de sir Thomas Reade.

Napoléon a parlé du général Lallemand, dont il loua beaucoup le caractère : « Lallemand, a-t-il dit, que vous avez vu sur le Bellérophon, fut employé par moi, à Acre, comme négociateur, avec sir Sydney Smith. Il montra beaucoup d'adresse et d'habileté dans le cours de cette négociation. A mon retour de l'île d'Elbe, lui et Labédoyère se déclarèrent pour moi, dans le moment le plus périlleux. *Lallemand a beaucoup de résolution :* il a le feu sacré; il commandait les chasseurs de la garde à Waterloo et enfonça quelques-uns de vos bataillons. Il a parlé de V*** comme d'une bête sans talens et sans tête, de Soult, comme d'un excellent ministre de la guerre, très-bon faiseur de plans, mais peu capable de les bien exécuter.

» Après la défaite des Turcs à Aboukir, ajouta-t-il, sir Sydney Smith envoya son secrétaire en parlementaire à Alexandrie, pour me remettre des lettres qui m'étaient adressées et qu'un des croiseurs avait prises à bord d'un bâtiment. Sydney Smith y

joignit quelques journaux anglais dont le contenu me décida à retourner en France. »

21. — Napoléon a été depuis quelques jours de très-bonne humeur. Samedi 19, plusieurs capitaines de bâtimens marchands de la compagnie des Indes, sont venus voir le comte et la comtesse Bertrand. Les capitaines Innes, Campbell et Ripsley, avec M. Webb, se sont postés derrière la maison, dans l'espérance de voir Napoléon à son retour de chez Bertrand, où il s'était rendu vers quatre heures. Il leur fit signe, dès qu'il les aperçut, et leur parla pendant près d'une heure. Durant ce temps, il leur fit beaucoup de questions sur l'Inde, la compagnie des Indes, lord Moira, sur les profits qu'ils pouvaient faire, etc. Il dit en riant au commodore, qui paraissait extrêmement jeune, qu'il était un enfant et qu'il devait rougir de commander des officiers bien plus âgés que lui.

J'ai demandé à Napoléon si c'était à Lodi ou à Arcole, qu'il avait pris un étendard et s'était précipité au milieu des troupes ennemies. Il répondit : « A Arcole, et non pas à Lodi. Je fus légèrement blessé à Arcole; mais rien de semblable n'eut lieu à Lodi. Pourquoi me faites-vous cette question? me croyez-vous un lâche? » dit-il en riant. Je le priai d'être assuré de l'intime conviction que j'avais du contraire. J'ajoutai que sa réputation de bravoure était trop universellement répandue, pour qu'on pût la mettre en doute, et que je n'avais pris la liberté de lui faire cette question, que pour résoudre un doute

qui s'était élevé parmi quelques-uns de nous autres Anglais, qui ne pouvions nous procurer de livres à Sainte-Hélène. « Ces choses-là, continua-t-il, en souriant, ne valent pas la peine qu'on en parle. »

J'ai eu avec lui une longue conversation sur la médecine. Il parut avoir l'opinion que dans certains cas, qui sont purement du ressort médical, le malade risque également d'être expédié pour l'autre monde, soit que le docteur se trompe sur ce qui fait le mal, soit que les remèdes administrés fassent un effet différent de celui qu'on en attendait; il était, en conséquence, d'avis de laisser agir la nature. Quant à la chirurgie, il en avait une opinion bien différente, et reconnaissait la grande utilité de cette science. Je m'efforçai de le convaincre que, dans quelques maladies, la nature était un mauvais médecin; et j'alléguai, pour preuve de ce que j'avançais, les exemples dont il avait été témoin oculaire, dans les cas tels que ceux de la comtesse Montholon, du général Gourgaud, de Tristan et d'autres qui, si on les eût abandonnés à la nature, auraient fait le voyage dans l'autre monde. J'observai que, dans la pratique, nous avions toujours un certain objet en vue, et que nous ne prescrivions jamais de remède sans avoir d'abord bien examiné quel devait être son effet. Cependant Napoléon resta dans son doute, et il était porté à croire que s'ils n'eussent point pris de médecine, et s'ils eussent observé une stricte abstinence de tout, en se contentant de faire usage de beaucoup

de dissolvans, ceux dont j'ai parlé tout à l'heure auraient aussi bien fait.

Après avoir cependant entendu mes raisons, il dit: « Eh bien, peut-être que si je fais une maladie sérieuse, je changerai d'avis, que je prendrai tous vos remèdes, et ferai tout ce qui vous plaira. Je voudrais bien savoir quelle espèce de malade je serais, et si je serais traitable; mais je le crois. » Je raisonnai ensuite avec lui sur l'inflammation du poumon, et je lui demandai s'il pensait qu'en abandonnant la nature à elle-même, elle pût guérir cette maladie; il parut un peu embarrassé d'abord; mais, après avoir demandé quels en étaient les remèdes, je répondis que la saignée était le principal : « Eh bien donc, reprit-il, cette maladie est du ressort du chirurgien, parce qu'il la guérit avec sa lancette, et la guérison n'en appartient pas à un médecin. « Je parlai ensuite de la dyssenterie et des fièvres intermittentes. « Les remèdes employés pour les fièvres intermittentes, dit-il, occasionnent souvent des maladies pires que celles qu'ils font disparaître. Supposons que le médecin le plus habile visite chaque jour quarante malades, il en tuera un ou deux par mois, en se trompant sur la maladie; et dans les villes de province, la moitié au moins de ceux qui mourront entre les mains de ces charlatans, auront été tués par eux. Les villes de province en Angleterre, aussi bien qu'en France, abondent en médecins tels que celui de Molière. Êtes-vous fataliste? » Je répondis : En action,

oui. « Pourquoi pas en tout? » dit l'empereur. Je lui dis que je regardais, dans certains cas, la perte d'un homme comme inévitable, s'il ne s'efforçait pas *de fuir le sort dont il était menacé*, en usant de toutes les ressources qui étaient en son pouvoir. Par exemple, je dis que si, dans une bataille, un homme voyait venir à lui un boulet de canon, comme il arrivait quelquefois, il se jetterait naturellement de côté et éviterait par-là une mort qui, autrement, serait inévitable; j'ajoutai que je pensais que cette comparaison pouvait s'appliquer à de certaines maladies, si l'on considérait le mal comme le boulet, et l'action de se mettre de côté, comme le remède. Napoléon répliqua : « En vous rangeant de côté, vous pourriez peut-être vous placer dans la direction d'un autre boulet, qu'autrement vous eussiez évité. Je me rappelle, ajouta-t-il, qu'il arriva, au siége de Toulon, dans le temps que je commandais l'artillerie, un exemple de ce que je viens de vous dire. Quelques artilleurs marseillais furent envoyés au siége : or, de tous les peuples de la France, les Marseillais sont les moins braves, et généralement parlant, ils n'ont que très-peu d'énergie. J'observai un officier qui était, comme les autres, très-soigneux de se ménager, au lieu de montrer l'exemple. Je l'appelai donc et lui dis : M. l'officier, sortez et venez observer l'effet de votre boulet. Vous ignorez si vos pièces sont bien pointées ou non. Nous faisions feu dans ce moment contre les bâtimens anglais. Je l'engageai à voir si nos

boulets frappaient contre le corps des bâtimens. Il n'avait pas du tout envie de quitter son poste; mais à la fin il vint où j'étais, un peu en dehors du parapet, et commença à examiner; mais voulant diminuer son volume et exposer sa personne le moins possible, il se baissa et mit un coté de son corps à l'abri du parapet tout en regardant par-dessous mon bras. Il n'y avait que très-peu de temps qu'il était dans cette position, lorsqu'un boulet, passant près de moi, à hauteur de ceinture, le mit en pièces. Eh bien, si cet homme se fût tenu droit et se fût bravement exposé au danger, il eût été préservé, car le boulet aurait passé entre nous deux, sans nous blesser ni l'un ni l'autre. »

Je racontai ensuite à Napoléon une circonstance qui s'était passée sur *le Victorieux*, vaisseau de soixante-quatorze, capitaine Talbot, lorsque j'étais à bord de ce bâtiment. Pendant l'action avec le bâtiment français *le Rivoli*, un homme qui avait été légèrement blessé, s'était glissé au milieu des cordages dans l'entre-pont, de manière qu'il paraissait impossible qu'un boulet l'atteignît. Malgré l'apparente sûreté de ce lieu, vers la fin de l'action, un boulet vint frapper très-bas sur le vaisseau, perça les ailes, traversa deux ou trois monceaux de câbles, puis se releva, alla frapper un des baux qui soutenaient l'entre-pont, et ayant perdu sa force il retomba sur la poitrine de cet homme qui était couché sur le dos, et le tua. On le trouva ensuite

avec le boulet de trente-six livres, reposant sur sa poitrine.

« Ce trait, dit Napoléon, confirme ce que je vous dis, qu'on ne saurait fuir sa destinée. » Napoléon parut s'intéresser beaucoup à cette anecdote, et demanda si cet homme était soldat ou matelot : je répondis qu'il était matelot.

L'empereur, dans le cours de la conversation, parla d'eunuques, et observa que l'usage de mutiler ainsi des hommes était honteux et horrible. « J'ai aboli cet usage, dit-il, dans tous les pays sous ma domination ; je l'ai même défendu à Rome, sous peine de mort. Il avait entièrement cessé, et je pense que, quoique le pape et les cardinaux soient maintenant les maîtres, il ne reparaîtra pas.

» Je me rappelle, ajouta-t-il, un incident relatif à un homme de ce genre et qui m'a beaucoup fait rire. C'était un nommé Cressentini, excellent chanteur, qui chantait souvent en ma présence et me causait beaucoup de plaisir. Désirant encourager le mérite dans tous les genres, et comme c'était pour son malheur et non par sa faute qu'il avait été mutilé, puisque, probablement, il n'avait que deux ou trois ans quand on lui avait fait cette opération, je lui donnai la croix de la Couronne de Fer. Cependant cet acte déplut à beaucoup de personnes, qui dirent qu'un être qui n'était pas homme, ne devait pas porter un ordre réservé aux hommes. Il y eut, à cet égard, de grandes discussions dans lesquelles

madame Grassini, que vous connaissez, je pense, prit également part.

» Tandis que d'autres me blâmaient, madame Grassini dit : Je pense que l'empereur a bien fait de lui donner cet ordre; je crois qu'il le mérite. — Questionnée sur le motif de son opinion, elle répliqua : — Je pense qu'il le mérite, ne fût-ce qu'à cause de ses blessures. — Cette saillie excita un rire général et mit fin à l'affaire. Je crois que personne n'en a plus ri que moi. »

23. — Hier, Napoléon a été indisposé ; il a eu recours à ses remèdes ordinaires, la diète et les dissolvans. Il est resté tout le jour dans sa chambre et n'a rien mangé. Il m'a dit qu'il s'était levé à trois heures du matin, et qu'il avait écrit ou dicté toute la journée.

Je lui ai donné deux ou trois journaux. Il a répété qu'il n'ajoutait pas foi au bruit d'une prétendue guerre entre la Russie et l'Amérique, attendu que cette guerre était contraire aux intérêts de l'une et l'autre nation.

Le général Gourgaud s'est rendu avant-hier à cheval à la maison d'alarme ; il a rencontré sur sa route le commissaire russe et le capitaine Gors, avec qui il a causé pendant long-temps. Le capitaine Poppleton, qui allait dîner à Plantation-House, les vit. Quand le gouverneur en fut informé, il dit d'abord que le capitaine Poppleton aurait dû rester avec eux pour écouter ; mais quand on lui eut objecté

qu'il ne pouvait en agir ainsi sans leur faire affront, attendu que le général Gourgaud savait que le capitaine devait dîner à Plantation-House, il avoua que cela n'avait pu se faire.

Cependant, le même jour, arriva un billet du major Gorrequer, dans lequel il disait que le gouverneur avait besoin de voir sur-le-champ le capitaine Poppleton, et qu'on le sommait de faire un rapport officiel sur les circonstances dont il avait été témoin la veille, entre le commissaire et Gourgaud. Que le gouverneur regrettait qu'il n'eût pas suivi ces messieurs, et pris part à leur conversation, conformément à ce qu'il lui avait recommandé un certain jour, étant en ville avec lui. Dans son entrevue avec Poppleton, le gouverneur dit à cet officier qu'il comptait que, toutes les fois qu'il apercevrait les Français causant, il s'introduirait, comme par hasard, dans leur société.

Ces précautions parurent singulières, attendu que deux personnes qui en étaient l'objet, avaient eu ensemble une longue entrevue lors des dernières courses de chevaux, en présence du gouverneur lui-même et de son état-major, sans qu'il en fût résulté aucun inconvénient.

J'ai revu Napoléon le soir, et il m'a dit qu'il se portait parfaitement bien. Il a parlé du temps qu'il avait coutume de consacrer aux affaires, quand il était à Paris. Il dit que souvent il dictait à quatre secrétaires à la fois, sur des sujets différens, quel-

quefois même à cinq, et chacun d'eux écrivait aussi vite que possible. Il a fait quelques observations concernant l'empereur d'Autriche, disant que s'il se fût mis entre ses mains, il aurait éprouvé le meilleur traitement possible et joui d'une liberté illimitée. Il ajouta que l'empereur François était un homme bon et religieux, mais une ganache, un homme qui, avec du bon sens, ne faisait jamais rien par lui-même, et que Metternich ou quelqu'autre menaient par le nez, que son gouvernement serait mauvais aussi long-temps qu'il aurait de mauvais ministres, parce qu'il se fiait entièrement à eux et ne s'occupait que de botanique et de jardinage.

24. — Napoléon a été aujourd'hui de très-bonne humeur. Il s'est montré très-curieux d'avoir des détails sur l'expédition de Murat contre la Sicile. Il m'a demandé une note exacte des forces anglaises qui avaient alors occupé la Sicile, et a paru surpris quand je lui dis que ces forces montaient à environ vingt mille hommes, tant Anglais qu'Hanovriens, etc. Il m'a demandé si je croyais que Murat eût réussi à prendre l'île, s'il eût débarqué? Je répondis que je ne le croyais pas, parce qu'indépendamment des forces anglaises formidables qu'il avait contre lui, les Siciliens eux-mêmes en général haïssaient les Français et avaient déclaré que s'ils arrivaient, ils renouvelleraient les Vêpres siciliennes. M'ayant demandé combien de troupes avait Ferdinand, je répondis : Environ quinze mille hommes, de la fidélité

desquels nous doutions beaucoup, et que nous gardâmes en conséquence près de Palerme, à l'exception d'un régiment de cavalerie. Il désirait savoir si nos bâtimens auraient pu garder le canal, la nuit que Murat avait fait débarquer un petit corps, et s'ils eussent pu rester à l'ancre le long de la côte sicilienne du Faro. Je lui dis qu'il n'y avait pas de doute que les bâtimens n'eussent tenu le canal cette nuit-là, qu'ils auraient également pu rester à l'ancre le long du Faro, mais qu'ils auraient couru des risques pendant les vents de sirocco, parce que le fond était peu propre à maintenir l'ancre, et que les bâtimens étaient exposés à donner contre le rivage. Il demanda le nom de l'amiral anglais. « Cet imbécille de Murat, ajouta-t-il, m'a fait perdre de 12 à 1300 hommes en voulant effectuer cet absurde débarquement en Sicile.

» Je ne sais quel objet il pouvait avoir en vue en débarquant ce petit nombre d'hommes (1). » Je répliquai qu'on avait assuré que l'intention de Murat était de débarquer avec toute son armée près du Faro, et que ce petit corps était destiné à faire une espèce de diversion. « Croyez-vous qu'il eût pu débarquer cette nuit-là ? » dit Napoléon. Je répondis que je le pensais, attendu que tous nos bâtimens

(1) Il est peut-être utile d'apprendre au lecteur que j'étais attaché à la flottille contre Murat ; j'étais sur un bâtiment à mortier, sous les ordres du capitaine Coffin, pendant tout le temps dont on parle.

s'étaient retirés et s'étaient renfermés dans le port de Messine. « Si j'avais réellement cru, dit Napoléon, que Murat réussît à prendre la Sicile, j'aurais fait sortir la flotte de Toulon, avec trente mille hommes prêts à effectuer le débarquement près de Palerme, et d'où l'avant-garde se serait rendue directement au Faro, pour couvrir le débarquement de Murat; mais toute cette démonstration n'avait pour but que de tenir l'armée anglaise inactive en Sicile, au moyen de la canaille qui était sous les ordres de Murat (1), et non de prendre la Sicile, parce qu'il avait peu de troupes françaises avec lui, et que je craignais que votre armée ne fût employée ailleurs contre moi. » Je demandai s'il n'y avait pas eu un traité secret entre Murat, l'amiral et le général anglais, pour permettre à Murat de se retirer avec ses troupes et ses bateaux, sans qu'on l'inquiétât. « Non, dit Napoléon, il n'en existait aucun que je sache. Pourquoi me faites-vous cette question? » C'est, repris-je, parce que l'on a si peu fait pour les inquiéter dans leur retraite, que j'ai souvent pensé que l'on avait conclu quelque convention pour laisser Murat se re-

(1) Murat ne connaissait pas cette circonstance. Il avait bien réellement l'intention de débarquer en Sicile; mais la nuit qu'il devait embarquer toute son armée à cet effet, le général Grenier, qui commandait avec lui les troupes françaises, lui montra un ordre qui leur défendait de faire une pareille tentative. C'est ce que j'ai appris depuis par quelqu'un qui était alors ministre du malheureux roi Joachim.

tirer tranquillement avec ses troupes, pourvu qu'il renonçât à son entreprise. Il rit beaucoup et dit : « Il n'y a jamais eu de convention semblable, au moins à ma connaissance. »

Je lui parlai ensuite du complot formé pour massacrer les officiers anglais, et pour chasser les Anglais de la Sicile ; complot qu'on dit avoir été découvert en 1810, par ***. « Caroline, dit-il, était très-capable de former un tel complot. Cependant, je crois que *** en a imaginé une grande partie, et que, par conséquent, il vous trompait dans le moment où il prétendait faire de si importantes découvertes. Murat recevait des nouvelles de quelqu'officier anglais. » Je lui dis que *** avait fréquemment été envoyé en Calabre, déguisé en paysan. « Très-probablement, répliqua Napoléon, il vous trahissait toutes les fois qu'il s'y rendait. »

Il parla ensuite des Corses, dit qu'ils étaient naturellement braves et vindicatifs ; que c'étaient les meilleurs amis et les plus cruels ennemis du monde. « Leur caractère distinctif, ajouta-t-il, est de ne jamais oublier un bienfait ni une injure. En Corse, la plus légère insulte est *una archibugiata*. Les assassinats y sont par conséquent en grand nombre ; mais, d'un autre côté, il n'est personne de plus reconnaissant pour les services qu'on leur rend ; et ils n'hésiteront pas à se sacrifier pour la personne à qui ils ont de l'obligation. »

25. — J'ai eu quelques momens d'entretien avec

Napoléon, relativement à Bertrand, qui a été arrêté, par la sentinelle, il y a quelques jours, en descendant du côté de la maison de M. Wilton.

Napoléon dit qu'il pensait que la sentinelle avait des ordres pour arrêter toutes personnes suspectes, semblables à ceux qui furent donnés à quelqu'un, à Hut's-Gate; et observa, en riant, que les Français étaient les seules personnes suspectes dans l'île. Je lui dis que le bruit avait couru, dans l'île, que la guerre était déclarée entre l'Espagne et l'Amérique, et entre la Russie et l'Amérique. « La Russie et l'Amérique? dit-il, c'est impossible. Si cela arrive, je ne serai jamais étonné de rien. Les Espagnols seront bien étrillés. « Je lui dis qu'une des grandes frégates des Américains pourrait prendre un bâtiment espagnol de soixante-quatorze. Il ne voulut pas le croire. J'ajoutai alors que, pendant la guerre avec l'Espagne, une de nos frégates, qui était plus petite que celles américaines, n'aurait pas craint d'attaquer un bâtiment de soixante-quatorze. Napoléon me regarda d'un air d'incrédulité, secoua la tête, en riant, et dit : « *Sempre per la marine, dottore* (toujours pour la marine, docteur). La frégate eût sans doute été battue et prise. » Je répondis que je ne le croyais pas, si le temps était orageux. Il dit qu'il n'y avait jamais eu d'exemple qu'une frégate prît un vaisseaux de soixante-quatorze.

29.—Nous avons dîné en ville avec sir Pulteney Malcolm. Le comte Balmaine est venu passer la soirée,

et pendant le cours de cette visite, il a eu une longue conversation avec moi. Il m'a dit que, dans la journée, il avait rencontré le général Gourgaud près de la maison d'alarme, et qu'il avait dit au général que sa position était très-embarrassante, attendu qu'il paraissait que lui (Balmaine) était un objet de soupçon pour le gouverneur; que, par conséquent, il était forcé de le prier de ne se permettre aucun entretien particulier avec lui, excepté les politesses ordinaires, quelque désagréable qu'il fût d'en agir ainsi dans un lieu où il y avait si peu de société française; que cette réserve durerait jusqu'à l'arrivée *du Conquérant*, parce qu'il attendait par ce bâtiment, des instructions importantes, et telles qu'elles lui indiquassent clairement la conduite qu'il aurait à tenir à l'avenir. Qu'en agissant comme il faisait, il dépassait ses instructions actuelles, qui ne portaient pas d'éviter ces messieurs, mais de les traiter absolument comme les habitans et les autres personnes de l'île. Il ne pouvait se rendre raison du soupçon que manifestait le gouverneur, puisque l'on ne pouvait supposer qu'on l'eût envoyé de si loin pour trahir.

Cipriani a été en ville. A son retour, il nous a dit quelles obligations il avait à sir Thomas Reade, qui avait fait tous ses efforts pour l'aider à avoir quelques jambons et d'autres provisions des magasins de la compagnie.

30. — Napoléon a été occupé depuis quelques

jours à dicter et à écrire des observations sur les ouvrages du grand Frédéric. Il m'a dit que lorsque son manuscrit serait à sa fin, il formerait probablement cinq à six volumes in-8°, et qu'il ne consisterait qu'en observations et réflexions militaires, avec autant de détails qu'il en fallait pour expliquer les opérations qu'il a commentées. Depuis plusieurs jours, il s'est levé à trois heures du matin. J'ai vu diverses pages de son écriture, qui étaient beaucoup plus lisibles que tout ce que j'ai encore vu de sa main.

Il me dit qu'autrefois il avait l'habitude de n'écrire que la moitié ou les trois quarts de chaque mot, et de les serrer les uns contre les autres, ce qui n'avait pas beaucoup d'inconvénient, attendu que les secrétaires s'y étaient si bien accoutumés, qu'ils pouvaient le lire avec presqu'autant de facilité que s'il eût écrit correctement ; cependant personne ne pouvait lire cette écriture sans avoir pris connaissance de sa manière d'écrire. Enfin il me dit qu'il avait écrit plus lisiblement, parce qu'il était moins pressé.

Napoléon trouve que j'ai fait de grands progrès dans la langue française, depuis qu'il m'a vu pour la première fois, « quoique, ajouta-t-il, vous ayez un très-mauvais accent. Quelques Anglais ont prétendu que je savais mieux l'italien que le français, cela est faux. Quoique je parle l'italien très-couramment, mon langage n'est pas correct. *Non parlo*

toscana (1); je ne pourrais écrire un livre en italien, et je ne parle pas cette langue de préférence au français. »

En parlant des attaques dirigées contre lui par Châteaubriand, il me dit : « C'est un de ces lâches qui crachent sur un cadavre, comme Pichon et d'autres, c'est un de ces insectes qui font leur pâture des corps dont ils n'eussent pas osé approcher pendant qu'ils vivaient. » Après une assez longue conversation, je lui demandai, si, dans le cas où son armée se fût trouvée suffisamment pourvue de vivres pendant la retraite de Moscou, elle n'aurait pas essuyé une perte moins considérable en hommes. Napoléon me répondit que non. « Le froid les aurait fait périr quand même ils auraient eu des vivres en abondance. Ceux qui étaient dans ce dernier cas mouraient par centaines. Les Russes eux-mêmes mouraient comme des mouches. »

2 *mai.* — Le général Montholon est très-malade. Napoléon témoigne beaucoup d'inquiétude sur son compte.

4.—Le baron Sturmer est venu à Longwood, et a eu une conversation avec l'officier d'ordonnance, au sujet de Napoléon.

6. — J'ai vu Napoléon; je lui ai donné un livre intitulé : *Mœurs et coutumes des Corses ;* il l'a parcouru en riant souvent, de très-bon cœur, de di-

(1) Je ne parle pas toscan.

verses anecdotes. « L'auteur, me dit-il enfin, est un *ignorantaccio*, et il ignore beaucoup de circonstances relatives à l'histoire, aux manufactures, etc. de la Corse; c'est ou un aventurier, ou un homme qui a été *ben bastonato* par les Corses. » Il ajouta que beaucoup d'anecdotes qu'il citait relativement à divers assassinats qui avaient eu lieu dans ce pays étaient véritables, mais que les Corses n'avaient pas l'habitude d'assassiner les étrangers, qu'ils étaient les meilleurs amis et les ennemis les plus à craindre du monde; que ceux qui embrassaient un parti, y demeuraient invariablement attachés.

« Moi-même, continua-t-il, lorsque j'étais au comble de ma puissance, je n'ai jamais pu engager ceux qui tenaient aux Anglais, à changer de parti, quoique je leur eusse proposé de les prendre tous à mon service.

» L'amiral, dit-il, a eu, il y a deux jours, une longue conversation avec moi. Il donnait des éloges au gouverneur, et me disait que je me trompais à son égard; que c'était un homme très-instruit et dont au fond le cœur était bon. Il désirait vivement que je me trouvasse avec lui dans une occasion que présenterait bientôt l'arrivée de l'ambassadeur, et qu'il souhaitait que cette rencontre eût lieu comme si rien de désagréable ne se fût passé entre nous. J'ai répondu à l'amiral qu'il ne connaissait pas le gouverneur; qu'à moins qu'il ne changeât de conduite, je ne le verrais que quand j'y serais contraint par

la force. Qu'il pouvait, sans entrer en discussion, mettre des bornes à ses vexations et me traiter comme je traiterais moi-même un homme qui se trouverait dans ma position. Enfin j'ai ajouté qu'il pouvait, en un mot, mettre les choses sur le même pied, ou à peu près, comme il les avait trouvées ; mais qu'il ne servirait à rien que nous eussions une entrevue. Quand je me plains du mauvais traitement que je reçois, il me dit : Je suis mes instructions. C'est toujours là son excuse. Et quoique je sois convaincu que ses instructions ne s'étendent pas plus loin qu'à prendre toutes les précautions nécessaires pour que je ne puisse pas m'échapper, et qu'elles lui commandent de me bien traiter en faisant le moins de dépense possible, cependant je ne pouvais lui dire qu'il en imposait. Tout ce que je pouvais faire, c'était de répondre par une comparaison qui, comme toutes les comparaisons possibles, porte avec elle un peu d'exagération ; c'est qu'il joue le rôle d'un bourreau qui n'exécute que les ordres qu'on lui a donnés, en vous mettant la corde au cou pour vous envoyer dans l'autre monde ; mais ce n'est pas un motif pour qu'on soit forcé à en faire sa société ou à le recevoir, jusqu'au moment de l'exécution.

» Voilà tout ce que je pus dire ; j'ajoutai seulement, que si tels étaient ses ordres, il s'était dégradé lui-même en acceptant un emploi aussi déshonorant ; que s'il en était autrement, il en était encore plus coupable d'inventer de pareilles choses. Aussi long-

temps qu'il me traitera à la *Botany-Bay*, je ne le verrai pas.

» J'ai dit encore à l'amiral, continua Napoléon, que j'espérais que le prince-régent serait instruit du traitement que j'éprouvais ici. L'amiral m'a répondu que si je me croyais lésé, je devais me plaindre au régent ou à ses ministres. Je pense qu'il serait dégradant pour moi de me plaindre aux ministres qui m'ont si mal traités, et qui agissent par des motifs d'animosité personnelle. L'amiral s'efforça d'excuser le gouverneur, et dit qu'il savait que l'intention du gouvernement anglais était que je fusse bien traité, et qu'il fallait nécessairement qu'il y eût quelque méprise ou quelque mal-entendu qui s'éclaircirait. Je lui ai dit que vous autres, Anglais, vous étiez de grands égoïstes, très-jaloux de vous excuser les uns les autres et de louer votre pays et vous-mêmes; mais que tout vous paraissait permis envers des étrangers. Je lui parlai de la détention des prisonniers français, et de la réception des prisonniers qui avaient enfreint leur parole, ce qui faisait un sujet d'accusation porté contre moi; je lui expliquai que les Anglais avaient commencé les premiers. » Ici Napoléon donna une explication semblable à celle qui a paru dans le premier volume de cet ouvrage; il continua :

« Je fis publier alors par le *Moniteur*, continua-t-il, les noms de divers Anglais qui avaient violé leur parole et avaient pris la fuite avant qu'aucun

Français n'eût tenté d'en agir ainsi; car il est beaucoup plus aisé de s'évader en France qu'en Angleterre, parce qu'on accordait aux prisonniers anglais bien plus de liberté, et qu'on leur donnait un espace bien plus grand, qu'aux Français en Angleterre. Mais le fait est que vos ministres me haïssent parce que j'ai agi avec vigueur, que je leur ai toujours rendu ce qu'ils me faisaient. Quand ils bloquaient la France, je bloquais l'Angleterre, et parce que j'ai toujours usé envers eux de représailles auxquelles ils n'étaient pas accoutumés sous le gouvernement faible des Bourbon, qu'ils insultaient à plaisir. Les Anglais se repentiront un jour d'avoir poursuivi la guerre contre moi avec tant d'acharnement. S'ils m'eussent laissé en France après mon retour de l'île d'Elbe, toute l'Europe eût été tranquille. La France eût été contente, il n'y aurait point eu de commotions intérieures, ni de haine contre les Anglais, pour avoir forcé la nation à recevoir un roi qu'elle déteste. L'esprit révolutionnaire qui existe contre le gouvernement actuel de France, pourra dans la suite pénétrer en Angleterre, et, dans ce cas, Dieu sait où il s'arrêtera.

» Je lui dis aussi, continua Napoléon, que je fus très-content de la prise de Copenhague, parce que les Danois étaient par-là devenus ennemis déclarés des Anglais, sans que cela m'eût fait tort; car je ne manquais pas de bâtimens, mais d'officiers de marine et de matelots; et les Anglais m'en laissaient

en arrière dont je pouvais me servir. La prise des frégates espagnoles m'avait fait aussi grand plaisir, parce qu'elle vous faisait haïr en Espagne, où vous aviez acquis une popularité que vous auriez pu conserver; et parce que d'ailleurs ce procédé était indigne d'une grande nation.

» Je lui dis que jamais je ne reçus directement d'argent de l'Espagne; on m'envoyait des lettres de change sur Vera-Cruz; divers agens les envoyaient par de longs circuits, par Amsterdam, Hambourg et autres lieux, à Londres, n'ayant pas de communication directe. Les lettres de change étaient soldées par les marchands de Londres, auxquels on payait dix pour cent, et quelquefois des primes. Alors ils donnaient des lettres de change sur divers banquiers de l'Europe pour la plus grande partie et acquittaient le reste en or, qui était transporté en France par des contrebandiers. Une grande partie de l'argent, qui servit à ma dernière expédition, avait même été levée à Londres.

Je demandai à Napoléon s'il entendait, par-là, celle qui avait eu lieu après son retour de l'île d'Elbe, il me dit qu'oui.

Il ajouta qu'il avait encore dit à l'amiral: « C'est vous autres qui avez été les premiers à violer le traité d'Amiens; vos ministres, qui se vantent tant de ne pas m'avoir reconnu comme empereur, savaient si bien qu'ils avaient violé le traité, qu'ils offrirent, par l'entremise de lord Whitworth, de

donner trente millions de francs et de faire tout ce qui dépendrait d'eux pour me faire roi de France, si je voulais consentir à ce que les Anglais gardassent Malte. » Je pris la liberté de demander à Napoléon à qui cette proposition avait été faite ? Napoléon me répondit : « A Malouet, qui, depuis, est devenu ministre de Louis. Ma réponse à cette offre fut : Dites à lord Whitworth que je ne veux rien devoir aux étrangers ni à leur entremise. Si la nation française ne m'élit pas de son propre mouvement, je n'userai jamais de l'influence étrangère pour le devenir. Le fait est que vos ministres ont toujours trompé le peuple par des apparences fausses et artificieuses, et qu'ils ont conservé l'opinion de l'illustre lord Chatham : que si l'Angleterre agissait envers la France avec justice, pendant seulement vingt-quatre heures, elle serait ruinée.

» L'amiral, continua Napoléon, est bien instruit de l'histoire des dernières années, c'est un véritable Anglais qui soutient son pays dans toutes les occasions possibles ; mais, malgré cela, il n'a pu contredire quelques-unes de mes assertions, parce qu'il s'agissait de faits avérés. » Napoléon revint fréquemment sur l'entrevue proposée avec l'ambassadeur, que ce dernier désirait beaucoup. « Je suis convaincu, dit-il, que cette entrevue ne peut avoir aucun résultat avantageux. Je voudrais qu'il connût ma façon de penser à cet égard. »

Je fis observer à Napoléon, que peut-être en re-

fusant de voir l'ambassadeur, il s'exposait à ce qu'on considérât son refus comme une insulte faite au gouvernement anglais et à la nation qu'il représentait. Napoléon répondit : « On ne peut lui donner cette interprétation. Il n'est pas considéré comme un ambassadeur envoyé à Sainte-Hélène; il était ambassadeur à la Chine, et à Sainte-Hélène il ne put être envisagé que comme particulier. Il n'est donc pas nécessaire qu'il soit introduit par le gouverneur. S'il a besoin de me voir, qu'il aille trouver Bertrand sans être accompagné d'aucun des gens de sir Hudson; alors nous verrons..... Cependant, je pense qu'il vaut mieux, pour tous deux, que cette entrevue n'ait pas lieu; car, si je le reçois, je suis obligé de prendre un air de gaieté et de mettre le sourire sur ma figure; il est contre mon usage de recevoir personne d'une autre manière; ou je suis forcé de me plaindre à un étranger du barbare traitement que j'essuie ici, ce qui est contraire à la dignité et au caractère d'un homme tel que moi; ou bien je donne l'occasion au gouverneur de remplir la tête de l'ambassadeur de mensonges, et de lui faire croire que je suis si bien traité que je n'ai pu faire de plaintes, qu'il ne me manque rien, qu'on a pour moi tous les égards possibles, et ce serait le mettre dans le cas d'adresser à son gouvernement un bulletin mensonger et d'en appeler à l'ambassadeur de la vérité de ce qu'il avance. Je me placerais, par-là, dans une fausse position, ce qu'il vaut beaucoup mieux éviter. »

Napoléon était très-empressé dans les questions qu'il faisait sur le capitaine Meynell, qui est dangereusement malade. Le général Montholon est beaucoup mieux.

J'ai montré à Napoléon *le Naval-Chronicle*, dans lequel se trouvait un long article sur la mort du capitaine Wright. « Personne, dit Napoléon, n'affirme positivement l'avoir vu assassiner : et le principal témoin, sur la déclaration duquel s'est fondée cette supposition, était lui-même en prison. Qu'on lui demande pourquoi il a été en prison. Ce n'est pas là la place d'un honnête homme, ni de ceux sur le témoignage desquels on peut se fier. Si j'eusse agi dans les formes, j'aurais fait juger Wright comme espion, par une commission militaire, et je l'eusse fait fusiller dans les vingt-quatre heures ; j'en avais le droit d'après les lois militaires. Qu'aurait fait votre ministère ou même votre parlement, à un capitaine français qu'on aurait arrêté, débarquant des scélérats pour assassiner le roi Georges, si, par représailles de l'assassinat médité sur ma personne, j'avais envoyé d'autres assassins pour massacrer *** et les princes de la maison de Bourbon ; qu'aurait-on fait au capitaine du vaisseau qui les aurait débarqués en Angleterre, s'il eût été pris? On n'aurait pas usé de tant de douceur que j'en ai employé avec Wright. On l'aurait jugé et exécuté sur-le-champ.

7.—Napoléon a demandé, avec beaucoup d'intérêt, des nouvelles du capitaine Meynell. Il a ajouté

que sa mort lui ferait de la peine, parce qu'il avait l'air d'un brave homme. J'ai eu une conversation avec lui au sujet des prisonniers faits au commencement de la guerre. Je lui ai dit que je croyais qu'il avait demandé que les vaisseaux, ainsi que les prisonniers qui montaient ces vaisseaux, fussent échangés contre ceux qui étaient retenus en France. Il m'a répondu, qu'il ne se rappelait pas avoir demandé les vaisseaux.

« La seule raison, a-t-il ajouté, que donnait votre gouvernement pour se justifier de retenir ces prisonniers, c'est qu'on en avait toujours agi ainsi dans les guerres précédentes, et que ce serait porter atteinte à la dignité du gouvernement que de les rendre, ou de considérer comme prisonniers de guerre ceux que j'avais retenus en France. Je répondis à cela qu'ils en avaient toujours agi ainsi, parce qu'ils avaient toujours eu affaire à des imbécilles, et à des gens qui ne savaient pas agir avec vigueur, et qui craignaient d'user de représailles. Quant à l'échange des prisonniers, j'offris de l'effectuer de la manière suivante : d'envoyer trois mille hommes, savoir : deux mille Espagnols et Portugais, et mille Anglais, à un lieu marqué, pour les y échanger contre trois mille Français, et ainsi de suite jusqu'à l'échange total.

» Votre gouvernement ne voulut pas y consentir, mais demanda que tous les Anglais fussent échangés d'abord, quoique les autres fussent vos alliés et eussent été pris en combattant à vos côtés. Aussitôt que

les prisonniers français en Angleterre eurent entendu parler de cette proposition, ils écrivirent les lettres les plus énergiques dans lesquelles ils protestaient et me priaient de ne pas consentir à de pareilles conditions, alléguant qu'aussitôt que vos ministres auraient en leur pouvoir tous les prisonniers anglais dont le nombre était, je crois, d'environ dix mille, ils prendraient quelque prétexte pour rompre l'échange (1), et qu'eux (prisonniers français) qui étaient déjà assez maltraités, seraient alors exposés à toute espèce d'injures et de mauvais traitemens, attendu que les Anglais ne craindraient plus les représailles. Ce que j'ai lieu de regretter, ajouta-t-il, et on a le droit de me blâmer en cela, c'est que durant mon règne je n'aie pas fait mettre les prisonniers anglais sur des pontons, et que je ne les aie pas traités exactement comme vous avez traité les miens en Angleterre. J'avais à la vérité donné des ordres pour que cela fût exécuté et qu'on les mît sur des bâtimens sur l'Escaut. Decrès, ministre de la marine, quoiqu'il eût autant de haine contre vous qu'aucun homme du monde, s'y opposa par le motif

(1) Je me rappelle, quoique je ne puisse le trouver sur mon journal, que Napoléon m'a dit qu'il avait proposé aux ministres anglais que les deux puissances débarquassent simultanément leurs prisonniers dans des ports d'Angleterre et de France, dont on conviendrait d'avance; mais que cette proposition ne fut pas agréée par le ministère anglais.

de la grande dépense qu'entraînerait cette mesure, sur la difficulté d'effectuer ce projet et d'après diverses autres raisons. Il nous arrivait aussi un grand nombre de rapports envoyés par votre commission de transport, dans lesquels on certifiait que les prisonniers jouissaient d'un bon traitement, ce qui m'en imposa pendant quelque temps; mais j'appris ensuite des prisonniers eux-mêmes que ces rapports, comme tous ceux que l'on envoyait de cette île, étaient pleins de mensonges; j'étais d'ailleurs tellement occupé d'affaires plus importantes que je n'y pensai plus. » Ayant pris la liberté de faire observer à Napoléon que j'espérais qu'il n'ajoutait pas foi à ce qu'il avait lu dans le libelle de Pillet : « Non, non, répondit-il, je ne crois pas à des rapports aussi exagérés. Je raisonne d'après les témoignages des prisonniers eux-mêmes et d'après les circonstances. D'abord c'était le comble de la barbarie, de mettre des prisonniers et sur-tout des soldats sur des pontons. Les matelots eux-mêmes aiment à être à terre. Je vois que l'amiral aime à vivre à terre aussi bien que tout officier ou matelot, lorsqu'il le peut.

» L'homme est né sur la terre et il est naturel qu'il l'aime. Vos ministres disaient qu'ils n'avaient pas de forteresses où ils pussent les mettre. Eh bien, pourquoi ne les ont-ils pas échangés ou envoyés en Écosse, au lieu de les faire mourir de misère sur les pontons. Je suis très-fâché de n'avoir pas fait exécuter mes intentions en cette circonstance, parce

que dans cinquante ou soixante ans, en cas de guerre entre les deux puissances, on dira que même Napoléon a souffert que les Anglais missent les prisonniers français sur des pontons sans user de représailles. J'avais l'intention de mettre tous les *milords* et les principaux prisonniers sur des pontons, et de leur faire subir exactement le même traitement qu'enduraient mes prisonniers en Angleterre. Cela aurait produit un bon effet et eût été fort utile pour les deux partis; car les plaintes des *milords*, auxquelles j'aurais donné toute publicité, auraient produit une telle sensation parmi vous autres Anglais, qui êtes égoïstes, en vous faisant sentir à vous-mêmes la peine que vous infligiez aux autres, que votre oligarchie eût été obligée de retirer les prisonniers français de dessus les pontons, ce que je n'aurais pas manqué de faire aussi. J'aurais laissé la canaille dans les forteresses, parce que les mesures de vos ministres ne regardaient en rien ces pauvres diables, et que l'on s'embarrassait peu de ce qu'ils souffraient. Je ne demande point, continua Napoléon, de meilleur témoignage en ma faveur, que celui des prisonniers des diverses nations qui ont été en France. Beaucoup de vos matelots anglais ne demandaient pas à être échangés. Ils ne désiraient pas être envoyés à bord de leurs prisons flottantes. Les Russes disaient hautement qu'ils étaient mieux en France que dans leur pays, quand ils virent qu'on ne leur tranchait pas la tête, comme on leur avait d'abord

persuadé; et les Autrichiens refusaient de s'évader, même quand l'occasion leur en était offerte.

» Un autre acte révoltant de vos ministres, dit Napoléon, c'est l'abandon de quelques centaines de soldats blessés et invalides, nés dans des pays qui m'étaient soumis, et qui avaient été mutilés en combattant pour vous contre moi. Vous les avez exposés sur les côtes de Hollande, où, d'après les lois du pays, ils étaient justiciables et devaient être fusillés dans les vingt-quatre heures, pour avoir porté les armes contre leur pays. Quand on me rapporta cette atrocité et qu'on voulut les juger, je dis : Laissez-les, qu'ils débarquent tant qu'ils voudront. Ils diront le traitement qu'ils ont essuyé et empêcheront mes soldats de déserter et d'aller se joindre aux Anglais. A part l'inhumanité de cette action, continua Napoléon, en levant les mains au ciel avec émotion, c'était une mauvaise politique de la part de vos ministres, parce que ces malheureux mutilés l'ont racontée par-tout; et moi-même j'ai fait publier les noms de plusieurs d'entre eux avec indication des pays où ils avaient été blessés. »

Je m'efforçai de répliquer à plusieurs de ses assertions; mais je n'étais pas assez instruit des diverses circonstances; et, sans parler de la difficulté de tenir tête à un tel antagoniste, je ne pouvais faire que de faibles objections à un homme qui était maître de son sujet.

11. — J'ai rapporté à sir Hudson Lowe, ce que

Napoléon avait dit de la gêne imposée aux Francais, des commissaires, etc. Son excellence me demanda pourquoi je ne lui avais pas dit cela auparavant ? Je répliquai que la conversation n'avait eu lieu qu'hier; et que, comme je lui avais déjà fait des communications de ce genre, je n'avais pas regardé cela comme très-important. Il m'objecta que ce rapport était d'une grande importance, parce que la conversation avait eu lieu depuis qu'il avait envoyé sa réponse aux observations relatives à cette contrainte. Il observa alors, que la principale cause de toutes les difficultés qu'il éprouvait avec les Français, provenait de ce que sir Georges Cockburn avait, de son autorité privée et contre ses instructions, pris sur lui d'accorder beaucoup plus de liberté et un bien plus grand espace pour se promener, sans l'escorte d'un officier anglais, qu'il n'avait droit de le faire; que non-seulement il n'en avait pas le droit, mais que c'était contraire à ses instructions; et qu'à son arrivée, il avait été étonné de la conduite de sir Georges Cockburn. Il parla alors, pendant quelque temps, de la lettre écrite par madame Bertrand, au marquis de Montchenu, lettre qu'il paraissait regarder comme une offense très-grave. J'observai que le comte Bertrand avait dit que, dans le temps où la lettre avait été écrite, il n'existait point encore de défense relative aux correspondances avec des personnes domiciliées dans l'île, comme l'était le marquis de Montchenu; et que depuis que cette lettre

avait été écrite par madame Bertrand, elle avait reçu six lettres cachetées, parmi lesquelles il y en avait une de M. Georges Bingham. Son excellence ne parut pas très-satisfaite de l'observation du comte Bertrand.

Comme la quantité de bois et de charbon allouée était insuffisante, le comte Montholon m'avait prié de représenter au gouverneur, que du temps de l'amiral, où il n'y avait pas, à beaucoup près, autant de feux qu'à présent, on avait alloué plus du double de la quantité de bois de chauffage; que, depuis quelque temps, ils avaient été obligés de brûler des tonneaux. Il m'invitait donc à engager sir Hudson à permettre, s'il ne voulait pas augmenter la quantité fournie par le gouvernement, qu'on donnât des ordres au pourvoyeur pour y suppléer, et qu'alors ils paieraient de leurs deniers. Je me rendis à *Plantation-House*, et je fis connaître cette réclamation au gouverneur, en lui rendant compte du nombre des feux. Le gouverneur, après une assez longue discussion, répondit qu'il donnerait des ordres pour qu'on fournît une plus grande quantité de combustibles.

12. — Napoléon, étant dans son bain, s'est entretenu avec moi sur le compte du gouverneur. « Si, m'a-t-il dit, le gouverneur, à son arrivée ici, avait dit à Bertrand que, par suite des ordres qu'il avait reçus de son gouvernement, il était forcé d'imposer aux Français de nouvelles restrictions, et qu'il

en eût indiqué la nature, en nous déclarant qu'à l'avenir nous cussions à nous y conformer, au lieu d'agir en-dessous main, comme il l'a fait, alors j'aurais dit : voilà un homme qui fait son devoir franchement et ouvertement, sans ruses ni détours. Il est nécessaire qu'il y ait dans ce monde des geoliers, des balayeurs, des bouchers et des bourreaux; mais on n'aime pas à accepter aucune de ces fonctions. Si j'étais dans la tour de Londres, j'aurais peut-être une bonne opinion du geolier, par la manière dont il ferait son devoir; mais je ne voudrais ni accepter sa place, ni en faire mon camarade. Le capitaine H*** a dit à madame Bertrand, que dans tous les états anglais on ne pouvait choisir pour gouverneur un homme pire que ce geolier, et que nous apprendrions sous peu à connaître la vérité de ce qu'il disait. Enfin il l'a dépeint précisément tel que nous l'avons trouvé. Mais comme nous pensions qu'il voulait engager madame Bertrand à quitter l'île avec sa famille, nous supposâmes qu'il avait exagéré les mauvaises qualités de cet homme, quoique déjà nous reconnaissions quelque vérité dans ce qu'il avait dit. »

Après une assez longue conversation sur le même sujet, Napoléon dit : « Quand j'étais à l'île d'Elbe, la princesse de Galles m'envoya prévenir de l'intention qu'elle avait de me rendre visite. Cependant, par égard pour elle-même, je répondis que je la priais d'ajourner l'exécution de ce projet jusqu'à ce

que je fusse à même de voir comment tourneraient les choses; que, dans quelques mois, j'aurais le plaisir de la recevoir.

» Je savais qu'à cette époque, cette démarche ne pouvait manquer de nuire à la princesse, et c'est pour cela que je l'engageai à remettre cette entrevue. Il est étonnant qu'elle m'ait fait une pareille demande, car elle n'avait aucun motif de m'aimer, puisque son frère et son père avaient été tués en combattant contre moi. Elle fut, de-là, voir Marie-Louise à***, et je crois qu'elles sont grandes amies ensemble.

» Le prince Léopold était un des plus beaux hommes de Paris, au moment où il s'y trouva. Léopold a joué, dans un bal masqué, donné par la reine de Naples, un rôle brillant et plein d'élégance. La princesse Charlotte doit le trouver fort de son goût et l'aimer beaucoup. Il a été sur le point de me servir d'aide-de-camp; il avait cherché à le devenir; il m'a même fait des demandes à cet égard; mais par quelque motif dont je ne me souviens guère, et très-heureusement pour lui, il n'obtint pas cette place; car s'il l'eût obtenue, il est probable qu'on ne l'eût pas désigné comme le futur roi d'Angleterre. Beaucoup de jeunes princes d'Allemagne, continua-t-il, ont sollicité la place d'aide-de-camp auprès de moi, et Léopold avait alors environ dix-huit à dix-neuf ans. »

Napoléon parla ensuite de la machine infernale et des complots formés à différentes époques pour l'assassiner. « Beaucoup de complots, tramés par les

Bourbon et vos ***, dit-il, m'ont été découverts par des Français employés et bien payés par l'étranger, et jouissant de toute sa confiance, mais qui n'étaient en effet que des agens de la police française. Par leur moyen, je connaissais tous les plans et les noms de ceux qui les avaient tracés. Un d'eux était le comte d'***. Louis, le roi actuel, refusa toujours d'y consentir. Ces agens avaient des conférences avec les autres princes et avec quelques-uns de vos ministres, et principalement avec M. H***, sous-secrétaire d'état, et faisaient le rapport de tout ce qui se passait, à la police de France. Quoique le roi d'Angleterre fût tout-à-fait étranger à ces odieuses intrigues, j'aurais dû lui écrire que, puisque ces infames projets se tramaient en Angleterre, je suivrais dorénavant l'exemple de Cromwell, qui, ayant découvert un complot ayant pour but de l'assassiner, complot qui avait été formé en France, fit signifier au roi de France, que si jamais il entendait parler *de rien* de semblable, il userait de représailles et paierait des assassins pour le faire périr lui et les Stuart. Alors j'aurais dû faire signifier qu'à la première tentative d'assassinat, j'aurais usé de représailles sur le roi *** et les princes de la maison de Bourbon, tentative qu'à la vérité il m'était facile de faire réussir; je n'avais qu'à dire que je ne punirais pas ceux qui en avaient fait le projet. »

13.—Je me suis adressé au major Gorrequer, de la part du maître d'hôtel, pour demander que le gou-

verneur donnât ordre à M. Breame, fermier de la compagnie, de fournir à la maison deux veaux par mois, attendu que Napoléon aime beaucoup le veau, et que M. Breame avait refusé d'en faire fournir, sans avoir auparavant obtenu la permission du gouverneur.

Sir Hudson Lowe a accordé, en conséquence, la permission de délivrer aux Français deux veaux par mois, qu'ils paieraient de leur bourse.

14.—Napoléon a été de très-bonne humeur toute la journée : il m'a demandé pourquoi j'avais dîné hier dans le camp ? je lui ai répondu que c'était parce qu'il n'y avait rien à manger à Longwood. Il a ri de bon cœur de cette réponse, en disant que c'était certainement là la meilleure raison du monde.

Il a parlé ensuite pendant quelque temps de Moreau : il dit qu'il n'était nullement l'homme d'un talent supérieur que les Anglais voulaient voir en lui ; que c'était un bon général de division ; mais qu'il n'était pas propre à commander une grande armée ; « Moreau était brave, indolent et bon vivant.

» Il ne faisait autre chose à son quartier-général, que de s'étendre sur un sofa, ou se promener dehors, la pipe à la bouche. Il lisait rarement. Son caractère était naturellement bon ; mais il se laissait influencer par sa femme et par sa belle-mère, qui aimaient trop à intriguer. Ce fut moi qui engageai Moreau à se marier, sur la prière de Joséphine, qui aimait sa femme parce qu'elle était créole. La

conduite de Moreau envers Pichegru lui a beaucoup fait perdre dans l'estime publique (1).

» Après le traité de Léoben, le sénat de Venise fut

(1) Pendant que Napoléon était à Moscou, le comte Daru reçut de madame Moreau une lettre par laquelle elle le priait de demander pour elle à l'empereur la permission de venir passer quelques mois en France, pour des affaires particulières de la plus grande urgence. Daru, qui savait que le meilleur moyen d'obtenir quelque chose de Napoléon était d'être franc et ouvert, lui montra la lettre. Oui, dit l'empereur, elle doit être venue et devrait déjà être repartie. Daru observa qu'une femme ne pouvait être dangereuse. Elle vient intriguer, répondit Napoléon. Vous êtes peut-être un de ceux qui pensent que Moreau est un bon citoyen? « Sire, reprit Daru, je crois que, sous le rapport du civisme » et du patriotisme, le caractère de Moreau est inattaqua- » ble. » Eh bien, vous vous trompez, dit Napoléon; et la conversation en resta là. A Dresde, en 1813, Napoléon était à déjeûner avec le maréchal Victor et Daru, lorsqu'on annonça un officier russe porteur d'un étendard en signe de trêve. Après que cet officier eut rempli sa mission, Napoléon lui fit quelques questions relatives au désordre qu'il avait remarqué la veille dans les avant-postes de l'armée ennemie, et lui demanda si les Russes n'avaient pas perdu quelqu'officier de marque? L'officier répondit que non. « Cependant, dit Na- » poléon, il y a eu du désordre à tel poste; on a emporté » quelqu'un qui était blessé ou tué. Je ne sache pas, répon- » dit l'officier, que nous ayons perdu personne, à moins que » votre majesté ne veuille parler du général Moreau qui a » été blessé mortellement aux avant-postes. Le général Mo- » reau! répéta Napoléon; puis faisant un signe de tête à » Daru: eh bien! lui dit-il. » Daru se rappela tout à coup la conversation qui avait eu lieu à Moscou; il avait cru, à

assez fou pour exciter une révolte contre les armées françaises, sans avoir des forces suffisantes et sans pouvoir compter assez sur le secours des autres puissances pour espérer le moindre succès; en conséquence, je fis occuper Venise par les troupes françaises. Un agent des Bourbon, le comte d'Entraigues, dont je suppose que vous avez entendu parler en Angleterre, se trouvait alors à Venise. Redoutant les suites de cette insurrection, il s'enfuit; mais, dans sa route, pour se rendre, à ce qu'il dit, je crois, à Vienne, il fut arrêté sur la Brenta, par Bernadotte, qui le prit avec tous ses papiers. Aussitôt qu'on sut qui il était, on me l'envoya, parce qu'on jugea que c'était un homme de quelqu'importance. Nous trouvâmes parmi ses papiers ses plans et la correspondance de Pichegru avec les Bourbon. Je les fis parapher par Berthier et par deux autres personnes, cacheter, et envoyer au directoire comme pièces de la plus grande importance. Je questionnai alors moi-même d'Entraigues : dès qu'il vit que le contenu de ses papiers était connu, il sentit qu'il ne servirait à rien de dissimuler plus long-temps, et avoua tout. Il m'en dit même plus que je ne pouvais espérer en apprendre, me fit connaître les plans secrets des Bourbon, avec les noms de leurs partisans en An-

cette époque, que l'opinion de Napoléon avait été influencée par des motifs personnels; mais il avoua alors qu'il était forcé de reconnaître qu'il avait eu raison, et que Moreau n'était rien moins qu'un bon citoyen.

gleterre; enfin, les renseignemens que j'obtins de lui, furent si complets et si importans, qu'ils me servirent de règle de conduite pour le moment, et furent les principales causes des mesures que je pris alors, et de la proclamation que j'adressai à l'armée, et dans laquelle je la prévenais qu'elle pourrait être appelée à repasser les Alpes et à rentrer dans son pays, pour écraser les traîtres qui conspiraient contre la république. Dans ce temps-là, Pichegru était président du corps législatif. Le comte d'Entraigues fut si franc avec moi, que je crus devoir lui en savoir gré, et je puis dire qu'il parvint presque à me gagner. C'était un homme adroit et plein de talens, intelligent et d'une conversation agréable, quoique la suite ait prouvé que c'était un mauvais sujet. Au lieu de le retenir en prison, je lui permis d'aller où il voudrait dans Milan; je lui donnai pleine liberté et je ne le fis pas même mettre en surveillance.

» Quelques jours après, je reçus des ordres du directoire pour le faire fusiller; on m'enjoignait de le faire juger par une commission militaire, et de faire exécuter sur-le-champ la sentence de mort qui serait portée contre lui. J'écrivis au directoire, que cet homme avait donné des renseignemens très-utiles, et ne méritait pas qu'on l'en récompensât ainsi; qu'enfin je ne pouvais exécuter un tel ordre, et que, s'ils insistaient pour qu'il fût fusillé, ils eussent à s'en charger eux-mêmes. Peu de temps après, d'Entraigues se sauva en Suisse, d'où le coquin eut l'im-

pudence d'écrire un libelle, dans lequel il m'accusait de l'avoir traité de la manière la plus barbare, et même de l'avoir fait mettre aux fers; tandis que je lui avais accordé tant de liberté, que ce ne fut que quelques jours après qu'il se fût échappé, qu'on s'aperçut de sa fuite, et seulement même parce qu'on lut dans les journaux de Suisse, que le comte d'Entraigues y était arrivé. On regarda d'abord la chose comme impossible; mais quand on eut fait visiter son logement, on fut convaincu de la vérité. Cette conduite de d'Entraigues déplut beaucoup à tous ceux qui avaient été témoins, à Milan, de l'extrême indulgence avec laquelle je l'avais traité. Entre autres personnes, quelques ambassadeurs et diplomates en furent si outrés, qu'ils signèrent une déclaration contraire à ses accusations. Par suite des renseignemens obtenus par d'Entraigues, Pichegru fut exilé à Cayenne.

» Immédiatement après l'arrestation de d'Entraigues, Desaix vint me voir. En parlant avec lui de Pichegru, je remarquai combien nous avions été trompés, et je témoignai mon étonnement que sa trahison n'eût pas été découverte plus tôt. — Mais, dit Desaix, nous le savions, il y a environ trois mois. — Comment cela se peut-il? répondis-je. Desaix me raconta alors comment Moreau, avec qui il était dans ce temps-là, avait trouvé dans les bagages du général autrichien Klingspor, une correspondance de Pichegru, dans laquelle il détaillait ses plans en faveur

des Bourbon et les fausses manœuvres qu'il avait l'intention de mettre en pratique. Je demandai à Desaix si l'on en avait donné communication au directoire? Il répondit que non; que Moreau ne voulait pas être l'auteur de la perte de Pichegru, et l'avait prié de n'en rien dire. »

Je dis à Desaix qu'il avait eu très-grand tort, qu'il aurait dû envoyer sur-le-champ tous les papiers au directoire, comme je l'avais fait; que c'était se rendre coupable d'une connivence tacite pour la ruine de son pays. Aussitôt que Moreau fut informé que Pichegru avait été découvert, il le dénonça à l'armée comme un traître, et envoya au directoire les papiers qu'il avait depuis plusieurs mois entre ses mains; lui qui avait souffert que Pichegru fût choisi pour président du corps législatif, quoiqu'il sût qu'il conspirait contre la république. On accusa cette fois Moreau, avec justice, d'une double trahison. Tu as, lui disait-on, trahi ton pays, en cachant la trahison de Pichegru; et ensuite tu as inutilement trahi ton ami, en découvrant ce que tu aurais dû faire connaître plus tôt. Puisque tu avais tenu secret ce qui a été découvert par d'autres moyens, tu aurais dû garder un éternel silence. Moreau ne put jamais, depuis, regagner l'estime publique. »

En parlant à Napoléon de la retraite de Moreau, je lui demandai s'il n'avait pas, dans cette circonstance, déployé de grands talens militaires? « Cette retraite, répliqua Napoléon, au lieu d'être une

preuve de talens, était la plus grande faute que Moreau ait jamais pu commettre. Si, au lieu de se retirer, il eût tourné l'ennemi et marché sur les derrières du prince Charles, il aurait écrasé ou pris l'armée autrichienne. » Je pense que ce fut ainsi qu'il s'exprima.

« Le directoire me portait envie; il avait besoin de faire partager par d'autres la gloire militaire que j'avais acquise. Ne pouvant accréditer Moreau par une victoire, il le vanta pour sa retraite, et le fit louer dans les termes les plus pompeux, quoique les généraux autrichiens eux-mêmes blâmassent la retraite de Moreau. Vous aurez sans doute par la suite, ajouta Napoléon, l'occasion d'entendre l'opinion qu'en portent les généraux français qui ont partagé cette action, et vous la trouverez conforme à la mienne. Au lieu d'éloges, Moreau méritait la plus sévère censure et la plus complète disgrace. Comme général, Pichegru avait beaucoup plus de talens que Moreau.

» Moreau se moquait de l'institution de la légion d'honneur. Quelqu'un lui disait qu'on avait dessein de donner la croix non-seulement à ceux qui se seraient distingués par la gloire des armes, mais encore à ceux qui se seraient fait remarquer par leur mérite et par leur savoir. Il s'écria : Eh bien! je vais demander la croix de commandeur de l'ordre pour mon cuisinier; car il a un mérite supérieur dans l'art de la cuisine. »

En réponse à quelques argumens, par lesquels je

voulais convaincre Napoléon que *** et le *** anglais ne connaissaient pas la partie du complot de Pichegru relative à l'assassinat, Napoléon me dit : « Je ne suppose pas que *** ni qui que ce soit des *** anglais, aient positivement dit à Georges, ou à Pichegru, vous tuerez le premier consul; mais ils savaient bien que cet assassinat formait la principale et même l'unique base du succès. Dans ce but seul, ils ont fourni de l'argent et équipé des bâtimens pour les débarquer en France, ce qui, de toutes manières et en tous points, les rendait leurs complices; et si *** eût été jugé par un jury anglais, il eût été condamné comme tel. Lord **** s'est donné beaucoup de peine pour persuader aux cours étrangères, que le gouvernement anglais n'était pas instruit du projet d'assassinat; il a écrit plusieurs lettres, dans lesquelles il reconnaissait que les Anglais avaient débarqué des hommes dans le dessein de renverser le gouvernement français, mais il niait le reste. Cette protestation n'eut pas un grand crédit, et aucun des gouvernemens du continent n'y ajouta foi. Sa conduite fut naturellement condamnée, parce que, d'après la loi du talion, aucun des souverains, ni de leurs ministres n'était plus en sûreté. C'était dans ce temps que je méditais une descente en Angleterre. Votre *** n'avait pas besoin de se débarrasser de Napoléon Bonaparte, mais du premier consul! Fox eut quelques pourparlers avec moi au sujet du 3 nivôse. Il nia, comme vous, que les Anglais

fussent initiés dans le projet d'assassinat; mais il les en défendit faiblement lorsqu'il eut entendu ce que j'avais à dire, et condamna toute cette menée. En effet, ses intentions étaient tout-à-fait opposées à ce plan. La conduite de l'empereur d'Allemagne fut bien différente de celle-ci; lorsque je fus en possession de sa capitale, il défendit, par des motifs religieux, positivement et sincèrement, toute tentative de ce genre, qu'on aurait pu faire journellement, car je me promenais souvent seul et sans le moindre soupçon. »

Pendant cette conférence, j'ai dit à Napoléon qu'on soupçonnait fortement Bernadotte d'être peu attaché à la cause des alliés, si même il ne jouait pas deux rôles à la fois; qu'on lui donnait le nom de Charles-Jean le charlatan, et qu'on pensait qu'il se joindrait probablement à Napoléon, s'il arrivait quelqu'échec aux alliés. Napoléon répliqua, que probablement on l'appelait charlatan parce qu'il était Gascon, et un peu enclin à la forfanterie.

» Quant à ce qui est de se joindre à moi en cas de succès, il n'aurait agi en cela que comme tous les autres. Les Saxons, les Wurtembergeois, les Bavarois, et tous ceux qui m'ont abandonné quand j'ai éprouvé des revers, se seraient joints à moi dans le succès.

» Après l'affaire de Dresde, l'empereur d'Autriche se mit à genoux devant moi, m'appela son cher fils, et me demanda, pour l'amour de sa très-chère

fille à qui j'étais marié, de ne pas profiter de mes succès, et de me réconcilier avec lui (1).

» Si les Saxons n'eussent pas déserté avec leur artillerie, j'aurais remporté la victoire à Leipsick, et la position des alliés eût été bien différente. »

16. — J'ai vu Napoléon dans sa chambre à coucher; il s'est plaint du mal de tête, et il a pris un bain de pieds. D'abord il était un peu mélancolique, mais ensuite il est devenu assez enjoué et communicatif. Il a parlé de l'Égypte, et m'a fait beaucoup de questions; entre autres, il m'a demandé si un vaisseau à trois ponts pourrait entrer dans le port d'Alexandrie, sans être débarrassé de son lest. J'ai répondu que je croyais qu'oui, mais que dans tous les cas il était très-facile d'alléger un vaisseau (2).

Napoléon me fit observer qu'il avait envoyé du Caire un officier nommé Julien, porteur d'ordres positifs pour Brueys, d'après lesquels celui-ci devait entrer dans le port d'Alexandrie, mais que mal-

(1) Je donne ici une traduction littérale des expressions de Napoléon; mais il est évident qu'on ne doit pas les prendre dans leur sens littéral, mais simplement les considérer comme une manière énergique de me faire comprendre avec combien d'instance l'empereur d'Autriche fit cette demande. Napoléon se servait de cette expression dans des cas semblables. (*Note de l'auteur.*)

(2) Étant à Alexandrie, j'ai vu le *Tigre* et le *Canope* entrer dans le port. Ces deux bâtimens étaient de quatre-vingts canons et de la plus grande dimension, ils faisaient autant d'eau qu'un vaisseau à trois ponts.

heureusement il avait été tué en chemin par les Arabes. « J'ai donné son nom à un fort que j'ai bâti à Rosette ; connaissez-vous ce fort ? » Je répondis affirmativement.

« Il est surprenant, continua-t-il, que Brueys ait pu songer à se mettre à l'ancre, sans avoir commencé par fortifier l'île de vingt ou trente pièces de canon, et avant d'avoir réuni autour de lui un vaisseau vénitien de soixante-quatre et quelques frégates qui étaient dans le port d'Alexandrie. Dans une conversation que j'avais eue avec Brueys quelques semaines avant, à bord de l'*Orient*, il m'avait démontré lui-même qu'une flotte ne devait pas engager une action étant à l'ancre; au moins qu'une flotte qui en agirait ainsi, serait toujours battue à cause de la facilité qu'auraient les vaisseaux chargés de l'attaque de prendre position, et qu'il existait un ordre (1) qui défendait d'en agir ainsi; et ce fut cependant ce qu'il fit ensuite. Brueys, continua-t-il, croyait toujours que si Nelson l'attaquait, ce serait par sa droite; il regardait sa gauche comme inattaquable, à cause de l'île, et il avait fait tous ses préparatifs en conséquence. Je m'efforçai de le convaincre qu'un ou deux bâtimens de sa gauche pourraient être pris par une force supérieure, et qu'alors cela fournirait à la flotte ennemie le moyen de pénétrer. »

(1) Je n'ai pu comprendre si c'était de Bruyes ou non.

Je fis observer à Napoléon que si Brueys eût jeté l'ancre poupe et proue, il aurait pu se rapprocher davantage du rivage, ne laissant aucun intervalle pour le balancement des bâtimens, et que de cette manière Nelson n'aurait pas pu passer entre la flotte française et la terre. Napoléon parut être de mon avis sur ce point, et me dit qu'il prendrait à ce sujet des renseignemens auprès de l'amiral. Il ajouta qu'avant le départ de Julien on avait envoyé des ordres à Brueys, afin qu'il ne quittât pas les côtes d'Égypte, avant de s'être assuré qu'il était impossible que la flotte entrât dans le port d'Alexandrie. Dans le cas de possibilité, il avait ordre d'exécuter ce mouvement, et dans le cas contraire de se rendre à Corfou avec sa flotte. « Brueys, continua-t-il, n'approfondit pas assez le fait, malgré que Barré assurât que l'entrée était praticable, ce qui m'a paru tel à moi-même : quoi qu'il en soit, Brueys ne se crut pas d'une part suffisamment autorisé à se retirer, et craignait de l'autre d'entrer dans le port quand cela serait possible, jugeant que cette mesure était hasardeuse, avant de s'être assuré d'abord que nous étions en pleine possession du pays. Il ignorait ma réussite au Caire ; il n'en eut connaissance que vingt-quatre heures avant d'être attaqué par Nelson. De cette manière, il resta incertain, et négligea sa sûreté. D'ailleurs il était loin de s'attendre à ce que Nelson l'attaquât avec des forces inférieures. S'il eût fait sortir ses frégates et bien fortifier l'île, ou Nelson

ne l'eût pas attaqué, ou il aurait été battu. Ce fut avec bien de la peine que je décidai Brueys à sortir de Toulon. Après avoir mis à la voile, il voulait envoyer quatre bâtimens pour attaquer Nelson qui était en rade avec trois bâtimens démâtés à.....; mais je ne voulus pas le permettre, attendu que le succès de mon entreprise était trop important pour pouvoir être mis en balance avec la prise de deux ou trois bâtimens. Il voulut ensuite séparer la flotte, ce que je ne voulus pas permettre. Brueys était, sans doute, un homme d'un grand talent; mais il lui manquait cette résolution qui, dans un moment décisif, fait qu'on profite de l'occasion favorable; et cette qualité est, je crois, essentielle dans un général comme dans un amiral. Il est probable que le défaut d'expérience faisait qu'il n'avait pas dans ses talens et dans la bonté de ses plans, cette confiance que rien ne peut donner quand on ne la puise pas dans son caractère. J'ai commandé une armée à vingt-deux ans, mais la nature m'avait formé différent de bien d'autres. Si Nelson eût rencontré la flotte de Brueys pendant son voyage pour l'Égypte, je ne sais pas trop ce qui serait arrivé, parce que j'avais placé sur chaque bâtiment trois cent cinquante à quatre cents vétérans accoutumés à faire l'exercice à feu deux fois par jour. J'avais donné des ordres pour que chacun de nos bâtimens attaquât un des vôtres; vos vaisseaux sont petits et, je crois, mal équipés, et j'avais donné ces ordres pour empêcher

que vous n'obtinssiez l'avantage par votre supériorité dans la manœuvre. »

Ici s'éleva une discussion sur le mérite comparatif des marins anglais et français. J'avançai que les matelots anglais se battaient avec plus de confiance ; que s'il arrivait des accidens au bâtiment dans l'action, ils y remédiaient bien plus promptement, et combattaient plus long-temps que les matelots français. Napoléon me répondit qu'il convenait de tout, excepté du dernier point. « *Signor dottore*, me dit-il, *il marinaro francese è bravo quanto l'inglese*. Les soldats français avaient au commencement de la guerre un grand mépris pour les troupes anglaises ; ce mépris venait peut-être du peu de réussite des expéditions du duc d'Yorck, du grand défaut de vigilance et d'activité de vos avant-postes, et des désastres qui ont frappé vos armées. Néanmoins nos soldats avaient tort ; car on savait bien que les Anglais étaient braves. Ce fut, sans doute, cette opinion erronée qui fut cause que Regnier fut battu par le général Stuart ; les Français s'imaginaient alors que vous fuiriez et que vous vous jetteriez dans la mer. Regnier était un homme de talent, mais plus propre à diriger une armée de vingt à trente mille hommes qu'à en commander une de cinq à six mille. Vos troupes étaient ce jour-là presque toutes composées d'Anglais, et Regnier n'avait en grande partie que des Polonais.

» Il est difficile de s'imaginer quelle mauvaise idée

les soldats français avaient des vôtres, jusqu'à ce qu'ils eussent été convaincus de leur bravoure. Ils ont toujours parlé de vos matelots avec respect; mais ils avouaient seulement qu'ils étaient plus experts et plus prompts, mais non pas plus braves que les nôtres.

» Quand j'étais à Tilsit, continua Napoléon après un instant de silence, quand j'étais à Tilsit avec l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, j'étais le plus ignorant des trois en affaires militaires. Ces deux souverains, sur-tout le roi de Prusse, étaient parfaitement au fait du nombre de boutons que devait avoir un habit, combien devant et derrière, et comment on devait tailler les revers. Pas un tailleur de l'armée ne savait mieux que le roi de Prusse combien il fallait de drap pour faire un gilet rond. Enfin, continua-t-il en riant, je ne pouvais lutter avec eux. On me tourmentait continuellement de questions auxquelles je n'entendais pas un mot, quoique, pour ne pas offenser, je répondisse aussi gravement que si le sort d'une armée eût dépendu de la coupe d'une veste. Quand j'allai voir le roi de Prusse, je trouvai qu'au lieu de bibliothèque, il avait une grande chambre comme un arsenal, garnie de tablettes et de chevilles auxquelles étaient pendus cinquante à soixante habits de diverses façons; chaque jour il changeait de mode, et mettait un habit différent de celui de la veille. C'est un grand homme sec, dont la tournure et la physionomie peuvent don-

ner une idée de celle de Don Quichotte. Il paraissait attacher autant de prix à la coupe de l'uniforme d'un dragon ou d'un hussard, qu'il n'en eût mis au salut de son royaume.

» A Iéna, l'armée prussienne exécuta les plus belles et les plus brillantes manœuvres du monde ; mais je mis bientôt fin à ces *coglionerie*, et fis connaître la différence qu'il y a entre exécuter de belles manœuvres, porter de riches uniformes et savoir se battre. Si, ajouta-t-il, l'armée française eût été commandée ce jour-là par un tailleur, l'armée prussienne aurait certainement remporté la victoire, à cause de la supériorité des connaissances de ses chefs dans cet art ; mais comme les victoires dépendent plus de l'habileté du général qui commande les troupes, que du talent du tailleur qui fait leurs vestes, elle n'a pas pu réussir. »

L'empereur observa ensuite que nous souffrions, à la suite de notre armée, trop de femmes et de bagages. « Les femmes, quand elles sont méchantes, dit-il, sont plus méchantes que les hommes, et plus disposées à commettre le crime. Quand le sexe, qui a la douceur en partage, se dégrade une fois, il tombe dans de plus grands excès que le nôtre. Les femmes sont toutes ou beaucoup meilleures ou bien pires que les hommes. Nous en avons la preuve dans les tricoteuses de Paris pendant la révolution.

» Quand je commandais au Col de Tende, pays très-montagneux et très-difficile, et dans lequel, pour

entrer, l'armée était obligée de passer sur un pont étroit, j'avais donné des ordres pour qu'il ne fût permis à aucune femme de la suivre, parce que le service était très-difficile et exigeait que les troupes fussent continuellement en alerte. Pour l'exécution de cet ordre, je plaçai deux capitaines sur le pont, avec ordre de ne pas laisser passer une seule femme sous peine de mort. Je me rendis moi-même au pont pour m'assurer qu'on m'avait obéi ; j'y trouvai une foule de femmes réunies. Aussitôt qu'elles m'aperçurent, elles commencèrent à m'invectiver, en criant : C'est donc vous, *petit caporal*, qui avez donné l'ordre de ne pas nous laisser passer? Car on m'appelait alors *petit caporal* dans toute l'armée. A quelques lieues de là, je fus étonné de voir un nombre considérable de femmes avec les troupes. J'ordonnai aussitôt qu'on fît arrêter les deux capitaines et qu'on les amenât devant moi, résolu de les faire juger sur-le-champ. Ils protestèrent de leur innocence, et m'assurèrent qu'aucune femme n'avait traversé le pont. Je fis venir quelques-unes de ces dames, et, à mon grand étonnement, elles avouèrent qu'elles avaient jeté hors de quelques tonneaux, les vivres et les provisions qu'ils renfermaient pour l'armée, qu'elles s'y étaient cachées, et étaient passées de cette manière sans être aperçues. »

Napoléon observa qu'il ne croyait pas que la cavalerie anglaise fût en rien comparable à l'infanterie; que les cavaliers, par un défaut quelconque, ne

pouvaient retenir leurs chevaux, et étaient exposés à être taillés en pièces, si, dans la charge, il devenait nécessaire de faire halte ou de battre en retraite: que les chevaux étaient accoutumés à être trop bien nourris, tenus trop chaudement, quoique d'après ce qu'il avait entendu dire, ils fussent grandement négligés par leurs cavaliers.

Je lui donnai quelques explications sur la quantité de bagage que permettait lord Wellington; c'est-à-dire, un petit porte-manteau par officier, et cinq femmes par cent hommes qui s'embarquaient pour servir à l'étranger. Je lui dis qu'on avait fait de nouveaux réglemens pour empêcher qu'on ne tînt pas les chevaux de cavalerie trop chaudement ou qu'on en eût trop de soin. Napoléon répondit que des officiers français lui avaient assuré que le bagage d'un officier anglais, en France ou en Belgique, était plus considérable que celui de dix Français.

18. — Le major Fehrzen est venu à Longwood; on lui a demandé pourquoi il ne visitait pas de temps en temps la famille Bertrand; il a répondu que le gouverneur avait fait savoir qu'il désirait qu'on s'abstînt de toute communication autre qu'un salut réciproque, de la part des officiers du 53^{e} régiment à l'égard des prisonniers de Sainte-Hélène. Il est convenu que la conduite sombre et mystérieuse, que l'on tenait envers les Français, était de nature à exciter le soupçon, mais il les assura que l'on ne trouverait pas d'assassins dans le 53^{e} régiment.

22. — Napoléon étant dans son bain, et souffrant d'un violent mal de tête, a parlé, pendant quelque temps, de Montchenu, qui, a-t-il dit, répondait facilement à l'idée que les Anglais avaient anciennement des Français, c'est-à-dire, que c'était une nation de maîtres de danse : opinion dans laquelle ils doivent avoir été affermis, durant la révolution, en voyant arriver, parmi eux, une foule d'inutiles *baguenaudiers* qu'on avait chassés de leur pays à cause de leur arrogance et de leur tyrannie. « Cette idée, ajouta Napoléon, était si fortement gravée dans l'esprit des Anglais, que, quand j'envoyai Duroc comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, lord St-Helens, envoyé anglais dans cette ville, étant curieux de voir quelle était sa tournure, chercha l'occasion de l'observer soigneusement à son entrée dans la capitale; et quand on lui demanda son opinion sur son compte, il répondit : — Ma foi, au moins il n'a pas l'air d'un sauteur : voulant dire par là, que Duroc était le seul Français qu'il eût vu qui n'eût pas l'air d'un maître de danse; et je suis assez porté à le croire, car vraisemblablement il n'avait pas vu jusqu'alors d'autres Français que des *imbécilles* comme Montchenu qui inondaient l'Angleterre. *Vraiment, c'est trop fort d'envoyer une telle bête ici* pour représenter la France, dans l'établissement d'une nation rivale; c'est un vrai moyen pour faire de son propre pays un objet de risée, et pour confirmer les Anglais dans leurs anciens préjugés.

» Est-ce que Montchenu, continua-t-il, ne répond pas à l'idée que vous vous formiez anciennement de la nation française? »

En sortant du bain, Napoléon parla de la Russie, et dit que les nations européennes trouveraient un jour qu'il avait adopté la plus saine politique en cherchant à rétablir le royaume de Pologne ; que c'était le seul moyen efficace d'arrêter les progrès de la puissance de la Russie ; que c'était mettre une barrière, une digue à ce formidable empire, qui probablement allait bientot envahir l'Europe. « Je ne pense pas vivre assez pour en être témoin, mais vous le verrez peut-être. Vous êtes à la fleur de votre âge, et vous pouvez vous attendre à vivre encore trente-cinq ans. Je pense que vous verrez les Russes envahir et prendre l'Inde, ou entrer en Europe avec quatre cent mille Cosaques et autres habitans des déserts, et deux cent mille véritables Russes. Lorsque Paul était si fort irrité contre vous, il me demanda un plan pour prendre l'Inde. Je lui en envoyai un avec des instructions détaillées. » (Ici Napoléon me montra une carte et les différens points d'où l'armée aurait dû partir.) « Il aurait fallu partir d'un port de la mer Caspienne pour se rendre dans l'Inde. La Russie, continua-t-il, doit ou tomber ou s'agrandir, et il est naturel de supposer que le dernier cas aura lieu. En envahissant d'autres pays, la Russie en retirera deux avantages : les progrès de sa civilisation, et ce poli que lui donnera le frottement avec d'autres puis-

sances (1), ensuite de l'argent, et les rapprochemens qu'elle établira par-là entre elle et les habitans des déserts avec lesquels elle était en guerre il y a quelques années. Les Cosaques, les Calmoucks et les autres barbares qui ont suivi les Russes en France et dans d'autres parties de l'Europe, ayant une fois pris le goût du luxe du midi, rapporteront dans leurs déserts le souvenir des lieux où ils avaient de si belles femmes, une si bonne nourriture; et non-seulement ils ne seront plus eux-mêmes en état de vivre dans leurs pays barbares et stériles, mais encore ils communiqueront à leurs voisins le désir de conquérir ces délicieuses contrées. Il est de toute probabilité qu'Alexandre sera obligé ou de vous prendre l'Inde, afin d'acquérir des richesses et de leur fournir de l'occupation, et par-là de prévenir une révolution en Russie, ou qu'il fera une irruption en Europe à la tête de quelques cent mille barbares à cheval, et de deux cent mille hommes d'infanterie, et chassera tout devant lui. Ce que je viens de vous dire est confirmé par l'histoire de tous les âges, et l'on a toujours remarqué que toutes les fois que ces barbares avaient pris du goût pour le midi de l'Europe, ils revenaient à la charge pour chercher à faire de nouvelles conquêtes et de nouveaux ravages, et qu'ils avaient fini par réussir à se rendre les maîtres du pays. Il est naturel à l'homme de désirer d'améliorer

(1) Ce sont ici les propres expressions de Napoléon.

sa condition; et ces *canailles*, en comparant leurs déserts avec les belles provinces qu'ils ont laissées, auront toujours le désir d'acquérir ces dernières, sachant bien qu'aucune nation n'usera de représailles et n'essaiera à leur enlever leurs déserts. Ces *canailles*, continua-t-il, ont tout ce qu'il faut pour la conquête. Ils sont braves, actifs, supportent la fatigue avec patience, vivent de peu, sont pauvres et ne demandent pas mieux que de s'enrichir. Je pense cependant que tout dépend de la Pologne. Si Alexandre réussit à incorporer la Pologne à la Russie, je veux dire en réconciliant les Polonais avec le gouvernement, et non pas simplement en subjuguant le pays, il aura fait le plus grand pas vers la conquête des Indes. Mon opinion est qu'il cherchera à exécuter l'un ou l'autre des deux projets dont je viens de parler, et je pense cependant que ce sera probablement plutôt le dernier. »

J'observai que la distance était grande, et que les Russes n'avaient par l'argent nécessaire à une aussi grande entreprise. « La distance n'est rien, répliqua l'empereur, on peut aisément transporter des vivres sur des chameaux, et les Cosaques pourront toujours s'en procurer un assez grand nombre. Ils trouveront de l'argent en arrivant. L'espérance de la conquête réunirait sans frais des armées de Cosaques et de Calmoucks. Promettez-leur le pillage de quelques villes riches, et des milliers se réuniront sous les mêmes bannières. L'Europe, continua-t-il, et l'Angleterre

en particulier, auraient dû s'opposer à la réunion de la Pologne à la Russie.

» Le grand but de l'Angleterre, ajouta Napoléon, c'est de tenir la Belgique toujours séparée de la France, parce que la France, possédant la Belgique, peut se regarder comme maîtresse de Hambourg, en cas de guerre avec l'Angleterre, etc. Il aurait cependant mieux valu, pour l'Angleterre, que l'Autriche la conservât plutôt que de la laisser à la Hollande, parce que l'Autriche est plus forte, et que quand la France sortira de son état de nullité actuel, la Hollande étant trop faible pour résister seule, sera toujours obligée de se soumettre.

» Si j'avais réussi dans mon expédition contre la Russie, dit-il, j'aurais contraint Alexandre d'accéder au système continental contre l'Angleterre, et par-là j'aurais forcé cette dernière à la paix. J'aurais fait de la Pologne un royaume séparé et indépendant. » Je lui demandai quelles conditions il nous aurait accordées? « De très-bonnes, répliqua Napoléon; j'aurais seulement insisté pour que vous missiez un terme à vos vexations maritimes. » Je lui demandai s'il nous eût laissé Malte; il répondit affirmativement à cette question, ajoutant qu'il était las de la guerre, et qu'il était propre à la paix comme à la guerre; qu'il se serait occupé d'améliorer et d'embellir la France, d'élever son fils et d'écrire son histoire. « Au moins, dit-il, les puissances alliées ne pourront pas m'ôter la gloire des grands travaux publics que j'ai fait

exécuter : les routes que j'ai fait faire pour traverser les Alpes, et les mers que j'ai su réunir. Ils ne peuvent mettre le pied nulle part pour faire des améliorations, sans y trouver la trace du mien. Ils ne peuvent m'ôter ce code de lois que j'ai créé, et qui passera à la postérité la plus reculée. Dieu merci, ils ne peuvent me priver de ces avantages. »

Je lui ai dit que j'avais fait une recherche sur le nombre de bâtimens que les Anglais avaient saisis avant sa proclamation relative à la détention des Anglais en France, et que je n'avais rien pu découvrir, excepté deux chasse-marées qui avaient été pris dans la baie de Quiberon. « Deux chasse-marées? dit Napoléon, eh quoi! il y a eu pour soixante-dix millions de marchandises, et environ deux cents bâtimens de retenus, avant que je ne fisse cette proclamation; mais c'est ce que l'Angleterre a toujours fait. Dans la guerre de 1773, vous en avez agi de même en nous donnant pour raison que c'était votre usage. La grande cause de querelle entre vous et nous, c'est que je ne voulais pas vous permettre d'agir à votre guise en mer, ou au moins que je prétendais, dans ce cas, faire ce qu'il me plairait sur terre. Enfin parce que je ne voulais pas recevoir la loi de vous, mais bien vous la donner. Peut-être en cela ai-je poussé les choses trop loin : l'homme est sujet à errer. Quand vous avez bloqué la France, j'ai bloqué l'Angleterre, et ce n'était pas un blocus sur le papier, puisque je vous ai forcés à envoyer vos marchan-

dises autour de la Baltique, et à occuper une petite île dans la mer du Nord, afin de faire la contrebande. Vous avez dit que vous vouliez me fermer les mers, et moi j'ai dit que je vous fermerais la terre. Vous avez réussi; mais vous n'avez dû cette réussite qu'à des accidens. Votre pays ne s'en trouve pas mieux pour cela, par la sottise de vos ministres qui ont agrandi la Russie, au lieu d'agrandir leur propre pays. »

J'ai encore demandé à Napoléon, parce que j'étais désireux d'approfondir cette affaire, si, dans le cas où Talleyrand lui aurait remis à temps la lettre du duc d'Enghien, il eût laissé vivre l'auteur de cette lettre. Il me répondit : « Il est probable qu'oui, car il me faisait, dans cette lettre, l'offre de ses services; il était le meilleur de sa famille. Il s'est conduit avec beaucoup d'intrépidité et la plus mâle dignité devant le conseil de guerre, et il n'a rien nié. Il est vrai que je voulais, comme la nation elle-même, faire un exemple sur quelqu'un de cette famille, cela était contre lui. Cependant je pense que je l'aurais laissé vivre. »

Je lui demandai s'il aurait pardonné à Pichegru? « Pichegru, dit-il, était tombé dans un grand mépris, et il n'était pas probable qu'il pût me nuire. Il eût été possible que je lui pardonnasse à cause de sa conquête de la Hollande; mais sous la condition du bannissement en Amérique.

» Si, dit-il, lord Castlereagh m'eût offert de me

replacer sur le trône de France, aux mêmes conditions que Louis, j'aurais préféré rester où je suis. Il n'y a personne plus à plaindre que Louis. La nation l'a reçu comme son roi par la force; en place de pouvoir se rendre cher au peuple, les alliés lui font adopter des mesures qui renforcent sa haine, au lieu de lui concilier son affection. La royauté est avilie par ce qu'on lui a forcé de faire. *On le rend si sale et si méprisable,* que la honte en rejaillit sur le trône d'Angleterre même. On devait le rendre respectable et on l'a couvert *d'ordure.*

» Les Français, continua-t-il, ne consentiront jamais volontairement à avoir les Bourbon pour rois; parce que les alliés le veulent; ils désireront mon retour parce que les alliés y sont contraires. Mais en me mettant hors de question, les Français souhaitent de voir sur le trône un roi choisi par le peuple, et dans le choix duquel leurs ennemis et les puissances étrangères n'auront pas intervenu; interrogez-vous vous-mêmes, Anglais, quels seraient vos sentimens dans une occasion semblable? Le désir de vos ministres de rétablir le despotisme et la superstition en France, ne saurait être agréable aux Anglais. Un peuple libre, à moins qu'il ne laisse prévaloir le désir d'humilier et de faire injure, ne peut souhaiter de voir une autre nation dans l'esclavage. Maltraité comme je l'ai été, et privé de tout ce qui peut m'être cher, ajouta-t-il, je préfère mon séjour sur cet exécrable rocher, à être assis

sur le trône de France comme Louis, sachant que la postérité me rendra justice. Un an ou deux suffiront, sans doute, pour terminer ma carrière dans ce monde; mais ce que j'ai fait ne périra jamais.

» Dans douze cents ans on citera mon nom avec respect; tandis que celui de mes oppresseurs sera oublié, ou ne sera connu que pour être chargé d'infamie et d'opprobre.

» Je suis porté, continua Napoléon, à douter beaucoup de ce que l'on a dit de Cromwell. On a assuré qu'il portait toujours une cuirasse, et changeait continuellement de demeure, de peur d'être assassiné. On a avancé ces deux assertions contre moi, et elles sont entièrement fausses, comme très-probablement elles l'étaient à l'égard de Cromwell.

» La conduite de votre gouvernement, ses tentatives pour détruire la liberté et mettre les Anglais dans l'esclavage m'étonnent, continua Napoléon. Que les Russes, les Prussiens et les Autrichiens le fassent, je n'en suis pas surpris; parce que ces nations ne méritent pas le nom de nations libérales et libres. Chez eux la volonté du souverain a toujours tenu lieu de loi. Il faut que les esclaves obéissent; mais que l'Angleterre agisse ainsi, cela me surprend; à moins que, comme je vous l'ai déjà dit dans une autre occasion, des motifs de politique et de jalousie, et le désir d'humilier et d'abaisser ceux qui se sont enrichis par le commerce, ne prévalent sur l'esprit de votre prince et de votre oligarchie. »

23 (1). — J'ai reçu une lettre pour me rendre à *Plantation-House* près du gouverneur. Je l'ai trouvé dans la bibliothèque avec sir Thomas Reade. Son excellence m'a dit, qu'avant-hier quelques journaux, de plus fraîche date que les siens, avaient été reçus par M. Cole, le maître de poste, dont quelques-uns m'avaient été prêtés en violation directe de l'acte du parlement, qui défendait positivement d'avoir aucune communication verbale ou écrite avec le général Bonaparte, ou aucun membre de sa famille, ou de ceux qui l'entouraient, sans la permission du gouverneur. Qu'il désirait, en conséquence, apprendre de ma bouche, si j'avais prêté ces journaux ou d'autres au général Bonaparte ? Je répondis que j'avais prêté ces journaux et beaucoup d'autres, à diverses époques, à Napoléon, ayant constamment eu l'habitude de lui prêter les papiers publics, depuis que j'étais dans l'île; que sir Georges Cockburn m'avait plus d'une fois chargé de porter des journaux à Longwood, avant de les avoir regardés lui-même. Sir Hudson Lowe répliqua que c'était une violation de l'acte du parlement. Je répondis que l'acte du parlement ne me regardait pas; car j'avais expressément stipulé que je ne serais ni considéré ni traité comme faisant partie des Fran-

(1) Je ne suis pas sûr que cette conversation n'ait pas eu lieu le 22, attendu qu'elle porte cette date sur quelques feuilles de mon journal.

çais, et que je résignerais sur-le-champ ma place, si je devais la remplir sur ce pied. Son excellence me dit qu'elle désirait que je susse qu'à l'avenir je devais m'abstenir de prêter des journaux au général Bonaparte, ou de lui donner le moindre renseignement, sans son autorisation.

J'observai que je trouvais difficile d'en agir ainsi, car lorsqu'à l'arrivée d'un bâtiment, Napoléon me demandait s'il y avait des nouvelles, il ne m'était pas permis alors de prétendre cause d'ignorance. Son excellence me dit, qu'aussitôt qu'il arrivait un bâtiment, le capitaine Poppleton et moi devions nous renfermer à Longwood, jusqu'à ce que le rapport ou toutes les nouvelles apportés lui fussent connus, et qu'*alors* je pourrais obtenir de lui tout ce qu'il jugerait à propos de faire communiquer au général Bonaparte. Je répliquai que je ne conserverais pas ma place seulement une heure, si je devais être assujetti à de pareilles conditions.

Son excellence observa, qu'il y a quelques mois, j'avais communiqué des détails de la plus grande importance au général Bonaparte, avant même qu'il en eût été instruit en sa qualité de gouverneur; que ces nouvelles étaient relatives à la dissolution de la chambre des députés en France; que je lui avais dit moi-même en avoir instruit Bonaparte, et il finit par me demander si je lui avais donné cette *nouvelle* par le moyen d'un journal ou verbalement, et si, en cas que ce fût par un journal, ce n'était

pas sir Pulteney Malcolm qui me l'avait prêté. Je répondis qu'attendu qu'il s'agissait d'un aussi long espace de temps, je ne pouvais me rappeler si la communication que j'avais faite était verbale, ou si elle avait eu lieu au moyen d'un journal; que vraisemblablement elle avait été faite des deux manières, mais que je ne me rappelais pas de qui j'avais reçu le journal.

Son excellence dit, qu'une personne qui jouissait d'une aussi bonne mémoire que moi, ne pouvait prétexter un oubli, et répéta la question. Je répondis que de pareilles bagatelles ne restaient pas longtemps imprimées dans ma mémoire. Le gouverneur objecta qu'il était singulier que je ne pusse pas me rappeler que cette feuille avait été prêtée par l'amiral, et d'un air railleur il me demanda si elle n'était pas écossaise. Je lui répondis que je n'avais jamais vu de journal écossais à Longwood; que sir Pulteney Malcolm avait souvent choisi pour moi deux ou trois journaux des dates les plus anciennes, et lui avait envoyé les nouveaux. Son excellence me demanda alors si les journaux qu'avait prêtés l'amiral m'étaient destinés, ou si sir Pulteney savait que je les communiquerais au général Bonaparte. Je répondis qu'ils m'étaient destinés, et que j'ignorais s'il savait l'usage que j'en faisais. Sir Hudson me dit alors qu'il était très-étonnant que je ne susse pas si l'amiral en était informé. Que d'après un ordre signé des ministres de sa majesté, personne que

lui n'avait le droit de communiquer en aucune manière avec le général Bonaparte. J'observai que sir Georges Cockburn n'avait jamais cru nécessaire d'empêcher Napoléon de voir les journaux. Que la seule instruction qu'il m'eût donnée à cet égard, était qu'il lui paraissait inutile de lui montrer ce qui pourrait l'offenser personnellement. La conversation dura encore quelque temps, pendant lequel son excellence revint souvent sur le journal écossais.

24.—Napoléon a gardé le lit et s'est plaint d'un mal de tête. Je lui ai recommandé de mettre des compresses à froid sur le front et sur les tempes; ce qu'il a fait aussitôt, et il en a éprouvé un mieux sensible.

Dans le cours de la conversation, il observa qu'il existait des contradictions singulières dans les libelles qu'on avait publiés contre lui. Dans les uns, on assurait qu'il avait poussé la lasciveté au point d'entretenir un commerce incestueux avec ses sœurs, etc., tandis que d'autres soutenaient avec autant d'opiniâtreté qu'il était impuissant. « Ce dernier bruit, continua-t-il, n'a été si répandu, dans un temps, que lorsqu'il fut question d'un mariage entre moi et une sœur de l'empereur Alexandre. L'impératrice mère dit à Alexandre qu'elle ne consentirait pas à sacrifier sa fille et à la jeter dans les bras d'un homme qui *ne peut rien faire ;* que si j'épousais sa fille, ils seraient forcés d'agir comme l'avait fait Gustave avec son épouse, ce qu'elle ne pourrait jamais faire accorder avec les préceptes de sa religion. Savez-

vous, ajouta-t-il, l'histoire de Gustave? » Je répondis que non. « Eh bien, Gustave était impuissant; n'ayant pas par conséquent d'héritier pour le trône, il fit coucher un de ses chambellans avec la reine; et c'est à cet événement que doit le jour ce fou qui a résigné la couronne il y a quelques années. Dans un de ses accès de folie, *cet imbécille* a avoué que les Suédois avaient fait un acte de justice en le déposant, parce qu'il n'avait aucun droit à la couronne.

» Ma chère mère, dit Alexandre, est-il possible que vous puissiez croire à de pareilles histoires. Je vous assure que je ne vous souhaiterais pas autre chose que d'être assez jeune pour l'épouser, et vous auriez bientôt un héritier! Kourakin, ajouta-t-il, m'a raconté plus tard cette anecdote qui a excité beaucoup de gaieté dans Paris. »

Napoléon parla ensuite de madame de Staël : « Madame de Staël, dit-il, était une femme de beaucoup de talent et d'une grande ambition; mais si intrigante et si remuante, qu'elle donna lieu à ce qu'on dit d'elle, qu'elle jetterait ses amis à la mer, afin de pouvoir les sauver au moment où ils seraient près de se noyer. J'ai été obligé de l'éloigner de la cour. A Genève elle forma une liaison très-intime avec mon frère Joseph, qu'elle gagna par sa conversation et par ses écrits. Quand je revins de l'île d'Elbe, elle me fit présenter son fils afin qu'il me demandât le paiement de deux millions que M. Necker, son père, avait prêtés à Louis XVI, sur ses propres fonds, et en

même temps pour m'offrir ses services, si je consentais à lui accorder l'objet de sa première demande. Comme je savais très-bien ce qu'il voulait, et que je pensais ne pouvoir le lui accorder sans être injuste envers d'autres qui étaient dans le même cas, je ne voulus pas le voir, et je donnai des ordres pour qu'il ne me fût pas présenté. Mais Joseph ne voulait pas être refusé, et l'amena en dépit de cet ordre, parce que les huissiers de la chambre n'osèrent pas refuser l'entrée à mon frère, sur-tout lorsqu'il eut dit qu'il répondait des suites. Je le reçus très-poliment; j'écoutai l'exposé de son affaire, et je répondis que j'étais fâché qu'il ne fût pas en mon pouvoir d'acquiescer à sa demande, attendu qu'elle était contraire aux lois, et que ce serait faire une injustice à d'autres. Cependant madame de Staël ne se contenta pas de cette solution. Elle écrivit à Fouché une longue lettre dans laquelle elle parlait de ses droits, et disait qu'elle avait besoin d'argent pour doter sa fille qu'elle donnait en mariage au duc de Broglie, promettant que si je lui accordais l'objet de sa demande, elle *serait noire et blanche pour moi.* Fouché me communiqua cette proposition, et me conseilla fortement de faire droit à sa réclamation, ajoutant qu'elle pourrait rendre de très-grands services dans un moment si critique. Je répondis que je ne voulais point faire de marché.

» Peu après mon retour de la conquête d'Italie, continua Napoléon, je fus accosté par madame de

Staël dans une grande société, quoique dans ce temps-là j'évitasse de me montrer beaucoup en public. Elle me suivit par-tout, et de si près que je ne pus m'en débarrasser. A la fin elle me demanda : Qui est dans ce moment la première femme du monde? supposant que je répondrais par un compliment aux louanges dont elle m'avait accablé. Mais je me contentai de lui répondre très-froidement, et en la fixant : « Madame, c'est celle qui a mis au monde le plus grand nombre d'enfans. Je tournai sur le talon et la laissai très-surprise et sur-tout très-confuse. » Napoléon finit par dire qu'on ne pouvait pas l'appeler une méchante femme, mais qu'elle était turbulente, et qu'elle avait beaucoup de talent et d'influence.

Il discourut ensuite sur le mauvais état de l'Angleterre, et dit qu'il avait fait un calcul, et qu'il avait trouvé qu'il faudrait une paix non interrompue de cinquante ans, pour que ce royaume fût en état de payer ses dettes, ce qui ne s'était jamais vu et ne se verrait jamais.

J'ai vu sir Hudson Lowe à Plantation-House ; j'ai eu avec lui une conversation qui roula principalement sur des sujets qui n'avaient rapport qu'à l'amiral. Je lui ai fait savoir que le macaroni formait un article important de la dépense de Longwood, attendu que deux livres de cette pâte, qui se consommaient journellement, étaient payées vingt-quatre schellings à M. Salomon. Son excellence me fit ob-

server qu'il y en avait une assez grande quantité dans le magasin du gouvernement (1).

Cipriani a été en ville acheter les provisions ordinaires.

26. — Napoléon a été indisposé par suite d'un catharre avec inflammation et d'une fluxion à la joue droite et aux gencives, avec un violent mal de tête, ce qui vient sans doute de ce qu'il s'est promené dans le jardin par un vent froid.

27.—Napoléon se porte mieux. Cependant sa joue droite est encore enflée. J'ai eu une conversation avec lui au sujet de l'ambassade en Chine. « Si, m'a-t-il dit, on eût donné un million de francs au premier mandarin, tout se serait arrangé et l'on n'aurait pas trouvé l'occasion de blâmer la nation, attendu que cette ambassade n'était pas d'un genre à intéresser l'honneur du pays. On devait la considérer, et elle était véritablement plutôt une affaire de commerce, qu'une affaire d'un intérêt politique. En effet, c'était une ambassade des marchands de thé anglais envoyée à la Chine, et on pouvait, en conséquence, en retirer de grands avantages d'une manière très-honorable. Quand on envoie des ambassadeurs à ces barbares, on doit les gagner et se soumettre à leurs usages, car ils ne vous recherchent pas. Ils n'ont jamais envoyé d'ambassadeur chez vous, et ne vous

(1) Quand on y en envoya, quelques jours après, on trouva qu'il était trop vieux et qu'il ne valait plus rien.

ont pas prié de leur en envoyer. Eh bien, ceci peut être cause de la perte de grands avantages pour l'Angleterre, et peut amener par la suite une guerre avec la Chine. Si j'étais Anglais, je regarderais l'homme qui proposerait de faire la guerre à la Chine comme le plus grand ennemi de mon pays; vous finiriez par être battus, et peut-être qu'il s'ensuivrait une révolution dans les Indes.

» D'ici à quelques années, continua-t-il, la Russie s'emparera de Constantinople, de la plus grande partie de la Turquie et de toute la Grèce. Je regarde cela comme aussi certain que si la chose était déjà arrivée. Presque toutes les cajoleries dont Alexandre faisait usage envers moi, avaient pour but d'obtenir mon consentement à cette entreprise. Je ne voulais pas l'accorder, prévoyant que l'équilibre de l'Europe serait par-là détruit. D'après le cours naturel des choses, la Turquie doit tomber en peu d'années au pouvoir de la Russie. La plus grande partie de sa population est composée de Grecs, que l'on peut appeler des Russes. Les puissances à qui cet agrandissement de la Russie peut nuire, et qui sont dans le cas de s'y opposer, sont l'Angleterre, la France, la Prusse et l'Autriche. Quant à l'Autriche, il sera très-facile à la Russie d'obtenir son alliance, en lui donnant la Servie et d'autres provinces limitrophes des états autrichiens, et qui s'étendent jusque près de Constantinople. La seule hypothèse dans laquelle la France et l'Angleterre puissent jamais contracter une

alliance sincère, serait le motif d'empêcher la réussite de ce projet. Mais une telle alliance ne serait suivie d'aucun effet heureux : la France, l'Angleterre et la Prusse réunies, ne pourraient s'y opposer. La Russie et l'Autriche peuvent entreprendre de l'effectuer dans tous les temps. Une fois maîtresse de Constantinople, la Russie aura tout le commerce de la Méditerranée; elle deviendra une grande puissance maritime, et Dieu sait ce qui s'ensuivra. Elle vous cherchera querelle, elle marchera sur les Indes avec une armée de soixante-dix mille bons soldats, ce qui n'est rien pour la Russie, et avec cent mille *canailles*, Cosaques et autres, et l'Angleterre perdra les Indes. La Russie est de toutes les puissances la plus redoutable, sur-tout pour vous. Ses soldats sont plus braves que les Autrichiens, et elle peut en lever tant qu'elle veut. Les soldats français et anglais sont les seuls qu'on puisse leur comparer. J'ai prévu tout cela. Je vois dans l'avenir plus loin que les autres, et j'ai voulu opposer une barrière à ces barbares, en rétablissant le trône de Pologne, et en mettant Poniatowski, comme roi, à la tête de cet état. Mais vos imbécilles ministres n'ont pas voulu y consentir. Dans cent ans on m'encensera, et l'Europe, sur-tout l'Angleterre, regrettera que mon projet n'ait pas réussi. Quand on verra l'Europe envahie devenir la proie des barbares du nord, on dira : Napoléon avait raison! Les Russes commencent déjà par vous; je vois qu'ils ont prohibé l'introduction de vos marchandises : l'Angleterre est

en décadence. Jusqu'à la Prusse, elle repousse tout ce qui sort de chez vous. Quel changement éprouve l'Angleterre! Sous le grand Chatham, vous aviez défendu au plus puissant souverain de l'Europe, l'empereur d'Allemagne, la navigation de l'Escaut, et un commerce étendu vers Ostende; ce procédé était barbare et injuste, mais vous aviez cependant le pouvoir de l'empêcher, parce que cela était contraire aux intérêts de l'Angleterre. Maintenant la Prusse vous ferme ses ports! Quelle chute! A mon avis, le seul moyen de sauver l'Angleterre serait qu'elle s'abstînt de se mêler des affaires continentales, et qu'elle retirât son armée du continent. Alors vous pourriez insister sur tout ce qui est utile à vos intérêts, sans crainte que l'on use de représailles contre votre armée. Vous êtes supérieurs en forces maritimes au monde entier réuni; et si vous vous en tenez à cette arme, vous serez toujours puissans et redoutés. Vous avez le grand avantage de déclarer la guerre quand vous voulez, et de la porter très-loin de chez vous. Au moyen de vos flottes, vous pouvez menacer d'une attaque les côtes des puissances qui ne s'accorderaient pas avec vous; vous pouvez troubler leur commerce sans qu'elles soient en état d'user de représailles d'une manière importante. Par votre manière actuelle d'agir, vous perdez tous ces avantages. Vous avez abandonné votre arme la plus puissante, et vous envoyez une armée sur le continent, où vous êtes inférieurs en forces à la Bavière

même. Vous me rappelez François Ier, qui avait, à la bataille de Pavie, une artillerie belle et formidable. Mais il mit sa cavalerie devant, et masqua ainsi ses batteries qui, si elles eussent fait feu, lui auraient assuré la victoire. Il fut battu, perdit tout, et fut fait prisonnier. Il en est de même de vous : vous désertez vos bâtimens que l'on peut comparer aux batteries de François Ier, et vous jetez sur le continent quarante mille hommes que la Prusse ou telle puissance qui voudra prohiber vos marchandises, attaquera et taillera en pièces, si vous menacez ou si vous usez de représailles.

» On n'a jamais entendu parler d'un traité aussi ridicule que celui que vos ministres ont fait au nom de leur pays, continua Napoléon : vous donnez tout et vous ne gagnez rien. Toutes les autres puissances ont acquis du terrain et des millions d'ames; mais vous, vous avez renoncé aux colonies. Par exemple, vous rendez l'île Bourbon à la France; vous ne pouviez faire un acte de plus haute impolitique; vous deviez tâcher de faire oublier aux Français la route de l'Inde et toutes communications avec les Indiens, au lieu de les placer à mi-chemin. Pourquoi avez-vous rendu Java? Pourquoi en avez-vous fait autant de Surinam, de la Martinique et des autres colonies françaises? Pour vous dispenser de le faire, vous n'aviez qu'à dire que vous les retiendriez pendant les cinq ans que les puissances alliées devaient rester en France. Pourquoi n'avez-vous pas demandé Hambourg

en échange du Hanovre? Vous auriez alors eu un entrepôt pour vos manufactures. Lorsqu'il s'agit de traités, un ambassadeur devrait tirer avantage de tout, pour travailler au bien-être de son pays. »

Napoléon m'a chargé, en cas que l'ambassadeur me fît quelques questions pour savoir s'il pouvait aller à Longwood, de répondre qu'il n'était pas bien avec le gouverneur, et qu'il ne pouvait consentir à recevoir sir Hudson à sa société. Que s'il désirait qu'on l'introduisît, Napoléon le recevrait s'il était présenté par le comte Bertrand ou par l'amiral. « Je ne doute pas, ajouta-t-il, que ce gouverneur ne lui dise que je suis très-mécontent de lui parce qu'il a rempli son devoir, et que je suis d'un caractère acariâtre; qu'habitué pendant si longtemps à commander, je n'ai pas assez de philosophie pour supporter la contrainte ; que l'on m'a bien traité, et que j'ai très-mal répondu à ce traitement. Si l'ambassadeur vous questionne, vous pouvez dire que j'ai ma manière de recevoir les personnes qui désirent de m'être présentées ; que je ne prétends pas l'insulter, que j'en suis très-éloigné, mais que je ne puis me résoudre à voir le gouverneur. »

28. — Un domestique, nommé William Hall, a été renvoyé de Longwood. Après son départ, il a subi un long interrogatoire à Plantation-House de la part du gouverneur, relativement à ce qu'il avait vu et entendu pendant son séjour à Longwood.

L'*Océan*, l'*Expériment* et un autre bâtiment sont arrivés hier d'Angleterre.

J'ai vu sir Hudson Lowe, qui m'a dit, avec quelqu'embarras, que sa conduite avait été soumise à l'examen du parlement, et que je verrais dans les journaux le détail d'une motion relative au général Bonaparte, qui avait été faite par lord Holland, dans la chambre des pairs : mais que pour *lui*, il n'en avait pas encore reçu de relation officielle de lord Bathurst. Que les bruits qui couraient sur la réponse de sa seigneurie, tels qu'on les donnait dans les journaux, pouvaient être inexacts ou infidèles, et que je ferais bien de répondre dans ce sens, si le général Bonaparte me faisait quelques questions.

30.—Napoléon m'a fait appeler dans sa chambre à coucher, pour lui expliquer quelques passages des feuilles du *Times*, particulièrement le discours attribué à lord Bathurst, en réponse à la motion du lord Holland, pour que l'on produisît les papiers qui le concernaient. Ayant lu les parties de ce discours dans lesquelles il était dit que tout le changement qui avait eu lieu dans la situation du plaignant était à son avantage ; que la raison qui le portait à demander que les limites qu'on lui avait tracées fussent reculées, était le projet de gagner les habitans et les soldats ; qu'il n'avait reçu qu'une lettre ; que la communication avec les officiers et les habitans était libre et sans restriction ; que des personnes étaient venues déguisées à Longwood, etc. etc. « Je

suis bien aise, dit Napoléon, de voir que le ministre anglais a justifié sa conduite atroce envers moi, à la face du parlement, de sa nation et de l'Europe entière, par des mensonges, triste ressource qui ne dure pas long-temps ! *Il regno di bugie non durerà per sempre* (1), continua-t-il. » Je me sentis confus et prêt à rentrer en terre, et bégayai l'excuse qui m'avait été suggérée par sir Hudson Lowe. « C'est encore pis, dit Napoléon, dans le *Morning-Chronicle;* dans le *Times*, cela semblait préparé pour la publication dans un bureau ministériel; mais dans le *Chronicle* cela a l'air de sortir de sa bouche. J'ai ordonné à Bertrand, ajouta-t-il, d'en faire une traduction fidèle et de vous consulter sur chaque phrase ou sur les tournures de la langue, dont il ne connaîtrait pas parfaitement le sens. Lord Bathurst, continua-t-il, a prouvé un grand défaut de délicatesse en montrant à Montchenu, à Londres, le contenu d'une lettre écrite par Gourgaud à sa mère, contenu que ce pauvre homme a répété à tout le monde ici. Il affirme que je n'ai reçu qu'une lettre, celle de mon frère Joseph, ce qui est faux. Il devrait agir comme un confesseur, entendre tout et ne rien dire; mais cela est parfaitement d'accord avec le reste de sa conduite offensante. Il cherche à m'abaisser et à m'humilier. Il y a quelques-unes de ses plaisanteries que je ne comprends pas bien. Mais je

(1) Le règne du mensonge ne durera pas toujours.

serai pourtant bientôt en état de lui faire une réponse convenable. Si le gouverneur vous questionne, dites-lui ce que je vous ai dit. »

Napoléon observa ensuite qu'il était étrange qu'un souverain qui, par la grace de Dieu, était né seigneur et maître de tant de millions d'hommes, ne pût recevoir une lettre cachetée. « Comment, dit-il, peut-on se plaindre à votre souverain d'un ministre corrompu et vil, si telle est la règle? En temps de guerre, si un ministre trahit et vend son pays, comment le roi peut-il en être instruit, si la plainte doit passer par les mains de celui dont on se plaint, et que ce dernier puisse, à son choix, donner à cette plainte telle couleur qu'il lui plaît, et qui convient le mieux à ses vues, ou même la mettre tout-à-fait de côté?

» Santini, continua-t-il, a publié une brochure pleine de fadaises. On y trouve quelques vérités, mais tout y est exagéré. Il y a tout juste assez de quoi manger, mais pas assez pour faire bonne chère. »

J'ai donné à Napoléon la traduction qu'il m'avait demandée, d'une lettre qui a paru dans le *Courrier*. Après l'avoir lue, il dit qu'elle avait été écrite par le gouverneur lui-même, et que l'apparente incorrection d'une partie de cette lettre n'était qu'un moyen d'en cacher le véritable auteur. Il parla alors long-temps de la situation de l'Angleterre, observant qu'il ne fallait pas trop céder à la volonté du peuple,

ni lui laisser croire que les concessions qu'on lui fait sont amenées par la crainte. Que, peut-être, la suspension de l'*habeas corpus* serait pour quelque temps une mesure convenable, à l'aide d'une armée sur pied pour intimider la canaille. « Mais, a-t-il dit, je ne considère cela que comme des topiques qui, si on ne les emploie avec des remèdes généraux, agissent sur la maladie constitutionnelle d'une manière contraire, et deviennent répercutifs et dangereux en portant la maladie vers les parties nobles. L'Angleterre peut être comparée à un malade dont l'état exige que le cours de la maladie soit détourné par l'usage du mercure. Le seul remède efficace est celui qui attaquera le mal en sa racine, c'est-à-dire, qui fera cesser la misère qui existe. On ne parviendra à cela qu'en procurant un débouché à vos manufactures et en réduisant les dépenses. Dans ce cas, les ministres devront donner eux-mêmes l'exemple, en renonçant aux sinécures, etc. Cela contribuerait essentiellement à calmer l'agitation publique. Si les ministres, à l'occasion de l'ouverture de la session du parlement, se fussent présentés comme des hommes et eussent renoncé à leurs sinécures, cela, joint à l'exemple qu'aurait donné le prince-régent lui-même, aurait suffi pour apaiser tous les troubles et faire cesser toutes les plaintes. Le peuple, dans l'attente et l'espérance de retirer, d'un si heureux commencement, quelques avantages radicaux, se serait calmé et aurait fait cause

commune avec le gouvernement. Par-là on aurait gagné le temps d'adopter des mesures propres à remédier à la calamité générale. On pourrait encore demander avec succès un traité de commerce exclusif, pour l'espace de vingt ans, avec le Brésil et l'Amérique méridionale espagnole. Ou bien on pourrait aider les colonies à se rendre indépendantes, et vous auriez, dans ce cas, leur commerce tout entier. Une guerre avec l'Espagne, si elle refusait d'accéder à vos demandes, détournerait l'attention publique, emploierait les soldats et les matelots, et une grande partie des manufacturiers. Je soutiens que tous vos malheurs sont dus à la sottise et à l'ignorance de lord Castlereagh ainsi qu'à son défaut d'attention pour la prospérité réelle de son pays. Si les lords Grenville et Welesley avaient été ambassadeurs, je suis convaincu qu'on aurait mieux consulté les intérêts de l'Angleterre.

» Que diraient les Anglais, qui vivaient il y a cent ans, s'ils sortaient de leurs tombeaux, et si, informés de vos glorieux succès, ils jetaient leurs yeux sur l'Angleterre, voyaient sa détresse, et apprenaient que, dans le traité de paix, pas un seul article n'a été stipulé au bénéfice de votre pays; qu'au contraire, vous avez renoncé à des conquêtes et à des droits commerciaux nécessaires à votre existence. Quand l'Autriche a augmenté sa population de dix millions d'habitans, la Russie de huit, la Prusse de dix; quand la Hollande, la Bavière, la Sardaigne et

toutes les autres puissances ont obtenu un agrandissement de territoire, pourquoi l'Angleterre n'a-t-elle joui d'aucun de ces avantages, elle qui a été la principale cause du succès? Au lieu d'établir un nombre d'états maritimes indépendans, tels qu'Hambourg, Stralsund, Dantzick, Gênes, pour servir d'entrepôts à vos manufactures, avec des conditions secrètes ou autrement favorables à votre commerce, vous avez bassement donné Gênes au roi de Sardaigne, et réuni la Belgique à la Hollande. Vous vous êtes vous-mêmes fait haïr des Italiens et des Belges, et vous avez fait un tort irréparable à votre commerce; car, encore que ce soit un point important pour vous que la Belgique soit séparée de la France, c'est un grand désavantage pour vos intérêts, qu'elle soit réunie à la Hollande. La Hollande n'avait pas de manufactures, et par conséquent elle serait devenue un dépôt pour les vôtres; il en eût résulté pour vous un prodigieux débouché sur le continent; mais maintenant que la Belgique est devenue une partie de la Hollande, cette dernière préférera naturellement employer les manufactures de ses propres sujets qu'à se servir de celles d'un étranger, et l'on peut comparer toute la Belgique à une ville manufacturière. Indépendamment de cela, en cas d'une guerre à venir avec la France, la Hollande se joindra à cette dernière dans la crainte de perdre les provinces de la Belgique. On s'arrête toujours au danger le plus imminent. Et la Hollande fera le raisonnement suivant:

Si nous nous déclarons contre la France, nous perdrons la Belgique et nos manufactures; si nous faisons la guerre à l'Angleterre, que fera-t-elle? Elle bloquera nos ports et effectuera des débarquemens. Nous aurons encore le commerce du continent, et le temps de nous mettre en mesure de résister; nous devons donc nous déclarer pour la France. Il aurait beaucoup mieux valu que vous l'eussiez donnée à l'Autriche; ou bien pourquoi n'en avoir pas fait un pays indépendant, et ne lui avoir pas donné un prince anglais pour souverain? Maintenant considérons la position dans laquelle vous vous trouvez. Vous êtes presque aussi réellement exclus du continent que lorsque je régnais, et que j'ai proclamé le système continental. Je vous le demande, en supposant que j'eusse été vainqueur, aurais-je pu dicter les conditions d'une paix plus désavantageuse pour l'Angleterre, dans ses conséquences, que ne l'a été celle qu'a acceptée lord Castlereagh après les victoires que vous avez remportées. La haine que vos ministres me portaient, les a précipités dans un abîme. Vous vous rappelez que je vous ai dit, il y a quelque temps, que je regardais comme une mauvaise politique de laisser les troupes anglaises en France, et de nommer lord Wellington au commandement en chef. Vous en reconnaissez actuellement l'effet. La Prusse vous refuse l'introduction de vos marchandises. Que pouvez-vous faire? Vous ne pouvez ni essayer d'intimider cette puissance, ni en

venir à une guerre ouverte, attendu qu'elle pourrait tomber sur lord Wellington et ses quarante mille hommes. Tant que vous retiendrez vos troupes sur le continent, vous ne serez jamais indépendans. Si vous eussiez, après avoir donné le grand coup, après qu'on avait disposé de moi, retiré vos troupes du continent, vous eussiez été indépendans; vous ne vous fussiez pas attiré la haine et la jalousie de toutes les puissances, principalement en nommant lord Wellington commandant en chef, et elles n'auraient jamais osé vous fermer leurs ports. Vous eussiez pu envoyer vos bâtimens pour bloquer les ports prussiens, et faire cette déclaration : Si vous ne permettez pas l'entrée de mes marchandises, aucune autre n'y entrera ni n'en sortira. Ils auraient bientôt entendu raison. Vous avez maintenant les mains liées. En vous mêlant des affaires du continent et en essayant de faire de vous une grande puissance militaire, au lieu de vous borner à la navigation et au commerce, vous causerez votre ruine nationale. Vous vous êtes offensés de ce que je vous ai appelé *une nation de boutiquiers*. Si par-là j'eusse entendu que vous étiez une nation de lâches, vous auriez eu raison d'être mécontens; et d'ailleurs j'eusse été en contradiction avec les faits historiques, et c'eût été une assertion ridicule de ma part; mais je n'ai jamais entendu par-là rien de semblable.

» J'ai voulu dire que vous étiez une nation de marchands, et que toutes vos grandes richesses et

vos grandes ressources provenaient de votre commerce; ce qui est vrai. En quoi consistent autrement les richesses de l'Angleterre? Ce n'est pas dans l'étendue de son territoire, ni dans sa nombreuse population. Ce n'est pas non plus dans des mines d'or, d'argent ou de diamans. D'ailleurs aucun homme de bon sens ne devrait rougir qu'on l'appelât boutiquier. Mais votre prince et vos ministres paraissent vouloir changer tout à coup l'esprit des Anglais, et faire de vous une autre nation; ils prétendent vous faire rougir de vos boutiques et de votre commerce, qui vous ont fait ce que vous êtes, et vous faire soupirer après la noblesse, les titres et les croix; au fait vous assimiler aux Français. Quel autre but peut-on avoir avec ces cordons, ces croix et ces honneurs, que l'on répand avec une telle profusion ? Vous êtes une nation de nobles au lieu d'être les bons vieux Anglais d'autrefois. Vous rougissez d'être vous-mêmes, et vous voulez être une nation de nobles et de *gentlemen* (1). On n'entend plus en Angleterre que *sir John* et *milady!* Tout cela pouvait aller avec moi en France, parce que cela s'accordait avec l'esprit de la nation; mais cela est, croyez-moi, également contraire à l'esprit et à l'intérêt de l'Angleterre. Attachez-vous à vos bâtimens, à votre commerce et à vos comptoirs,

(1) Il dit cela en anglais, aussi bien que les mots suivans qui sont soulignés.

et laissez les cordons, les croix et les uniformes de cavalerie au continent ; c'est là pour vous le moyen de prospérer. Lord Castlereagh lui-même a rougi de ce que l'on vous appelait une nation de marchands, et il disait souvent, lorsqu'il était en France, que c'était une fausse idée que de supposer que l'Angleterre tenait tout de son commerce, ou lui devait ses richesses ; et ajoutait même qu'il ne lui était nullement nécessaire. Combien je ris quand j'entendis rapporter ce propos, dicté par une fausse jactance. Il a trahi son pays par la paix. Je ne veux pas dire, continua-t-il en plaçant la main sur son cœur, que la trahison soit venue d'ici, mais il l'a trahi en méconnaissant ses intérêts et en les négligeant. Il a été dans le fait le commis des souverains alliés. Peut-être a-t-il voulu les convaincre que vous n'étiez pas une nation de marchands en faisant clairement voir que vous ne faisiez pour vous-mêmes aucun marché avantageux ? et en donnant magnanimement tout, afin que les nations pussent s'écrier : Oh, que l'Angleterre s'est noblement comportée ! S'il eût entendu les intérêts de son pays, s'il eût stipulé des traités de commerce, demandé l'indépendance de quelques villes et états maritimes, afin d'assurer quelques avantages à l'Angleterre, pour l'indemniser du sang qu'elle avait dû verser et des énormes sacrifices qu'elle avait faits, alors, dans ce cas, on aurait pu dire : Quel peuple mercenaire ! c'est une vraie nation de marchands ; voyez quels marchés

ils veulent faire : et lord Castlereagh n'eût pas été si bien reçu dans les *salons*.

» Il peut avoir montré du talent dans quelques circonstances, continua Napoléon, et une grande opiniâtreté à consommer ma ruine; mais pour ce qui est de connaître et savoir faire valoir les intérêts de son pays, c'est ce qu'il n'a nullement fait. Il est probable que de mille ans l'Angleterre ne retrouvera une semblable occasion de s'agrandir. Dans la situation où sont les choses, on n'aurait rien pu vous refuser; mais après des succès si romanesques et si surprenans; après avoir été favorisés de Dieu et du hasard, comme vous l'avez été; après avoir fait l'impossible; après avoir effectué, je puis le dire, ce que jamais l'imagination la plus ardente n'aurait pu seulement présumer, quel gain en est-il résulté pour l'Angleterre, si ce n'est les cordons des souverains alliés qui décorent lord Castlereagh? Quand une nation a été aussi favorisée que la vôtre (1), et qu'il existe de la misère chez cette même nation, l'incapacité des ministres doit nécessairement en être la cause. La transition de l'état de guerre à l'état de paix ne peut les justifier; puisque cette détresse dure depuis trop de temps. Si j'avais été à la place du ministre anglais, ou si le ministre eût eu le sens commun, et n'eût pas été aveuglé par la vanité,

(1) J'ai communiqué cette conversation, en 1817, à quelques personnages officiels.

ou s'il n'eût pas été de trempe à se laisser duper par les attentions des rois et des empereurs, vous seriez riches à présent. Les mers seraient couvertes de vos vaisseaux, et vos manufacturiers jouiraient de l'abondance. Lord Castlereagh sera un objet de blâme pour la nation et pour la postérité. »

Je disais à Napoléon que dans un des numéros *du Courrier*, que lui avait envoyé le gouverneur, j'avais remarqué un discours attribué à sir Francis Burdett, dans lequel on l'accusait d'avoir établi huit bastilles en France ; Napoléon répondit : « C'est vrai sous quelques rapports. J'ai établi quelques prisons, mais elles étaient réservées pour de certains individus qui, dans le système alors établi, méritaient la peine de mort. Comme je ne voulais pas leur faire subir cette peine, et que je ne pouvais pas les envoyer à Botany-Bay, parce que vous étiez les maîtres de la mer et que vous les eussiez relâchés, j'étais forcé de les garder en prison.

» C'étaient, continua-t-il, des chefs vendéens, des chouans, et autres qui avaient été arrêtés pour cause de rebellion et autres crimes, auxquels on donnait le choix ou d'être jugés ou de rester en prison aussi long-temps que le gouvernement croirait cette mesure nécessaire à la sûreté de l'état. Ces prisons étaient inspectées deux fois par an par un comité composé d'un conseiller-d'état et de deux juges, qui, chaque fois, offraient aux prisonniers de choisir entre la prison où ils étaient, ou la mise en

jugement. Mais ils préféraient toujours de rester en prison. On leur accordait trois francs par jour pour leur subsistance. On n'a jamais entendu dire que l'on se fût porté à des excès envers les prisonniers; et, en effet, au lieu d'un crime tel qu'on me l'imputa dans ce journal, c'était un acte de bienfaisance. Mais, ajouta-t-il, où est le pays qui n'ait pas ses prisons? N'y en a-t-il pas aussi en Angleterre? »

2 *juin*. — Un dragon d'ordonnance m'a apporté un ordre de me rendre à l'instant à *Plantation-House*. J'ai trouvé son excellence dans sa bibliothèque; elle m'a demandé quelles étaient les observations de Bonaparte sur les discussions parlementaires. J'ai répété les expressions de Napoléon, comme il m'avait prié de le faire. Quand je parlai de ce qu'il avait dit relativement à l'assertion imputée à lord Bathurst, que tous les changemens qui avaient eu lieu, avaient été avantageux au plaignant, ainsi que du défaut de délicatesse qu'il y avait à ouvrir ses lettres pour en lire le contenu, sir Hudson Lowe prit quelques-unes des feuilles du *Times*, et avec un air qui trahissait son embarras, il observa que lord Bathurst avait eu raison d'affirmer que tous les changemens qui avaient eu lieu n'avaient été faits que pour le mieux, attendu que, sans doute, sa seigneurie avait voulu parler de la manière dont on envoyait les lettres à Longwood; car, ajouta-t-il, *au lieu de passer par les mains d'officiers subalternes*, comme auparavant, il n'y a que moi

qui, en ma qualité de gouverneur, les voie et les lise.

Nous eûmes ensuite quelque conversation relativement à la quantité des provisions allouées pour l'usage de Longwood. Sir Hudson Lowe soutenait que cette quantité avait été fixée par le comte Montholon, et que, quant à lui, il n'avait jamais entendu dire qu'elle fût insuffisante. J'expliquai à son excellence, que le comte Montholon n'avait pas fixé la quantité de vivres à fournir; et je lui rappelai aussi que la parcimonie qu'on y mettait, avait souvent fait le sujet des rapports de l'officier d'ordonnance, du pourvoyeur, de moi-même, et du maître d'hôtel. Sir Hudson Lowe persista à dire que cette affaire avait été discutée et déterminée par le comte Montholon; et il envoya chercher le major Gorrequer, pour qu'il attestât la vérité de son assertion.

Cependant le major Gorrequer ne prit pas le parti de son excellence, attendu qu'il déclara que le comte avait fixé seulement la quantité de vin à fournir, et que la dépense des autres articles se faisait dans les proportions fixées par ordre de son excellence elle-même. Quoique cette déclaration l'eût rendu un peu confus, sir Hudson Lowe persista à affirmer qu'il ignorait l'insuffisance des provisions. Sur quoi je crus nécessaire de lui rendre compte, jour par jour, de toutes les représentations faites à ce sujet, à lui-même, par moi, par M. Balcombe et par le maître d'hôtel. Il objecta également que sir Thomas Reade,

qui fournissait, deux fois par semaine, diverses sortes de vivres à Longwood, que Cipriani avait souvent payés en sa présence, ne pouvait ignorer les besoins des Français. Le gouverneur remarqua ironiquement, qu'il paraissait que j'étais le meilleur témoin que ces gens pussent invoquer.

4. — Augmentation de 28 liv. de viande par jour, en sus de la fourniture ordinaire, faite par le gouvernement à Longwood, ordonnée par sir Hudson Lowe.

Outre la garde ordinaire, on a placé un officier à Hut's-Gate, depuis l'arrivée des bâtimens venus d'Angleterre, avec ordre d'examiner soigneusement tous ceux qui s'approchaient de Longwood, et de ne pas permettre *aux personnes suspectes* de passer.

5. — Le comte et la comtesse Montholon ont été en ville pour y faire des achats et pour rendre visite à l'amiral et à lady Malcolm. L'officier qui les accompagna reçut l'ordre du gouverneur de les suivre chez l'amiral et de faire attention à leur conversation.

6. — J'ai vu Napoléon qui était de très-bonne humeur. Il m'a dit que le comte Montholon avait appris hier qu'il venait d'arriver dans l'île une personne qui avait vu le grand Lama, et m'a prié, en conséquence, aussitôt que j'irais en ville, de tâcher de faire sa connaissance, et de m'informer quelles cérémonies on pratiquait en présence du Lama; si l'adoration était en usage; enfin, de recueillir tous les renseignemens possibles. « Je suis, dit-il, très-curieux d'avoir des détails sur ce qui concerne le grand

Lama; je n'ai pas encore lu sur son compte des relations auxquelles je pusse me fier; j'ai même quelquefois douté de son existence. »

J'ai vu sir Hudson Lowe en ville, et je me suis entretenu quelque temps avec lui relativement aux observations de Napoléon sur le discours de lord Bathurst. Son excellence m'a donné une lettre pour le prisonnier, afin qu'il y répondît. Je lui ai répété aussi la remarque de Napoléon, au sujet de lord Bathurst : « *Quasi tutti i ministri son bugiardi, Talleyrand n'è il caporale, poi viene Castlereagh, poi Metternich, Hardenberg, etc.* (1). »

J'ai dit au gouverneur que Napoléon m'avait engagé à chercher à faire la connaissance d'une personne arrivée depuis peu, et qu'on disait avoir vu le grand Lama. Sir Hudson parut ne pas savoir qu'il y eût dans l'île un voyageur semblable.

Bientôt après, je rencontrai le capitaine Balston, au service de l'honorable compagnie des Indes, qui renouvela connaissance avec moi. Il me dit qu'il était arrivé quelqu'un de la Chine avec une lettre de recommandation qui m'était adressée par M. Urmston de Macao, avec qui j'avais été intimement lié. En voyant ensuite ce gentleman, j'appris que son nom était Manning, et qu'il était la personne que

(1) « Presque tous les ministres sont des menteurs. Talleyrand est leur caporal; viennent ensuite Castlereagh, Metternich, Hardenberg, etc. »

je cherchais. Il portait une longue barbe noire, et avait traversé le royaume du Thibet jusqu'aux frontières de la Chine. Je lui dis que l'empereur avait témoigné une grande curiosité au sujet du grand Lama, et que s'il venait à Longwood, il était très-probable qu'il le verrait. M. Manning m'apprit qu'étant prisonnier en France, il avait été relâché par ordre de Napoléon, et qu'on lui avait donné un passe-port aussitôt que l'empereur avait été informé qu'il voyageait pour recueillir des renseignemens qui pourraient être utiles à la société en général, s'ils étaient couronnés du succès; qu'en témoignage de sa reconnaissance pour cette faveur, il avait envoyé quelques petits présens pour lui au gouverneur, en priant celui-ci de les faire tenir à leur adresse, et que son intention était de demander un *laissez passer*, afin de pouvoir être admis en présence de l'illustre prisonnier.

Le bruit a couru en ville qu'on avait apporté, sur le *Baring*, un buste en marbre du jeune Napoléon, et que sir Thomas Reade avait recommandé au capitaine de ce bâtiment de le jeter par-dessus le pont et de n'en rien dire. Ce fait a été affirmé devant Cipriani et devant moi, par le capitaine **, qui a assuré que le capitaine du *Baring* avait avoué qu'on lui avait fait des propositions à ce sujet.

7. — M. Manning, accompagné du capitaine Balston, est venu chez le comte Bertrand. Il m'a dit que le gouverneur lui avait recommandé (il ne pou-

vait deviner pour quelle raison) de ne pas dire au comte qu'il eût envoyé des présens pour Napoléon. Il y avait environ une heure que M. Manning était chez le comte Bertrand, lorsque Napoléon entra avec le comte Montholon. Il s'approcha d'abord du capitaine Balston, et lui dit : « Ah ! je vous ai déjà vu ici. » Il fit ensuite quelques questions à M. Manning. Celui-ci dit qu'il avait été en France en 1805, je crois, et qu'il était un de ceux qui furent arrêtés alors; qu'il avait écrit une lettre à Napoléon, dans laquelle il exposait qu'il voyageait pour l'utilité du monde entier, ce qui lui avait valu sa liberté. « Quelle protection aviez-vous ? lui demanda Napoléon ; aviez-vous une lettre de sir Joseph Banks pour moi? » Manning répondit qu'il n'avait aucune espèce de protection quelconque, ni lettre de sir Joseph Banks, ni le moindre ami qui pût parler à l'empereur en sa faveur. Il s'était donc contenté de lui adresser une lettre dans laquelle il exposait sa situation. « Fut-ce sur votre simple lettre que vous obtîntes votre liberté ? » demanda Napoléon. « Ce fut sur ma simple lettre, répliqua Manning, que vous vous déterminâtes à me l'accorder, et je vous demande la permission de vous en témoigner ma reconnaissance. » Napoléon lui demanda où il avait été depuis, etc., et regarda sur la carte dans l'atlas de Las-Cases, faisant diverses questions sur la route qu'il avait suivie; s'il avait vu le grand Lama; les coutumes, usages, etc., des pays qu'il avait traversés.

Manning répondit d'une manière précise et claire à chacune de ses questions; il dit qu'il avait vu le Lama, qu'il dépeignit comme un enfant de sept ans, ayant de l'intelligence ; il ajouta qu'il avait accompli en sa présence les cérémonies que pratiquaient ceux qui étaient admis devant lui. Napoléon lui dit: « Comment avez-vous fait pour n'être pas pris pour espion? » — « J'espère, répliqua Manning, qu'il n'y a rien dans ma physionomie qui puisse me faire passer pour un espion? » Cette répartie fit rire Napoléon qui continua : « Comment se fait-il que vous qui étiez un profane, d'après leurs idées, vous ayez pu être admis en présence du Lama? » M. Manning répondit qu'il honorait toutes les religions, et leur rendait hommage et respect; que c'était pour cela qu'il avait été admis. Napoléon demanda s'il avait passé pour Anglais, et observa que la forme de son nez indiquait qu'il était européen? M. Manning répondit qu'il avait passé pour un naturel de Calcutta, mais qu'il croyait qu'on avait su qu'il était Anglais. Il ajouta qu'il y avait quelques races d'hommes dans ce pays qui avaient la même conformation de nez. Napoléon observa alors en souriant que messieurs les voyageurs faisaient souvent des contes, et que l'existence du grand Lama avait été niée par plusieurs. Manning répondit : « Je ne suis pas du nombre de ces voyageurs-là, et la vérité n'est pas des mensonges. » Ce qui fit rire Napoléon; il lui fit plusieurs questions. Manning raconta que la plus grande

partie des revenus de ce souverain consistait dans les présens que lui faisaient les princes et les autres personnes qui croyaient en lui, que cependant il était maintenant soumis à la Chine; qu'il ne se mariait pas, non plus que ses prêtres; que le corps dans lequel, selon leur croyance, passait l'esprit, se découvrait à des signes qui n'étaient connus que de ces prêtres.

Napoléon fit ensuite diverses questions sur la langue chinoise, sur la dernière ambassade; il demanda si les Russes avaient pénétré dans cette direction, et si M. Manning avait l'intention de publier un détail de ses voyages. Puis, après avoir fait quelques questions à Balston sur son bâtiment, il leur souhaita le bonjour et sortit.

J'ai donné à Napoléon une copie du pamphlet de Santini en français; il répéta, en le parcourant, selon que les passages paraissaient le mériter: « Vrai; vrai en partie; faux; platitudes, etc. »

Il observa qu'on avait mis un *u* dans l'orthographe de son nom, *Buonaparte*, et me dit que lorsqu'il commandait, pour la première fois, l'armée d'Italie, il faisait usage de l'*u* pour plaire aux Italiens; mais qu'on pouvait l'employer ou non sans inconvénient; qu'après son retour d'Égypte, il avait effacé cet *u*; qu'en effet les chefs de sa famille qui étaient parvenus aux grades les plus élevés, avaient écrit leur nom par un *u*. Il ajouta qu'on avait fait une affaire importante « de cette niaiserie, » et finit par remar-

quer que Santini eût bien mieux fait de se restreindre uniquement à la vérité, ce qui eût produit plus d'effet sur l'esprit public, que les exagérations qu'il avait publiées. Il croit cet écrit d'un Anglais, parce que Santini n'a pas, dit-il, assez de talent pour écrire lui-même un libelle.

8. — M. Cole, de la maison Balcombe et compagnie, en sa qualité de pourvoyeur, est venu à Longwood par ordre du major Gorrequer, pour informer le comte Montholon que les livrées des domestiques seraient changées de vert en bleu, et que la quantité des galons d'or serait diminuée.

Depuis quelque temps le maître d'hôtel s'était plaint de la mauvaise qualité du mouton et de la volaille, de la médiocrité des légumes et de leur trop faible quantité. M. Cole m'a fait entendre que ce n'était pas la faute des pourvoyeurs, attendu que, par ordre de sir Hudson Lowe, on avait été obligé de prendre le mouton dans le parc de la compagnie; qu'on avait reçu ce jour même la permission d'en acheter des fermiers (sans cependant pouvoir dépasser le prix), et que les légumes qu'on fournissait provenaient du jardin du gouverneur.

9. — Plainte officielle adressée par le capitaine Poppleton au major Gorrequer sur la mauvaise qualité des denrées dont on vient de parler, comme aussi de ce que M. Cole a dit que les légumes fournis provenaient du jardin de Plantation-House.

10. — Napoléon n'a pas quitté sa chambre à

coucher. Je lui ai dit que j'avais reçu un journal de Portsmouth, dans lequel se trouvaient quelques extraits d'un ouvrage publié, sous son nom, à Londres. Il parcourut ces extraits, et remarqua qu'il n'en avait pas écrit une ligne, quoique, dans quelques passages, on eût imité sa manière d'écrire. Il ajouta que c'était d'un Écossais dont il ne se rappelait pas le nom, qui avait écrit quelques articles d'un style tellement semblable au sien, qu'étant en France il avait fait traduire quelques-uns de ses ouvrages en français.

Je lui ai dit que le colonel Macirone, aide-de-camp de Murat, avait publié quelques anecdotes relatives à son ancien maître. « Que dit-il de moi ? » interrompit Napoléon. Je répondis que je n'avais pas lu l'ouvrage, mais que sir Thomas Reade m'avait appris qu'il avait mal parlé de lui. « Ah ! dit-il en riant, ce n'est rien ; je suis bien accoutumé à cela. Mais que dit-il ? » Je répondis qu'on assurait que Murat avait imputé la perte de la bataille de Waterloo à ce que l'on n'avait pas fait un usage convenable de la cavalerie, et qu'il avait dit que s'il l'eût commandée, les Français auraient remporté la victoire. « C'est très-probable, répliqua Napoléon, je ne pouvais pas être par-tout ; et Murat était le meilleur officier de cavalerie du monde.

» Il eût donné plus d'impétuosité à la charge. Il ne s'en est pas fallu de beaucoup, je vous assure, que je ne gagnasse ce jour-là la victoire. Il fallait

enfoncer deux ou trois bataillons, et probablement Murat y serait parvenu. Il n'y avait pas, je crois, deux officiers dans le monde pareils à Murat pour la cavalerie, et à Drouot pour l'artillerie. Murat avait un caractère très-singulier. Il y a environ vingt-quatre ans, qu'étant capitaine, je le pris pour mon aide-de-camp; j'en ai fait ensuite tout ce qu'il est devenu. Il m'aimait; je peux même dire qu'il m'adorait. Il était en ma présence comme frappé de respect et prêt à tomber à mes pieds. J'ai eu tort de le séparer de ma personne; car, sans moi, il n'était rien, et, près de moi, il était mon bras droit. Si j'ordonnais à Murat d'attaquer et de culbuter quatre ou cinq mille hommes dans une direction donnée, c'était l'affaire d'un moment; mais si on le laissait à lui-même, c'était un imbécille sans jugement. Je ne puis concevoir comment un homme si brave pouvait être si lâche. Il n'était brave que devant l'ennemi, et là c'était peut-être l'homme le plus brave du monde. Son courage bouillant le portait au milieu du danger, couvert de plumes qui s'élevaient sur sa tête comme un clocher, et tout brillant d'or. C'était un miracle qu'il échappât, tant il était facile à reconnaître à son costume. Il était toujours en butte au feu de tous les ennemis. Les Cosaques eux-mêmes l'admiraient à cause de son étonnante bravoure : chaque jour Murat était engagé dans un combat particulier avec quelques-uns d'entre eux, et ne revenait jamais sans avoir teint

son sabre de leur sang. C'était un véritable paladin, enfin un Don Quichotte en campagne ; mais si on le prenait dans le cabinet, c'était un poltron sans jugement ni décision. Murat et Ney étaient les deux hommes les plus braves que j'aie jamais connus. Le caractère de Murat était cependant plus noble que celui de Ney ; car Murat était généreux et franc. Ney sentait un peu la canaille. Chose étrange, quoique Murat m'aimât, il m'a fait plus de mal que qui ce soit au monde. Quand je quittai l'île d'Elbe, je lui envoyai un courrier pour l'informer de mon départ ; il devait attaquer immédiatement les Autrichiens. Le courrier se jeta à genoux pour l'en empêcher, mais tout fut inutile. Il me croyait déjà maître de la France, de la Belgique et de la Hollande, et il devait, disait-il, faire sa paix avec moi et ne pas adopter de demi-mesures. Il attaqua les Autrichiens comme un fou avec sa canaille, et me ruina ; car, dans le même temps, je faisais une négociation avec l'Autriche, d'après laquelle je stipulais qu'elle resterait neutre ; ce traité était sur le point d'être conclu, et alors j'aurais régné paisiblement. Mais aussitôt que Murat attaqua les Autrichiens, l'empereur d'Autriche crut sur-le-champ qu'il n'agissait que d'après mes instructions ; et, en effet, il sera difficile de faire croire le contraire à la postérité. Metternich dit : Oh ! l'empereur est toujours le même, c'est un homme de fer. Le séjour qu'il a fait à l'île d'Elbe ne l'a pas changé. Rien n'est capable de le

corriger : Tout ou rien, voilà sa devise ! l'Autriche se joignit à la coalition, et ma perte fut consommée.

» Murat ignorait que ma conduite fût réglée d'après les circonstances, et qu'elle leur fût adaptée. Il était comme un homme qui regarde le changement de décorations à l'opéra, sans jamais penser à la machine qui les met en mouvement. Il n'a jamais cru me faire un si grand tort en se séparant de moi la première fois, car il ne se serait pas joint aux alliés. Il conclut que je serais obligé de céder l'Italie et quelques autres pays; mais il n'a jamais envisagé ma ruine entière. »

Sir Hudson Lowe est venu à Longwood; il a été chez le comte Bertrand, avec qui il est resté pendant quelque temps. Napoléon m'a fait appeler; il m'a dit que sir Hudson Lowe avait été chez Bertrand, pour lui faire savoir que lady Holland avait envoyé quelques présens pour les enfans de madame Bertrand, deux livres pour lui et quelques autres articles avec une lettre; que quoique cela fût contraire aux réglemens, qui prescrivaient que tout devait venir par le bureau du secrétaire-d'état, il prendrait néanmoins sur lui de les envoyer; que M. Manning avait aussi laissé quelques faibles présens pour Napoléon, et qu'il désirait savoir s'il les accepterait; qu'il existait encore une circonstance bien plus embarrassante; savoir : qu'un sculpteur de Livourne avait fait un mauvais buste du jeune Napoléon, et qu'il l'avait envoyé à Sainte-Hélène sur

le *Baring*, par l'entremise d'un homme aujourd'hui attaqué de la fièvre, avec une lettre dans laquelle il était dit que l'artiste avait déjà été payé, mais que si Napoléon désirait payer davantage, cent guinées étaient un présent raisonnable; le gouverneur avait ajouté qu'il regardait cette somme comme bien forte, pour un buste mal exécuté, et qu'il désirait savoir si Napoléon tenait à l'avoir. «Bertrand, continua Napoléon, a répondu que sans doute l'empereur désirerait avoir le buste de son fils; qu'il regrettait qu'il n'eût pas été expédié plus tôt. Qu'il valait mieux l'envoyer ce soir même que de le retenir jusqu'à demain, et que l'empereur serait heureux de recevoir les présens de M. Manning. Bertrand dit que sir Hudson avait l'air troublé, et paraissait se faire un grand mérite à lui-même, d'avoir offert d'envoyer ces différens objets, sans qu'ils eussent passé par les mains du secrétaire-d'état, et semblait surpris que Bertrand ne se confondît pas en remercîmens envers lui pour cet excès de bonté. Je ne sais pas ce qu'il entendait en disant que cent guinées étaient trop pour le buste, si par-là il voulait faire une insulte, ou si c'était par réflexion sur notre situation. Certainement, *un père* ne peut trouver aucune somme trop forte pour une pareille acquisition faite en pareilles circonstances. Mais cet homme n'a pas d'ame. »

Napoléon me demanda ensuite si je n'avais rien entendu dire relativement au buste? Je répondis que j'en avais entendu parler il y a quelques jours. «Pour-

quoi ne m'en avez-vous rien dit, » répliqua Napoléon. Je fus un peu confus, et répondis que j'espérais que le gouverneur l'enverrait; Napoléon ajouta : « Je le savais arrivé depuis quelques jours. J'avais résolu, si ces objets ne m'eussent pas été donnés, de dresser une plainte qui aurait fait dresser les cheveux à la tête de tout Anglais (*alzare i capelli*). J'aurais dit des choses qui l'eussent fait exécrer, cet Hudson Lowe, par toutes les mères d'Angleterre, comme un monstre à figure humaine. J'ai su qu'il avait délibéré sur ce sujet, et aussi que son premier ministre Reade avait ordonné que le buste fût brisé. Je suis sûr qu'il s'est consulté avec ce petit major, qui lui a fait entendre que ce serait couvrir pour toujours son nom d'ignominie; et que sa femme lui aura fait une semonce le soir sur l'atrocité d'un pareil procédé. Il en a cependant assez fait pour déshonorer son nom en gardant le buste si long-temps (1), et en faisant naître un doute sur son envoi. »

Napoléon m'a parlé ensuite de sa famille. « Mon excellente mère, dit-il, est une femme d'ame et de beaucoup de talent (2); elle a un caractère mâle, fier

(1) Le buste a été dans l'île pendant quatorze jours, et il est même resté quelque temps à *Plantation-House*.

(2) Madame mère, quand j'eus l'honneur de la voir à Rome, en 1819, conservait encore les restes de toute la beauté d'une femme. Ses manières étaient nobles et imposantes, et sa conduite telle qu'on pouvait l'attendre d'une reine ou de la mère de Napoléon. Ses pensées étaient partagées

et plein d'honneur. Elle vendrait tout pour moi, jusqu'à sa chemise. Je lui ai assigné un million par an, outre un palais et beaucoup de présens que je lui faisais. Je dois ma fortune à la manière dont elle a élevé ma jeunesse. Je suis d'avis que la bonne ou la mauvaise conduite à venir d'un enfant, dépend entièrement de sa mère. Elle est très-riche. Plusieurs personnes de ma famille ont réfléchi que je pouvais mourir, qu'il pouvait arriver des accidens; et, en conséquence, ils ont pris soin de se conserver quelque chose; ils ont gardé une partie de leur fortune. Joséphine est morte, riche d'environ dix-huit millions de francs. Elle était la plus grande protectrice des beaux-arts, qu'on ait jamais connue en France depuis bien des années. Elle avait fréquemment de petites querelles avec Denon et avec moi, parce qu'elle voulait se procurer de belles statues et des tableaux pour sa galerie, aux dépens du musée. J'ai toujours cherché à plaire au peuple; et toutes les fois que j'ai pu me procurer une belle statue et un tableau de prix, je l'ai envoyé au musée pour l'avantage de la nation. Joséphine était la grace personnifiée (*la grazia in persona*). Tout ce qu'elle faisait, elle le faisait avec une grace et une délicatesse particulière. Je ne la vis jamais agir sans grace en aucun moment

entre Dieu et son fils. Elle ne voyait que peu de société, et je crois que le duc Hamilton et moi, sommes les seuls Anglais qui ayons dîné à sa table. Sa maison était très-splendide, quoiqu'elle vécût presque en famille et sans faste.

de sa vie. Elle en avait même en se couchant. Sa toilette était un arsenal complet; et elle se défendait, avec beaucoup d'art, contre les assauts du temps. Quand le pape était en France, ajouta Napoléon, je lui assignai un très-magnifique palais, élégamment meublé, à Fontainebleau, et cent mille écus par mois pour sa dépense. On lui tenait quinze voitures prêtes pour lui et les cardinaux, quoiqu'il ne sortît jamais. C'était un bon et digne homme, mais fanatique. Il était grandement fatigué des libelles dans lesquels on prétendait que je l'avais maltraité; il les contredit publiquement, déclarant qu'excepté en matière politique, on l'avait très-bien traité. Dans un temps, continua Napoléon, j'avais envie de lui ôter tout son pouvoir temporel, de le nommer mon aumônier, et de faire de Paris la capitale du monde chrétien. »

11. — Enfin on a envoyé aujourd'hui un superbe buste en marbre blanc, représentant le jeune Napoléon, presque de grandeur naturelle, et très-bien exécuté, avec cette inscription: *Napoléon François-Charles-Joseph, etc.* et décoré de la grand'croix de la Légion-d'Honneur. Les présens de lady Holland et de M. Manning accompagnaient cet envoi. Ce buste fit une telle impression sur Napoléon, qu'il n'a rien mangé jusqu'à huit heures du soir.

Peu d'instans après l'arrivée du buste, Napoléon me fit appeler. Il l'avait placé sur le manteau de la cheminée, dans le salon. « Regardez cela, dit Napoléon, voyez cette figure. L'homme qui voudrait

briser une telle image, ne serait-il pas un barbare, un monstre? Pour moi, je le regarderais comme plus méchant que celui qui donne un poison à un autre; car il est probable que celui-ci est toujours excité par l'appât de quelque gain, tandis que le premier ne serait poussé que par la plus noire atrocité (*l'atrocità la più nera*), et qu'il serait capable de commettre tous les crimes. Cette physionomie toucherait le cœur de la bête sauvage la plus féroce. L'homme qui a donné des ordres pour briser cette image, plongerait un couteau dans le cœur de l'original, s'il était en son pouvoir (1). » Il fixa le buste pendant quelques minutes avec une grande satisfaction et l'émotion la plus vive. Sa physionomie était riante, et exprimait la tendresse paternelle dans toute sa force, et l'orgueil qu'il éprouvait d'être le père d'un si aimable enfant. J'épiai, avec attention, tous les mouvemens de son visage, et j'eus tout le loisir de le faire, pendant qu'il examinait ces traits si beaux, quoiqu'inanimés, reproduits avec tant d'art par le marbre. Personne, après avoir été témoin de cette scène, n'aurait pu nier que Napoléon ne fût un excellent père.

Il exhala ensuite toutes les sensations que lui inspirait l'ordre donné pour la destruction du buste. Lorsque je m'efforçai de raisonner sur l'incertitude

(1) J'ai communiqué cette conversation à des personnages officiels, peu de temps après qu'elle eut eu lieu.

du fait, et que je dis que certainement cet ordre n'avait pas été donné par le gouverneur, il m'interrompit en disant : « Qu'il était inutile de nier un fait connu. Ce buste, continua-t-il, vaut pour moi un million; quoique ce gouverneur ait dit avec mépris, que ce serait beaucoup de donner cent louis pour cela.»

M. Balcombe est allé chez le comte Bertrand pour régler quelques affaires d'argent. Il a ensuite eu une entrevue avec Napoléon, qui s'est promené avec le comte Bertrand et lui jusqu'à l'extrémité du bois.

12.—J'ai vu Napoléon dans son bain; il y est resté quatre heures et demie. Je lui ai donné l'ouvrage intitulé : *Circonstances les plus intéressantes de la vie de Joachim Murat*, par M. Macirone. Avec très-peu d'aide de ma part, il a parcouru ce petit livre, en faisant de temps en temps des observations. « On ne le plaindra pas, dit-il, parce que c'était un traître. Il ne m'a jamais dit qu'il fût déterminé à défendre son royaume, et jamais je ne lui ai exprimé l'intention de réunir les royaumes d'Italie et de Naples, de lui ôter sa couronne, et de le faire connétable de l'empire. Certainement je me suis servi de lui comme d'un instrument, pour exécuter de grands projets sur l'Italie, et mon intention était, comme je vous l'ai déjà dit, de déposséder Murat du trône de Naples; mais le temps n'était pas venu, et d'ailleurs je lui aurais donné une indemnité convenable. Sa lettre à Macirone était d'un ridicule achevé, et son

entreprise était celle d'un fou. Quel motif avait-il de se plaindre de l'empereur d'Autriche, qui s'était conduit généreusement, et qui lui avait offert un asyle part-tout où il lui plairait dans ses états, sans lui imposer d'autre condition que celle de ne pas le quitter sans sa permission ; ce qui était très-essentiel. Dans l'état où en étaient les choses, que pouvait-il, au nom de Dieu, exiger de plus? Moi-même je n'aurais jamais prétendu plus de la part de l'Angleterre. C'était un acte de générosité de la part de l'empereur d'Autriche ; il lui rendait le bien pour le mal ; car Murat avait fait tous ses efforts pour lui enlever l'Italie. Il avait publié des proclamations dans lesquelles il appelait les Italiens à la révolte, et il a attaqué les troupes de l'empereur sans raison, sans réflexion, sans jugement, comme sans plan de bataille ; enfin dans un état tel qu'il n'aurait jamais pu parvenir à réunir même sa propre garde. Il n'a jamais parlé de moi dans ses proclamations aux Italiens, quoiqu'il n'ignorât pas que j'en étais adoré.

» *Ma bisogna dire la verità*, continua-t-il. Murat dans sa correspondance avec moi n'a pas agi avec la duplicité dont on l'accuse ; les papiers qu'on a produits pour le prouver étaient faux. Dans ce temps, il n'avait point d'intelligence avec moi. Lord Exmouth paraît avoir agi franchement et loyalement à son égard, en lui faisant réponse qu'il ne le recevrait qu'à condition qu'il se rendrait comme prisonnier de guerre. Je ne crois pas qu'il ait offert

mille louis pour qu'on arrêtât Murat.*** qu'on dit si franc et si plein d'honneur, n'a ni franchise ni loyauté. Sans doute il m'est très-attaché, mais c'est un homme de police. Vous savez, ajouta-t-il en riant, quelle espèce d'honneur ont ces gens-là. *Belle armée*, vraiment, dit-il, en répétant avec mépris l'expression de Murat. Vous savez ce que sont les Napolitains. Murat a entrepris une expédition *da coglione al fondo*, en cherchant à envahir Naples avec deux cents Corses, au moment où ce royaume était occupé par vingt mille Autrichiens; et il a terminé sa vie comme un fou. Personne ne le plaindra, quoique cependant il soit loin de s'être rendu coupable de la double trahison qu'on lui a imputée. » Il énonça alors, pour la seconde fois, l'opinion qu'il aurait gagné la bataille de Waterloo, si Murat eût commandé la cavalerie; cependant il objecta que l'armée le regardait alors comme un traître.

13. — J'ai vu Napoléon dans la salle de billard, il était de très-bonne humeur. Il a parlé de la possibilité qui existait encore pour lui, malgré tous les efforts des puissances alliées, de rester en France après la bataille de Waterloo. « J'ai pensé, dit-il, que je ne pouvais exécuter un pareil projet sans verser le sang de milliers d'individus sur l'échafaud. Il m'aurait fallu plonger mes mains dans le sang jusqu'au coude, dit-il en étendant un bras et appliquant de l'autre son doigt sur la saignée. Si le

corps législatif eût déployé de l'énergie, j'aurais réussi ; mais ils étaient effrayés et divisés d'opinion. La Fayette a été une des principales causes du succès des ennemis de la France. Pour m'assurer quelque réussite, il aurait fallu que j'eusse recours aux mesures les plus sanguinaires. La conduite des alliés, en déclarant qu'ils ne faisaient la guerre qu'à moi seul, eut le plus grand effet. S'il eût été possible de rendre ma cause inséparable de celle de la nation, tous les efforts des puissances coalisées eussent été inutiles ; mais en m'isolant comme ils l'ont fait, et en déclarant que si j'étais une fois mis à l'écart, tous les obstacles seraient levés et la paix serait rétablie, l'opinion se divisa, et je résolus d'abdiquer et d'applanir toutes les difficultés autant qu'il était en moi. Si la nation française eût deviné les intentions des alliés, ou qu'ils agiraient comme ils l'ont fait depuis, elle se serait ralliée autour de moi. Mais les Français ont été surpris comme les agneaux de la fable, à qui les loups avaient déclaré qu'ils ne faisaient la guerre qu'aux chiens : dès qu'on eût éloigné ceux-ci, ils tombèrent sur les agneaux et les dévorèrent.

» Il existe une grande diversité d'opinions, continua Napoléon, sur ce que j'aurais dû faire. Plusieurs ont été d'avis que j'aurais dû combattre jusqu'à ce qu'il ne me restât plus un seul homme. D'autres ont dit que la fortune m'avait abandonné à Waterloo, et que c'était là que devait se terminer pour jamais

la carrière de mes armes. Je pense, moi, que j'aurais dû mourir à Waterloo; peut-être même plus tôt. Si j'étais mort à Moscou, j'aurais probablement conservé la réputation du plus grand conquérant qu'on eût jamais connu. Mais la fortune m'avait retiré ses faveurs. Je n'ai plus guère trouvé ensuite que des revers; jusque-là j'avais été invincible. J'aurais dû mourir à Waterloo; mais le malheur veut que lorsqu'on cherche la mort, on ne peut la trouver. Il y a eu des hommes de tués à côté de moi, devant, derrière, de tous côtés, mais pas un boulet pour moi. »

Le comte Bertrand a adressé à sir Hudson Lowe une lettre dans laquelle il lui dit qu'il n'a pas encore vu le capitaine du bâtiment qui a apporté le buste; il y exprime le désir qu'il soit permis à ce capitaine de venir à Longwood.

Napoléon s'est promené le soir pendant quelque temps avec le comte Montholon.

18. — Le gouverneur a répondu au comte Bertrand que le buste n'avait pas été apporté par le capitaine du *Baring*. Le comte a cependant persisté dans sa demande, et le jour même, le capitaine Lamb, lieutenant de marine, à demi-solde, est venu voir le comte Bertrand. A son retour, je le priai de me donner quelques renseignemens relativement au buste. J'ai su de lui qu'il avait été visité à la douane, envoyé à bord et confié à la garde d'un canonnier italien, qui avait servi pendant plusieurs années dans notre marine; que le

lendemain de son arrivée à Sainte-Hélène, il avait parlé de cette circonstance chez quelqu'un de l'île, en priant qu'on lui indiquât le meilleur moyen de faire passer le buste à Bonaparte; qu'on lui avait dit de s'adresser à sir Thomas Reade, qui lui avait fait à ce sujet quantité de questions et pris toutes sortes d'informations. Celui-ci lui a demandé s'il en avait parlé à quelqu'un de l'île? Sur sa réponse qu'il s'en était entretenu en dînant avec plusieurs personnes, sir Thomas Reade lui fit observer qu'il n'aurait pas dû se charger de cet objet, et qu'il avait agi contre ses instructions. Enfin il lui recommanda de se taire, et d'engager ceux qui en avaient connaissance à garder également le silence. Je lui fis observer qu'il devait être instruit du bruit qui avait couru dans l'île, qu'on prétendait qu'il lui avait été ordonné de jeter le buste à la mer ou de le briser, et je le priai de m'expliquer lui-même cette contradiction. Le capitaine Lamb répondit qu'il avait connaissance de ce bruit, mais qu'il n'était pas fondé, et déclara qu'il ignorait d'où il pouvait provenir.

De retour à la ville, ce *gentleman* descendit chez sir Thomas Reade, et après y être resté quelques minutes, il se rendit à Plantation-House, sur un cheval du gouverneur.

19. — Le *Podargus* a apporté la nouvelle que le *Conqueror* avec le nouvel amiral Plampin était arrivé au Cap. On a reçu des lettres pour le comte Bertrand, le général Gourgaud et Marchand.

L'amiral et lady Malcolm, accompagnés du major Boys, du régiment de la marine, et du capitaine Jones, de la marine royale, ont fait une visite à Napoléon. Le colonel Fagan, auparavant juge assesseur dans l'Inde, a eu aussi une entrevue avec lui. Le colonel, à qui la langue française est aussi familière que s'il eût été élevé à Paris, a rapporté que Napoléon l'avait quelquefois embarrassé par ses questions sur sa profession, et que ses remarques étaient en général très-judicieuses et très-profondes.

Napoléon, que j'ai eu l'honneur de voir dans la soirée, m'a appris qu'il avait vu sir Pulteney, lady Malcolm et le colonel Fagan. « L'amiral, a-t-il ajouté, s'est efforcé de justifier le gouverneur; il m'a dit que je pouvais être assuré qu'il avait envoyé en Angleterre mes observations sur la contrainte que l'on m'impose ici. Enfin, il a si bien défendu sa conduite, que je lui dis qu'il était comme les autres Anglais, trop égoïste; que n'étant pas né moi-même en Angleterre, leurs lois ne me protégeaient pas, et que je n'avais aucune justice à espérer d'eux. *È troppo Inglese* (il est trop Anglais). Je ne lui ai point laissé ignorer que je trouvais, dans le discours de lord****, trois calomnies et dix mensonges, et que j'étais résolu de lui répondre. Il essaya de l'excuser, comme il l'avait fait pour le gouverneur, en disant que les journaux n'avaient peut-être pas rendu ce discours textuellement et avec exactitude, et qu'il ne fallait pas s'y fier entièrement. Il se trompe toutefois.

» En France, même pendant le temps des fureurs révolutionnaires, les discours étaient rapportés dans les gazettes avec une fidélité scrupuleuse. J'ai fait présent à *milady* d'une de mes belles tasses en porcelaine, ornée d'une tête de Cléopâtre, comme une preuve de l'estime que j'ai pour sa personne et de ma reconnaissance pour ses attentions. Elle a voulu l'emporter elle-même. Je ne puis concevoir, ajouta-t-il encore, comment l'amiral peut entreprendre d'excuser un homme qui possède un caractère si différent du sien, et dont au fond de son cœur il ne peut que désapprouver la conduite à mon égard. »

Napoléon m'a dit encore qu'il avait fait au colonel Fagan plusieurs questions relatives au code pénal militaire. « Je suis, ajouta-t-il, maître sur ce sujet, ayant créé moi-même plusieurs lois. Je suis docteur en droit. Tandis qu'on travaillait au code Napoléon, j'ai eu plusieurs discussions avec les jurisconsultes qui étaient chargés de sa rédaction. Ces hommes étaient étonnés des connaissances que je possédais sur cette matière. J'ai été aussi le créateur des meilleures lois qu'il renferme. »

20. — Ordre reçu par le capitaine Poppleton, de la part de sir Hudson Lowe, de répondre par *oui* ou par *non* à la question, si lady Malcolm, le major Boys et le capitaine Jones avaient été chez le général Bonaparte en même temps que l'amiral.

J'ai appris que le gouverneur avait paru très-mécontent que Napoléon eût fait quelques observa-

tions sur le discours de lord Bathurst. Elles avaient été répétées, par un capitaine de la marine, à la boutique de Salomon, et rapportées immédiatement après à sir Hudson Lowe, par sir Thomas Reade.

Un rapport officiel a été adressé de nouveau à son excellence, par l'officier d'ordonnance, relativement au pain que l'on a fourni à Longwood, dont la qualité était si mauvaise, que, pendant un temps considérable, Napoléon a été forcé de faire usage de biscuit.

24.—Napoléon a eu les joues enflées et enflammées, principalement par suite de la carie d'une dent.

On a témoigné quelque mécontentement, à Plantation-House, sur la déclaration faite par deux capitaines de la marine, qui accusaient sir Thomas Reade de les avoir en quelque sorte espionnés : dénonciation à laquelle leur conduite ni leur position ne pouvaient en aucune manière donner lieu.

27. — Arrivée de lord Amherst.

28. — Lord Amherst et sa suite, accompagnés par le gouverneur, ont rendu visite au comte et à la comtesse Bertrand. Napoléon a observé que les honnêtetés du gouverneur ressemblaient à celles d'un geolier envers les personnes qui visitent ses prisonniers. « Quand il alla chez Bertrand avec l'ambassadeur, dit-il, il s'est contenté de l'introduire en qualité de lord Amherst, et ensuite, sans s'asseoir, ni prendre aucune part à la conversation, ainsi qu'il aurait pu le faire, il prit congé, et se retira comme un geolier ou un porte-clef, qui, après

avoir désigné les détenus confiés à sa garde, tourne la clef et les laisse. Étant venu avec lord Amherst, il pouvait rester un quart d'heure de plus, et ensuite prendre civilement congé de la compagnie. »

3 juillet. — L'amiral Plampin, qui est arrivé, il y a deux ou trois jours, sur *le Conquérant*, est venu à Longwood avec le capitaine Davie, son commandant d'escadre, et son secrétaire M. Elliot : ils ont été introduits auprès de Napoléon par sir Pulteney Malcolm.

Napoléon a remarqué la différence singulière qui existait entre sir Pulteney Malcolm et celui qui lui avait succédé. « Peu d'hommes, a-t-il dit, ont un extérieur plus agréable et de ces manières qui préviennent plus en leur faveur, que Malcolm. Mais l'autre, au contraire, ressemble à un de ces grossiers matelots hollandais qui sont presque toujours ivres, et que j'ai vus dans leur pays, assis à une table, la pipe à la bouche, ayant devant eux un morceau de fromage et une bouteille de genièvre. »

A mon retour de la ville, je dînai avec l'empereur tête à tête, dans son cabinet, il était de très-bonne humeur. Il parla de sir Pulteney et de lady Malcolm, me demanda si j'avais vu le nouvel amiral, et me fit quelques observations sur les dernières attaques faites sur la validité de son droit à la couronne. « La doctrine, dit-il, des écrivains salariés par votre gouvernement sur la légitimité, ferait écrouler tous les trônes de l'Europe. Si je ne suis pas un souverain

légitime, Guillaume III usurpa le trône d'Angleterre, et fut soutenu par les baïonnettes étrangères. Georges Ier monta au trône à l'aide d'une faction de quelques nobles, et je fus appelé à celui de France par les votes de près de quatre millions de Français. Dans le fait, m'appeler usurpateur, est une absurdité dont vos ministres seront forcés de revenir. Si mon droit à la couronne de France n'était pas légitime, qu'était donc celui de Georges III ? »

Le dîné a été servi sur une petite table ronde. L'empereur était assis sur un sofa, et moi sur un fauteuil vis-à-vis de lui. J'avais grand'faim, et je fis honneur à ce qui me fut servi. Napoléon dit qu'il aimerait à me voir gris. Il ordonna à Marchand de lui apporter une bouteille de Champagne dont il prit un verre et m'obligea gaiement à boire le reste, en répétant souvent en anglais : « *Doctor, drink, drink.* »

4. — Sir Pulteney et lady Malcolm ont fait voile pour l'Angleterre sur la frégate *Newcastle*.

Ayant eu le malheur d'égarer quelques feuillets de mon journal, j'ai été forcé de m'en rapporter à la fidélité de ma mémoire pour les détails suivans.

La manière dont le capitaine Lamb avait raconté l'anecdote relative au buste, loin de dissiper les soupçons auprès des personnes de Longwood, les avait au contraire convaincues que des propositions, ou au moins des insinuations, avaient été faites. Cette idée parut prendre plus de consistance par la déclaration

de deux capitaines arrivés depuis peu, sur les bâtimens de transport qui sont venus visiter Longwood, et qui ont été admis auprès de Napoléon dans le jardin. L'un d'eux, qu'il est inutile de nommer *à présent*, assura l'empereur et les autres personnes qui demeuraient à Longwood, qu'il avait entendu dire au capitaine Lamb lui-même, qu'on lui avait fait proposer de jeter le buste à la mer, et de retenir à bord le canonnier qui l'avait apporté, afin qu'il ne fût plus question de cette affaire. Auparavant, j'étais venu à bout de persuader Napoléon que l'inculpation dirigée contre sir Thomas Reade n'était pas fondée, et j'obtins même sa permission de communiquer sa façon de penser à cet officier : cela fit du bruit dans toute l'île et y obtint un grand crédit.

On a prétendu que ce buste avait été sculpté à Livourne, par ordre de l'impératrice Marie-Louise, et qu'elle l'avait envoyé à son époux par le canonnier, comme une preuve tacite, mais convaincante, que son affection pour lui n'avait pas souffert la moindre altération. L'empereur, qui aime tendrement l'impératrice, était très-disposé à croire qu'il devait ce présent à son amour, ce qui était fort probable, et il désirait vivement connaître l'exacte vérité. Pour arriver à ce but, il engagea le comte Bertrand à demander qu'on permît au canonnier de venir à Longwood. Après quelques délais, qu'on prolongeait sous le prétexte que cet homme était malade, et pendant

lesquels il fut examiné à *Plantation-House*, forcé ensuite de prêter un serment, on fit prévenir Bertrand qu'on lui avait enfin accordé la permission de se rendre à Longwood. Mais quelques minutes après son arrivée chez le comte Bertrand, et tandis qu'il parlait à la comtesse, le gouverneur envoya le capitaine Poppleton dans la chambre, avec des ordres de ne pas lui permettre de parler à aucun Français, sinon en présence de ce capitaine. Ce procédé, joint aux circonstances qui l'avaient précédé, fut considéré comme une insulte, et le canonnier reçut aussitôt l'ordre de se retirer.

Deux ou trois jours après l'arrivée de lord Amherst, j'eus l'honneur de dîner en compagnie avec lui à *Plantation-House*. Comme j'ai perdu les notes que j'avais prises alors, je me contenterai de rapporter, autant qu'il me sera possible de me le rappeler, le précis du discours que je lui tins. Je lui dis que je me croyais obligé de le prévenir que s'il se rendait à Longwood dans l'intention de voir Napoléon, il ne serait certainement point admis en sa présence, s'il était accompagné par le gouverneur, ou par quelqu'un de son état-major; que ce refus n'avait au reste rien d'insultant, ni même de désobligeant, puisque je lui en faisais connaître les motifs; qu'ainsi il ferait bien d'éviter un pareil désagrément. Mais que, si au contraire sa seigneurie se rendait à Longwood seule avec son état-major, je ne doutais nullement qu'elle ne fût reçue, pourvu que Napoléon fût

suffisamment rétabli de la fluxion dont il était incommodé.

Sa seigneurie eut la bonté de me remercier de lui avoir donné cet avis.

A la fin de juin, ou au commencement de juillet, le comte Bertrand, ayant été rendre ses devoirs à lord Amherst, lui apprit que Napoléon avait été incommodé pendant quelques jours, et que, dans le moment actuel, il souffrait d'un mal de dent. Il ajouta toutefois, que si l'empereur était en état de recevoir des visites avant le départ de sa seigneurie, il recevrait la sienne. En conséquence, le 2 ou le 3, lord Amherst alla à Longwood, accompagné de sa suite et du capitaine Murray Maxwell, qui avait servi sur l'*Alceste*, ancien bâtiment de sa majesté. Vers les trois heures et demie, l'ambassadeur fut introduit chez Napoléon, avec lequel il resta seul pendant près de deux heures. Avant de le quitter, sa seigneurie lui présenta les officiers de sa suite, ainsi que le capitaine Maxwell. Napoléon leur adressa à tous la parole. M. Ellis, secrétaire d'ambassade, conversa avec lui environ un quart d'heure. Il fit observer au capitaine Maxwell, qu'il avait pris une de ses frégates à la hauteur de l'île de Lissa, dans l'Adriatique, en 1811, ce qui serait une ample compensation pour la perte de l'*Alceste*. Il fit aussi diverses questions à M. Griffiths, le chapelain, et d'un air riant il le recommanda à la protection de sa seigneurie.

9. — On a envoyé au comte Bertrand, pour Na-

poléon, quelques ballots qui renfermaient un superbe jeu d'échecs avec son damier, deux magnifiques corbeilles à ouvrage en ivoire ciselé, et une boîte à jetons de même matière, le tout de manufacture chinoise. Cet envoi était accompagné d'une lettre dans laquelle on disait que ces objets avaient été commandés par l'honorable M. Elphinstone, afin d'être offerts au personnage distingué dont ils portaient le chiffre, comme une marque de la reconnaissance du donataire pour l'acte d'humanité qu'il avait exercé envers son frère chéri, et auquel ce dernier devait la vie (1).

Il arriva en même temps une lettre de sir Hudson Lowe, qui portait en substance que quand il avait consenti, un ou deux jours auparavant, à ce que ces ballots fussent envoyés au comte Bertrand, il ne soupçonnait pas qu'ils renfermassent des objets dont il n'aurait pas dû, d'après la lettre de ses instructions, permettre l'introduction dans l'île.

Il paraît que sur les présens était gravée la lettre N, surmontée d'une couronne, ce que son excellence

(1) La veille de la bataille de Waterloo, le capitaine Elphinstone avait été grièvement blessé, et fait prisonnier. Son état fixa l'attention de Napoléon, qui envoya aussitôt un de ses chirurgiens pour panser ses blessures; et s'apercevant que la perte de son sang l'avait fait évanouir, il lui envoya un gobelet d'argent plein de vin de son office. A l'arrivée du *Bellérophon* en Angleterre, lord Keith fit faire ses gracieux remercîmens à Napoléon, pour avoir sauvé la vie de son neveu.

regardait comme très-répréhensible et très-dangereux. Le capitaine Heaviside, qui les avait apportés de la Chine, lorsqu'il obtint la permission de visiter Longwood, reçut l'ordre du gouverneur de garder un silence absolu sur la nature des objets qui lui avaient été remis, et de n'en parler à aucun Français.

Le soir, Napoléon s'amusa à considérer les cadeaux de M. Elphinstone, et parut charmé de la beauté de ces ouvrages. Il dit que son intention était d'envoyer les corbeilles à Marie-Louise, la boîte à jetons à sa mère, les échecs et le superbe damier à son fils.

11. — J'ai vu Napoléon dans son cabinet; il a été question de Ferdinand, roi d'Espagne, et du baron Kolli. « Kolli, dit-il, fut découvert par la police, parce qu'il voulait toujours boire une bouteille du meilleur vin, où il se trouvait, ce qui cadrait mal avec son habillement et avec sa pauvreté apparente. Aussi quelques-uns des émissaires qui étaient à sa recherche, conçurent des soupçons sur cette conduite. Il fut arrêté; on trouva parmi ses papiers une lettre de ***, qui invitait Ferdinand à s'échapper et qui lui promettait tout secours. On déguisa donc un agent de police, que l'on instruisit à contrefaire Kolli, et on l'envoya avec les papiers qu'on avait pris à ce dernier auprès de Ferdinand, qui cependant ne voulut pas prendre la fuite, quoiqu'il n'eût aucun soupçon du tour qu'on lui jouait.

» Tandis qu'il était à Bayonne, je lui offris la liberté de retourner en Espagne, en ajoutant toute-

fois, qu'immédiatement après son arrivée dans ce pays je lui déclarerais la guerre. Ferdinand refusa de retourner dans ses états, à moins que ce ne fût sous ma protection. Aucune force et aucune impulsion étrangère n'ont été employées pour l'engager à signer son abdication. Il n'était pas non plus surveillé et même détenu, comme on l'a prétendu dans le temps; il avait des amis, et autant de nobles autour de lui qu'il jugeait convenable d'en avoir. S'il eût été traité comme je le suis ici, le cas eût été différent, bien que si votre prince-régent m'offrait actuellement une retraite en Angleterre, pourvu que je renonçasse au trône de France, que je me reconnusse prisonnier de guerre, et que je signasse un traité comme tel, je refuserais d'accéder à cette proposition, et je préférerais rester dans cette île, quoique j'aie déjà abdiqué, et qu'en conséquence le premier article ne fût d'aucune importance. En signant un semblable traité, ce serait reconnaître que le droit des gens n'a pas été violé à mon égard, et sanctionner l'injustice du parlement anglais, qui me retient prisonnier de guerre en temps de paix. Je consentirais bien volontiers, par exemple, à passer une convention dans laquelle je m'engagerais à ne pas quitter la partie de l'Angleterre que l'on m'assignerait, à ne point me mêler de politique et à rester assujetti à de certaines restrictions, et en outre je demanderais à être naturalisé sujet anglais. Les deux grands objets de ma politique étaient d'abord de

rétablir le royaume de Pologne, pour élever une barrière contre les Russes et garantir l'Europe des invasions de ces barbares du Nord, et d'expulser les Bourbon de l'Espagne, où j'aurais établi ensuite une constitution qui eût rendu la nation libre; j'aurais détruit l'inquisition, anéanti la superstition, les moines, les droits féodaux et les priviléges. Cette constitution aurait appelé aux premières charges du royaume et aux emplois publics tous ceux qui auraient eu des talens et du mérite, sans aucune distinction de naissance. Les imbécilles qui régnaient en Espagne avaient trop peu de moyens pour que ce pays me fût d'aucune utilité. Indépendamment de cela, j'avais découvert qu'ils venaient de conclure un traité secret pour trahir la France. Avec un gouvernement actif, on aurait pu faire usage des grandes ressources que présente cette belle contrée, et on aurait pu s'en servir si vigoureusement contre l'Angleterre, qu'elle aurait été forcée de faire une paix conforme aux droits maritimes et libéraux. D'ailleurs, je ne me souciais pas d'avoir si près de moi une famille d'ennemis, sur-tout après avoir découvert le traité secret. Je désirais déposséder les Bourbon, à qui je supposais raisonnablement et nécessairement les mêmes intentions à mon égard. Il importait assez peu à mon plan général, que ce fût un de mes frères, ou toute autre personne, qui fût placé sur ce trône, pourvu que j'en écartasse les Bourbon. Dans trente ou quarante ans, les liens de

la parenté auraient disparu devant les intérêts particuliers de ce royaume.

» Fox, continuait toujours Napoléon, était sincère, et il avait de la droiture dans ses vues; s'il eût vécu, la paix se serait effectuée, et l'Angleterre serait actuellement heureuse et satisfaite. Fox entendait les vrais intérêts de son pays. Il fut reçu comme en triomphe dans toutes les villes de France où il passa. On lui offrit spontanément des fêtes et on lui rendit les plus grands honneurs dans tous les lieux où il fut reconnu. Il doit avoir été véritablement sensible à une telle réception, d'autant plus flatteuse pour lui, qu'elle lui était faite dans un pays qui avait été l'ennemi du sien pendant long-temps, et qu'il ne la devait qu'à la haute estime que le peuple français avait de son noble caractère. Il est probable que si Pitt fût venu à la place de Fox, on l'eût assassiné. J'aimais Fox, et je prenais plaisir à discourir avec lui. Il arriva une circonstance qui, quoique fortuite, doit lui avoir causé une sensation agréable. Comme j'avais toutes sortes d'égards pour lui, je donnai l'ordre qu'on le laissât librement entrer par-tout. Il se rendit un jour à Saint-Cloud avec sa famille. Il y avait alors un cabinet particulier qui n'avait pas été ouvert depuis quelque temps, et où les étrangers n'étaient pas admis. Par inadvertance, Fox et sa femme en ouvrirent la porte et entrèrent. Là, il vit les statues de plusieurs grands hommes, et entre autres des patriotes tels que Sydney, Hampden,

Washington, Cicéron, etc., lord Chatham, et enfin sa propre statue, que sa femme fut la première à reconnaître. Elle s'écria aussitôt : mon cher, voilà votre statue ! Ce petit incident, quoique léger, et purement accidentel, lui fit beaucoup de plaisir, et se répandit aussitôt dans Paris. Le fait est que, longtemps auparavant, je m'étais déterminé à former une collection de statues des plus grands hommes de toutes les nations, les plus distingués par leurs vertus et leurs talens. Je ne les en admirais pas moins pour avoir été ou être encore nos ennemis; et j'avais positivement acquis des bustes des plus grands ennemis de la France tels que Nelson. J'ai depuis été détourné de cette intention par des événemens qui ne m'ont pas laissé le loisir de penser à faire des collections de statues.

» Il aurait été très-facile, continua Napoléon, de rendre les Français et les Anglais amis, et de parvenir à ce qu'ils eussent de l'attachement les uns pour les autres. Les Français ont toujours estimé les Anglais pour leurs qualités naturelles; et où l'estime existe, il n'y a plus qu'un pas jusqu'à l'amitié; si l'on prend pour cela les mesures convenables, on a bientôt réuni ces deux sentimens. J'ai moi-même fait beaucoup de tort à l'Angleterre, et mon intention était de lui en faire bien davantage, si vous eussiez continué la guerre; mais je n'ai jamais cessé de vous estimer. J'avais alors une bien meilleure opinion de votre nation qu'à présent : je pensais qu'elle

jouissait d'une liberté politique plus étendue, et qu'il y avait en Angleterre plus d'indépendance, de grandeur et de générosité; autrement je n'aurais jamais hasardé la démarche que j'ai faite. »

Je lui ai demandé son opinion relativement au lord Whitworth. « C'est un homme habile, mais un peu intrigant, dit-il, autant que j'ai pu l'observer, un homme adroit; c'est de plus un bel homme. Vos ministres n'avaient aucune raison de se plaindre de lui, car il secondait bien leurs projets. Le détail qu'ils ont publié de son entrevue avec moi, était plein de fausseté.

» Je n'ai jamais usé envers lui de violence dans mes manières, ni de grossièreté dans mon langage. Les ambassadeurs ne pouvaient cacher leur surprise, quand ils lurent un tel amas de faits controuvés, et ils les déclarèrent tels. Les Anglais qui résidaient à Paris, étaient très-mécontens de son épouse, la duchesse de Dorset. Ils disaient publiquement que son orgueil allait jusqu'à la sottise. La présentation à la cour fut un sujet de discorde entre elle et beaucoup de dames anglaises. Elle refusait d'introduire celles qui n'avaient pas été présentées préalablement à la cour de Saint-James. Or, il y avait beaucoup de vos compatriotes qui ne voulaient ni ne pouvaient y être présentées, mais qui désiraient l'être auprès de moi, et qui étaient refusées par elle et par son mari. Cela excita contre eux un grand mécontentement. Par la même raison, les Anglais ne pouvaient

souffrir M. Merry, votre chargé d'affaires. Quelques-uns même le menacèrent de lui donner des coups de cravache en public, et il s'adressa à moi pour que je le protégeasse contre ses propres compatriotes. »

Napoléon raconta alors la noble manière dont Fox lui avait fait connaître la proposition qui lui avait été faite de l'assassiner. Il ne manqua pas de comparer cet acte de loyauté avec le traitement qu'il éprouvait maintenant, et avec les complots formés contre sa vie par des misérables, payés en 1803 par ***, et qui étaient débarqués en France sur des vaisseaux de guerre anglais. Il dit aussi que l'on avait fait imprimer, dans les papiers ministériels anglais, que l'assassiner était une œuvre méritoire. Il raconta ensuite quelques anecdotes du général Wurmser. « Quand je commandais au siége de Mantoue, dit-il, peu de temps avant la reddition de cette forteresse, un Allemand fut arrêté au moment où il tentait de s'introduire dans la ville. Les soldats le prirent pour un espion, le fouillèrent sans rien trouver, puis ils le menacèrent dans leur langue qu'il ne comprenait pas. Enfin, un Français, qui parlait un peu allemand, fut amené, et il lui dit nettement qu'il allait le tuer, s'il ne disait pas à l'instant même ce qu'il venait faire dans la place. Il accompagnait cette menace de gestes furieux, tira son sabre, lui porta la pointe contre le corps, et lui dit qu'il allait le percer. Le pauvre allemand effrayé, et ne comprenant pas bien ce que lui disait le soldat français dans

son mauvais jargon allemand, en conclut, lorsqu'il le vit en posture de le tuer, que son secret était découvert, et s'écria qu'il n'était pas nécessaire d'en venir à cette extrémité; qu'il était plus simple d'attendre quelques heures, et alors qu'on l'obtiendrait par le cours naturel des choses. Ce discours donna lieu à de nouvelles questions, et il avoua qu'il était porteur de dépêches pour Wurmser, et qu'il les avait avalées aussitôt qu'il s'était aperçu qu'il courait risque d'être pris. On l'amena à mon quartier-général, où l'on fit venir plusieurs médecins. On avait proposé de lui administrer quelques purgatifs pour provoquer la nature; mais ils dirent qu'il valait mieux en attendre les effets. En conséquence, il fut enfermé dans une chambre, et deux officiers d'état-major, dont un devait rester constamment auprès de lui, furent désignés pour le surveiller. Au bout de quelques heures, on trouva l'objet que l'on cherchait. Il était enveloppé dans une boule de cire, de la grosseur d'une noisette, et consistait en une dépêche de l'empereur François, adressée à Wurmser, qui était écrite de sa main, et par laquelle il lui enjoignait de ne point se décourager, de tenir encore quelques jours, et qu'alors il serait secouru par une forte colonne de ses troupes qui venait dans telle direction, sous les ordres d'Alvinzi. Sur cet avis, je partis sur-le-champ avec la plus grande partie de mon armée; je marchai sur la route indiquée; je rencontrai Alvinzi au passage du Po; je le battis

complètement, puis je revins de nouveau à mon siége. Wurmser envoya alors le général *** en parlementaire, pour me proposer de traiter de la reddition de cette forteresse, et me fit dire que, quoique la garnison fût encore approvisionnée pour quatre mois, il était dans l'intention de se rendre, à des conditions honorables. Je lui répondis que j'avais une si bonne opinion de sa bravoure et de son mérite personnel, et qu'il avait si bien défendu la place confiée à ses soins, que, bien que je fusse instruit qu'il n'avait plus que pour trois jours de provisions, mon intention était de lui accorder une capitulation honorable. Il fut très-étonné de ce que je connaissais si bien l'état déplorable où il était réduit, et encore plus des conditions favorables que je lui offrais, après la certitude où j'étais de sa détresse. Par-là je gagnai Wurmser, et, depuis, il eut toujours pour moi beaucoup d'estime et de considération. Après avoir arrêté les principaux articles de la capitulation, j'envoyai un officier dans la ville, qui trouva qu'il ne restait à la garnison que pour un seul jour de vivres. Avant cette époque, Wurmser avait coutume de me désigner sous la dénomination de *jeune homme*. Il était très-âgé, brave comme un lion, mais tellement sourd, qu'il n'entendait pas siffler les balles autour de lui. Il m'invita à entrer dans Mantoue, après que nous eûmes conclu la capitulation mais je préférai garder la position que j'occupais; indépendamment de ce que j'étais obligé de marcher sur-

le-champ contre les troupes du Souverain Pontife, qui avait d'abord fait un traité et qui l'avait ensuite rompu. Wurmser me sauva la vie un peu plus tard. En arrivant à Rimini, je reçus un courrier avec une lettre de sa part, qui m'annonçait qu'on cherchait à m'empoisonner, et m'indiquait positivement le lieu où cette criminelle entreprise devait se faire. C'était à Rimini même, et les auteurs de ce projet n'étaient rien moins que quelques *canaglie* (canailles) de prêtres. Ils auraient probablement réussi dans leur dessein, si je n'eusse pas été prévenu à temps de prendre mes précautions. Wurmser, comme Fox, agissait noblement.

Napoléon me fit ensuite connaître les mesures qu'il avait prises, pendant le siége de Mantoue, pour maintenir la santé de son armée, dans ce pays marécageux et malsain. Elles consistaient principalement à faire allumer de grands feux pendant la nuit, et à obliger les troupes à se tenir auprès. Ensuite il me parla des mesures qu'il avait cru devoir prendre à Jaffa. « Après l'assaut, dit-il, il fut impossible de rétablir aucune espèce de discipline jusqu'à la nuit. Les soldats furieux se précipitaient dans les rues pour se procurer des femmes. Vous savez quelle espèce de gens sont les Turcs; quelques-uns d'entre eux faisaient encore feu dans les rues. Les soldats qui ne demandaient que des prétextes pour se livrer au pillage, ripostaient aussitôt, tiraient contre les maisons, y entraient par force, et violaient toutes les

femmes qu'ils pouvaient trouver. Ces rapports des Français avec les femmes du pays, et l'imprudence qu'ils avaient commise, en s'emparant de beaucoup de pelisses et d'autres habillemens turcs, dont une grande partie était infectée, furent cause que la peste se déclara parmi eux. Le jour suivant, je donnai des ordres pour que chaque soldat apportât son butin sur la place, où l'on brûla tout ce qui était vêtement; mais la maladie avait déjà fait des progrès. Je fis sur-le-champ envoyer les malades à l'hôpital, en ayant soin de faire séparer des autres ceux qui en étaient atteints. Je réussis pendant quelque temps à persuader aux troupes que ce n'était qu'une fièvre avec des pustules; et afin de les en convaincre, je me mis à côté du lit d'un soldat qui en était affecté; je lui touchai les mains. Cela servit beaucoup à calmer les inquiétudes; et même quelques chirurgiens, qui les avaient abandonnés, en rougirent et retournèrent à leurs devoirs. En conséquence de l'avis des officiers de santé, j'ordonnai que tous les bubons qu'on panserait et qui ne devaient pas s'ouvrir, fussent ouverts. Avant de donner cet ordre, je fis faire cette expérience sur un certain nombre de malades, et je permis qu'on traitât un égal nombre d'autres à la manière ordinaire. L'on remarqua que parmi les malades traités d'après l'ordre que j'avais donné, il se trouvait un plus grand nombre de convalescens. »

17. — J'ai vu en ville sir Hudson, qui était de

très-mauvaise humeur, et avec qui j'ai eu une longue conversation, dont une partie n'était pas d'une nature très-agréable. Il m'a dit qu'il ne paraissait pas que j'eusse employé des argumens assez forts pour détromper le général Bonaparte, et qu'il écrirait au lord Bathurst, que le général Bonaparte était si prévenu contre son caractère, que pas un Anglais, excepté l'amiral Malcolm et moi, n'avait accès auprès de lui.

Je fis connaître à son excellence, que sir Pulteney Malcolm avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour concilier et arranger les choses; et qu'il s'était servi de tous les moyens possibles pour justifier la conduite du gouverneur, et tellement que Napoléon en avait exprimé son mécontentement; que, quant à moi, j'avais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour parvenir à ce but. Je fis, en outre, entendre à son excellence, que si le capitaine Lamb affirmait d'une manière positive la fausseté de l'accusation relative à la proposition supposée de briser le buste, cela suffirait pour faire taire tous les calomniateurs. Sir Hudson Lowe répondit : Je juge d'après les effets, monsieur; vous ne semblez pas avoir témoigné assez d'indignation de ce qu'a dit et fait le général Bonaparte. Vous eussiez dû lui dire qu'il s'était rendu coupable d'une action indigne.

Son excellence dit ensuite que Napoléon lui avait fait écrire par Bertrand la lettre la plus impertinente qu'il eût jamais reçue, en réponse à une qu'il lui avait

adressée au sujet des échecs, et à une seconde qui devait être remise au canonnier du *Baring*. Enfin qu'il avait le droit de renvoyer le général Bertrand de l'île, à cause de son impertinence.

Il me pria ensuite de dire au général Bonaparte, qu'il m'avait envoyé chercher, afin de me demander quel était l'auteur du bruit absurde qui s'était répandu, qu'on s'était opposé à ce que le canonnier, qui avait apporté le buste, pût aller à bord et disposer de ses marchandises, ce qui lui avait fait éprouver des pertes et souffrir de mauvais traitemens; de manière qu'il était très-surpris de la teneur de la dernière lettre qu'il avait reçue, et beaucoup plus que de toutes celles qui lui avaient été envoyées depuis qu'il était dans l'île.

18.—J'ai vu Napoléon, auquel j'ai communiqué le message dont j'avais été chargé pour lui de la part de sir Hudson Lowe. Il a répondu que le canonnier avait déclaré devant madame Bertrand, qu'on l'avait empêché, pendant plusieurs jours, d'aller à bord, et que, par conséquent, il avait été obligé de vendre sa petite pacotille à Salomon et à quelqu'autre marchand pour la moitié de sa valeur (1), et que par-là il a essuyé une grande perte. « J'ai appris, et je le crois, continua l'empereur, que ces mauvais traitemens n'ont eu lieu que parce que ce

(1) C'est un fait qui ne souffre pas de doute, et qui est notoire dans l'île.

pauvre diable s'était chargé d'apporter le buste de mon fils. Le gouverneur a exprimé sa surprise relativement au contenu des lettres qui lui ont été envoyées. Je ne veux rien de son caprice. Il soutient que, selon les réglemens en vigueur, il n'était pas autorisé à remettre ces présens. Où sont ces réglemens? Je ne les ai jamais vus. Si ce sont de nouvelles restrictions, qu'on me les fasse connaître. Mais je n'ai jamais ouï dire que, parce qu'il y a une couronne sur des jouets, on dût les défendre. Je proteste contre toutes restrictions qui ne m'ont pas été communiquées avant d'être mises en exécution. D'après le discours de lord Bathurst, il n'a pas le droit de faire aucune nouvelle restriction. Naurait-il pas pu dire qu'il protestait contre la couronne? nous en aurions ri. Mais non, il faut qu'il donne un coup d'épingle, qu'il se réfère à des restrictions inconnues, et qu'il insinue que c'est à sa bonté que j'en suis redevable. Enfermé dans un donjon avec des chaînes aux bras et aux jambes (*l'uomo s'accostuma, ma al capriccio d'altrui, è impossibile*), l'homme s'y accoutume, mais au caprice d'autrui, c'est impossible. Je ne demande de lui aucune faveur. Peut-être exige-t-il que je lui écrive chaque jour une lettre de remercîment pour l'air que je respire. *Un' uomo che m'ammazza ogni giorno ;* et qui demande que je lui en témoigne ma gratitude. Je me rappelle un bourreau allemand qui, tandis qu'il bâtonnait de toute sa force un malheureux patient, criait après

chaque coup qu'il appliquait : *Pardon, monsieur, pour la liberté grande que je prends.* »

Je demandai quelle était la réponse que je devais faire ? « Dites-lui, répondit Napoléon, *che io non sono obbligato di render nessun conto al mio boja.* »

Après s'être promené pendant un instant, il dit avec énergie : « *Vous me faites des insinuations : c'était la manière d'agir de tous les petits tyrans d'Italie. Cet homme paraît n'avoir d'autre but que de me tuer à coups d'épingles, soit au moral, soit au physique. Un bourreau me tuerait d'un seul coup. Sa conduite est tortueuse et environnée de mystère. Le crime seul marche dans les ténèbres. Un jour, son prince et sa nation seront instruits, son indigne conduite sera connue, et s'il échappe à la justice de la loi qu'il viole, il n'échappera pas à la justice de tous les hommes éclairés et sensibles. Il est un mandataire infidèle, il trompe son gouvernement, comme le démontrent les vingt mensonges et calomnies qui sont dans le discours du lord ***. Sa conduite pour le buste de mon fils, qui est prouvée, est odieuse et digne de tout ce qu'il a fait depuis un an.* »

Il me pria de lui donner cette réponse, qui devait le convaincre de l'opinion réelle qu'il avait de son caractère.

Après quoi, il dit qu'il avait informé lord Amherst de la conduite qu'on tenait envers lui. « L'ambassadeur, dit-il, a déclaré que l'intention du bill n'était

pas telle; que son but était non d'empirer, mais d'améliorer ma position comme prisonnier, et qu'il ne manquerait pas de faire connaître les représentations que j'avais faites au prince-régent, à lord Liverpool et à lord Bathurst. Il me demanda la permission de redire au gouverneur ce que je lui avais dit. Je répondis que j'y consentais. J'ajoutai que j'avais observé que le gouverneur l'avait pris autour de la nouvelle route qu'il avait faite; mais que je supposais qu'il ne lui avait pas dit que je ne pouvais ni la quitter, ni entrer dans aucune maison, et que les choses ont été au point de me faire défendre de parler aux personnes que je rencontrerais. Il en fut beaucoup frappé. Il me proposa de voir le gouverneur; je répliquai que ni le prince-régent ni les deux chambres du parlement ne pouvaient m'obliger à voir mon geolier et mon bourreau. Ce n'est pas l'habit qui fait le geolier, ce sont les manières et les mœurs. Je lui ai dit qu'il avait poussé les choses à une telle extrémité, que, pour ne rien laisser en son pouvoir, je m'étais relégué à ma chambre, m'attendant qu'il allait faire entourer ma maison de sentinelles. Je ne lui ai rien laissé de plus à faire, sinon de violer le lieu qui me sert d'asyle, ce qu'il n'aurait pu faire sans passer auparavant sur mon corps (1).

(1) L'empereur était si fortement frappé de l'idée qu'on essaierait de violer son asyle, que, peu de temps après le départ de sir Georges Cockburn, il avait toujours quatre à

Que je ne voulais pas me rendre coupable d'un suicide, mais que je me réjouirais de mourir assassiné par la main d'un Anglais; que bien loin de reculer, je regarderais cela comme une consolation pour moi dans mes derniers momens. »

Napoléon conclut en me disant « qu'il ne s'opposait pas à ce que le gouverneur eût connaissance du sentiment qu'il venait de manifester à son égard. »

18 (1). — Je suis allé dans la ville, conformément aux insinuations de sir Hudson Lowe, auquel je fis part du message dont j'étais chargé pour lui. Son excellence commença sa réplique par nier qu'il m'eût ordonné de dire qu'il avait été surpris de la teneur des deux dernières lettres qu'il avait reçues, et qu'il m'avait crié, lorsque je sortais de la chambre, de ne parler que de la première partie de sa conversation. Il me dit ensuite, en jetant sur moi un regard furieux : « Les expressions du général Bonaparte me prouvent, monsieur, de plus en plus, que vous n'avez pas pris les vrais moyens de justifier mon caractère. Dites-lui, continua-t-il, d'un ton de voix qui n'était rien moins que calme, que, pour prouver que je ne crains pas d'envoyer quelque message que ce soit en Angleterre, je suis résolu à faire passer

cinq paires de pistolets chargés, et quelques épées dans sa chambre, dont il avait l'intention de faire usage pour se défaire du premier qui entrerait contre sa volonté.

(1) Sur quelques pages de mon journal, cette conversation porte la date du 19.

au ministre le rapport qu'il vient de me faire parvenir. »

Il me demanda ensuite de lui communiquer tout ce dont j'avais été chargé. Quand je vins à l'endroit où Napoléon, dans sa conversation avec lord Amherst, avait dit : « Mais je suppose qu'il ne vous a pas dit que je ne pouvais quitter cette route. » Le gouverneur, dont il me serait impossible de décrire l'expression de la physionomie, se leva brusquement, et, avec un degré de fureur qui l'empêchait de pouvoir articuler ses paroles, s'écria : « C'est faux! c'est faux! je le lui ai dit. » Quand il fut un peu calmé, il me fit de violens reproches de ce que je n'avais pas contredit cette assertion, et de ce que j'avais mis peu de chaleur dans sa défense. Après qu'il eut exhalé une partie de sa rage, je l'interrompis pour lui faire l'observation que j'avais fait tous mes efforts pour le défendre; mais que je ne croyais pas qu'il dût être étonné de ce que Napoléon n'était pas très-satisfait de sa conduite à son égard, s'il faisait attention aux changemens matériels qui avaient eu lieu dans sa position, depuis l'arrivée de son excellence, tous tendant à la rendre plus pénible. Il s'ensuivit alors une longue discussion, pendant laquelle je détaillai à son excellence quelques-unes des restrictions qu'il avait imposées : entre autres une dans laquelle il défendait à Napoléon de parler; sur quoi il se fâcha extrêmement et assura que ce qu'il avait dit n'était nullement une défense, *mais une prière;* que ce

n'était pas sa faute si le général Bonaparte ne voulait pas sortir à cheval. Je pris sur moi alors de lui faire la question que l'on va entendre : « Mettez-vous, monsieur, à la place de Napoléon, profiteriez-vous de la permission de sortir à cheval, si elle était assujettie aux restrictions que vous lui avez imposées? » Son excellence refusa de répondre à cette question, qu'il déclara regarder comme une insulte à sa qualité de gouverneur et de représentant de sa majesté. Il me pria alors de lui faire part de mon opinion sur le discours de lord Bathurst. Je fis la remarque que plusieurs des assertions de sa seigneurie n'étaient pas conformes à la vérité. Après avoir entendu mon opinion, son excellence témoigna un grand mécontentement, et me reprocha avec amertume d'oser parler aussi librement d'un discours tenu par un des secrétaires-d'état du souverain; ajoutant que j'avais l'air d'être l'avocat des Français, et que personne dans l'île n'avait de semblables opinions, ou n'oserait les faire connaître, etc. Il finit par me dire que je n'aurais pas à l'avenir la permission d'entretenir aucune conversation avec le général Bonaparte, à moins que ce ne fût sur des sujets qui regardassent ma profession, et par m'ordonner de venir tous les lundis et les jeudis chez lui, afin de lui faire connaître l'état de la santé et les habitudes du général Bonaparte.

21. — J'ai eu, avec sir Hudson Lowe, une autre conversation d'une nature presque semblable à

celle d'hier. Je soutins une longue et fatigante discussion, dont je ferai grace au lecteur, et qui se termina par l'offre que je fis de me démettre de mon emploi.

24. — Je suis allé à la ville pour me conformer aux ordres de sir Hudson Lowe. Son excellence me fit subir un interrogatoire en présence de sir Thomas Reade et du major Gorrequer, pendant lequel il montra de nouveau beaucoup d'aigreur, de ce que mes sentimens n'étaient pas d'accord avec les siens.

Trouvant que sir Hudson Lowe me rendait, en quelques manière, responsable de toutes les actions et de toutes les paroles de Napoléon, qu'il saisissait toutes les occasions de soulager sur moi sa mauvaise humeur, dans l'impossibilité où il était de la faire éprouver à son prisonnier, et voyant que toute espérance d'accommodement entre les parties était évanouie depuis le départ de l'amiral Malcolm, et que tous mes efforts pour améliorer le sort du prisonnier étaient inutiles, je résolus de me borner autant que possible à mes devoirs de médecin, et d'éviter toute communication superflue avec un homme qui pouvait profiter de ce que sa place le dégageait de toute responsabilité, et se servir de son pouvoir pour maltraiter un officier subalterne.

2 *août.* — Je me suis rendu comme à l'ordinaire pour faire mon rapport relativement à la santé de Napoléon.

J'ai vu Napoléon à mon retour. Il m'a dit avoir lu dans les journaux quelques extraits d'un ouvrage écrit par le duc de Rovigo, renfermant des détails relatifs à Pichegru, Wright, etc.; il déplora la mort de Réal (1), et remarqua que Savary et Réal, sur-tout le dernier, car alors le duc de Rovigo n'était pas dans une position à pouvoir connaître personnellement ce qui avait rapport à Pichegru et à Wright, étaient les deux hommes qui, par leurs fonctions, devaient savoir les noms des geoliers, porte-clefs, gendarmes et autres gens de cette classe, et pouvaient par conséquent dire : « Cet homme . . . . . l'examine. Peut-être est-il maintenant au service du roi. » Dans le poste élevé que j'occupais, je ne pouvais rien savoir de ces détails minutieux. Savary, ajouta-t-il, rapporte une circonstance qui est très-vraie, et il paraît avoir conservé quelqu'ordre que j'écrivis dans cette occasion, et se ressouvenir de plusieurs de mes expressions. Je ne me souciais pas d'en faire publiquement mention, parce qu'une très-proche parente de mon fils se trouvait impliquée par-là d'une manière très-grave. Je ne voulais pas qu'on sût que Caroline, qui le touchait de si près, fût capable de proposer un acte aussi

(1) Réal était alors grand-juge, et le bruit de sa mort, qui avait été inséré dans les journaux qui arrivèrent à Sainte-Hélène, fut ensuite démenti.

atroce : C'était de faire de secondes Vêpres siciliennes, de massacrer toute l'armée anglaise et tous les Anglais en Sicile. Ce beau projet devait recevoir son exécution, pourvu que je prêtasse mon assistance, lorsque le coup serait fait. Je fis jeter l'agent porteur de la proposition dans une prison, où il resta jusqu'à la révolution qui me relégua à l'île d'Elbe.

» On l'aura trouvé dans les prisons destinées aux prisonniers d'état (1). Mon intention était, en cas d'une paix avec l'Angleterre, de l'envoyer à vos ministres pour le faire examiner. »

10. — J'ai eu quelque conversation avec Napoléon sur un bruit qui avait couru, et dont il était fait mention dans un des journaux, relativement à sa translation de l'île Sainte-Hélène à Malte, et auquel il n'ajouta point de foi, et fit l'observation qu'il occasionnerait moins d'alarme étant en Angleterre qu'à Malte. Il remarqua également que la conduite du gouverneur était très-impolitique, puisque, par la manière dont il l'avait traité, on avait appelé sur lui l'intérêt de toute l'Europe. « Cette conduite,

(1) C'est une circonstance particulière que le malheureux, qui fut détenu pour avoir été le porteur d'une lettre confidentielle et d'un message de la reine Caroline, relativement à une proposition de faire massacrer toute l'armée anglaise qui était en Sicile, ait été rendu à la liberté par les succès de l'armée même dont il avait proposé et tramé la destruction.

continua-t-il, excitera la plus grande indignation en Europe. Rien n'était plus propre à faire perdre aux Anglais auprès des autres nations l'estime dont ils jouissaient, et ne servira mieux à accréditer l'opinion que ces nations avaient déjà conçue de votre gouvernement, par suite des bruits qu'avaient répandus les émigrés à leur retour d'Angleterre. Ces derniers sont rentrés avec la haine dans le cœur contre vos ministres qu'ils accusaient d'avoir usé de la plus grande parcimonie et de descendre dans les détails les plus minutieux et les plus vils, en disant, qu'à la vérité ils leur fournissaient de l'argent, mais seulement autant qu'il en fallait pour les empêcher de mourir de faim. Ils ajoutaient enfin, qu'ils eussent été plongés dans la dernière misère, s'ils n'eussent été secourus par quelques particuliers anglais, dont ils reconnaissaient le désintéressement et la générosité.

» Les empereurs d'Autriche, de Russie et le roi de Prusse, ajouta Napoléon, m'ont dit tous trois que j'étais bien dans l'erreur de croire qu'ils eussent obtenu d'aussi grands subsides de l'Angleterre. Ils m'ont assuré qu'ils n'avaient jamais reçu en effectif plus de la moitié des sommes qu'on prétendait leur avoir été payées, et cela par suite des déductions pour nolis, assurance et autres frais sans nombre ; ajoutant que souvent même ils avaient été payés en marchandises. Ces souverains se plaignaient beaucoup de la conduite de vos ministres, et je suis porté

à croire qu'ils en avaient d'assez fortes raisons. Dans la circonstance actuelle, par une parcimonie fausse et mal entendue, ils ont agi en sens inverse du but qu'ils se proposaient d'atteindre ; car leur intention était que je fusse oublié, ou du moins qu'on parlât de moi le moins possible. Mais leur mauvais traitement, et celui de cet homme ici ont retenti dans toute l'Europe. Ce gouverneur a d'abord cru que rien de ce qui se passait ici, ne serait su hors de l'île. Il aurait pu aussi facilement essayer d'empêcher, avec son chapeau, que le soleil éclairât l'univers. Il existe encore dans le monde des millions d'individus qui prennent un vif intérêt à mon sort. Si vos ministres, plus sages et mieux avisés, eussent donné carte blanche pour cette mission, ç'aurait été tirer le meilleur parti possible d'une mauvaise affaire, faire cesser toutes les plaintes, et arrêter tous les essais que l'on a faits pour soulager ma position. Et enfin, en se servant d'hommes tels que Cockburn et Malcolm, cela n'aurait pas coûté plus de 15 à 16,000 livres sterling par an. Mais ce ***, *c'est un homme qui a les manières ignobles, l'esprit astucieux et le cœur méchant. Cockburn au moins avait la marche droite et sincère, c'était un homme, un Anglais ; mais, pour celui-ci, grand Dieu ! la nature l'a créé pour être un bourreau.* Le sous-secrétaire a sans doute dit à lord B*** : J'ai trouvé votre homme. Je ne doute pas que les intentions de *** ne fussent d'abord de forcer, par une suite de mauvais

traitemens, tous les Français à m'abandonner et de me laisser seul dans l'île, de manière à ce que je fusse engagé à commettre un suicide, ou qu'il m'eût entièrement à sa disposition. La force de l'opinion publique les a fait changer un peu après.

» Si les empereurs d'Autriche et de Russie, continua Napoléon, m'offraient tout l'argent que je désirerais, je ne voudrais pas l'accepter. J'ai eu la sottise de me mettre entre les mains de John Bull, et il faut que j'avale les pilules qu'il me prépare. »

En réponse à une observation que je fis, que j'avais peine à croire que la supposition qu'il faisait des intentions de ceux qui l'avaient envoyé à Sainte-Hélène, fût fondée, il ajouta : « Docteur, il faudrait qu'un homme fût plus que stupide, de ne pas s'apercevoir qu'on m'a envoyé ici pour y ***, ou par l'insalubrité du climat ou par la probabilité que je serais induit à commettre un attentat sur moi-même, ou par ***.

» Si j'étais en Angleterre, ajouta Napoléon, je ne recevrais que peu de visites, et, je ne parlerais jamais sur des sujets politiques. Si je le fais à Sainte-Hélène, c'est que j'y suis, et de plus, fort maltraité. Vivre tranquille, jouir quelquefois de la société de quelques savans, me promener de temps en temps à cheval, lire et achever mon histoire, enfin élever mon fils, tout cela ferait mes occupations habituelles et journalières. Le défaut de livres retarde ici beaucoup mon travail, et m'empêche d'achever aussi promptement ce que j'ai entrepris. »

Il m'a informé que le gouverneur avait envoyé une réponse à la lettre qu'il avait écrite au sujet des articles chinois et du canonnier ; mais qu'il avait donné ordre à Bertrand de ne pas apporter ses lettres, avant qu'il ne les lui demandât.

J'ai lu sa réponse au discours de lord Bathurst; elle commence par ces mots : « Le bill du parlement anglais n'est ni une loi ni un jugement ; » et dans laquelle il continue à comparer ce bill aux proscriptions de Sylla et de Marius, « *aussi justes, aussi nécessaires, mais plus barbares* que Sylla et Marius qui traçaient leurs décrets *avec la pointe, encore sanglante, de leur épée ;* avec cette différence, que le bill du parlement anglais avait été rendu en temps de paix, et qu'il avait été sanctionné par le sceptre d'une grande nation. »

11. — J'ai répété de nouveau à sir Hudson Lowe ce que je lui avais déjà dit environ quinze jours auparavant, que Napoléon souhaitait que son jardin fût nettoyé d'une plante fétide et alcaline (la *tithymale*), dont il était rempli, et ensuite converti en pelouse, ou qu'on y semât de l'avoine ou de l'orge, parce qu'on n'en tirait actuellement aucune utilité ; qu'il désirait pouvoir jouir, de sa fenêtre, de la vue de quelque verdure et de quelque chose en végétation. Que si l'on ne s'y prenait pas dans la quinzaine, la saison allait se passer. Son excellence répliqua qu'elle irait dans un jour ou deux à Longwood.

14. — Je suis allé hier à Plantation-House, en

conséquence d'un ordre du gouverneur, qui m'enjoignait de m'y rendre le mardi et le samedi, au lieu du lundi et du jeudi. Le gouverneur, après m'avoir fait quelques questions, dit que j'avais précédemment fait mention que le général Bonaparte m'avait appris qu'il avait fait, en présence de lord Amherst, des observations qui concernaient le gouverneur. Il me pria donc de les lui répéter. Quoique je prévisse les conséquences qui allaient suivre cette ouverture, je ne me crus pas suffisamment autorisé à refuser, d'autant plus que j'avais la permission de lui faire cette communication; et, ayant préalablement averti le gouverneur que ce qu'il exigeait allait produire chez lui un sujet de mécontentement, je répétai, en conséquence, les propres phrases de Napoléon, ainsi conçues : « Ni votre prince ni vos deux chambres du parlement ne peuvent m'obliger à voir *mon geolier et mon bourreau. Ce n'est pas l'habit qui fait le geolier, ce sont les manières et les mœurs.* »

Sir Hudson Lowe se promena pendant quelques instans, ayant l'air très-irrité, et me demanda de lui expliquer quelles raisons pouvait avoir le général Bonaparte pour se servir de telles expressions? Je répondis que cela n'était pas en mon pouvoir. Il commença alors, comme je l'avais prévu, à exhaler contre moi la mauvaise humeur que lui occasionnaient les épithètes de Napoléon à son égard; il remit sur le tapis l'ancienne affaire du journal écossais, et

finit par dire : « Vous n'êtes pas autorisé par moi, monsieur, à communiquer avec le général Bonaparte, sur aucun autre sujet que sur des objets de médecine ; et, si vous tenez d'autres discours avec lui, c'est à vos propres risques, à moins que vous ne fassiez quelques communications qui me soient connues, ce qui vous exempterait de toute responsabilité. Il ne vous appartient pas d'agir d'après votre propre jugement ou votre discrétion, mais il faut que vous demandiez quelles sont les choses que l'on peut vous permettre de faire.

Napoléon a été debout à quatre heures, et a écrit pendant quelques heures, sans appeler aucun de ses généraux pour l'aider. Il a fait une promenade de deux heures, et paraissait être de bonne humeur. Je l'ai vu dans la salle de billard à son retour. J'ai eu un entretien avec lui sur l'Égypte et sur quelques-uns des personnages qui l'accompagnaient dans cette expédition. Il parla d'un certain Poussilgue, qui avait servi sous ses ordres pendant la campagne d'Italie. « Poussilgue, dit-il, a été employé par moi pour des services diplomatiques et autres, de Milan à Gènes, pendant lequel temps il mérita ma confiance. Il fut ensuite envoyé à Malte, pour sonder le terrain avant qu'on en fît l'attaque. Les rapports qu'il fut à même de faire, furent très-utiles et rendirent un service essentiel. Il m'accompagna en Égypte, où je lui donnai un poste élevé dans le commissariat, et le comblai de faveurs. Quand je quittai l'Égypte, Poussilgue,

qui était resté en arrière pour quelques raisons difficiles à expliquer, conçut une grande haine contre moi, et écrivit au directoire des lettres pleines d'horreurs. J'étais alors nommé premier consul, ce qu'ignorait Poussilgue, et ce fut moi qui décachetai ses lettres. Quoique surpris et indigné de cette conduite, je n'y arrêtai pas mon attention. Lorsque je fus fait empereur, le frère de Poussilgue, chirurgien très-distingué, et que je connaissais beaucoup, vint me trouver, pour me prier de donner de l'emploi à son frère, en avouant toutefois que ce frère s'était mal conduit et avec une grande ingratitude. Quel est votre frère, répliquai-je, qui est-il? je ne le connais pas. Poussilgue a trahi le général Bonaparte, mais l'empereur ne se le rappelle pas. Je ne lui accorderai pas de faveur personnellement, mais si le ministre des finances consent à le nommer, je signerai sa nomination. Son frère alla trouver le ministre, lui rapporta ce que j'avais dit : on fit la demande d'un emploi très-lucratif que je signai, et dont il eut la jouissance pendant plusieurs années.»

Napoléon parla ensuite des Mameluks, et il dit que, dans les combats entre eux et la cavalerie française, toutes les fois que les détachemens excédaient cent hommes, la supériorité de la discipline procurait la victoire aux Français, mais qu'au-dessous de ce nombre, et individuellement, les Mameluks l'emportaient.

15. — Anniversaire de la naissance de Napoléon;

il avait ce jour-là un habit brun. Tous les généraux et toutes les dames dinèrent avec lui à deux heures, ainsi que tous les enfans, excepté ceux des comtes Bertrand et Montholon que l'on apporta, et que l'on présenta à la société pendant quelques instans. Il fit un présent à chacun des enfans, et s'amusa pendant quelque temps à jouer avec eux.

17. — J'ai vu Napoléon à deux heures. Il était de très-bonne humeur et très-gai, faisant des plaisanteries sur toutes sortes de sujets, et me raillant à propos d'une jeune dame de l'île.

Il m'a dit que quand il était à Boulogne, deux matelots anglais y arrivèrent, s'étant échappés de Verdun et ayant traversé la France sans être découverts. Ils y restèrent pendant quelque temps; mais n'ayant pas d'argent, ils ne savaient comment faire pour s'échapper; car il se faisait une si bonne garde sur les bateaux, qu'ils désespéraient de pouvoir s'en procurer un. Ils vécurent comme ils purent avec des racines et des fruits. Ils firent une espèce de bateau avec des petits morceaux de bois qu'ils coupèrent avec leurs couteaux. Ils couvrirent cette barque de leur façon avec du calicot qu'ils étendirent sur le bois. Quand elle fut finie, elle n'avait guère plus de trois pieds et demi de longueur, et une largeur proportionnée, et était si légère, qu'un seul homme pouvait la porter sur ses épaules. Ils résolurent d'essayer de passer le détroit à l'aide de cette frêle machine. Voyant une frégate anglaise s'approcher de la

rive, ils lancèrent leur barque, et essayèrent de la joindre; mais avant qu'ils eussent pu faire beaucoup de chemin, ils furent découverts par les douaniers; on les saisit et on les ramena d'où ils venaient. Cette histoire transpira par suite de l'étonnement que l'on eut de voir deux hommes se hasarder sur mer dans une barque si fragile; j'en entendis parler, et je les fis venir avec leur petit bâtiment. Je fus moi-même frappé d'étonnement à l'idée que ces hommes n'avaient pas hésité à confier leur vie à une nacelle aussi légère, et je leur demandai s'il était bien possible qu'ils eussent voulu traverser la mer avec cela? Ils me répondirent que, pour m'en convaincre, ils étaient prêts dans le moment à renouveler leur essai. Admirant la hardiesse de leur entreprise et de leur réponse, je les fis mettre en liberté; je leur fis donner quelques napoléons, et reconduire à l'escadre anglaise. Avant cet ordre, on allait les juger comme espions, parce qu'on les avait vus, il y avait quelques jours, rôder autour du camp.

» Lorsque je fis mon entrée triomphante à Berlin, dit Napoléon, la mère du prince d'Orange, sœur du roi, avait été laissée en arrière, malade, et dans les appartemens supérieurs du palais. Sa position était fâcheuse : elle n'avait pas d'argent, et presque personne n'allait la voir. Un jour ou deux après mon arrivée, quelques-uns de ses domestiques vinrent demander qu'on les assistât, attendu qu'ils n'avaient pas même de quoi se procurer du chauffage. En effet,

le roi l'avait tout-à-fait oubliée de la manière la plus honteuse. Aussitôt que j'en fus informé, je lui fis envoyer à l'instant même cent mille francs; je lui fis fournir tout ce qui était convenable à son rang, et nous eûmes ensemble de fréquentes entrevues : elle me marquait beaucoup de reconnaissance, et il s'établit entre nous une espèce d'amitié. J'aimais sa conversation. Lorsque son fils, le prince d'Orange, était aide-de-camp de Wellington, il alla ou d'Espagne, ou du Portugal à Londres, dans le temps où l'on s'attendait à un mariage entre la princesse Charlotte et lui. Il écrivit de Londres plusieurs lettres à sa mère, donnant une description de toute la famille royale, à commencer par la reine, et les passait tous en revue; cette lettre était remplie d'horreurs et de sottises particulièrement sur ****, contre qui il paraissait être particulièrement indigné; il n'épargnait pas même ***, qu'il dépeignait ambitieux et avide de commandement, et qu'il ne serait qu'un vrai zéro et un misérable, si ***. Mais il déclarait qu'il ne s'y soumettrait jamais. Ces lettres exprimaient beaucoup de sentimens mâles et héroïques qui, quoique dans le style romantique, faisaient honneur à l'écrivain; mais il déchirait tout **** en pièces. Il envoya ces lettres par un agent à Hambourg, avec l'intention de les faire tenir à sa mère. On arrêta cet agent, on saisit ses papiers et on les envoya à Paris, où ils furent examinés, après quoi on me les remit. Je les lus à la hâte, et je ris

beaucoup de ce que ces lettres contenaient ; et pour me venger un peu de toutes les injures que l'on avait accumulées sur moi, je les envoyai au *Moniteur* pour les faire publier ; mais dans l'intervalle, l'agent instruisit la mère du prince, qu'il avait été arrêté avec ses papiers dont il connaissait en partie le contenu. Avant que l'on en eût achevé la publication, la mère du prince me conjura, dans une lettre qu'elle m'écrivit, de ne pas les rendre publics, m'exposant le tort que cela ferait à son fils et à sa famille, et elle rappela à mon souvenir le temps où j'étais à Berlin. Je fus touché de sa prière, et je contremandai la publication de ces lettres, qui auraient fait un grand bruit en Europe, et eussent été la cause d'un grand désagrément pour les personnes dont il était question. »

Napoléon parla ensuite de la feue reine de Prusse avec estime ; il dit qu'il avait eu une haute considération pour elle, et que si le roi l'eût amenée d'abord à Tilsit, il aurait probablement obtenu de meilleures conditions. « Elle était élégante, spirituelle et extraordinairement instruite, continua Napoléon. Elle déplorait amèrement la guerre. Ah! me disait-elle, *la mémoire du grand Frédéric nous a fait égarer ; nous nous crûmes pareils à lui, et nous ne le sommes pas.* »

J'ai fait observer à l'empereur que ses ennemis l'avaient accusé de l'avoir traitée très-barbarement. « Quoi ! dit-il, est-ce qu'ils disent que je l'ai em-

poisonnée aussi ? » J'ai répondu que non ; mais qu'ils assuraient qu'il avait été la cause de sa mort, par suite des malheurs qu'il avait causés en envahissant son pays. « Hé! reprit Napoléon, il est très-probable que le chagrin qu'elle a conçu de la déplorable situation de son époux et de sa patrie, et des pertes qu'ils ont essuyées, ainsi que l'état humiliant auquel ils furent réduits, ont accéléré sa mort : mais ce n'était pas ma faute. Pourquoi le roi de Prusse m'a-t-il déclaré la guerre ? Néanmoins, au lieu de l'avoir traitée avec barbarie, personne ne lui a témoigné plus d'attention ou de respect, personne ne l'a plus estimée que moi, et j'en ai même reçu ses remercîmens. La princesse de Salm était extrêmement belle et spirituelle ; mais sur le point de la vertu et d'autres bonnes qualités, elle était bien au-dessous de sa sœur. Elle ferait une charmante maîtresse, mais pas une ***. Elle avait ***. »

Napoléon fit alors des observations sur Malte, résidence dont il déclara qu'il serait satisfait pendant quelques années ; mais il fit en même temps connaître qu'il n'ajoutait point de foi à ce bruit, et qu'il ne pouvait pas croire que telles fussent les intentions du gouvernement. Il ajouta que la meilleure chose que pût faire notre gouvernement, serait de faire avec lui une espèce de traité, par lequel il s'engagerait à ne pas quitter Malte, pendant un certain nombre d'années, sans la permission du prince-régent, à condition qu'à l'expiration de ce

temps, on le recevrait en Angleterre. Il en serait résulté une économie de six à huit millions de francs par an au profit de la nation anglaise. « Il aurait, ajouta-t-il, été bien plus honorable pour l'Angleterre, et, par conséquent, pour les puissances coalisées, et même plus humain de m'avoir fait fusiller sur-le-champ, dans le premier moment de rage, lorsque je me rendis sur le *Bellérophon*, que de m'avoir condamné à l'exil sur un rocher stérile tel que celui-ci. Cet acte de violence aurait pu s'excuser en disant : Il était nécessaire, pour la tranquillité de l'Europe, de se défaire de cet homme. Par-là on se serait délivré de toute crainte ; le trésor de l'état y aurait gagné des millions, et cette conduite eût été plus conforme à l'humanité.

» Quand la discussion relative au jugement de Louis XVI eut lieu, Condorcet déclara que sa conscience ne lui permettait pas de voter pour la mort, mais il donna sa voix pour que cet infortuné monarque fût condamné aux galères perpétuelles. Cette proposition fut généralement blâmée, même par les plus violens jacobins, et elle attira sur son auteur une grande animadversion : on lui reprochait d'avoir voté une punition encore plus terrible que la mort. Eh bien! l'exil, dans un lieu comme celui-ci, et avec un homme tel qu'ils l'ont choisi, est infiniment pire que la condamnation aux galères; car là, du moins, vous jouissez du soleil qui éclaire l'Europe, et, si vous en avez les moyens, vous pouvez

encore vous procurer les douceurs d'une existence tolérable, comparativement à celle que l'on mène ici. Je me souviens qu'il y avait dans le bagne de Toulon, ou ailleurs, je ne me rappelle pas précisément le lieu, un colonel qui était condamné aux galères. A la vérité, il ne jouissait pas de sa liberté, mais on ne l'obligeait jamais à travailler, et on lui procurait, à ses dépens, tout ce qui pouvait rendre sa situation supportable. Le gardien, car ce n'était pas un homme de la trempe du gouverneur de cette île, ne voulait pas dégrader davantage un homme qui avait occupé un rang aussi élevé dans la société, en le forçant de se livrer à des travaux manuels et avilissans, sans compter que, pour de l'argent, on peut toujours trouver quelqu'un qui fasse votre ouvrage. Je soutiens donc qu'il eût été plus honorable, plus conforme à la politique, et sur-tout à l'humanité, de m'avoir tranquillement *fusillé* à bord du *Bellérophon*. Je l'aurais préféré moi-même. Je pense réellement que lord *** a imaginé que, par une série de mauvais traitemens et d'humiliations, on m'engagerait à commettre un suicide, et qu'il a cherché et trouvé l'homme qu'il lui fallait pour me pousser à cet acte de désespoir. Cette supposition seule m'aurait arrêté, si jamais l'idée de me détruire était entrée dans mon esprit. »

22. — J'ai vu Napoléon à midi. Il continue à se lever à quatre heures du matin et à employer son temps à lire et à écrire. Il m'a fait voir qu'il avait été

obligé de faire retourner son habit, parce qu'il n'y avait plus dans toute l'île d'autre drap vert, que celui dont la couleur est connue en français, sous la dénomination de *merde d'oie*. Puis il a parlé de nouveau de sa détention dans un lieu si horrible, et qui avait quelque chose de sauvage. « Le *** ne savait pas, dit-il, comment séparer l'homme de la place qu'il avait occupée dans le monde. Comme premier consul, comme empereur, étant en guerre avec l'Angleterre, je lui ai fait le plus de mal que j'ai pu; mais en ma qualité de Napoléon Bonaparte, quel droit ont-ils de me retenir prisonnier? et c'est une grande nation qui fait la guerre à un seul homme!

» J'ai, continua-t-il, réfléchi sur ma conduite envers les Anglais, et je n'ai rien à me reprocher à cet égard, sinon de ne leur avoir pas assez fait de mal comme ennemi. J'aurais dû mettre leurs prisonniers sur des pontons, non pour punir ces pauvres gens des crimes dont ils n'étaient pas coupables, mais pour forcer votre oligarchie de faire sortir tous les Français de ceux où elle les tenait renfermés. »

Il fit ensuite l'observation que les Anglais ouvriraient bientôt les yeux sur leur conduite à son égard. « Ils verront, dit-il, l'injustice et la folie de me garder dans cette île, d'un aspect si farouche et si triste, que je ne puis la comparer qu'à la figure du malheureux qu'ils ont envoyé pour la gouverner. Ces considérations, jointes aux énormes sacrifices qu'ils sont

forcés de faire pour m'y retenir, les obligeront à m'en faire sortir un jour. »

Je fis observer à mon tour à Napoléon que l'état de troubles dans lequel se trouvait l'Angleterre serait un motif puissant pour empêcher qu'on ne lui accordât la permission de choisir ce pays pour sa résidence. « Bah! répliqua-t-il, vos ministres ne sont pas assez sots pour s'imaginer que je voulusse compromettre la dignité de mon caractère en me mettant à la tête d'une canaille, qui, peut-être, refuserait de confier ses intérêts à un étranger; ce que je regarde comme très-probable. J'ai refusé de le faire en France même. Je dois compte de ma réputation à mes contemporains et à la postérité, et je ne veux pas jouer le rôle d'un aventurier. Non, non! c'est la haine et la crainte des renseignemens que je pourrais donner sur leur conduite qui les font agir. Ils redoutent que je ne leur dise : Cela n'est pas vrai (*it was not true* (1), et que je ne démente plusieurs particularités qui se rattachent aux événemens politiques et qu'ils expliquent à leur manière.

» Que pensez-vous qui pût me causer le plus grand plaisir au monde, ajouta-t-il? » J'étais sur le point de répondre, de quitter Sainte-Hélène, quand il reprit : « Ce serait de pouvoir me promener *incognito* dans Londres et dans d'autres parties de l'Angleterre, d'aller avec un ami chez les restaurateurs, de dîner

(1) Il dit ces mots en anglais.

en public à une demi-guinée ou une guinée par tête, et d'entendre la conversation des diverses sociétés; de me trouver par-tout, tantôt sous un costume, tantôt sous un autre, et de juger ainsi par moi-même les sentimens et les opinions du peuple, dans ces momens où il est sans contrainte et sans défiance, d'apprendre à connaître la véritable idée que les Anglais ont de ma personne et des événemens qui ont eu lieu pendant les vingt dernières années.»

Je lui fis observer qu'il entendrait dire, sans doute, beaucoup de bien et beaucoup de mal de lui. « Ah! quant au mal, reprit-il, je n'en tiens pas compte, j'y suis accoutumé, Dieu merci; d'ailleurs, je suis persuadé que l'opinion publique changera. La nation éprouvera autant de dégoût à la vue des libelles publiés contre moi, qu'elle aura été avide de les lire et d'y ajouter foi. Ces distractions, jointes aux soins que je prendrais de l'éducation de mon fils, feraient le charme de mon existence. J'étais dans l'intention de mener ce genre de vie, si j'eusse pu parvenir à me rendre en Amérique. Les plus beaux jours de ma vie ont été ceux qui se sont écoulés depuis seize ans jusqu'à vingt. Pendant la durée de mes semestres j'avais aussi l'habitude de parcourir successivement tous les restaurateurs, allant de l'un à l'autre, vivant avec une sorte de frugalité : mon logement me coûtait environ trois louis par mois. Ce furent-les plus heureux jours de ma vie. Peut-être n'ai-je point été heureux quand je suis par-

venu au faîte de la suprême puissance: la multiplicité de mes occupations était telle qu'elle ne me laissait réellement pas le loisir de jouir de cet état paisible qui constitue le bonheur. Je ne me reproche pas d'avoir fait le mal pendant le temps que j'ai occupé le trône : j'ai fait, au contraire, rentrer cinquante mille familles dans leur patrie ; et les améliorations successives qui se sont opérées en France font d'elles-mêmes l'éloge de mon règne. J'ai fait la guerre, sans doute, mais d'impérieuses circonstances m'y ont forcé, ou bien je me proposais un grand but politique. Si la mort eût mis fin à ma carrière à Moscou, continua-t-il, une réputation éclatante et colossale m'aurait survécu, comme conquérant ; une balle aurait dû alors mettre un terme glorieux à mon existence. Au lieu que le nom d'un homme tel que moi, qui meurt dans l'abandon et sur une terre d'exil, n'arrive plus sans quelqu'altération aux générations futures. Je n'avais pas encore essuyé d'échec jusque-là. Il est vrai que, plus tard, à Lutzen et à Bautzen, avec des troupes de nouvelles levées et presque sans cavalerie, je rétablis ma réputation militaire : la campagne de 1814, avec des forces si inférieures, ne l'a pas diminuée. »

Je lui fis observer qu'on avait été généralement étonné qu'il n'eût pas fait la paix à Châtillon, lorsque les circonstances paraissaient être désespérées pour lui. Napoléon me répondit : « Je ne pouvais consentir à donner à l'empire moins d'étendue qu'il

n'en avait lorsque je suis monté sur le trône : j'avais juré de le conserver dans son intégrité. D'ailleurs, les puissances alliées me faisaient chaque jour des propositions plus inadmissibles les unes que les autres. Peut-être allez-vous trouver étrange ce que je vais vous dire, mais je vous assure qu'actuellement encore je ne consentirais pas à signer un tel traité. Si après mon retour de l'île d'Elbe, j'eusse pu conserver le trône, j'aurais maintenant le royaume tel qu'il était à cette époque, parce que je l'aurais trouvé resserré dans des limites beaucoup plus rapprochées, mais jamais je n'eusse consenti à l'y renfermer moi-même. Ma grande et principale faute a été de n'avoir pas fait la paix à Dresde. J'eus tort de consentir à l'armistice qui eut lieu; car si j'eusse continué à marcher en avant, comme je le pouvais alors, l'empereur, mon beau-père, n'aurait pas pris part contre moi. »

Napoléon ajouta ensuite, que malgré l'occupation de Paris par les alliés, il aurait pu réussir encore à les chasser hors du territoire français; mais que la trahison de Marmont dérangea toutes ses combinaisons. Son plan était d'entrer de nuit dans Paris, à la faveur de l'obscurité; la basse classe du peuple devait attaquer les alliés dans les maisons; et ceux-ci, ayant à combattre contre des troupes qui connaissaient les localités, auraient été taillés en pièces et obligés d'abandonner la ville avec une perte immense. La canaille était toute prête. » Je pense qu'il

ajouta, qu'il aurait enlevé aux alliés leur grand parc d'artillerie, et une fois hors de la capitale, la masse de la nation se serait soulevée contre eux. « J'ai fait part de ce plan, a-t-il ajouté, au baron Koller, qui reconnut que son exécution aurait pu mettre les troupes des puissances coalisées dans une position fâcheuse. Marmont sera un objet d'horreur pour la postérité, aussi long-temps que la France existera, et il ne pourra être nommé sans une sorte de frémissement; il le sait et peut-être est-il à présent l'homme le plus misérable du monde. Il ne saurait se pardonner à lui-même, et il mourra comme Judas. » J'ai pris la liberté de lui demander ce qu'il considérait comme le temps le plus heureux de sa vie depuis son élévation au trône? « La marche de Cannes à Paris, me répondit-il. »

« Lorsque Castlereagh se trouvait à Châtillon avec les ambassadeurs des puissances alliées, continua Napoléon, cette ville était en quelque sorte investie, par suite de quelques succès que j'avais obtenus. Ce ministre était fort alarmé. Il craignait d'autant plus de tomber entre mes mains, qu'il n'était pas accrédité comme ambassadeur, ni revêtu d'un caractère diplomatique en France; de sorte que j'aurais pu le traiter en ennemi. Il alla trouver Caulaincourt, auquel il fit part de ses appréhensions, et lui dit que si j'usais de quelque violence envers lui, il reconnaissait que j'en avais le droit. Il était impossible qu'il tentât de s'échapper sans tomber entre

les mains de mes soldats. Caulaincourt lui répondit qu'il ne croyait pas que je m'occupasse de lui; mais que cependant il ne pouvait pas savoir quel était le parti que je prendrais à son égard. Aussitôt après Caulaincourt écrivit ce que Castlereagh lui avait dit et ce qu'il avait répondu. Je lui fis savoir qu'il devait dire à ce lord de ne pas s'inquiéter et de rester où il était, que je le considérais comme ambassadeur. A Châtillon, Castlereagh, parlant de la liberté dont jouissait l'Angleterre, fit observer, avec un air de mépris, que cette liberté n'était pas ce qu'il fallait estimer le plus dans votre pays, que c'était un usage qu'on était obligé de tolérer; mais qu'elle dégénérait en abus, et que telle qu'elle était, elle ne conviendrait pas à d'autres pays. »

Je me hasardai d'exprimer à Napoléon mon étonnement de ce que Marie-Louise paraissait n'avoir fait aucune démarche en sa faveur. « Je crois, me répondit Napoléon, que Marie-Louise est prisonnière d'état comme moi, excepté qu'on montre plus d'égards pour sa dignité, dans les restrictions qu'on lui impose. J'ai toujours eu lieu de me louer de la conduite de ma bonne Louise, et je pense qu'il est entièrement hors de son pouvoir de rien faire pour me secourir. D'ailleurs, elle est jeune et craintive. C'est peut-être un malheur que je n'aie pas épousé une sœur de l'empereur Alexandre, comme cela me fut proposé par Alexandre lui-même à Erfurt. Mais il y avait des difficultés à surmonter pour conclure

cette alliance; elles provenaient de la différence des religions. J'éprouvais de l'éloignement à permettre qu'un prêtre russe devînt le confesseur de ma femme, comme cela aurait eu lieu immanquablement, et il me semblait que ce serait établir moi-même un espion dévoué à Alexandre, dans le château des Tuileries. On a dit que mon union avec Marie-Louise avait été un article secret du traité de paix avec l'Autriche, cela n'est pas vrai. J'aurais rejeté cette idée. Ce mariage fut proposé par l'empereur François lui-même et par Metternich à Narbonne.

» De tous les ambassadeurs que j'aie jamais employés, Narbonne (1) était celui qui avait le plus de mérite à mes yeux. Il joignait à beaucoup d'esprit naturel, de la droiture et de l'équité dans le caractère. Pendant le temps qu'il était à Vienne, la France ne fut jamais la dupe de Metternich, comme elle l'avait été par le passé. Il pénétrait les projets de Metternich dans l'espace de quelques jours. Si un tel homme eût été envoyé en 1812 à l'empereur de Russie, il est probable que l'on eût obtenu la paix. Alexandre demandait Dantzick et une indemnité

(1) J'appris de Cipriani que Narbonne était le fils naturel de Louis XV, et le fruit d'un amour incestueux de *ce roi légitime* avec sa fille Adélaïde. Qu'il en existait des preuves écrites; que même il y avait encore des personnes en vie qui pourraient le prouver à l'évidence. Je dois déclarer toutefois que Napoléon, à qui je communiquai cette anecdote, me dit qu'il ne croyait pas à l'inceste, mais aux autres détails.

pour le duc d'Oldembourg. Romanzoff persuada à ce monarque, qu'aucun sacrifice ne me coûterait pour acheter la paix, et que le moment favorable de faire des demandes était arrivé. Après le premier succès obtenu par mes armées, Alexandre m'expédia un parlementaire, pour me dire que si je voulais évacuer son territoire et me retirer sur le Niemen, il traiterait avec moi. Je ne crus pas qu'il était de bonne foi, et je pensai au contraire que c'était pour me jouer qu'il me faisait cette proposition. Si elle eût été renouvelée, et que nous eussions pu traiter personnellement à Wilna, tout se fût probablement arrangé. »

23. — Hier M. Smithers, garde-marine du *Conquérant,* est venu à Longwood avec un *laissez passer* de sir Hudson Lowe, pour se rendre chez le comte Bertrand. Après avoir passé la chambre de garde qui était à l'entrée, il fut rappelé par l'officier, et on lui dit qu'on avait trouvé que son *laissez passer* était pour le 21, et que par conséquent on ne pouvait lui permettre d'entrer, attendu que le passe-port était expiré la veille (1).

Pas plus tard que mardi dernier, sir Hudson Lowe témoigna qu'il avait beaucoup d'humeur contre moi, parce que j'avais eu la hardiesse de soutenir qu'il

(1) L'officier d'ordonnance, auquel on en fit le rapport, prit sur lui d'ordonner à l'officier de garde de permettre d'entrer à M. Smithers.

avait quelquefois donné des *laissez passer* dans lesquels le jour était spécifié, et de lui en avoir cité un exemple dans celui délivré à M. Urmston. Son excellence a formellement nié ce fait en présence du comte Bertrand.

Avant qu'on accordât à M. Smithers la permission de monter, on l'assujettit à un long interrogatoire sur la nature de son affaire; comment il connaissait le comte Bertrand? s'il avait des lettres pour lui du capitaine Hamilton, de la marine? et plusieurs autres questions qui tendaient à faire connaître qu'on se méfiait de cet officier, quoique le haut rang qu'il occupait semblât devoir le mettre à l'abri de tout soupçon.

Le général Gourgaud m'a rapporté aujourd'hui, qu'à la fin de la bataille de Waterloo, et après la charge faite inutilement par les Français, la cavalerie anglaise, qui chargea à son tour, s'approcha avec quelques tirailleurs à cent ou cent cinquante toises du lieu où se trouvait Napoléon, n'ayant auprès de lui que les généraux Soult, Drouot, Bertrand et Gourgaud lui-même. A peu de distance d'eux était un petit bataillon français, qui avait formé le carré. Napoléon ordonna au général Gourgaud qu'on fît jouer deux ou trois pièces de campagne qui appartenaient à ce bataillon, afin d'arrêter la cavalerie qui approchait de plus près. Cet ordre fut exécuté, et un des boulets emporta la jambe du marquis d'Anglesea. Napoléon se mit alors à la tête

de la colonne, en s'écriant : « *Il faut mourir ici ! il faut mourir sur le champ de bataille !* »

Dans le moment où Napoléon voulait effectuer une charge avec le peu de monde qu'il avait avec lui, les tirailleurs anglais gagnaient du terrain. Labédoyère galopait autour d'eux comme un désespéré, le sabre au poing, et paraissait chercher une mort glorieuse sur le champ d'honneur. On empêcha Napoléon de se jeter au milieu de l'ennemi. Ce fut Soult qui saisit son cheval par la bride, en lui disant qu'on ne le tuerait pas, mais qu'il allait être fait prisonnier, et avec l'aide de quelques autres personnes dont il était entouré, ce général parvint à lui faire abandonner le champ de bataille. Il n'y avait plus alors dans ce lieu que la petite colonne dont on vient de parler, qui pût s'opposer au progrès des Prussiens. Napoléon était si fatigué, que sur la route de Jemmapes et de Philippeville, il serait souvent tombé de cheval, s'il n'eût été soutenu par Gourgaud et par deux autres personnes qui l'accompagnèrent pendant une partie du chemin. Il gardait un profond silence. Arrivé sur la route de Paris, il fut décidé que Napoléon se rendrait directement au sénat, où il entrerait avec ses bottes et ses éperons, ce qui aurait pu produire un grand effet; mais malheureusement on n'exécuta pas cette résolution.

24. — J'allai à *Plantation-House*, où, comme de coutume, on me fit subir un long interrogatoire, et

où j'eus beaucoup de mauvaise humeur à supporter. Entre autres choses, son excellence, après m'avoir demandé comment j'étais parvenu à savoir que Cipriani avait eu une conversation avec lui, relativement aux objets dont on manquait à Longwood, dit que je ne devais point m'entretenir avec le maître d'hôtel, relativement aux provisions allouées; que dans tout ce qui n'était point purement relatif aux fonctions de ma place de médecin, je devais lui demander ce qu'il m'était permis de faire; que je ne devais pas agir d'après moi-même, lorsqu'il était question des conversations que je pouvais avoir avec le général Bonaparte, d'une autre nature que celle qui aurait pour objet l'état de sa santé, ni répondre à ses questions, à moins que de telles communications ne lui fussent soumises, attendu qu'en sa qualité de gouverneur, il était le seul juge compétent de ce qu'on pouvait dire ou taire.

Je répliquai que s'il s'attendait à ce que je lui répétasse tous les entretiens que j'aurais avec Napoléon, il était dans l'erreur; que par le passé je lui avais rapporté une partie de ces entretiens, mais que désormais je garderais le silence.

Je lui demandai depuis quand mon devoir dût être de lui communiquer tout ce qui se passait; que selon lui et sa propre expression, je ne devais faire usage ni de mon jugement, ni de ma volonté, et que, par une conséquence naturelle de son discours, je me trouvais donc dans la nécessité de lui

tout dire, puisque retenir une partie de la conversation, ce serait faire usage de mon jugement ?

Il refusa de répondre directement à ces questions, et remit sur le tapis le vieux sujet du journal écossais, qui était son cheval de bataille.

J'ai eu avec Napoléon un entretien qui a roulé sur lord Castlereagh. « Jamais, dit-il, aucun diplomate n'a déployé et mis en œuvre une plus grande stupidité politique, que ne l'a fait lord Castlereagh. Un roi est mis sur le trône, par la force, contre les vœux du peuple, et au lieu de lui laisser les moyens de se concilier l'affection de ce peuple, on le contraint à lever des contributions ruineuses. On a fait des Bourbon les bourreaux de leur peuple, de ces mêmes Vendéens et des autres qui ont versé leur sang pour eux, et à l'aide desquels ils ont gagné la bataille de Waterloo, car si je n'avais pas eu cette affaire de la Vendée, j'aurais eu 30,000 hommes de plus à Waterloo. De plus, ces Bourbon ont fait un concordat avec le pape, qui ne se serait pas fait au dixième ou quinzième siècle. Ils ont consenti à rétablir par degrés toutes les lois de l'église. Que signifie cela, si ce n'est la destruction des protestans et de ceux qui professent d'autres cultes que le culte catholique. Savez-vous ce point de la doctrine des catholiques : *On ne peut être sauvé hors du giron de l'église !* C'est le rétablissement de la vieille bigotterie, de la superstition et de l'inquisition même, comme étant également une des lois de l'église. Les

protestans doivent voir que le but de ce concordat est de leur ôter la liberté des cultes, et de ne tolérer aucune religion que la romaine. Les acquéreurs des domaines, qui jadis appartenaient à l'église, doivent trembler, parce qu'il conduit à leur restitution. Les protestans seront pis qu'avant la révolution, en ce temps, où si l'un d'eux voulait se marier, il était obligé de dire qu'il était catholique. Quoique leurs églises fussent alors tolérées jusqu'à un certain point, cependant, quand ils les ouvraient, ils étaient visités et tourmentés par la police. Ce *Papaccio*, ce *Pretaccio* a été assez imbécille pour donner son assentiment à une mesure qui, à la fin, causera l'assassinat des prêtres. J'ai eu moi-même un moment la plus grande peine à retenir le peuple de se porter aux plus grandes extrémités envers eux. Ah! ces Bourbon! les Français peuvent bien dire : *Ils n'ont rien appris, ils n'ont rien oublié.* Ils se reposent sur un lion endormi. Je vois la France en flamme, je vois couler des rivières de sang. Vous verrez un massacre général des Bourbon, de la vieille noblesse et des prêtres. Des Anglais innocens et amis de la liberté paieront de leur vie ces fautes, et expieront la mauvaise politique de lord Castlereagh. Que mon imagination me trompe; mais la grande latitude donnée par le concordat au roi et aux prêtres pour faire revivre les vieilles superstitions et l'intolérance, mettra la France en flammes, et pourrait produire une nouvelle

révolution de *bonnets rouges, et à bas les calottes.* »

25. — Napoléon était très-gai. Je l'ai vu dans le salon. Il portait un habit gris, croisé. Les remarques qu'il a faites sur les gouverneurs de Benguilla et des îles du Cap-Vert étaient fort plaisantes.

J'ai eu un autre entretien avec lui, relativement à l'Espagne. Je lui ai demandé s'il était vrai que la reine eût dit à Ferdinand, en sa présence, qu'il était son fils, mais non pas le fils du roi, proclamant ainsi son infamie? Napoléon m'a assuré qu'elle ne s'était jamais servie de semblables expressions en sa présence. Qu'elle lui avait dit seulement, dans un moment de colère, qu'il n'était pas digne d'être le fils du roi. Je lui demandai aussi s'il était vrai qu'il eût voulu donner à Ferdinand une de ses parentes en mariage et le faire roi de Naples, marier une autre de ses parentes à Don Carlos et lui accorder une souveraineté. Napoléon m'a répondu que toutes ces assertions étaient autant de fausseté. « Ferdinand lui-même, m'a-t-il dit, m'a prié à plusieurs reprises de lui donner en mariage une de mes parentes, mais je ne lui en ai jamais parlé. » Je lui ai dit que dans un écrit qu'on trouvait par-tout, on avait assuré qu'il avait laissé à Ferdinand le choix entre l'abdication ou la mort; que ce fut en conséquence des menaces qu'il fit à ce prince, et de celles du roi Charles, qu'il prit enfin le parti d'abdiquer. « Ceci est encore faux, répliqua Napoléon; ni menaces ni

promesses ne furent employées contre lui. Si Ferdinand eût été traité comme je le suis ici, s'il eût été privé de nourriture et traité avec autant de rigueur, on pourrait dire alors que son abdication était forcée. Votre ** m'aurait volontiers fait périr; mais voyant que la nation n'y consentirait pas, on m'a envoyé ici, afin que je meure d'une mort assez lente pour qu'elle paraisse naturelle, ou dans l'espérance que j'attenterais à mes jours. Le fait est que, sans les querelles particulières entre le père et le fils, je n'aurais jamais pensé à les détrôner. » J'ajoutai que dans plusieurs écrits publiés contre lui, on assurait que c'était lui qui avait eu l'art de faire naître ces dissensions dans la famille royale d'Espagne, afin de pouvoir en profiter. « Un homme tel que moi, répliqua Napoléon, est *un dio ovvero un diavolo* (un dieu ou un diable). Cela est aussi vrai qu'il l'est que j'ai fait venir Pichegru et Georges à Paris, dans le dessein de ruiner Moreau. Quand j'ai vu ces deux imbécilles animés l'un contre l'autre, et chercher réciproquement à se détrôner, j'ai pensé que je pouvais bien en tirer avantage, et déposséder une famille ennemie; mais jamais je ne me suis mêlé de leurs disputes. Si j'avais pu prévoir que cette affaire eût dû me causer autant de tracasseries et de chagrins, je ne m'y serais point engagé, mais les premières démarches une fois faites, il ne m'a plus été possible de reculer. »

Il a parlé sur la bataille d'Essling (ou d'Eylau),

et il a observé qu'il y avait beaucoup à dire des deux côtés. Il avait conservé le champ de bataille; mais il s'était retiré pendant la nuit, et on pourrait penser que cette retraite annonçait qu'il avait essuyé un revers. La victoire a été très-décidément gagnée à Lutzen (1) et à Bautzen. « Je n'avais guère que dix-sept ans, me dit Napoléon, lorsque je composai une petite histoire de la Corse. Je la soumis à l'abbé Reynal, qui lui donna des éloges, et parut désirer que je la publiasse. Cet ouvrage devait, selon lui, servir la cause de la liberté, dont il commençait à être fortement question alors, et me faire une sorte de réputation. Je suis bien aise de n'avoir pas suivi ses conseils. Il était écrit selon l'opinion du jour, qui tendait à cette époque vers une rage de républicanisme, et ce livre contenait les plus forts argumens contre les gouvernemens monarchiques. Il respirait la liberté d'un bout à l'autre, était rempli de maximes et de sentences républicaines, et même beaucoup trop; je l'ai perdu depuis. Étant à Lyon en 1786, je remportai, au collège, le prix d'une médaille en or, sur le thème suivant : *Quels sont les sentimens que l'on doit le plus recommander, afin de rendre l'homme heureux.* Quand je montai sur le trône, bien des années après, je parlai de cela, par hasard, à Talleyrand. Il envoya un courrier à Lyon pour se

(1) Le général Gourgaud m'a dit qu'à Lutzen, Napoléon n'avait que deux régimens de cavalerie.

procurer ce morceau; il y parvint facilement, par la connaissance du sujet, car le nom de l'auteur était inconnu. Un jour, comme nous étions seuls, Talleyrand tira le manuscrit de sa poche, et, croyant me faire la cour, il me le remit entre les mains, en me demandant si je le connaissais. Je reconnus aussitôt mon écriture, et je le jetai au feu, où il fut consumé en dépit des efforts de Talleyrand pour le sauver. Comme il n'avait pas pris la peine de le faire copier auparavant, il parut très-mortifié de cette perte. J'en fus au contraire fort satisfait, attendu qu'il y avait, dans cet opuscule, comme dans celui sur la Corse, beaucoup d'idées républicaines, et une exaltation de sentimens libéraux suggérée par la chaleur d'une imagination bouillante, lorsque la jeunesse et la rage du siècle enflammaient mon esprit. Les sentimens au reste y étaient trop exaltés pour pouvoir jamais être mis en pratique. »

Je lui ai demandé son opinion sur Robespierre. « Robespierre, me répondit Napoléon, n'était certainement pas le plus méchant homme de la révolution. Il ne voulait pas que la reine fût mise en jugement. Bien loin d'être athée, il soutint publiquement l'existence d'un Être Suprême contre l'avis de plusieurs de ses collègues. Il ne croyait pas non plus qu'il fût nécessaire d'exterminer tous les prêtres et les nobles pour consolider la liberté en France, comme le prétendaient tant de révolutionnaires; Marat, par exemple, qui ne parlait pas moins

que de faire tomber six cent mille têtes. Robespierre voulait qu'on mît le roi hors de la loi, et non qu'on procédât à la ridicule moquerie de le juger. C'était un fanatique, un monstre; mais il était incorruptible et incapable de voler, ou de causer la mort de qui que ce fût, soit par inimitié personnelle ou par le désir de s'enrichir. Il était un enthousiaste, mais du genre de ceux qui croient qu'ils agissent selon la justice; et il ne laissa pas un sou après sa mort. Sous quelques rapports, on peut dire que Robespierre a été un honnête homme. Tous les crimes commis par Hébert, Chaumette, Collot d'Herbois et d'autres, lui furent imputés. Marat, Billaud de Varennes, Fouché, Hébert et plusieurs autres étaient infiniment plus méchans que lui. C'était vraiment une chose surprenante, ajouta Napoléon, que de voir ces fanatiques qui trempaient leurs mains dans le sang, et qui n'eussent pas pris une pièce d'argent ou une montre appartenante aux malheureux qu'ils traînaient à l'échafaud. Il n'y a pas d'exemple qu'ils aient négligé d'apporter religieusement au comité de salut public l'or ou l'argent dont ils avaient dépouillé leurs victimes. Chaque pas qu'ils faisaient était marqué par le sang, mais ils croyaient bien agir, et ils se seraient fait un scrupule de commettre la plus petite action contraire à la probité.

» Le pouvoir de ce fanatisme était tel, que ces hommes prétendaient marcher dans le sentier de l'honneur et de la vertu, en n'estimant pas plus

la vie d'un homme que celle d'une mouche. Lorsque Marat et Robespierre commettaient tous ces massacres, si Pitt leur eût offert deux cent millions, ils les eussent refusés avec indignation. Ils jugèrent même, et firent guillotiner quelques-uns de leurs collègues, Fabre d'Églantine, par exemple, qui s'étaient rendus coupables de pillage. Il n'en était pas ainsi de Talleyrand, de Danton, de Barras, de Fouché. Ceux-là n'étaient que des figurans, et ils auraient embrassé tous les partis pour de l'argent. Talleyrand *est le plus vil des agioteurs, homme corrompu, sans opinion, mais homme d'esprit.* Il est toujours prêt à tout vendre et à se vendre lui-même au plus offrant. Barras était de même. Quand je commandais l'armée d'Italie, Barras se fit payer, par l'ambassadeur de Venise, deux cent mille dollars (si je ne me trompe) pour écrire une lettre, dans laquelle il me priait de bien traiter cette république, avec laquelle je..... (ici il fit un geste très-significatif); je n'ai jamais fait attention à de telles lettres. Dès le commencement de ma carrière, j'ai toujours commandé par moi-même. Talleyrand vendait également tout; Fouché un peu moins: sa vénalité n'était pas aussi prononcée. »

J'ai demandé à Napoléon, comment il était possible que Barrère eût échappé aux diverses secousses de la révolution? « Barrère? parce que c'est un homme sans caractère, un homme qui changeait de parti à volonté et les servait tous successivement. Il a la

réputation d'avoir du talent. Je ne l'ai pas jugé ainsi. Je me suis servi de sa plume ; mais il n'a pas montré beaucoup d'habileté. Il employait volontiers les fleurs de rhétorique, mais ses argumens n'avaient aucune solidité ; rien que *coglionerie*, enveloppées dans des termes élevés et sonores.

» Billaud de Varennes est le plus exécrable des hommes qui aient figurés dans la révolution. *Carnot en est le plus honnête. Il a quitté la France sans un sou.*

» Madame Campan, continua Napoléon, avait une opinion très-médiocre de Marie-Antoinette. Elle me raconta qu'une personne bien connue par son attachement à la reine, vint la voir à Versailles, le 5 ou le 6 octobre, où elle passa la nuit. La populace attaqua le palais. Marie-Antoinette s'enfuit déshabillée de sa chambre dans celle du roi pour y chercher un asyle. Son amant descendit par la fenêtre. En allant chercher la reine dans sa chambre à coucher, madame Campan vit qu'elle en était sortie, mais elle trouva une paire de culottes, que le favori avait laissées derrière lui, dans sa fuite précipitée, et qui furent immédiatement reconnues.

» Après les événemens de brumaire, dit-il, j'eus une longue conversation avec Sieyes sur la situation de la France et sur diverses matières politiques. En me quittant, Sieyes alla souper avec quelques républicains, ses amis intimes, les plus fermes appuis du parti. Lorsque les domestiques eurent quitté la

salle à manger, il ôta son bonnet, et le jetant à terre avec violence, messieurs, dit-il, il n'y a plus de république, elle est anéantie. J'ai parlé aujourd'hui avec un homme qui, non-seulement est un grand général, mais qui est par lui-même capable de tout faire et de tout embrasser. Il n'a besoin ni de conseillers, ni d'assistance. La politique, les lois, l'art de gouverner, lui sont aussi familiers que la manière de commander une armée. Il est jeune et déterminé. La république a existé.—Mais, s'écrièrent les républicains, s'il devient un tyran, il faudra employer le poignard de Brutus. — Hélas! mes amis, répondit Sieyes, nous tomberions après dans les mains des Bourbon, ce qui est pis. Fouché, ajouta-t-il, n'a point eu mon entière confiance. Jamais il ne m'approchait sans s'incliner jusqu'à terre devant moi. Je n'ai jamais eu d'estime pour lui. Comme il avait été un terroriste, un des chefs de la faction jacobine, je m'en suis servi comme d'un instrument pour découvrir les jacobins, les septembriseurs et ses autres vieux amis. Par son moyen, je me suis vu en état de bannir deux cents de ses anciens associés aux crimes révolutionnaires qui troublaient la tranquillité en France. Il trahit et sacrifia sans remords tous ses vieux camarades ou ses complices. Aussi je ne l'ai jamais placé dans un poste important où j'aurais eu besoin de compter sur lui, ni n'ai même souffert qu'il m'adressât le premier la parole : d'ailleurs, je n'avais pas une excellente opinion sur ses talens.

Talleyrand, au contraire, a réellement joui de toute ma confiance pendant long-temps, et il connaissait souvent mes projets un an ou deux avant que je les misse à exécution. Talleyrand a un talent prodigieux, mais il est méchant par caractère, sans principe, et si avide d'argent, qu'il ne s'inquiète jamais si les moyens d'en obtenir peuvent être avoués par un honnête homme. Sa rapacité était telle, qu'après l'avoir prévenu plusieurs fois qu'il eût à prendre garde à lui, je fus obligé de lui ôter ses emplois. Sieyes a aussi possédé ma confiance, et était un homme d'un grand mérite : il était probe, bien différent en cela de Talleyrand. Il aime l'argent aussi, mais il est incapable de s'en procurer autrement que par des voies légitimes, et non comme celui dont je viens de parler, qui s'en empare de toute manière.

26. — Les observations suivantes sur notre ambassade en Chine ont été faites par Napoléon. « Il paraît que votre ambassadeur, lord Macartney, a été obligé, en 1793, de se soumettre au *ko-tou*, sans quoi il n'eût pas été admis. Vos ministres, qui devaient avoir prévu cela, et qui, en tous cas, prévoyaient des difficultés dans l'étiquette, avaient autorisé lord Amherst à s'y conformer, lorsqu'ils l'ont envoyé dans cette contrée ; il paraît qu'il pensait lui-même devoir se soumettre à cet usage, et qu'en s'y refusant, il s'était laissé guider par de mauvais conseils. C'est une erreur, mais une erreur très-

accréditée, de croire qu'un ambassadeur représente son souverain. Il ne le représente pas, puisque dans le fait, aucune affaire ne peut être considérée comme véritablement valide et terminée, qu'autant qu'elle a été ratifiée par la puissance qui l'envoie; et quant à son rang, relativement à l'étiquette, il n'y a jamais eu un exemple qu'un monarque ait traité un ambassadeur comme son égal, qu'il lui ait rendu ses visites, qu'il lui ait fait place dans une cérémonie, ou enfin qu'il ait eu pour lui les égards et les déférences qu'il aurait pour un souverain étranger. La fausse idée que les ambassadeurs représentent le souverain est une tradition des coutumes féodales, selon lesquelles, quand un grand vassal devait rendre foi et hommage à son suzerain, et qu'il ne lui était pas possible de faire cette démarche en personne, il se faisait représenter par un ambassadeur, qui, dans ce cas, recevait réellement les honneurs dus à son maître. Le caractère d'un ambassadeur est de même nature que celui d'un ministre plénipotentiaire ou d'un envoyé, avec cette différence, que l'ambassadeur est au premier rang, le ministre au second, et l'envoyé au troisième. Mais dans les négociations, ils ont tous trois les mêmes droits; tout ce qu'ils stipulent ou signent doit être soumis à la ratifications de leurs princes : la véritable différence n'existe guère que dans l'étiquette. L'ambassadeur en préséance devrait être traité comme les hommes qui occupent les plus hauts rangs dans le pays,

comme les princes, les ducs et les ministres d'état; le ministre plénipotentiaire comme les nobles du second ordre, en préséance à la cour, et les envoyés comme ceux du troisième. Quant aux chargés d'affaires, ils ne sont pas accrédités auprès du souverain, mais auprès du ministre.

» Les ambassadeurs anglais et russes avaient un droit aux mêmes distinctions et auraient dû suivre la même étiquette qui était suivie par les princes et par les chefs mandarins. Or, ces derniers avaient pratiqué le *ko-tou*, et par conséquent les ambassadeurs auraient dû en faire autant; l'empereur de la Chine avait le droit de l'exiger. On a dit qu'un capitaine français, nommé Rock, qui était allé à la Chine sous le règne de Louis XIV, avait refusé d'accomplir le *ko-tou*. Mais il faut observer que cet officier n'était ni ambassadeur, ni ministre plénipotentiaire, ni envoyé, et qu'il était le maître d'agir à sa fantaisie; et le gouvernement chinois était libre de le considérer comme un personnage plus ou moins important. Mais un homme chargé d'une mission diplomatique devait se soumettre au *ko-tou* et ne pouvait pas même s'y refuser, sans manquer de respect à l'empereur. Ce souverain, de son côté, aurait méconnu le caractère de l'ambassadeur, s'il ne l'avait pas reçu, lorsque cette formalité aurait été remplie.

» Lord Macartney et, selon toute apparence, lord Amherst, ont recouru à divers expédiens, que le

ministre russe avait aussi cherché à mettre en usage. Ils demandèrent à ce qu'un mandarin, d'un rang égal à celui de l'ambassadeur, accomplît le *ko-tou* devant le portrait du roi d'Angleterre, ou que, par une déclaration publique, le monarque chinois promît que, s'il envoyait un ambassadeur en Angleterre, il se soumettrait au *ko-tou*. Les Chinois rejetèrent cette proposition, et avec raison. Si l'on recevait un ambassadeur chinois à Londres, il n'aurait pas le droit d'accomplir le *ko-tou*, mais il devrait suivre la même étiquette en présence du roi d'Angleterre, que les princes, les ministres d'état et les chevaliers de la Jarretière, quand ils sont admis devant le trône, ce qui serait alors le *ko-tou* anglais. Ces demandes étaient donc déraisonnables, comme le prouve naturellement le principe que nous venons de mettre en avant.

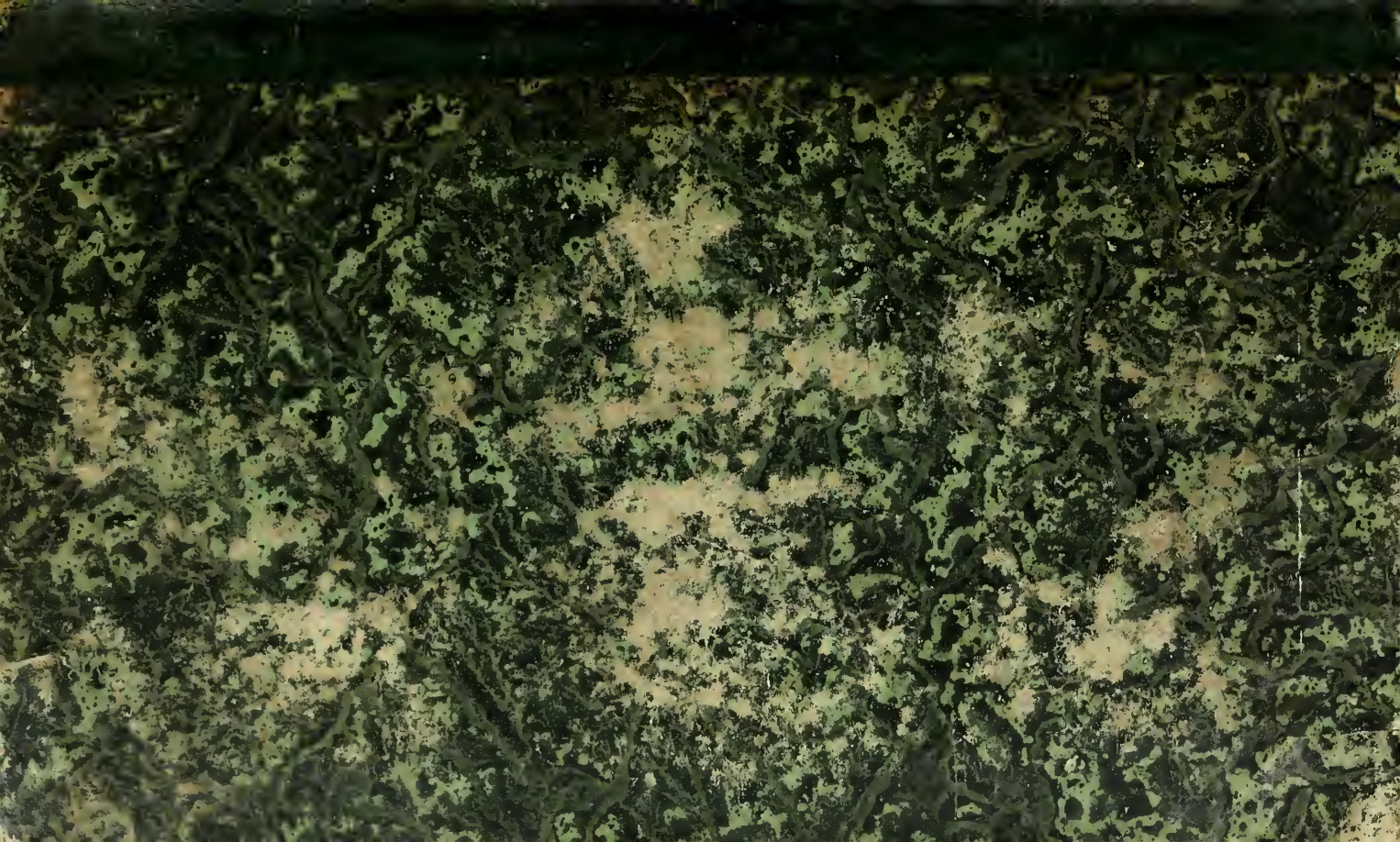
» On fit une troisième suggestion qui consistait à suivre, à la cour de l'empereur de la Chine, l'étiquette de la cour d'Angleterre, qui consiste à mettre un genou en terre au pied du trône, en présentant les lettres de créance. C'est certainement une présomption extraordinaire de votre part, que de vouloir régler l'étiquette du palais de Pékin sur celle du palais de Saint-James. Le principe simple, qu'en négociation aussi bien que dans l'étiquette, l'ambassadeur ne représente pas le souverain et ne peut prétendre qu'aux honneurs réservés aux plus grands seigneurs de la cour où il se rend, éclaircit

entièrement cette question et fait disparaître toute difficulté.

» Il ne se présente à l'esprit qu'une seule objection raisonnable, contre le *ko-tou*, c'est que c'est un acte religieux, que cet acte fait partie des cérémonies d'un culte de faux dieux, et qu'il est par conséquent contraire aux principes du christianisme. Les mandarins comprirent parfaitement la force de cette objection, et repoussèrent cette idée, en déclarant d'une manière positive que le *ko-tou* n'était pas un acte religieux, mais simplement une loi d'étiquette, ce qui aurait dû écarter tout scrupule. La Russie et l'Angleterre devraient ordonner à leurs ambassadeurs de se soumettre au *ko-tou*, sous la seule condition que l'ambassadeur chinois se soumettrait à Londres et à Pétersbourg aux formes d'étiquette que suivent les princes et les grands.

» Votre ambassade vous coûte quelques milliers de livres sterling, qu'on a dépensées en pure perte, et au lieu de servir à un rapprochement, elle sera plutôt une raison d'éloignement et de mécontentement entre les Chinois et vous, et tout cela, par une erreur ridicule. En montrant votre respect pour les usages d'un pays étranger, ceux du vôtre n'en auraient été que plus respectables, et tout hommage que l'on rend à un autre souverain, dans les formes qui sont reçues dans son propre pays, sont et convenables et honorables. Outre cela, vos ministres n'en avaient-ils pas un exemple dans ce qui

a eu lieu avec la Porte, qui a constamment obligé tous les ambassadeurs à l'étiquette qui y est en usage. L'ambassadeur n'est pas admis aux pieds du monarque ottoman, à moins qu'il ne soit revêtu d'un cafetan, et il est, en outre, obligé de faire toutes les cérémonies que les usages de la Porte, selon l'augmentation ou la diminution de son pouvoir, ont prescrites ou changées, mais qui toujours conservent des traces de leur institution primitive. Y a-t-il une grande différence entre se prosterner afin d'accomplir le *ko-tou*, et baiser la poussière des pieds du sultan?

» Vous dites que vous pourriez les intimider au moyen d'un armement maritime, et forcer ainsi les mandarins à se soumettre à l'étiquette européenne? Cette idée est une folie. Vous seriez très-mal avisés, en vérité, si vous alliez exciter une nation de deux cent millions d'habitans à prendre les armes, et les forcer, pour leur propre défense, à construire des bâtimens pour les opposer aux vôtres. Tout Anglais de bon sens ne peut donc considérer le refus d'accomplir le *ko-tou* que comme impardonnable et dangereux dans ses conséquences. »

FIN DU TOME SECOND.